

AUX ÉTATS-UNIS

**M. Hart a gagné
une nouvelle manche
dans la course à
l'investiture démocrate**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 13 à 16

**Peut-il sauver
les entreprises
en difficulté ?**

Fanatisme sanguinolent au Nigéria

Les émeutes religieuses prennent de l'ampleur au Nigéria. L'armée a bombardé vendredi 2 mars certains quartiers de Yola. Cette ville du Nord-Est est à feu et à sang depuis une semaine, et l'on décompte déjà des centaines de morts, près d'un millier, selon le journal « Sunday New Nigerian ». Rues jonchées de cadavres mutilés, magasins et marchés incendiés, membres des sectes lynchées par une foule en furie, fuite massive d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent d'échapper à cette violence aveugle : tel est, selon la presse nigérienne, le spectacle qu'offre la capitale de l'État du Gongola, livrée au fanatisme meurtrier des adeptes du « prophète » intégriste musulman Marwa Maizatsine.

Sporadiquement, dans ce pays réputé ingouvernable de près de 90 millions d'habitants, à majorité musulmane, des émeutes de genre éboulé, sous un prétexte dérisoire, et tournent au carnage. A Kano, en décembre 1980, on dénombrera officiellement 4 117 victimes. Parmi elles, le « gourou » de la secte Yem Isala, Maizatsine. A Maiduguri, les affrontements d'octobre 1982 firent plus de 300 morts. A chaque fois, les adeptes du « prophète » local, loin d'être abattus par sa mort, se tirent un regard de furor et se croient même lynchés à la fois que leur corps est reconstruit de cendre.

Leur fanatisme s'exerce d'abord à l'encontre des partisans d'un islam traditionnel, qu'ils abhorrent, lui préférant une forme purement « africaine », qui va parfois jusqu'à rejeter Mahomet et les coranites « arabes » de sa religion, rendant à leurs chefs un véritable culte et se livrant à la mutilation de leurs victimes et au trafic d'organes humains.

Ces fanatismes, ne craignant ni la mort, sont difficiles à réduire. A Yola, la police a manifestement sous-estimé la détermination des ennemis, dont le chef, Musa Maizatsine, contrairement à ce qu'avait annoncé la police, serait toujours présent dans l'un des « forts Chabrol », qui résistent encore aux assauts des forces militaires.

Pour le régime issu du coup d'État du 31 décembre, les émeutes de Yola constituent la première épreuve importante. Pas plus que l'administration civile de M. Shagari, les généraux au pouvoir à Lagos n'ont su venir à bout de cette violence latente susceptible de contaminer le nord du pays, à 90 % musulman.

La menace est d'autant plus grave que l'équilibre ethnique et confessionnel, dans ce pays composé de dix-neuf États fédérés, reste fragile. Et si, aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer que les sanglants événements de Yola résultent d'une tentative de subversion venue de l'étranger, par l'intermédiaire des milliers d'immigrés illégaux qui restent présents au Nigéria, ils peuvent néanmoins être utilisés pour essayer de déstabiliser le nouveau régime. A l'étranger, il ne manque pas de politiciens, en fuite depuis le coup d'État, désireux de démontrer que la « démocratie » nigérienne, même imparfaite, valait mieux, tout compte fait, que l'« ordre » militaire.

Le dialogue semble s'amorcer au Liban

**Les dirigeants de l'opposition
ont décrété un cessez-le-feu**

De notre envoyée spéciale

Les dirigeants de l'opposition libanaise ont donné l'ordre, ce lundi matin 5 mars, à leurs milices d'arrêter les combats. Si le cessez-le-feu devait être observé par les forces gouvernementales, a déclaré un porte-parole de l'opposition, « un véritable dialogue pourrait être entamé ». Ce lundi matin encore, l'aviation israélienne a bombardé dans la ville d'Aley, une « base terroriste ».

Beirut. — Après le sommet syro-libanais qui s'est tenu jeudi à Damas, Beyrouth vit dans l'attente des décisions que doit prendre le chef de l'État et qu'il pourrait annoncer dans un message à la nation, à une date qui reste à préciser.

Alors que le chef de l'État libanais recevait, presque sans discontinuer, ses partenaires chrétiens et deux membres de l'opposition, MM. Frangie et Karame, les deux autres principaux chefs de celle-ci, M. Berri (mouvement chiite Amal) et M. Walid Joumblatt (Parti socialiste progressiste) se sont entretenus à Damas avec les dirigeants syriens.

Arrivés vendredi dans la capitale syrienne, ils n'ont été reçus que dimanche par le président Assad avant de rencontrer, pour la pre-

mière fois depuis plusieurs semaines, M. Elie Salem, ministre libanais des affaires étrangères, et M. Jean Obeid, conseiller du président Gemayel.

La plus grande confusion règne à Beyrouth depuis le retour du chef de l'État sur les véritables résultats d'un sommet que chacun juge à l'aune de ses désirs ou de ses craintes. L'abrogation ou la « caducité » officielle de l'accord israélo-libanais du 17 mai, à laquelle a souscrit le président Gemayel, est toujours réclamée par l'opposition comme une condition sine qua non de l'ouverture d'un dialogue politique.

Dans le camp chrétien on insiste, sans trop y croire d'ailleurs, sur le fait qu'il faut ouvrir des discussions avec Israël pour obtenir des « arrangements de sécurité » en lieu et place de l'accord du 17 mai. M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral et président du Front libanais (chrétien), nous a déclaré que l'abrogation était subordonnée à la conclusion d'un cessez-le-feu général et au retrait de toutes les milices partant où elles font face à l'armée libanaise. Deux choses qu'il n'a pas obtenues, selon lui, le président Gemayel à Damas.

FRANÇOISE CHÉPRAUX.

(Lire la suite page 4.)

Le gouvernement et l'école catholique recherchent un compromis

**Après le succès de Versailles, les manifestations
cèdent la place à la négociation**

Les marcheurs de Versailles ont conclu par une apothéose la série des cinq manifestations organisées sur l'initiative du Comité national de l'enseignement catholique (CNEC), en faveur de la liberté d'enseignement. Dépassant les prévisions des organisateurs, plusieurs centaines de milliers de personnes — de cinq cent cinquante mille à huit cent mille selon les estimations, ont défilé dans l'ordre, élevant leur hymne à la liberté, avant d'écouter les propos pondérés, et une fois encore apaisants, du cardinal Lustiger, archevêque de Paris, précédé par les responsables de l'enseignement catholique. Les banderoles sont désormais repliées, les estrades démontées, et nul, parmi les organisateurs des rassemblements successifs, ne souhaite le ressortir bientôt, en dépit de la pression d'une partie des manifestants hostiles au gouvernement.

Fort du soutien populaire, mais en même temps inquiet d'éventuels dérapages politiques jusqu'alors évités au cours des cinq manifestations, les responsables de l'enseignement catholique ont tourné la page de la mobilisation de rue pour se consacrer à la fin des négociations engagées le 24 janvier avec le gouvernement.

La confusion entretenue dans la classe politique, au cours de la semaine précédant la manifestation

de Versailles, n'a pas entamé leur réalisme. « Ceux qui voudraient se réfugier purement ou politiquement dans un statu quo immuable ou sclérosant se trompent de combat », a affirmé M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL). Des propos que n'ont pas démentis, au contraire, le cardinal Guibertau puis le cardinal Lustiger. A Versailles, eux seuls savaient où en étaient les négociations, auxquelles ils n'ont cessé de participer entre deux mobilisations de rue.

Sur les quatre points en débat, deux semblent réglés : la carte scolaire et la participation des collectivités territoriales. Deux propositions qui sont destinées à assurer financièrement l'existence de la liberté d'enseignement. C'est en ce sens que l'enseignement privé a aujourd'hui, avec un gouvernement de gauche, une chance historique d'assurer son avenir et d'échapper aux enjeux électoraux.

Mais, à résoudre ces seuls points, le gouvernement court le risque d'être accusé de recul par ceux qui l'ont soutenu. Peut-il se contenter d'accroître l'aide publique à l'enseignement privé ?

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 12.)

La vraie dimension

EN France, en 1984, par un beau dimanche qui incitait à d'autres activités, des centaines de milliers de personnes ont manifesté sur la place publique pour défendre une liberté, celle de l'enseignement. Manifestation massive, calme et forte, bien réelle, comme en témoignent les images et les comptes rendus, et pourtant irrationnelle tant sa motivation paraît anachronique : faut-il, en France, en 1984, se mobiliser et se quereller sur une question que toute société prétendument avancée devrait avoir réglée depuis longtemps ?

Les faits sont là, avec cette manifestation de Versailles, venant après plusieurs autres, et pour le gouvernement un immense embarras. Pour en sortir, il convient, au minimum, de prendre la mesure de ce qu'expriment tous ces manifestants.

On peut estimer que le débat, tel qu'il est posé, en termes de liberté, est faussé. Qu'il est détourné de son objet au profit d'une opération menée contre le pouvoir en place. Sans doute, par certains de ses aspects, la campagne de défense de l'enseignement privé est-elle excessive et déraisonnable. Elle n'est pas à l'abri des tentatives de récupération politique. On ne saurait pourtant la réduire à une manifestation classique de l'opposition ou l'analyser comme une donnée, parmi d'autres, du rapport de force gauche-droite.

A. L.

(Lire la suite page 11.)

DANS L'ATTENTE DE LA « GRANDE OFFENSIVE » IRANIENNE

Veillée d'armes à Bassorah

De notre envoyé spécial

Bassorah. — Jadis, le centre industriel le plus important de l'Irak, Bassorah vit désormais au ralenti. La fermeture du chott El-Arab, au début de la guerre, en septembre 1980, a coupé la ville de la mer et les quelques dizaines de cargos et pétroliers de toutes nationalités, immobilisés le long des quais depuis quatre ans, illustrent parfaitement l'impasse dans laquelle est engagé le conflit irano-irakien.

Bassorah, qui compte environ un million et demi d'habitants, en grande majorité chiites, a été relativement épargnée par les horreurs d'une guerre qui se déroule à une dizaine de kilomètres plus à l'est, le long de la frontière internationale. Visiblement, les bombardements épisodiques de l'aviation iranienne, qui se sont intensifiés depuis le début de la récente offensive, n'ont

pas causé à la ville des dégâts considérables.

Bassorah est loin d'être Beyrouth. Les autorités irakiennes font cependant état de quelques trois cents « tués ou blessés » depuis le début des hostilités. Il n'empêche que les habitants de la ville vivent normalement à leurs occupations, comme si de rien n'était. Les rues pittoresques du quartier des souks sont, à certaines heures de la journée, pleines de monde. La population est, certes, lasse mais son moral ne semble pas avoir été sérieusement entamé. Ce qui explique qu'aucun mouvement d'exode ne se soit amorcé jusqu'à présent.

« Nous ne quitterons jamais cette ville, à laquelle nous sommes attachés », répondent à ce sujet. Certains ajoutent : « Et d'ailleurs, où irions-nous ? »

Jendi et vendredi, plusieurs obus ont atterri au centre de la ville, le long des quais, non loin du luxueux hôtel Sheraton, récemment ouvert pour accueillir des journalistes étrangers venus suivre de près les événements. Un dépôt de coton à été touché de plein fouet et incendié, tandis que la mosquée Imam Aly était en partie endommagée. Un peu plus loin, l'hôpital universitaire a eu les vitres de sa façade nord-est soufflées par l'explosion de plusieurs projectiles tombés à proximité immédiate, sans faire cependant de tués.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

Haroun Tazieff Les Volcans et la dérive des continents



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

**Le succès
du lanceur Ariane :**

**Service
commercial
garanti**

Lire page 48

l'article de
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

**Les projets
du ministre
de la justice :**

**Limiter
les détentions
provisoires**

Lire page 12

l'article de
BERTRAND LEGENDRE

AU JOUR LE JOUR

Les grinchus ont tort : tout ne va pas si mal dans la France d'aujourd'hui. Il y a des initiatives qui réussissent, des expériences qui marchent, des succès, des victoires dont peut s'enorgueillir la fierté nationale.

Prenez seulement le dernier week-end. La victoire du quinze

Réussites

de France sur l'Angleterre : admirable ! Le lancement d'Ariane : formidable ! Jusqu'à la manifestation monstre de Versailles dont le succès doit beaucoup au fait que la gauche est au pouvoir.

BRUNO FRAPPAT.

L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

A l'écoute des créateurs

par LAURENT FABIUS

A l'occasion des Journées de l'emploi des jeunes diplômés, qui ont lieu à Paris du 6 au 9 mars, M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, livre les réflexions que lui inspire la situation des jeunes diplômés à la recherche d'un emploi dans l'environnement économique actuel.

Je vais peut-être heurter : les diplômés, quel que soit leur prestige, ne permettent plus aujourd'hui tous les choix. La liberté du choix est augmentée par le diplôme, mais elle ne se gagne que par une intime connaissance de l'environnement économique.

Or cet environnement, aujourd'hui, c'est la révolution industrielle. La mutation des techniques implique une mutation culturelle, une mutation des valeurs, une mutation des comportements de chacun. L'accélération du progrès technologique, l'émergence de nouveaux emplois de nouveaux services, la vitesse de développement et parfois d'effondrement des entreprises, l'écartement des frontières entre les secteurs économiques traditionnels, tout cela empêche la projection simple et rassurante d'une carrière dans une entreprise stable dont la taille serait à la mesure des ambitions du jeune diplômé.

Nous allons vers une « société de création ». La mobilité, l'initiative, la capacité de création, le sens de l'équipe, le goût du risque sont au cœur de la réussite. Il n'y a plus de situations acquises. Le diplôme, s'il apparaît comme un privilège à ceux qui n'en ont pas, et encore davantage à la masse des chômeurs, n'est plus une carte. Le jeune à la recherche d'un premier emploi ne peut plus se déterminer seulement sur son passé récent de diplômé, il doit construire à chaque étape son avenir.

Que peuvent, dans ce contexte, les pouvoirs publics ? Le constat que

nous avons fait de la « sous-formation » française, si dommageable au développement de notre industrie, explique toute une série de mesures nouvelles. Les plus spectaculaires concernent probablement le secteur de l'électronique où on peut créer plusieurs centaines de milliers d'emplois d'ici à 1990. Mais, même avec la priorité nationale donnée aux budgets de la formation professionnelle, de la recherche, de l'industrie même avec des politiques de l'emploi mieux ajustées aux besoins de notre économie, il restera que le choix du premier emploi relève de la responsabilité individuelle. L'État ne peut pas tout. Il peut seulement et il doit créer un environnement favorable aux choix individuels. Ainsi la création d'entreprises est un choix qui s'offre de plus en plus aux jeunes diplômés — et que les pouvoirs publics entendent fortement encourager.

Plus généralement, il est essentiel que les choix individuels s'articulent sur une meilleure connaissance des forces et des faiblesses de notre économie, et que les jeunes qui se forment multiplient les contacts avec les entreprises, écoutent les créateurs, s'informent constamment sur les choix industriels et technologiques. Il n'y a pas de vrai libre choix de premier emploi sans l'acquisition de ces informations indispensables.

L'éclairage ainsi donné sur les perspectives nouvelles du développement de la France, la relance de la recherche publique, notamment dans les écoles d'ingénieurs, tout cela doit inciter les jeunes diplômés à saisir les opportunités qui se présentent à eux. La préoccupation de la création, le goût du risque, ne peuvent pas être l'apanage des écoles de gestion. Chaque jeune diplômé doit avoir conscience qu'il dispose d'outils nouveaux pour entreprendre. C'est une chance à saisir pour les entreprises françaises. C'est une chance aussi pour les jeunes diplômés.

Lire notre supplément
pages 17 à 24

Le Monde

idées

A PROPOS DES ÉMISSIONS SUR LES GUERRES DU VIETNAM...

Histoire, télévision et défense nationale

par le général JEAN DELAUNAY (CR) (*)

CES émissions sur le Vietnam présentées par Antenne 2 sont donc terminées, après avoir fait du mal, si j'en juge par les questions que l'on me pose... Je les ai, en tout cas, dûment riddochées.

J'appartiens en effet à cette génération de soldats français qui a laissé un tiers des siens en Indochine, beaucoup d'autres étant marqués, comme moi, dans leur chair.

De surcroît, ma famille a été très éprouvée en Extrême-Orient : deux officiers tués, des civils internés par les Japonais, des employés de plantation qui ont travaillé de toutes leurs forces, pendant trente-cinq ans, pour ne ramener que leur peau, sauvée de justesse.

Je connais aussi des réfugiés qui ont, sur les événements en cause, une autre vision que celle du producteur d'Antenne 2.

Enfin et surtout, car c'est l'avenir qui compte, j'ai contribué à former, pour notre armée, beaucoup de jeunes cadres qui sont aujourd'hui outre-mer, au nom de la France. Ils risquent, comme leurs aînés, d'y laisser leur vie (encore un tué l'autre jour à Beyrouth). Ces jeunes-là méritent qu'on respecte et qu'on conforte leur vocation et leur mission, qu'on fortifie encore leur moral en leur montrant le sens de leur combat éventuel, ce qui implique qu'on rende justice à leurs aînés.

Or, précisément, ces émissions ont constitué, à mes yeux, une sorte de désinformation sur l'Indochine d'hier et d'aujourd'hui. Je voudrais que le mal causé puisse être réparé en montrant l'autre face de la réalité.

Je souhaite surtout que de telles « bombes psychologiques » puissent être mieux mises en accord avec les autres armes de notre pays, pour - au minimum - ne pas compromettre notre esprit de défense.

J'essaie cependant d'être objectif :

En ce qui concerne notre colonisation, je considère qu'il est maintenant aisé, avec le recul, de reconnaître nos erreurs, notamment le fait de n'avoir pas associé, à temps, assez de Vietnamiens à l'administration et aux affaires de leur pays. Nous avons ainsi fait le jeu des communistes.

Je sais par ailleurs que nos buts de guerre ont évolué, depuis la simple réoccupation éclair de 1945-1946, jusqu'au soutien ultérieur des jeunes « États associés ».

S'agissant de nos méthodes de guerre, je reconnais que, soldats venant de nous battre en soldat contre la Wehrmacht, nous étions mal préparés à cette guerre révolutionnaire où la population est à la fois enjeu et moyen de la lutte, l'arme psychologique comptant plus que la puissance de feu. Je crois que l'armée américaine qui a pris notre relève a vécu un décalage encore plus marqué entre une capacité matérielle considérable et une faible adaptabilité à ce combat idéologique et politique.

Pour ce qui est des opérations, je rends hommage au talent du général Giap et à l'opiniâtreté de ses soldats et de leurs auxiliaires.

Cela dit, j'estime que cette série a caché la moitié de la vérité et qu'elle a nui à la France et au monde libre, pour demain.

Elle a caché la moitié de la vérité, par exemple, en présentant de façon incomplète et tendancieuse les résultats de notre colonisation. Jusqu'en 1940, nous avions beaucoup apporté à ces pays, à commencer par la paix intérieure et la santé, après des siècles de guerres entre ethnies rivales et d'endémies. Nous avons mis en valeur la terre, permettant aux habitants d'alors de se nourrir et d'exporter. Nous avons investi là-bas beaucoup d'argent, mais surtout beaucoup de travail et de dévouement.

Je pense notamment à ces planteurs, créateurs de richesses végétales et très soucieux de leur personnel. J'ai eu la douleur d'en ensevelir plusieurs, assassinés par haine politique ou par tactique subversive. Ils sont morts eux aussi, à leur poste, pour la France, après avoir contribué à faire, littéralement, l'Indochine d'hier. Tout cela aurait dû être dit et montré mieux, pour équilibrer le bilan de notre action.

L'émission a aussi caché la moitié de la vérité en ne mettant pas en relief les méthodes terroristes utilisées par le Vietnam puis par les Nord-Vietnamiens pour prendre en main la population. On a trop parlé des bombardements américains et pas assez de la peur, élément essentiel de la guerre « psy », telle que la pratique les communistes.

Ce sont ces méthodes-là qui ont fait horreur à tous ces Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens qui ont combattu avec nous, parce qu'ils

nous connaissaient et nous aimaient. A ceux-là aussi, il aurait fallu rendre hommage, au moins autant qu'aux combattants de l'autre bord, dont on a tenu à faire des vedettes.

Sur le plan du courage et des vertus militaires, trop préoccupé de l'autre camp, l'émission n'a pas suffisamment évoqué nos combattants à nous, les grands soldats comme Bigard, mais aussi ces petits soldats vietnamiens héroïques qui se sont sacrifiés à Dien-Bien-Phu ou, vingt ans après, pour couvrir les approches de Saïgon.

L'un d'entre eux m'a un jour sauvé la vie, au prix de la sienne, et je ressens depuis comme un mal au Vietnam. Je le ressens surtout depuis que je sais ce qu'il a fait de l'ex-Indochine française, ce que la série d'émissions n'a pas assez mis en lumière. Elle est devenue un immense gouffre pour Annamites, Khmers et Laos, un gouffre où régent, pire encore que dans le reste du monde rouge, la pauvreté généralisée, l'oppression, la « rééducation » - telle que l'ont connue nos prisonniers du camp numéro 1 - la dénonciation et le lavage de cerveau, y compris et surtout chez les enfants, de familles catholiques notamment.

Voilà ce que furent ces « bon peuple » qu'on a montrés trop rapidement, désirant peut-être nous laisser sur une vision « progressiste » de l'histoire.

Une délectation morbide

Relation tronquée en ce qui concerne le passé, cette série a présenté aussi une action coupable en ce qui tient à l'avenir, notamment en ce qui touche à l'esprit de défense.

En effet, au moment où l'URSS et ses alliés nous investissent dans tous les domaines, du « dumping » des prix commerciaux (navigation maritime par exemple) à la déstabilisation du tiers-monde, en passant par la menace des SS-20 et par l'offensive pacifiste, ce moment-là, un projectile de chez nous ajoute encore au trouble des esprits, encourage la mauvaise conscience de nos compatriotes et des Américains, et favorise leur résignation pacifiste.

(*) Ancien chef d'état-major de l'armée de terre.

neutraliste, au grand dam de la cause de l'Europe et de l'Occident de demain.

Ayant jeté le discrédit sur nos armes et notre politique, elle a contribué, avec une délectation morbide qui constitue, selon moi, son tort majeur, à saper encore un peu plus la confiance en soi de nos pays et leur volonté de défense. Elle laisse entendre - notamment avec des images choc - que, si nous avons perdu, c'était parce que notre cause était mauvaise, parce que tel était le sens de l'histoire, parce que le vent soufflait de l'Est... Ce faisant, elle contribue à conditionner nos opinions publiques en direction de nouveaux Munich.

Dans les lunes d'aujourd'hui, qui restent dans nos pays des combats d'idées, la télévision est, plus encore que les autres médias, une arme redoutable... Il en résulte, pour ceux qui l'utilisent, des devoirs particuliers vis-à-vis de leurs concitoyens.

Qu'on veuille préserver notre esprit critique, qui manque tellement au-delà des rideaux de fer et de bambou, certes, nul n'y voit à redire... Mais, de grâce, qu'on ne contribue pas à assombrir encore la morosité des temps, qu'on montre aussi les aspects positifs des événements, qu'on souligne que certaines valeurs valent la peine d'être vécues et d'être défendues, le cas échéant, les armes à la main, dans notre camp aussi.

En ce qui concerne notre défense nationale, je vois une contradiction entre le fait de dépenser cette année 142 milliards pour dissuader l'agresseur éventuel - dépense nécessaire, voire vitale, - le fait aussi d'envoyer nos pans à ou les intérêts de la France l'entrent - avec les risques correspondants - et le montage d'un tel spectacle techniquement réussi et d'autant plus malin pour notre esprit de citoyens appelés à réagir en cas de péril extérieur.

Le sacrifice de nos soldats pour le pays n'est acceptable que si ce pays manifeste à la fois sa volonté de vivre libre et sa solidarité avec les générations d'hier, qui ont travaillé, de leur mieux et dans l'optique de l'époque, à faire la France.

Notre télévision nationale doit nous aider à retrouver nos racines et nous aider, sans chauvinisme ni militarisme abusifs, à comprendre le sens de notre travail quotidien et de notre combat éventuel pour la liberté.

LU

« LE PROPHÈTE ET PHARAON », de Gilles Kepel

Les assassins de Sadate

JUSQU'À présent on a reçu les effets du phénomène islamique sans en apprécier véritablement les causes.

Un jeune chercheur, arabisant et orientaliste, Gilles Kepel, a enquêté sur le terrain, en Égypte, pendant trois ans ; il a pu connaître quasiment de l'intérieur les organisations de Frères musulmans. Dans un livre clair et précis, il essaie de comprendre, au-delà des symboles, les causes, les motivations historiques et sociales de ces mouvements qui définissent la « modernité islamique », ainsi que les catégories politiques souvent totalitaires des pays musulmans. L'auteur remonte le cours de l'histoire à partir de ce 6 octobre 1981, où un commando assasine Sadate ; il s'arrête à quelques dates : 1928, Hassan El-Banna fonde l'association des Frères musulmans ; 9 décembre 1954, un an et demi après son arrivée au pouvoir, Nasser fait exécuter dix dirigeants de cette association. Le régime nassérien va fournir aux milieux islamistes quelques martyrs dont le plus important est Sayyid Qutb ; en 1966, ce théologien et penseur islamiste, auteur d'un nombre considérable d'ouvrages dont le plus célèbre, *Signes de piste*, servira de manifeste aux militants, est pendu.

Un élément non dit semble nourrir et provoquer le fanatisme et l'intolérance chez la plupart des islamistes : la libération des mosquées. Que ce soit le jeune agronome Choukri Mustafa, qui dirigea un groupe terroriste surnommé El Takfir wa Hija (Excommunication et Hégire), ou le cheikh Kikh, orateur évangélique populaire et dont les prônes circulent en cassette à travers le monde, ou les jeunes de l'Association islamiste des étudiants égyptiens, qui furent très actifs entre 1973 et 1977 et qui prônèrent le retour à l'âge d'or de l'Islam à l'époque des « cafés bien guidés », tous veulent renverser l'État et nier tout pouvoir, même et surtout démocratique,

pour faire régner une morale stricte où la ségrégation des sexes est un principe essentiel. C'est une opposition à toute forme de liberté individuelle ; c'est là le signe d'une inadéquation fondamentale au présent.

La revue *El-Dawa*, qui a pu paraître durant soixante-quatre mois, sous Sadate, s'attaqua à ce que Kepel appelle « les quatre cavaliers de l'Apocalypse » que sont la « juiverie », la « croix », l'impérialisme en est un attribut, le « communisme » et le « laïcité ». Ce dernier point est en fait le plus important. La guerre est déclarée non pas à ceux qui ne croient pas, mais à ceux qui mènent un autre mode de vie et de pensée. On peut tout ce qui est libéral et même ce qui prend l'allure d'une fête.

Lorsque Khaled El-Islembouli avoua, après l'assassinat de Sadate, « J'ai tué Pharaon et je n'ai pas peur de la mort », on réalisa combien Sayyid Qutb, Choukri Mustafa, le cheikh Kikh et autres activistes ont balisé la voie de cette forme de résistance qui fait de la mort une étape sur le chemin du « paradis ».

L'islamisme rejette certes les catégories de l'Occident, mais exprime aussi la résistance d'une partie du peuple à l'oppression des socialistes vengeurs et refuse de plus en plus les impostures de l'État. Le manque de liberté, l'absence de démocratie, le parti unique et le système totalitaire donnent forcément naissance à des phénomènes d'opposition où l'irrationnel de la foi l'emporte sur une pensée structurée. C'est ainsi que le religieux est en train de déconstruire la pensée sociale d'une partie des peuples arabes qui n'en peuvent plus d'être humiliés.

TAHAR BEN JELLOUN.

* *Le Prophète et Pharaon (les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine)*, par Gilles Kepel ; préface de Bernard Lewis. Éditions La Découverte, 246 p., 110 F.

LETTRES AU Monde

Réponse à Elie Wiesel

Dans un article publié dans le Monde du 24 février, M. Elie Wiesel s'indigne de la vente par l'Allemagne d'armes à l'Arabie Saoudite. Ces armes pourraient servir contre Israël, comme celles jadis livrées à l'Iran. Certes. Mais l'exemple est

plutôt mal choisi. L'hebdomadaire *Newsweek* rapporte en effet que les États-Unis « ont persuadé Israël d'arrêter la vente d'armes à l'Iran » (cité par le Monde du 28 février, page 3). Deux poids, deux mesures ?

Pourtant, selon l'auteur, « les coupables seuls sont coupables ». On voit mal en ce cas pourquoi les

Allemands d'aujourd'hui devraient assumer la responsabilité morale des actes criminels commis par leurs aînés en déterminant leur conduite internationale en fonction de ces actes. C'est bien de cela dont il est question puisque, s'agissant de l'Allemagne, c'est au nom du passé, et uniquement du passé, que M. Wiesel juge le présent. Et l'auteur conclut par ce verdict : « Qu'il le veuille ou non, un peuple sans mémoire restera, à sa façon, un peuple à part ».

C'est en réalité tout le contraire que nous enseignent ce marché. En vendant des armes à l'Arabie Saoudite, l'Allemagne se comporte comme toute autre nation... qui n'est pas dans la situation d'avoir à en acheter. On pourrait recenser les pays fournisseurs d'armes aux peuples du monde entier. On constaterait d'après l'identité de leurs clients que les considérations morales n'entrent pas en ligne de compte. Selon le critère de M. Wiesel (la mémoire), tous, ou peu s'en faut, sont frappés d'amnésie. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner : en matière de vente d'armes, les considérations humanitaires ne sont pas (et pour cause) un critère de sélection satisfaisant.

L'Allemagne est donc pour le meilleur (et en l'occurrence pour le pire) une nation comme les autres. A moins que M. Wiesel ne nous explique en quoi Israël aurait plus « de tact et de sensibilité » (pour reprendre les qualités qui, selon lui, font défaut aux Allemands) en vendant des armes à l'Iran (un pays ami ?) ou en entretenant les relations que l'on sait avec l'Afrique du Sud.

On admettra avec M. Wiesel que : « Le métier de marchand de canons, donc de mort, est sans doute profitable [et qu'il] n'en est pas moins scandaleux quand il s'agit de canons allemands vendus à l'Arabie Saoudite ». Il n'est toutefois pas plus scandaleux que la vente de canons israéliens à l'Afrique du Sud. (Lire *The Times* du 3 avril 1976).

BERNARD LUISIN, assistant à la Faculté de droit de Nancy.

La notion d'« intellectuels malfaisants »

Nous avons pris connaissance de l'appel mettant en cause Yves Montand et André Glucksmann, signé par un certain nombre de personnalités, paru dans votre journal du 23 février 1984. Il y a des textes qui sont réellement utiles. L'apparition dans celui de la notion d'« intellectuels malfaisants » est en effet riche de signification et en dit long sur le souci pluraliste de ses auteurs. Que de prestigieuses résistances se soient associées à cet appel marqué du socle des vieilles manières est tout aussi stupéfiant qu'incompréhensible.

Nous craignons que par cet emprunt à un certain vocabulaire policier, celui des purges et des réactions de toute nature, ils ne se soient tout bonnement fourvoyés.

MICHEL LAVAL, JEAN-PIERRE MIGNARD, FRANCIS TEITGEN (Paris.)

Témoignages et droit de réponse

Invoquant, comme à l'accoutumée, le « droit de réponse » (loi du 29 juillet 1881), M. R. Faurisson, professeur à l'université Lyon-2, nous écrit :

M. Delacampagne écrit (le Monde du 24 février) au sujet des prétendues chambres à gaz : « Celles-ci n'ont pas existé, prétend Faurisson, puisqu'on n'a jamais pu trouver une seule personne qui les ait vues fonctionner (évidemment, sous les témoignages des morts sur place) ». Je n'admets pas qu'on m'attribue un raisonnement d'une telle légèreté ni qu'on résume ainsi une enquête de dix-huit ans. En 1983, la cour d'appel a rappelé comment, au terme d'une enquête avant tout matérielle, technique et documentaire, j'avais cru devoir conclure que l'existence des chambres à gaz homicides se heurte à une impossibilité qui suffirait à elle seule à invalider tous les témoignages existants ou à tout le moins à les frapper de suspicion. La

cour a dit qu'il n'était pas permis d'affirmer que j'avais écarté les témoignages par légèreté ou négligence ou délibérément choisi de les ignorer.

Autrefois, on invoquait contre moi une quantité de témoignages, dont certains commencent encore aujourd'hui de grands succès de librairie, mais, depuis 1983, une évolution se dessine : on adopte (je l'ai noté aussi ailleurs que dans le Monde) l'idée selon laquelle il n'y a ni preuves ni témoins parce que les Allemands auraient réussi à supprimer toute preuve et tout témoin. D'où les questions suivantes :

- 1) Où sont les preuves que les Allemands auraient réalisé une telle prouesse ?
- 2) Que penser désormais de la valeur des preuves et des témoins qu'on invoquait jusqu'ici ?
- 3) S'il n'y a ni preuves ni témoins, devant quoi l'historien se trouve-t-il, sinon devant un mythe ?

En panne de formulaires !

Comme tout membre d'une profession libérale, je suis tenu, en plus de la déclaration d'impôt classique, de faire une déclaration montrant le détail des recettes et dépenses de mon activité (formulaire n° 2 035).

Chaque année nous recevons les formulaires à la dernière minute, vers le 20 février, et cette année, à Rennes, nous n'avons rien reçu à ce jour et le Centre des impôts est incapable de savoir quand il y aura des formulaires. Il me semble tout à fait inacceptable que l'administration, si prompt à appliquer des pénalités de retard, soit incapable de fournir une fois l'an les formulaires nécessaires aux déclarations de revenus.

J. PEQUIN, docteur vétérinaire, (Rennes).

Attachement et perte
VOLUMES 1. LA PERTE, TRISTESSE ET DÉPRESSION
Par John Bowlby
La perte d'une personne aimée, toujours éprouvante, aboutit souvent à des perturbations émotionnelles durables et profondes, en particulier à de l'anxiété et de la dépression. Ce 3^e et dernier livre de John Bowlby consacré au concept de l'attachement décrit les réactions des enfants et adolescents, à la perte d'un parent. (Vol. 1, l'attachement - Vol. 2, la séparation.)
Collection « La Fil Rouge ». 608 pages - 250 F.
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4387-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 636572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 8.250 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 162 ml.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Lemaire, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Robert Beauvillier (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)					
Impression de « Le Monde » à la Fabrique, PARIS-15					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0393-2037					
Pour voir les formules : tenez-les sous la main. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.					
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant le départ.					
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.					
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les virements en capitales d'imprimerie.					

LA GUERRE DU GOLFE

SELON DES EXPERTS AMÉRICAINS

Téhéran s'apprêterait à lancer l'offensive la plus importante depuis le début du conflit

L'Irak a massé de quatre cent mille à cinq cent mille hommes, des batteries d'artillerie, des chars et des avions sur le front irakien, et se prépare à lancer ce qui pourrait être sa plus importante offensive dans le conflit qui l'oppose aux forces de Bagdad depuis trois ans et demi, indiquent des experts militaires américains à Washington, cités par l'AFP.

Selon ces experts, dont les analyses sont reproduites dans plusieurs quotidiens américains, la nouvelle attaque irakienne pourrait intervenir avant la fin de cette semaine. Les Irakiens, ajoute-t-on de même source, disposeraient pour leur part de quelque deux cent cinquante mille hommes. Bien qu'en état d'infériorité numérique, ils auraient l'avantage d'être retranchés sur des positions fortement défendues.

Les soldats irakiens, soulignent encore ces spécialistes, auraient repris confiance après les pertes énormes infligées aux troupes irakiennes au cours des combats des deux dernières semaines. Bagdad, rappelle-t-on, a affirmé jeudi, 1^{er} mars, que trente mille six cent vingt-cinq soldats irakiens ont été tués durant la sixième phase de l'offensive « Aurore ».

Outre les informations transmises par leurs satellites-espions et les appareils de reconnaissance à très haute altitude SR-71 Blackbird, les États-Unis disposent en Arabie Saoudite de quatre avions radar Boeing E-3A (AWACS) qui sont à même de surveiller l'évolution du

conflit irano-irakien sans quitter l'espace aérien saoudien. Les autorités de Bagdad, qui paraissent détenir les mêmes renseignements, s'attendent, elles aussi, à une offensive irakienne de grande envergure. (Voir ci-dessous le reportage de notre envoyé spécial en Irak.)

Des armes chimiques ?

A Téhéran, c'est une prédiction contraire qui a été émise par le président du Parlement, M. Ali Akbar Rafsanjani. Il a, en effet, annoncé dimanche que l'Irak s'apprête à lancer une « attaque de grande envergure » pour reconquérir les îles Majoun occupées par les forces irakiennes le 24 février. M. Rafsanjani a ajouté que ces îles deviendraient le « cimetière » de l'armée de Bagdad. Pour la première fois, il n'a pas écarté la possibilité que les réserves pétrolières de ces îles (8 milliards de barils) servent à payer les dommages de guerre exigés par l'Irak comme l'une des conditions de la paix.

Par ailleurs, le gouvernement de Téhéran a demandé aux Nations unies l'ouverture d'une enquête sur « l'usage par l'Irak d'armes chimiques » dans le conflit en cours. Dimanche, un médecin suédois n'a pas exclu que de telles armes aient été utilisées. Le docteur Bengt Koerf, soignant actuellement, dans un hôpital de Stockholm, un groupe de militaires irakiens blessés et qui souffrent de graves brûlures. — (AFP, Reuters.)

DIPLOMATIE

A CHEQUERS

La rencontre de M. Mitterrand et de M. Thatcher devrait être décisive avant le sommet européen de Bruxelles.

Arrivé lundi 5 mars, en fin de matinée, sur une base militaire proche de Chequers, la résidence de campagne du premier ministre britannique, M. Mitterrand a aussitôt rencontré M. Thatcher, avec qui il devait avoir un entretien et un déjeuner de travail, avant de regagner Paris dans l'après-midi.

Cette rencontre, qui conclut le cycle de consultations bilatérales que le président de la République a eues ces dernières semaines avec tous les partenaires de la France au sein du Marché commun, devrait être déterminante pour l'issue du sommet européen de Bruxelles, les 19 et 20 mars. Les meilleurs britanniques autorisés reconnaissent que des pro-

grès substantiels ont été accomplis sur les principaux sujets en litige depuis l'échec du sommet d'Athènes en décembre dernier, mais le Sunday Times juge néanmoins « peu probable » que M. Thatcher accepte les nouvelles propositions que M. Mitterrand pourrait lui faire sur la contribution britannique. Anquel cas, estime l'hebdomadaire londonien, « la Grande-Bretagne pourrait connaître à la fin mars la pire de ses confrontations avec la C.E.E. ».

NOMINATION

M. Daniel Dupont, premier conseiller d'ambassade à Tanger, a été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Fidji, en remplacement de M. Robert Pissant.

[Né le 7 juin 1931, licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Daniel Dupont a été intégré dans le cadre des secrétaires des affaires étrangères en 1958. Il a été en poste à Vienne, à Séoul, à l'administration centrale et à Bonn.]

● La Haute-Volta reconnaît la RASD. — La Haute-Volta est, depuis le dimanche 4 mars, le vingt-troisième Etat membre de l'Organisation de l'unité africaine à reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique. L'OUA a été informée de cette décision, a annoncé le ministre voltaïque de l'information. La Mauritanie avait reconnu la RASD le 27 février. — (Reuters.)

● La Mongolie rejette une demande chinoise. — La République populaire de Mongolie a rejeté la demande chinoise d'un retrait des troupes soviétiques de son territoire, a-on appris à Pékin, alors que le dialogue sino-soviétique doit reprendre dans dix jours à Moscou. Dans une déclaration en date du 2 mars, Oulan-Bator rappelle que les troupes soviétiques stationnent en Mongolie « à la seule demande de son gouvernement et en accord avec le traité soviéto-mongol d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle ».

Le président des troupes soviétiques en Mongolie « ne peut faire l'objet de discussions » lors des consultations politiques sino-soviétiques, affirme la déclaration. (AFP.)

En Inde
VISITE DU MINISTRE
SOVIÉTIQUE
DE LA DÉFENSE

New-Delhi (AFP). — Le ministre soviétique de la défense, le maréchal Oustinov, est arrivé, lundi 5 mars, à New-Delhi, pour une visite officielle de six jours. Celle-ci aurait dû avoir lieu au mois de février, mais elle avait été reportée en raison de l'aggravation de l'état de santé du président Andropov.

Le ministre soviétique est accompagné d'un état-major de neuf membres, dont l'amiral Gorchikov, commandant en chef de la marine, et le ministre adjoint de la défense, le général Chabanov. La délégation visitera les ports de Nasik, sur la côte ouest, de Madras et Visakhapatnam, sur la côte est. Cela donne à penser que la coopération navale sera particulièrement évoquée au cours des entretiens bilatéraux. La marine indienne envisage l'achat d'un second porte-avions et le développement de ses unités de garde-côtes.

La livraison à l'armée indienne du Mig-29, dernier-né de la production aéronautique, pourrait, selon les journaux de New-Delhi, faire également l'objet de discussions. Des pilotes indiens sont actuellement en URSS, où ils essient cet appareil. (L'Inde a acquis quarante Mirage-2000 et envisage d'en fabriquer sous licence une centaine d'autres.)

Lors de la visite du ministre de la défense indien, M. R. Venkataraman, en URSS en juin 1983, Moscou avait proposé le livrer à l'Inde différents armements sophistiqués.

Veillée d'armes à Bassorah

(Suite de la première page.)

Les autorités irakiennes sont persuadées que le pilonnage de Bassorah ira en s'intensifiant. Des sacs de sable commencent peu à peu à s'élever autour des principaux établissements et édifices officiels de la ville, qui semble être l'un des principaux objectifs de l'offensive irakienne.

La défense de Bassorah est assurée par le troisième corps d'armée irakien commandé par le général Maher Abdel Rachid, un « baroudier » qui se promène avec à la main un gros bâton noueux. Agé de quarante-cinq ans, il a, nous dit-on, participé à la bataille du Sinaï dans les rangs de l'armée égyptienne. Il commande il y a encore un mois le premier corps d'armée irakien chargé de la défense du front nord. Recevant les journalistes étrangers dans son quartier général situé à une dizaine de kilomètres de la frontière irakienne, il fait montre d'une belle assurance : « Nous avons donné, dit-il, aux Irakiens une leçon qu'ils n'oublieront pas à Penjwin, dans la région du Kurdistan et nous leur infligeons ici de nouvelles défaites sanglantes ».

Il affirme que ses troupes viennent de remporter une bataille « décisive et sans précédent » contre les « hordes irakiennes qui ont envahi, dans la nuit du 29 février au 1^{er} mars, d'effectuer une brèche dans nos lignes près des localités frontalières de Guzail et de Osk-El-Bahri » (une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Bassorah).

Selon le général Maher, la déroute irakienne a pris les allures d'une véritable « catastrophe » pour le régime de Téhéran. « Nous leur avons brisé les reins », dit-il à plusieurs reprises, affirmant que la 92^e division blindée irakienne a été décimée. « Son commandement, précise-t-il, a été littéralement exterminé et je suis sûr que ceci sera bientôt confirmé par les autorités irakiennes ». Il ajoute que l'ayatollah Tabaatabaï, le « commissaire politique » de la division, a été grièvement blessé au cours de l'opération et se trouve à l'hôpital d'Alwaz

« dans un état désespéré ». « Il rejoindra bientôt la poulelle de l'histoire », affirme-t-il, vouant aux gémonies les « enturbannés » et les « majoussis » (mazdéens, adorateurs de Zoroastre), terme généralement utilisé ici pour qualifier les religieux de Téhéran, en général, et les partisans de l'imam Khomeiny, en particulier.

Le général Maher chiffre à plus de treize mille morts et deux fois plus de blessés le nombre total des victimes irakiennes au cours des dix-sept heures qu'a duré, selon lui, l'attaque avortée du 29 février. « Ils ne s'en remettent pas de si tôt de cette défaite », nous les avons réduits en bouillie », dit-il, ajoutant, d'un ton méprisant : « Mais où est donc l'armée irakienne tant vantée ? ». Pour lui, les Pasdaran (gardiens de la révolution) et les Bassejdi (armées populaires), qui constituent le gros des troupes de Téhéran, ont tenté de percer le front vers Bassorah ; ils ne sont que « des va-nu-pieds suicidaires » et non pas des combattants organisés dignes de ce nom. Il n'empêche que le général irakien appréhende l'avenir, puisqu'il affirme que les Irakiens ne tarderont pas à « remettre ça ». « Tant qu'il y a des majoussis de l'autre côté de nos frontières », dit-il, la lutte se poursuivra. « Ce sont des insectes nuisibles, qu'il faudra exterminer pour éliminer non seulement l'Irak, mais également le monde arabe et l'univers tout entier du mal qu'ils représentent ».

Une région
massivement défendue

En fait, l'absence apparente de l'armée régulière irakienne des champs de bataille inquiète les militaires de Bagdad, qui se demandent si celle-ci n'est pas tenue en réserve en vue de la « grande offensive » qui se prépare, et si l'expédition malheureuse des Pasdaran et des Bassejdi, dans le secteur des marécages et plus au sud dans le secteur de Bassorah, n'est pas une simple

opération de diversion destinée à camoufler les préparatifs d'une attaque de plus grande envergure, qui viserait la région de Mandali dans le front central, avec l'espoir d'ouvrir la route vers Bagdad.

En tout cas, Bassorah et toute la région sont bien défendues et l'on voit mal comment les irréguliers irakiens, même avec l'appui de l'armée, pourraient défaire l'impressionnante concentration militaire qui a été constituée sur plusieurs kilomètres de profondeur, tout le long de la frontière internationale qui sépare l'Irak de l'Irak, à l'est de Bassorah.

Les journalistes étrangers, qui ont été conduits par les autorités militaires irakiennes sur certains points de ce dispositif, ont pu voir plusieurs centaines de blindés, pour la plupart des T-62 de fabrication soviétique, alignés à perte de vue sur tout le parcours qui conduit vers la frontière. La densité des pièces d'artillerie — canons, batteries de fusées Grad et orgues de Staline — est également impressionnante dans ce secteur.

A la frontière même, où sont situées les premières lignes défensives irakiennes, les soldats de Bagdad se terreraient dans des tranchées protégées par des digues de sable, qui longent la presque totalité de la frontière internationale. On peut, en prenant quelques risques, contempler de ces positions la vaste et morne plaine irakienne d'où les blindés de Téhéran tirent presque sans interruption sur les positions irakiennes. Ce qui semble indiquer que la victoire annoncée par le général Maher n'est pas aussi déterminante qu'il le proclame.

Ce sont ces tranchées que, selon le général irakien, les Irakiens ont essayé de submerger en lançant contre elles des vagues successives de Pasdaran et de Bassejdi, dont les cadavres recroquevillés et enfouis dans le sable sont ostensiblement montrés tous les soirs à la télévision de Bagdad. Les journalistes étrangers, pour leur part, n'ont pu voir dans ce secteur que quelques dizaines de corps difficilement identi-

fiés et un nombre limité de véhicules blindés calcinés, ce qui semblerait indiquer que la bataille n'a pas été gigantesque.

Le moral des soldats de Bagdad, nous a-t-on dit, est excellent et nous avons pu voir certains des tankistes qui nous croisaient, alors que nous montions vers les premières lignes du front, faire de la main le « V », traditionnel de la victoire. Les soldats avec lesquels nous avons pu nous entretenir dans les tranchées, derrière les digues de sable qui leur assuraient une protection fragile, paraissent harassés mais déterminés. Interrogés, ils répètent inlassablement leur volonté de poursuivre la lutte tant que « ceux d'en face » continueront d'attaquer. « Nous défendrons notre pays », disent-ils, et ce sont eux les agresseurs ».

Et que pensent leurs adversaires en guérites de cette guerre qui n'en finit pas ? Nous avons eu l'occasion de rencontrer certains d'entre eux, blessés ou prisonniers dans un hôpital et dans un camp de détention entouré de barbelés, un peu en dehors du front, dans la région de Goubaïr. C'était, pour la plupart, des Pasdaran ou des Bassejdi, encore hébétés par ce qui venait de leur arriver.

Soumis au feu roulant des questions des journalistes, dont certains sollicitaient une désaccusation du régime de Khomeiny, les quelques cinquante prisonniers de guerre qui nous ont été présentés — dont cinq gosses de moins de quinze ans au regard angélique — ont su préserver leur dignité, se contentant en dernière extrémité d'affirmer que les autorités de Téhéran les avaient contraints à s'armer. La grande détresse que nous avons décelée dans leurs yeux, nous l'avons retrouvée peu après dans le regard des blessés soignés à l'hôpital militaire de Zoubaïr dans des conditions qui font honneur aux médecins militaires de l'armée irakienne. Ces blessés aussi ne semblaient pas saisir l'utilité d'une guerre que, apparemment, aucune des parties en présence n'est capable de remporter sur le terrain.

JEAN GUEYRAS.

ALLEZ JUSQU'AU BOUT
DE LEUR PENSÉE

COLLECTION DE POCHES
POINTS SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points
"Moi et ma cheminée" de Melville (édition hors commerce)

Books shown:

- Henri Guillemin: L'affaire Jésus
- Edward T. Hall: Le langage silencieux
- Jean-Marie Domenach: Enquête sur les idées contemporaines

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT AU LIBAN

Les dirigeants de l'opposition ont décrété un cessez-le-feu

(Suite de la première page.)

M. Chamoun réserve sa réponse quant à l'attitude qu'il observera à l'égard du régime Gemayel. Le commandement des Forces libanaises (milices chrétiennes) devrait lui aussi définir sa position ce lundi tout en maintenant son refus de toute abrogation de l'accord du 17 mai.

De côté de l'opposition, M. Nabih Berri s'est déclaré prêt à se rendre à une nouvelle conférence de Genève. Rendant compte de ses entretiens avec le président Assad, le chef d'Amal a révélé qu'aux termes de l'accord syro-libanais, « l'abrogation sera annoncée par le président Gemayel et le gouvernement libanais sans que le Parlement ait à intervenir ». Un dirigeant d'Amal nous a précisé : « Le président Gemayel doit faire la preuve de sa capacité à discuter. Nous attendons réellement des résultats de nos entretiens de Damas et il le sait, mais il faut absolument abroger l'accord pour que la discussion s'engage. C'est là la seule condition préalable. »

M. Berri ne réclamerait plus la démission du chef de l'Etat au cas où celui-ci abrogerait l'accord et accepterait de désigner les responsables des bombardements de la banlieue sud. « Qu'il désigne un, deux, cinq ou dix personnes peu importe — nous n'en avons pas besoin — mais nous ne transigerons pas là-dessus car tout le monde doit comprendre qu'il n'est plus possible d'utiliser l'armée libanaise pour détruire une partie de la population, il faut que ce soit une leçon inoubliable de l'histoire de ce pays. »

Pour Amal, il n'est en tout cas pas question d'un cessez-le-feu avant l'abrogation de l'accord du 17 mai. Les dirigeants chiites, dont une grande partie de la communauté vit au Liban du sud occupé par Israël, ne sont pas — bien au contraire — hostiles à la recherche d'accords de sécurité avec Jérusalem.

Le voyage inopiné à Damas, dimanche, de M. M. Salem et Obeid, laisse à penser que c'est d'un compromis sur la procédure à suivre pour l'abrogation de l'accord du 17 mai qu'ils se sont entretenus avec les dirigeants de l'opposition. Le scénario suivant est à cet égard avancé à Beyrouth : M. Gemayel convoquerait le cabinet démissionnaire de M. Wazzan, celui-ci publierait une déclaration indiquant que, l'accord du 17 mai n'ayant pas donné les résultats escomptés, le pouvoir étudie les moyens de l'abroger. Cette déclaration ferait également état de la convocation d'une nouvelle confé-

rence de Genève qui pourrait, selon certaines sources, s'ouvrir le 12 mars. Une trêve assortie d'un dispositif rigoureux de contrôle pourrait alors être annoncée par le chef de l'Etat.

Intensification des combats

En attendant, la situation sur le terrain s'est nettement dégradée depuis vendredi soir. Comme si les combattants mettaient les bouchées doubles avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu garanti par la Syrie, les bombardements se sont intensifiés samedi et dimanche sur les quartiers résidentiels des deux secteurs de la capitale et le long de la ligne de démarcation. Une relative accalmie a cependant été enregistrée dans la nuit de dimanche à lundi.

Une chose est certaine, c'est Damas qui tient la clé d'un éventuel règlement inter-communautaire au Liban, même si Israël n'a sûrement pas dit son dernier mot. Les soldats de l'Etat hébreu ont été la cible, dimanche, d'une série d'attaques faisant onze victimes à Safra. Jérusalem ne voit pas de mauvais œil, alors que quatre autres soldats auraient été blessés par l'explosion d'une mine sur une route dans la Bekaa occidentale. C'est dans ce climat d'incertitude et d'affrontements armés que M. Claude Cheysson est venu annoncer dimanche à Beyrouth le prochain retrait du contingent français, toujours stationné dans la capitale libanaise. De source libanaise informée, on indique en effet que, sans donner de date précise, le ministre français des relations extérieures a informé officiellement les différents partis de la décision de Paris de rapatrier ses soldats. L'évacuation pourrait être assez rapide, bien que la France cherche à éviter un départ « en catastrophe ».

M. Cheysson, qui n'a pas caché à ses interlocuteurs sa déception devant l'attitude soviétique et américaine : « Il n'y a plus de force multinationale à Beyrouth. Il y a une force nationale étrangère et ce dispositif n'est pas suffisant. »

Le ministre des relations extérieures s'est toutefois inquiété des conséquences du départ du contingent français, dans la mesure où son implantation sur la ligne de démarcation fait l'objet des convoitises des combattants des deux bords. Les dirigeants d'Amal, qui proposent que les forces de sécurité intérieure (gendarmérie) occupent ces posi-

tions, ont demandé et auraient obtenu l'aide de la France pour faire prévaloir leur souhait. L'amiral Husson, major-général des armées et adjoint du général Lacaze, qui accompagne M. Cheysson à Beyrouth, s'est pour sa part entretenu avec les responsables de l'armée libanaise qui fait face aux milices dans la région occupée par le contingent français.

Arrivé dimanche matin en hélicoptère dans la capitale libanaise, M. Cheysson s'est immédiatement rendu au palais de Baabda où il a été reçu durant deux heures et demie par le président Gemayel. A l'issue de la conférence, le ministre s'est borné à juger « intéressante » cette rencontre. « C'était l'objet principal de ma visite d'entendre le président Gemayel après la rencontre de Damas et de voir quelles étaient les perspectives de notre interlocuteur, de notre partenaire », a déclaré le ministre.

La visite spectaculaire de M. Cheysson à Beyrouth-Ouest

Comme s'il voulait dissiper, outre les effets de sa visite spectaculaire à Beyrouth-Ouest, le malaise ressenti dans les milieux chrétiens après l'hommage appuyé de M. Mitterrand à M. Nabih Berri et son appréciation de la situation « très compromise » du régime de M. Gemayel, M. Cheysson a insisté, à plusieurs reprises, sur la reconnaissance de l'autorité légale au Liban. « Nous, Français, sommes aux côtés du Liban et du président du Liban et nous voulons savoir ce que cela signifie politiquement », a-t-il notamment déclaré avant de poursuivre : « La communauté française, très importante ici, a besoin aussi d'être convaincue que le gouvernement français travaille à appuyer le Liban et à des contacts avec le gouvernement libanais. »

La visite de M. Cheysson à Beyrouth-Ouest, dimanche après-midi, était la première d'un haut responsable étranger depuis la prise de contrôle par les milices chiites de cette partie de la capitale libanaise. C'est dans un concert d'avertisseurs, de cris de joie, de sirènes hurlantes, que le ministre français a traversé cette partie de la capitale, escorté par deux voitures de miliciens d'Amal. Si à Beyrouth-Est, l'armée française avait pris position à tous les carrefours sur le passage du cortège, la sécurité du ministre à

l'Ouest était assurée par les miliciens d'Amal et eux seuls. Sur l'avenue Nasser, entre les immeubles détruits de Chian et le bois des Pins, une quinzaine de miliciens en uniformes hétéroclites — blue-jeans, treillis américains, complets-vestons et chapeaux de cow-boys — attendaient le ministre derrière leurs barrières de terre, pour le conduire à l'ambassade de France. A peine la voiture de M. Cheysson, qui venait de traverser cinq cents mètres dans le no man's land, était-elle en vue que les combattants, toutes armes dehors, grimpèrent sur leurs voitures pour ouvrir le passage au cortège et le protéger contre toute éventualité. Brandissant leurs armes par les portières ou debout sur la plage arrière de leurs breaks, les miliciens dont certains s'étaient empressés d'aller serrer la main du ministre, ont fait effectuer au cortège ministériel un rodéo à travers les traditionnels embouteillages beyrouthins. Une foule nombreuse aux abords des places, regardait, ébahie, ces jeunes gens défilant ouvrir le voie à la voiture blindée battant pavillon français dans laquelle avait pris place le ministre accompagné par l'ambassadeur de France au Liban, M. Wil-

Soigneusement choisis, l'itinéraire emprunté par le cortège évitait tout barrage d'une milice autre qu'Amal. Peu après l'arrivée de M. Cheysson, les miliciens chiites barraient la rue donnant accès à l'ambassade de France et fouillaient tout pédoncle s'en approchant.

Un soldat français tué

Ce lundi matin, un soldat français a été tué par une roquette dans le bois des Pins. Il pourrait avoir été victime d'une action préméditée plus que d'un tir aveugle, car le secteur qu'il tenait avait été disputé au contingent français il y a quelques jours par les milices d'Abdelaziz Kassem armées par la Libye.

Au cours des quatre heures qu'il a passées à Beyrouth-Ouest, M. Cheysson s'est entretenu, tour à tour, avec des représentants d'Amal, du conseil islamique (assemblée de dignitaires religieux sunnites) et du conseil supérieur chiite. Il n'a rencontré, en revanche, aucun représentant du parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt. De source proche d'Amal, on indique que les dirigeants chiites, après avoir parlé avec le ministre du prochain retrait du contingent français, lui ont demandé que la diplomatie française aide plus activement au règlement de la crise libanaise. « Nous pensons que la France peut, et va jouer, un rôle plus actif pour la solution de certains problèmes immédiats et pour pousser les différentes parties au conflit à une entente nationale sur des bases nouvelles », nous a déclaré un membre du bureau politique d'Amal.

On indique de source informée que Paris pourrait jouer un rôle politique et diplomatique d'intermédiaire entre les parties en conflit. Ce rôle pourrait se concrétiser par une médiation française dans les négociations qui vont s'engager pour l'ouverture du port et de l'aéroport de Beyrouth. Les dirigeants d'Amal ont demandé l'appel de M. Cheysson pour qu'il intervienne auprès des chrétiens afin qu'ils admettent la nécessité de réformes de structures et surtout de l'abolition du confessionnalisme.

La France, estime-t-on dans les milieux d'Amal, a compris qu'il faut prendre en considération les chiites, non pas seulement comme communauté mais comme « garants de l'unité du pays ». M. Cheysson a déclaré, à la fin de son entretien avec les miliciens chiites : « Vous êtes les seuls à pouvoir garantir l'unité de ce pays, pour des raisons à la fois historiques, tenant à la situation présente et démographiques. » Le ministre a renouvelé à ses interlocuteurs l'invitation à venir en France adressée par M. Mitterrand à M. Berri, qui se trouvait dimanche à Damas. Ce dernier se rendra à Paris, à l'issue de la conférence inter-communautaire libanaise de Genève, ou même avant, si celle-ci devait être retardée.

● M. Cheysson à Chypre. — Venant de Beyrouth, M. Claude Cheysson, était attendu lundi 5 mars à 15 heures à Chypre pour une brève escale au cours de laquelle il devait rencontrer le président Spyros Kyprianou, indique-t-on de source autorisée à Nicosie. — (AFP.)

● Attentats en Cisjordanie. — L'organisation clandestine israélienne TNT (Terreur contre terreur) a revendiqué dimanche soir, 4 mars, la responsabilité de l'attentat perpétré dans la matinée contre un autobus transportant des Palestiniens près de Ramallah (Cisjordanie). L'attentat a fait six blessés par balles parmi les passagers de l'autobus des Palestiniens se rendant à leur travail. Sur les lieux de l'attentat, les policiers ont trouvé une vingtaine de douilles de fabrication israélienne. — (AFP.)

Les dirigeants chiites ont, d'autre part, demandé à M. Cheysson son appui pour un accroissement quantitatif et opérationnel du rôle de la FINUL (force intermédiaire des Nations unies au Liban), basée au Liban du sud. Amal souhaiterait, en effet, voir les effectifs de la FINUL passer de cinq mille à vingt mille hommes, et que ceux-ci se déplacent dans le Grand Beyrouth, de Dbeay, au nord de la capitale, à Khalel, au sud, en gardant une liaison sur la route côtière qui relie Beyrouth au sud du pays. La FINUL, qui ne prendrait en aucun cas position sur la ligne de démarcation pour ne pas consacrer le partage de la ville, serait, aux yeux d'Amal, la garante d'une solution politique avant d'assurer, par la suite, le désarmement des milices. On souligne, de source proche d'Amal, que, tout en se montrant intéressé par cette demande, M. Cheysson n'a pas dissimulé ses doutes quant à l'attitude, à cet égard, du Conseil de sécurité.

Le ministre des relations extérieures avait d'ailleurs souligné, à sa sortie du palais de Baabda, le caractère « absurde » de l'implantation actuelle, dans le sens seul du Liban, de la FINUL.

Il a ajouté : « Tout le monde, toutes les forces libanaises, le gouvernement du Liban, le gouvernement syrien et tous les gouvernements concernés souhaitent donner à la FINUL une mission à Beyrouth. Comme je suis optimiste, j'estime que, quand quelque chose est absurde, finalement cela disparaît. »

Quoi qu'il en soit, le « courant » est passé entre les dirigeants d'Amal et M. Cheysson, tandis que, du côté chiite, on se montre confiant dans le rôle que peut jouer la France comme « puissance neutre » dans le conflit libanais.

M. Cheysson aura peut-être plus de mal à convaincre ses interlocuteurs chrétiens, notamment M. Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste, et M. Camille Charaf, qui doit recevoir ce lundi, au palais d'équilibre de la politique française. Avant de quitter Beyrouth dans l'après-midi, le ministre des relations extérieures devrait aussi rencontrer une nouvelle fois le président Amine Gemayel et s'entretenir avec lui des conclusions qu'il tire de son tour d'horizon politique dans les deux secteurs de la capitale.

FRANÇOISE CHAPAUX.

Soudan

Le président libyen fait état d'une « alliance » avec les guérilleros du Sud

Le colonel Kadhafi a appelé à « la liquidation individuelle ou globale » des dirigeants arabes proches de l'Occident « par un soulèvement contre leur régime », dans un discours prononcé vendredi soir 2 mars et que cite l'agence libyenne Jana.

Prédisant une simplification de « la guerre de libération populaire au Soudan », et demandant en Egypte, et partout où les Etats-Unis voudront être les maîtres », le président libyen a fait état d'« une alliance » (libyenne) avec la révolution au Soudan du Sud pour libérer le Soudan pouce par pouce.

Le dirigeant libyen s'en est aussi pris, sans le nommer, au roi Hussein de Jordanie en l'accusant de « veiller sur les Israéliens et de faire barrage aux Palestiniens en empêchant ceux-ci de pénétrer en Palestine ». Se félicitant du rôle joué par son pays, aux côtés « des Syriens, des Palestiniens et libanais nationaux-lites dans la défaite des Etats-Unis au Liban », le colonel a comparé ce revers à « l'échec des forces françaises » à leurs défaites respectives au Vietnam. La prochaine abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai, a-t-il conclu, préfigure l'annulation des traités de Camp David.

Le maréchal Nemeiry offre son « pardon » aux « rebelles »

Al Soudan du Sud, l'envoyé spécial de l'AFP fait état d'une nette dégra-

dation de la situation. Selon des rumeurs persistantes circulant à Khartoum, les guérilleros Anyanya s'apprêteraient à lancer une attaque généralisée contre Malakal, capitale du Haut-Nil. Le chef de l'Etat, le maréchal Nemeiry, a offert, le samedi 3 mars, son « pardon » à ceux parmi les rebelles qui accepteraient de déposer les armes. M. Nemeiry prononcerait un discours à l'occasion du douzième anniversaire de l'accord qui mit fin à la première guerre civile dans le Sud et à dix-sept ans de combats.

Selon un témoin oculaire, un ressortissant étranger qui a requis l'anonymat, une attaque des Anyanya a coûté la vie à plusieurs centaines de personnes le 12 février dernier. L'attaque, entre Malakal et Tonga, visait un convoi de six barges remorquées par un navire à vapeur, transportant chacune cinq cents à six cents personnes. Cinq des six barges ont été incendiées par les rebelles, a-t-il précisé. Des centaines de passagers, selon lui, ont trouvé la mort « tués par balles, noyés, brûlés ou écrasés par les barges ».

Les autorités soudanaises avaient fait état de quatorze morts, après cette attaque qui s'était déroulée selon elles sur la rivière Atbara, et qu'elles avaient attribuée à des « bandits ». Le témoin, qui faisait partie d'un groupe de passagers étrangers, dont un Français, un Belge et une Canadienne, se trouvait sur l'une des barges. — (AFP.)

ASIE

Chine

« RENCONTRE HISTORIQUE » A KUNMING

Les Chinois ont battu les Sud-Coréens en Coupe Davis

De notre correspondant

Pékin. — L'agence Chine nouvelle a attendu que meure la balle du dernier set du dernier match pour annoncer, en quelques lignes sèches, la nouvelle : l'équipe de tennis de Chine populaire a battu, dimanche 4 mars, celle de Corée du Sud par quatre à un dans une rencontre comptant pour le deuxième tour de la Coupe Davis (zone orientale). L'agence officielle de presse chinoise aurait-elle rompu le silence si le résultat avait été inversé ?

La présence des tennismen sud-coréens sur le territoire de la République populaire aura été, en tout cas, un secret bien gardé pour le public chinois. Pas une ligne ni dans les journaux centraux ni dans la presse locale de Kunming, la capitale du Yunnan, à plus de 2 400 kilomètres de Pékin, choisis par les autorités chinoises comme lieu de la rencontre.

Profil bas donc, mais qui s'explique. La Chine ne tenait pas, par une publicité trop bruyante, à froisser inutilement l'autre Corée — celle du Nord, — la seule avec laquelle elle entretient des relations diplomatiques et qui lui est proche politiquement. Pékin souhaitait en même temps respecter les engagements découverts de sa participation, pour

la première fois, à la Coupe Davis, et ne pas glacer les chances d'une prise de contacts, sur le plan sportif, avec Séoul. D'où le parti pris de discrétion adopté et les compromis pratiques passés avec la délégation sud-coréenne.

Si les tennismen de la Coupe Davis ont été les premiers sportifs sud-coréens à obtenir des visas de Pékin, ils ne sont sans doute pas les derniers. En ce sens, M. Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale de tennis, n'a sans doute pas en tort de parler d'une « rencontre historique ». Début avril, une délégation de Séoul est attendue à Canton pour participer aux onzième congrès de la Confédération asiatique de football. De son côté, la Chine ne fait pas mystère de son intention de participer, en 1986, aux Jeux asiatiques, et, en 1988, aux Jeux olympiques d'été, compétitions qui se dérouleront, toutes deux, en Corée du Sud.

Dans le passé, Pékin n'avait accordé qu'à deux reprises des visas d'entrée à des officiels sud-coréens venus assister en Chine à des séminaires internationaux.

MANUEL LUCBERT.

RYO MONTPARNASSE, CENTRE MICRO INFORMATIQUE

Formation... quand vous voulez.

C'est la formation pratique sans risque. Vous débutez sur les outils d'aide à la décision (tableaux, graphiques, traitements de textes, etc...). Il vous suffit de prendre rendez-vous. Mini groupe de formation de 3 à 6 personnes. Possibilité de louer chez vous un ordinateur personnel.



L'ordinateur sans risque.



DEMANDE CONFIDENTIELLE DU DOSSIER RYO.

RYO
94, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS. TEL. (1) 3214635.

RYO LILLE - 42, RUE DE PARIS, TEL. (20) 30 63 11.

Voulez-vous m'adresser sans frais votre documentation complète sur les services et tarifs du centre RYO.

Formation ☐ Location ☐

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code _____

PROCHE-ORIENT

LA CRISE ÉCONOMIQUE AU LIBAN

Des entreprises à bout d'expédients et une redoutable vague de départs

Beyrouth. — Le 29 février de cette année a donné fort opportunément un répit de vingt-quatre heures aux entreprises libanaises pour assurer leurs fins de mois. Elles vivent ou survivent en effet au jour le jour, tournant au ralenti, sans marchés internes, sans débouchés extérieurs, sans réserves financières, sans même que « l'argent de la guerre » continue d'assurer le relais de « l'argent de la paix ».

La dernière phase du conflit a, en outre, tué l'espoir obtenu dans lequel les Libanais puisaient la faculté d'adaptation et l'esprit d'entreprise qui leur avaient permis d'étonner le monde en faisant croître une économie et en sauvant une monnaie normalement condamnée à la déréliction.

La MEA, la « compagnie courageuse », dont les avions se faufilaient pratiquement entre les bombes pour relayer Beyrouth au monde extérieur, qui gagnait de l'argent quand tous les transporteurs aériens en perdaient, est au bord du collapsus. Depuis le 6 février, ses avions ne volent plus au

départ de Beyrouth et elle n'a pratiquement pu les mettre en service sur aucun autre parcours, ni les louer en charters comme elle l'avait toujours fait antérieurement. C'est la sixième fermeture prolongée de l'aéroport dont trois au cours des six derniers mois, sans compter d'innombrables interruptions passagères.

Déjà, avant sa paralysie actuelle, la MEA — ayant subi des pertes de 250 millions de livres libanaises (350 millions de francs) en 1983 — ne subsistait que grâce à la ténacité de ses dirigeants et de ses employés. A un retardataire qui le suppliait de l'embarquer le dernier jour où l'aéroport fonctionnait, le chef d'escadre de la MEA a répondu : « Croyez bien que si je le pouvais, je vous mènerais à bord, pas seulement pour vous rendre service mais parce que, en détachant le coupon de votre billet, j'aurais l'impression d'assurer le paiement d'une partie de mon salaire. »

Le cas de la MEA est exemplaire à plus d'un titre, y compris dans la conscience de son personnel, prêt à des sacrifices pour sauver l'outil de travail. Dans la grande majorité des entreprises, divers arrangements sont mis en œuvre : congés obligatoires, payés à moitié ou au tiers, ou congés sans solde de durée indéterminée, réduction des effectifs, arrêt provisoire des activités, etc. La fermeture définitive ou la mise en faillite de l'entreprise est cependant encore évitée, preuve que malgré tout les Libanais ne se décident pas à enterrer l'espoir, fût-il mort.

L'endettement de l'Etat

Premier patron, l'Etat règle les traitements de tous ses fonctionnaires (plus de soixante mille au total) y compris les semi-déserteurs de son armée qui ont rejoint les forces antigouvernementales. Et pour cause : la Banque centrale se trouve à Beyrouth-Ouest et, d'un commun accord entre les belligérants, elle est tenue de payer l'ensemble des fonctionnaires. Une fois de plus, l'Etat a dû s'endetter pour faire face à

l'échéance, les banques ayant été réticentes à souscrire à des bons du Trésor dans les circonstances actuelles. L'Etat a, en conséquence, tiré sur la Banque centrale. Son endettement total dépasse à présent 25 milliards de livres libanaises (33 milliards de francs).

Tous les secteurs sont lourdement touchés : les services, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les banques. Huit d'entre elles « auraient des problèmes », mais elles sont discrètement soutenues et tous les établissements ont disposé des liquidités nécessaires pour faire face à la demande de leur clientèle. En réalité, le système libanais tient le coup, une fois de plus, remarquablement.

Cependant, — et c'est l'élément nouveau — les banques refusent cette fois de « financer la crise », et cela, depuis plusieurs mois, en particulier depuis la guerre de la montagne en septembre dernier. Ce sont des entreprises déjà essouffées qui ont subi l'arrêt du travail de février 1984. Un banquier constate : « Des signes d'épuisement et d'appauvrissement commencent à apparaître. Au cours des précédentes phases de la guerre, 50 % des banques finançaient 90 % des entreprises au-delà des plafonds habituellement consentis, le temps que la crise passe. Aujourd'hui, 50 % des banques le font pour 50 % des entreprises. Il reste toutes ces sociétés qui ne savent plus comment assurer leurs fins de mois. Sans une sorte de moratoire de fait, n'irait-on pas vers une faillite généralisée ? Quel cas la solidité des banques elles-mêmes ne deviendrait-elle pas une fiction ? »

C'est peut-être, sur le plan économique aussi, la fin d'une époque : celle d'une reconversion réussie qui avait même suscité une certaine euphorie. En réalité, au cours des neuf dernières années, ce n'était plus le Liban qui nourrissait les Libanais mais les Libanais qui nourrissaient le Liban. Parce que l'Occident est en crise et le Golfe lui-même en ré-

cession, il est devenu plus difficile de s'y recaser. Parce que l'espoir ayant disparu, les familles ont rejoint à l'étranger leurs chefs pourvoyeurs de fonds, les rapatriements de devises se sont taris.

Les transferts à l'étranger ayant par contre été très importants, dépassant de loin ceux intervenus lors des hostilités précédentes, le dollar a « flambé » et la Banque du Liban a puisé dans ses substantielles réserves pour freiner sa course folle sans toucher à la sacro-sainte liberté des changes. Elle y avait déjà puisé pour financer l'équipement de l'armée car, pour la première fois, le Liban payait la facture de sa guerre : un milliard de dollars d'armes, les Etats-Unis ne lui ayant fait aucun cadeau sur ce plan. La Banque centrale est comparable à un pompier qui a éteint un incendie et dispose encore dans sa citerne d'assez d'eau pour en éteindre deux ou trois autres. Ensuite...

La récession

Le Liban est donc un pays dont la balance des paiements a été, pour la première fois en 1983, lourdement déficitaire et qui a été frappé de plein fouet par la re-

prise des hostilités au début de février.

Chaque jour, au port de Jou-nieh, trois cents à cinq cents personnes prennent le bateau pour Chypre alors que cent à deux cents gagnent Damas par des routes détournées : quinze mille départs en un mois et presque pas de retours. Sur l'embarcadère, nous avons entendu constater amèrement : « Le pire, c'est qu'il s'agit de départs définitifs par familles entières, surtout des jeunes, d'autant plus déçus qu'ils ont beaucoup cru dans leur pays. » Les commerçants bradent leurs marchandises pour partir. En secteur chrétien surtout, pour beaucoup de gens, tout est à vendre pour se recaser ailleurs.

C'est l'industrie qui est la plus atteinte. D'abord parce que les deux zones industrielles de Beyrouth sont des théâtres de guerre. Choueifat, inaccessible depuis des mois, ne compte plus que 3 % de ses ouvriers d'antan et le tiers de ses usines sont fermées. Mkalles, Dekouané, Jdeidé sont à peine à meilleure enseigne : régulièrement bombardées, la production y est quasi nulle, ne serait-ce que par manque d'énergie électrique.

Avant 1975, l'industrie comptait 130 000 à 135 000 salariés : en 1983, elle n'en comptait que 50 000 à 55 000. Aujourd'hui, ce

chiffre ne doit pas dépasser 35 000 à 40 000 et encore, les ouvriers, en majorité, ne touchent-ils plus un plein salaire.

Ces ressources amputées vont accélérer une récession déjà très avancée. Même l'alimentation est en crise. On trouve toujours tout dans les deux secteurs de Beyrouth à des prix qui, pour être en hausse, ne sont pas ceux d'un pays en guerre. Mais les gens commencent à manquer d'argent ou à dépenser chichement. Surtout, beaucoup de consommateurs ne sont simplement plus là : dans le principal supermarché d'Achrafieh, le nombre de clients est tombé des deux tiers.

« Nous avons tenu neuf ans. Maintenant ça y est. Tout s'effondre. Si l'on voulait tuer le Liban — objectif commun, un de plus, à la Syrie et à Israël, — c'est fait — soupire un agriculteur dont le secteur d'activité est lui aussi très gravement touché.

Et pourtant, il a suffi que le président libanais Amine Gemayel se décide à se rendre à Damas et y soit reçu en chef d'Etat pour que la livre — qui avait chuté de 75 % par rapport à l'hiver 1982-1983 — enregistre une « hausse d'espoir » de 3 % en un jour. L'espoir ne serait-il donc pas complètement mort ?

LUCIEN GEORGE.

A Paris

UN CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR L'ORIENT CHRÉTIEN

Après les Kurdes (le Monde du 22 février 1983) et les Arméniens (le Monde daté 22-23 janvier), une autre communauté orientale, celle des chrétiens arabophones, vient de fonder, à Paris, un Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien (CEROC).

Ce Centre, le premier du genre en Europe, se propose de mettre à la disposition des étudiants, des diplomates et des journalistes, mais aussi du grand public, le maximum de données historiques, culturelles, sociales, de dévouement de notre ère à nos jours, sur le christianisme et les chrétiens d'Orient. Le CEROC est « apolitique » mais son activité sera inséparable d'une « philosophie prônant l'égalité juridique des musulmans et des chrétiens ».

La présidente-fondatrice du CEROC est M^{me} Lynn Elias, Libanaise d'origine syrienne, mère de six enfants et auteur d'écrits sur la jeunesse au Liban. Elle a fondé en 1978 et dirigé jusqu'en 1981 l'organisation humanitaire libanaise Help Lebanon, et elle a créé, cette année, à Paris, l'association Chrétienté d'Orient, dont le CEROC sera l'annexion. Ce Centre coopérera avec des structures comparables créées au Liban en 1972 et en 1983 aux Etats-Unis en liaison avec l'université du Maryland. Des chrétiens des divers rites orientaux, uniates ou orthodoxes, notamment des universitaires, patronnent ces centres, qui sont naturellement désireux d'attirer les chercheurs d'autres religions, notamment musulmans.

Le CEROC, qui ne sera opérationnel que dans quelques mois, fonctionnera avec des dons privés ou publics.

J.-P. P.-H.

* Chrétienté d'Orient et CEROC, BP 479, 75830 Paris, Cedex 17.

mars!

Un mois étonnant chez **NEUBAUER**

pour tout achat d'une **305 PEUGEOT** essence ou diesel
TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON

Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

SCIENCE & VIE

Et si l'on gagnait au Loto ?

Jeu de hasard, le Loto ? Pas tout à fait. Découvrez dans Science & Vie les règles mathématiques auxquelles obéissent les petites boules de la fortune.

Également dans ce numéro :

- Europe : nos modes de vie au banc d'essai.
- SIDA : des nouvelles découvertes.
- Espace : le retour du moteur atomique.

En vente partout 12 F.

DÉCOLLEZ POUR VOS AFFAIRES par IBERIA



MADRID
2 VOLS AFFAIRES QUOTIDIENS
Au départ de Paris-Orly 12 H 05/20 H 15
Au départ de Madrid 9 H 15/17 H 25

BARCELONE
2 VOLS AFFAIRES QUOTIDIENS
Au départ de Orly-Sud 11 H 35/19 H 25
Au départ de Barcelone 9 H 10/17 H 00

Madrid... Barcelone, mais aussi toutes les villes d'Espagne reliées par Iberia. Et partout en Espagne, Iberia facilite votre voyage : réservation dès Paris ou à destination, de voiture, hôtel ou restaurant.

Consultez votre agence de voyages ou téléphonez à Inforiberia 720.41.41.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE

EUROPE

URSS

LES ÉLECTIONS AU SOVIET SUPRÊME

Quand Constantin et Anna Tchernenko accomplissent leur devoir civique...

La télévision soviétique a annoncé, dimanche 4 mars, que plus de 99 % des électeurs avaient participé au scrutin pour le renouvellement des mille cinq cents députés du Soviet suprême. Il n'y avait qu'un seul candidat par siège à pourvoir. M. Tchernenko a voté à Moscou. Selon la Constitution de 1977, le nouveau Soviet suprême doit se réunir dans les deux mois pour élire son président et le président de cet organisme (chef de l'Etat) et désigner le président du conseil des ministres.

De notre correspondant

Moscou. — L'immense limousine noire, une Zil réservée aux membres du bureau politique, s'immobilise devant le bureau de vote décoré de drapeaux rouges, rue Bolchaya-Bromnaya, dans un quartier résidentiel du centre de Moscou. M. Constantin Tchernenko, massif, souriant, un peu gauche, en sort accompagné de sa femme, Anna Dimitrievna, qu'on voit en public pour la première fois; et qui arbore manteau et toque de vision. Il est un peu plus de 10 heures, dimanche 4 mars à Moscou, et, à cette heure-là, on vote sur tout le territoire de l'Union soviétique.

M. Tchernenko salue de la main les journalistes et le couple pénètre dans le bâtiment. Le secrétaire général s'assoit devant une petite table, passe une carte à un membre de la commission électorale du quartier pour la vérification d'identité. Puis il va déposer avec quelque difficulté deux bulletins imprimés, un blanc et un bleu, dans l'urne en bois disposée sous un buste de Lénine, tout fleuri d'œillets rouges. Le bulletin blanc porte le nom de M^{me} Orlova, jeune ouvrière du textile, candidate de la circonscription de Krasno-Prasie au Soviet de l'Union, le bleu celui de M. Tikhonov, président du conseil, candidat de Moscou au Soviet des nationalités (1).

Un peu engoncé dans un pardessus de laine grise, le secrétaire général dit quelques mots aux personnes présentes, tandis qu'on offre des fleurs à sa femme. Ni l'un ni l'autre n'ont jeté un regard à l'isoloir, qu'il est, de toute façon, mal vu d'emprunter. Dehors environ cent cinquante personnes applaudissent le couple.

Dimanche soir, dans toute l'Union soviétique le rite est accompli. Partout dans les écoles, les parcs et divers bâtiments administratifs, les bureaux de vote de modèle semblable avaient été installés. Partout, les drapeaux rouges, les fleurs, la musique et les bustes de Lénine. Voter, ici, n'est pas choisir entre des candidats ou des politiques. Il s'agit d'un acte d'allégeance au sys-

tème, mais aussi d'un geste patriotique. Pour certains, c'est une fête, pour d'autres une obligation dont on s'acquitte dans l'indifférence.

Des saucisses après le vote

La participation a une fois de plus dépassé partout 99 %. Il y a eu de la carrière des spécialistes locaux de l'agitprop; au besoin, on se rend au domicile avec l'urne chez les vieux, les malades, les distraits ou les récalcitrants éventuels. La pourcentage de participation est en quelque sorte comme l'exécution du plan pour une entreprise. Certains responsables, inquiets d'obtenir moins que les autres, forcent peut-être un peu sur les chiffres.

On avait eu recours comme tous les cinq ans à quelques « *saucisses* ». Dans nombre de bureaux, on vendait à des prix alléchants des produits tels que des oranges ou des saucisses. Il fallait voter avant d'acheter... Même les opposants préfèrent, pour la plupart, aller déposer leur bulletin et surtout faire cocher leur nom sur la liste électorale. A quel bon perdre son emploi ou faire chasser son fils de l'université ?

Dans un tel climat d'unanimité, les seuls chiffres qu'on attend avec quelque intérêt sont ceux des bulletins barrés. Ceux-ci expriment, surtout, des mécontentements liés à des problèmes locaux ou le ressentiment des minorités nationales. La démocratie soviétique ignore, de toute façon, des coups d'épée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Les 750 députés du Soviet de l'Union sont élus dans des circonscriptions comptant environ 360 000 habitants. Le Soviet des nationalités compte 12 députés pour chacune des 15 Républiques fédérées, 11 pour chacune des 20 Républiques autonomes, 5 pour chacune des 5 régions autonomes et 1 pour chacun des 11 districts autonomes.

A Paris

La manifestation en faveur de Syssoiev a dû être reportée

Pourtant autorisée par la préfecture de police, la manifestation de l'AIDA (Association internationale de défense des artistes) en faveur du dessinateur Katchestav Syssoiev, le samedi 3 mars, à midi, n'a pu avoir lieu, l'espace réservé aux artistes ayant été occupé dès le matin par des cars de CRS — plus d'une quinzaine.

Pour ce « Portrait d'une ambassade ou nature morte pour un artiste vivant », une centaine de dessinateurs, caricaturistes, humoristes et illustrateurs avaient accepté de venir faire le « portrait » de l'ambassade d'URSS, boulevard Lannes : des chevaux devaient être disposés, après accord avec les autorités, sur deux côtés de bâtiment, et il était prévu d'exposer ensuite les œuvres réalisées au Théâtre de Chaillot. On remarquait, notamment, Trez, Siné, Plantu, Bayard, Sempé et, parmi les Russes, Oskar Rabine et Glezer, qui avaient déjà été les animateurs de l'exposition moscovite « Des bulldozers ».

« C'est une honte », a déclaré Ariane Mnouchkine, coprésidente de l'AIDA, la préfecture avait confirmé son autorisation hier soir. Je veux bien admettre que l'ambassade est trop obscure pour qu'on en

• *Andrei Sakharov et le désarmement.* — Les Cahiers du samizdat ont publié dans leur numéro de janvier un recueil d'articles en français de l'académicien Andreï Sakharov, exilé à Gorki depuis quatre ans. Le prix Nobel de la paix développe sa conception du désarmement. Il lance également un appel en faveur de sa femme, Mme Elena Bonner, victime de plusieurs crises cardiaques, pour qu'elle reçoive des autorités soviétiques l'autorisation de se faire soigner en Occident.

• *Les Cahiers du samizdat*, rue du Lac 48, 1050-Bruxelles, Belgique.

fasse le portrait : mais si la manifestation est interdite, cela veut dire que le gouvernement pour lequel nous avons voté reçoit des ordres de l'ambassade d'URSS... Ce trouble n'appartient pas à l'URSS... »

La manifestation devrait être reportée au 24 mars.

Un livre de Syssoiev, intitulé *Silence, hôpital* (éd. Scarabée et C^o), vient de paraître (Le Monde et C^o), 11, rue Jacob, à la galerie bibliophile Jacob, jusqu'au 1^{er} avril.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

APRÈS SA VICTOIRE AU « CAUCUS » DU MAINE

Le sénateur Hart menace M. Mondale...et le président Reagan

Boston. — Vainqueur, dimanche 4 mars, d'une nouvelle manche dans la course à l'investiture démocrate, le jeune sénateur Gary Hart paraît maintenant de taille à disputer la présidence à M. Reagan.

Selon un sondage Gallup publié ce lundi par *Newsweek*, le président sortant ne l'emporterait contre lui que de trois points (49 % contre 46 %) si l'élection avait lieu demain.

Considéré il y a huit jours comme d'ores et déjà investi, M. Walter Mondale serait, lui, lourdement battu par M. Reagan (54 % contre 42 %). A l'échelle nationale, il n'est soutenu que par 37 % des électeurs démocrates, qui souhaitent désormais, pour 35 % d'entre eux, que M. Hart sorte vainqueur de la convention.

L'année électorale américaine prend donc une tournure totalement nouvelle. Rien n'est joué d'avance; c'est le message délivré dimanche par les démocrates du Maine, qui, à l'issue de leur « caucus », petite assemblée locale où l'on vote à main levée — ont donné 50,20 % de leurs voix à M. Hart contre 43,20 % à M. Mondale.

L'avance du sénateur du Colorado sur l'ancien vice-président de M. Carter est légèrement moins forte que mardi dernier dans le New-Hampshire, mais sa victoire n'en est pas moins impressionnante. Privé de moyens financiers, M. Hart n'avait pas fait campagne dans le Maine, alors qu'il avait fait un effort très important dans le New-Hampshire. M. Mondale bénéficiait, lui, du soutien de la plupart des personnalités démocrates de l'Etat — dont le gouverneur, — d'une organisation solide et implantée de longue date.

M. Hart n'avait pour avantage que l'impact de sa victoire dans le New-Hampshire. Il a su démontrer qu'elle pesait plus que l'appui des appareils du parti et des syndicats, et, ajoutée au sondage de *Newsweek*, qui lui apporte la crédibilité nationale dont il avait encore besoin, cette démonstration devrait maintenant donner une très grande force à sa campagne.

Il y a toute chance qu'il remporte, mardi 6 mars, la petite primaire du Vermont. Une semaine plus tard, il devrait également sortir vainqueur de l'importante primaire de la Massachusetts, où un sondage local, également publié dimanche, lui donne la même avance que dans le New-Hampshire sur M. Mondale. En janvier, M. Hart ne réunissait que 3 % des intentions de vote dans cet Etat.

Le « super-mardi »

S'il parvenait, ce même 13 mars, dit le « super-mardi », à gagner l'une au moins des primaires qui auront lieu en Alabama, Floride et Géorgie, il marquerait alors un point décisif. Preuve serait faite que sa candidature ne séduit pas seulement les démocrates libéraux et intellectuels de Nouvelle-Angleterre, mais aussi ceux du Sud, beaucoup plus conservateurs.

Cette foudroyante percée d'un homme auquel aucun commentateur politique américain n'avait d'abord prêté la moindre attention, n'est pas due seulement à la surprise qu'il a causée mardi dernier. Elle a, tout au contraire, une explication politique que l'analyse des votes de la primaire du New-Hampshire fait clairement ressortir.

Dans cet Etat, comme dans beaucoup d'autres, les électeurs indépendants peuvent prendre part aux pri-

De notre envoyé spécial

maires des partis démocrate et républicain. Ils ont représenté, cette année, 38 % des votants dans la primaire démocrate, soit deux fois plus qu'en 1980. Privés du choix du côté républicain par la candidature unique de M. Reagan, les indépendants modérés ont très largement préféré M. Hart, sacré ainsi candidat du juste milieu.

C'est ce mouvement, confirmé par le « caucus » du Maine, qui a donné la première impulsion au sénateur du Colorado. Tout se passe comme si les démocrates, après s'être massivement appuyés à soutenir M. Mondale, étaient soulagés de voir apparaître un candidat de renouveau qui paraît moins lié aux traditions de leur parti et à ses groupes d'intérêt. En ce sens, M. Hart peut être regardé comme un substitut à M. Glenn, qui, jusqu'en septembre, talonnait M. Mondale parmi les démocrates, et parussait concilier une menace pour M. Reagan. Depuis, l'ancien astronaute, victime de sa totale absence de charisme, s'est lentement effondré au point de n'obtenir, dimanche, que 0,3 % des voix, derrière le pasteur Jackson (0,6 %) et M. McGovern (1,3 %). Il faut croire pourtant que l'« optimisme centrisme » dont il se réclamait répondait à une attente.

L'attrait du renouveau

A la jeune génération, M. Hart plaie en disant qu'il veut la mettre au pouvoir. De plus, il était proche de Robert Kennedy et directeur de la campagne de M. McGovern lorsqu'il disputait la Maison Blanche à M. Nixon en 1972. Aux plus vieux ou aux moins libéraux, il plaie parce qu'il dénonce les liens entre M. Mondale et les syndicats.

Dans ces conditions, ses « nouvelles idées » n'ont pas besoin d'être plus précieuses qu'elles ne le sont. Il suffit que la « nouveauté » et l'héritage du passé soient son drapeau pour qu'on voie en lui l'homme pou-



Dessin de CAGNAT.

vant éviter une reconduction de M. Reagan, sans incarner pour autant un simple retour de l'appareil démocrate — dont les propositions politiques ne sont en vérité pas beaucoup plus précises que les siennes.

Partant, gagnant, jeune et ambitieux, mais rassurant, M. Hart offre l'attrait du renouveau, sans le peur du changement.

Dimanche, alors qu'on comptabilisait encore les résultats du Maine, il participait avec les autres candidats à l'investiture à un grand dîner organisé à Boston par l'appareil démocrate du Massachusetts. Le public était tout ce qu'il y a d'officiel. Il n'a eu droit qu'à des applaudissements de courtoisie — alors qu'on le savait déjà vainqueur — lorsqu'il a évoqué le « feu de prairie » allumé par sa candidature et le besoin d'un « *new leadership* ». Sur la défensive, mal à l'aise, M. Mondale a, lui, été applaudi, tout comme M. McGovern et même M. Jackson, qui, il est vrai, n'acquiescent pas à l'appareil.

Le « feu de prairie » flambe pourtant, et le seul vrai danger menaçant M. Hart est que la nouveauté finisse au cours des mois par paraître moins neuve.

BERNARD GUETTA.

El Salvador

DANS DES DÉCLARATIONS AU « NEW YORK TIMES » Un ancien officier affirme que de hauts dirigeants sont liés aux Escadrons de la mort

M. Alvaro Magaña, président salvadorien, qui se trouve à San Antonio, au Texas, a déclaré, samedi 3 mars, les déclarations faites au *New York Times* par un ancien officier salvadorien — qui a requis l'anonymat — et selon lequel de hauts responsables du gouvernement salvadorien dirigent ou protègent les escadrons de la mort.

Selon cet officier, dont le *New York Times* affirme qu'il est considéré comme une « source sûre » par les experts américains, M. d'Aubuisson, leader de l'extrême droite et candidat à l'élection présidentielle du 25 mars, a organisé et continue de diriger des Escadrons de la mort. En outre, il continuerait de recevoir sa solde d'ancien major de l'armée, bien que les officiels affirment le contraire.

L'officier cité par le quotidien américain met aussi en cause l'ancien ministre de la défense, le général Vides Casanova, a « couvert » les responsables de l'assassinat de religieux nord-américains au Salvador en 1980. Selon lui, d'anciens membres de la garde nationale de Somoza ont été utilisés par les Escadrons de la mort pour commettre certains assassinats.

M. d'Aubuisson a affirmé dimanche qu'il n'était « pas un assassin », et il a l'intention de se rendre aux Etats-Unis à partir de ce lundi 5 mars, bien que les autorités américaines lui aient jusqu'à présent refusé un visa d'entrée.

L'officier cité par le quotidien américain met aussi en cause l'ancien ministre de la défense, le général Vides Casanova, a « couvert » les responsables de l'assassinat de religieux nord-américains au Salvador en 1980. Selon lui, d'anciens membres de la garde nationale de Somoza ont été utilisés par les Escadrons de la mort pour commettre certains assassinats.

Uruguay

Libération du mathématicien José Luis Massera l'un des dirigeants du PC

M. José Luis Massera, l'un des dirigeants du PC uruguayen, ancien député de ce parti, a été libéré le dimanche 4 mars à Montevideo, après avoir passé neuf années en prison. M. Massera, un mathématicien de renommée mondiale, avait été arrêté en 1975, deux ans après le coup d'Etat des forces armées qui avait interdit ou suspendu les partis politiques. D'abord accusé par la justice militaire d'avoir organisé des groupes armés clandestins, M. Massera avait finalement été condamné à vingt ans, puis quatorze ans, de prison pour « association subversive, attentat à la Constitution et atteinte au moral des forces armées ». Cette peine avait, récemment, été ramenée à six ans de détention par le même tribunal.

M. Massera, qui est âgé de soixante-huit ans et qui avait, comme tant d'autres prisonniers politiques en Uruguay, fait l'objet de sévices, pourra, s'il le souhaite, quitter son pays. Plusieurs centres universitaires américains seraient désireux de l'accueillir.

La situation de M. Massera avait été dénoncée par un grand nombre d'organisations internationales et de personnalités étrangères. En France même, s'était créé un Collectif de

scientifiques pour la libération de José Luis Massera (1).

Après sa libération, le mathématicien a affirmé qu'il souffrait de « tension nerveuse ». Dans une interview à l'*Humanité*, M. Massera a tenu à rappeler l'existence d'autres prisonniers politiques en Uruguay (2). Il demande que l'action se poursuive pour obtenir la libération. En particulier, du général Liber Seregni, ancien candidat du Front élargi (gauche) aux élections de 1971.

(1) L'une des personnalités de ce collectif, M. Gabriel Mokobodzki, du CNRS, reproche au *Monde* d'avoir, dans un article publié le 28 janvier, fait état d'une dépêche de l'agence Reuters de Montevideo rapportant le premier chef d'insurrection porté par la justice militaire uruguayenne (organisation de groupes communistes armés), sans avoir précisé que le tribunal ne s'y était pas arrêté. M. Mokobodzki nous indique que les juges n'ont finalement retenu que l'accusation d'« avoir eu connaissance de l'existence d'un tel appareil ». En toute hypothèse, rappelle cette personnalité, M. Massera « n'a jamais recouru à l'usage de la violence ni prêté le recours à la violence ».

(2) Il y a plus de mille prisonniers politiques en Uruguay.

AFRIQUE

Maroc

LE ROI EXONÈRE LES PAYSANS D'IMPÔTS JUSQU'À L'AN 2000

Rabat (AFP, Reuters). — Le roi Hassan II a annoncé, samedi 3 mars, que, en raison de la sécheresse et pour alléger les difficultés des paysans, les revenus agricoles seront exonérés d'impôts à partir de cette année et jusqu'à l'an 2000. Dans le discours radiodiffusé à l'occasion de la Fête du Trône, marquant le vingtième anniversaire de son intronisation, le souverain a fait une brève allusion au conflit du Sahara occidental en exprimant son « admiration » aux forces armées royales.

Contrairement à ce qu'on espérait la classe politique, le monarque n'a pas annoncé la date des élections législatives, qui ont été ajournées à plusieurs reprises. Évoquant les troubles qui ont agité le royaume en janvier, Hassan II a insisté sur la nécessité pour chaque Marocain d'« exercer avec circonspection » les principes de « liberté » et de « démocratie » prévus par la loi.

[A l'origine, les élections législatives devaient se dérouler en octobre 1983. En raison du référendum prévu au Sahara occidental avant le 31 décembre, elles avaient été ajournées à fin janvier ou début février 1984. Le 30 janvier, Hassan II avait formé un gouvernement de transition dirigé par M. Karim Lamlam, chargé de préparer la consultation. La rentrée de nouveau parlement avait été fixée au premier vendredi d'avril, soit le 6. À la suite des troubles de la fin janvier, on prévoyait un nouveau report des élections au mois de mars et l'on pensait que le roi en annonçait la date dans le discours du Trône pour permettre à la classe électorale de se dérober dans les délais. — P.R.]

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

• **LE SORT DES PERSONNALITÉS ARRÊTÉES.** — Plusieurs dirigeants de l'opposition qui avaient été « déportés », début février, dans le nord du pays « pour tentative de manipulation politique », (le *Monde* daté du 14 février) ont été transférés dans un commissariat de Bangui et pourraient être prochainement remis en liberté, a-t-on appris samedi 3 mars, de source sûre, à Bangui. Il s'agit notamment de M. Abel Goumba, ancien dirigeant du Front patriotique ouabangien-Patri du travail (FPO-PT), de MM. Henri Madiou et Simon Narcisse Bouanga, anciens membres du gouvernement de M. David Dacko. Tous avaient été conduits dans la localité de Birao, dans l'extrême nord du territoire, alors que les élèves et les étudiants de l'université de Bangui poursuivaient, depuis le 16 janvier, un vaste mouvement de grève. — (AFP.)

Espagne

• **DISPARITION DE TROIS INDIVIDUS.** — Trois hommes d'affaires espagnols ont disparu en moins d'une semaine, sans doute victimes d'enlèvements, a-t-on appris, lundi 5 mars, de source policière. Ces disparitions coïncident avec l'envoi de lettres de menaces adressées fin février à une centaine de personnalités du monde des affaires et réclamant le paiement d'un impôt révolutionnaire. Les « disparus » résidaient à Tolède, à Barcelone et à Guadalajara, près de Trujillo. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

• **PACIFISTES EXPULSÉS.** — Deux dirigeants des mouvements pour la paix occidentaux, Sylvie Mantrant, du CODENE, et M. Mient Jan Faber, de l'IKV néerlandais (Conseil interconfessionnel pour la paix), arrivés à Prague le vendredi 2 mars pour y rencontrer des représentants de la Charte 77, ont été expulsés dimanche. Quatre autres militants pacifistes néerlandais avaient été refoulés dès leur arrivée à l'aéroport de Prague. Deux français du CODENE auraient toutefois pu rencontrer les porte-parole de la Charte 77. — (AFP.)

St. Marché de l'Éducation
MARS 1984
RÉUSSIR LE BAC
LES RÉSULTATS
DES LYCÉES
PARIS-PROVINCE-PUBLIC-PRIVÉ
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

MEXIQUE
10250 F*
CIRCUIT 15 JOURS (PARIS/PARIS)
L'AGENCE QUI TIRE LES PRIX
LA VOYAGERIE
38, rue Rambuteau 75003 PARIS Tél.: 274.21.11
11, avenue de Clichy 75017 PARIS Tél.: 522.22.24
* Voyages à dates fixes

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. CHIRAC : faire l'Europe sans défaire la France

Convincer les députés RPR pour qu'ils leur tour les convainquent les militants du mouvement et, plus largement, les électeurs de l'opposition, que M. Jacques Chirac a fait le « bon choix » en préconisant une liste d'union conduite par M. Simone Veil, tel a été l'objet essentiel des discours prononcés samedi 3 mars au congrès extraordinaire du RPR. Car si les « porteurs de mandats » représentant les fédérations sont largement acquis aux décisions de l'appareil du mouvement et de son chef, il n'en va pas toujours de même à la base, sur le terrain.

M. Jacques Chirac, en clôture des travaux, a notamment déclaré : « Face au pouvoir socialiste et communiste qui, jour après jour, étale son incapacité à redresser la situation du pays qu'il a lui-même tellement affaibli, compromettant en moins de deux ans un quart de siècle de travail et d'effort national et qui engage des opérations de diversion attentatoires à la liberté, il est d'une importance capitale que les principales forces de l'opposition manifestent, en paroles comme en actes, leur volonté d'union. Sans cela elles auraient suscité incompréhension et déception. Nous n'avons pas eu à nous rallier sur l'Europe à des thèmes formulés ailleurs. Nous n'avons aucune raison de ne pas rester fidèles à nos idées-mêmes. Construire l'Europe tout en sauvegardant notre indépendance nationale : contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'existe aucune antinomie entre ces deux impératifs (...).

« C'est avec ferveur que nous disons - oui - à l'Europe, mais pas à n'importe quelle Europe. Il s'agit de faire l'Europe sans défaire la France. Nous ne nous laisserons pas entraîner à participer, si d'autres venaient à s'y complaire, à quelque concours ou surenchère que ce soit dans l'invocation de slogans utopiques qui ne répondraient pas à la vocation de la France et qui n'éveilleraient chez nos voisins que scepticisme ou dérision. La loyauté dont nous sommes résolus à faire preuve à l'égard de nos partenaires de la liste de l'opposition nationale ne doit pas nous détourner d'affirmer notre personnalité. L'union n'implique nullement l'effacement. Restez ce que vous êtes ; elle doit être notre ambition. C'est ainsi que nous contribuerons le plus utilement au succès de la liste de l'opposition nationale et, au-delà de l'échéance électorale du 17 juin, que nous préparerons, pour la France et pour l'Europe, un avenir de prospérité, de vraie justice sociale et de sauvegarde de la liberté. »

Devant plus de quatre mille personnes, dont deux mille huit cent soixante-quatre mandataires, tous les orateurs - et M. Chirac en conclusion des travaux - ont donc tenté de démontrer :

- 1) Que l'organisation politique et le développement économique de l'Europe ne peuvent se faire que par une coopération d'États forts qui ne renoncent pas à leur indépendance ;
- 2) Que face à un pouvoir socialiste et communiste « divisé, affaibli et incapable », l'opposition doit faire la démonstration de sa force par l'union ;

M. Chirac évoque la situation du pays en affirmant : « Plus que circonspects à l'égard de la coalition qui nous gouverne, nos partenaires européens nous savent soumis au bon vouloir de l'extérieur du fait de notre considérable endettement et de la fragilité de notre monnaie et, qui plus est, ils voient nos dirigeants s'en prendre ouvertement à des libertés qui sont, à leurs yeux, fondamentales, telles que la liberté d'entreprendre, la liberté d'imprimer, la liberté d'enseigner. De quelle autorité peut se prévaloir un gouvernement qui entend substituer à ces libertés le sectarisme et l'arbitraire ? »

Il ajoute : « Politique intérieure et politique européenne ne sont pas dissociables dans ce grand débat. » Après avoir longuement traité des problèmes de l'Europe et décrit son « marasme » actuel, M. Chirac évoque « l'insuccès complet » du sommet d'Athènes et ajoute : « Nous souhaitons le succès des efforts de la présidence française, lesquels, soit dit en passant, soulignent à l'évidence que c'est aux gouvernements des États membres qu'il appartient de rechercher directement entre eux le règlement de leurs différends et sans que la mise au point technique des dossiers par la Commission perde de sa valeur et de son utilité. »

Selon M. Couve de Murville, « le RPR n'a pas changé et il pense toujours que l'Europe est une condition essentielle de la santé économique de la France. L'élection pour l'Assemblée de Strasbourg est [pour l'opposition] une étape de reconquête ». M. Claude Labbé, lui, souhaite à MM. Mitterrand et Mauroy de « rejoindre dès leur vivant dans le Panthéon socialiste leurs grands ancêtres associés aux pages les plus noires de notre histoire ».

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial a choisi cette occasion pour traiter spécialement de « la place des étrangers au sein de la nation », qui pose problème en raison de la crise économique. Il rap-

pelle que, sur deux millions et demi de chômeurs, il y a quatre cent mille immigrés et que le plus grand nombre des autres sont au travail. Il reproche au gouvernement la régularisation du statut des clandestins qui a entraîné des réactions « proches de la xénophobie ». Il estime que les communistes se servent des immigrés « tantôt comme des boucs émissaires, tantôt comme des béliers », et « vont à leur rencontre en buldozer ». Mais il s'en prend aussi vivement à l'extrême droite, « dont le lit a été fait par trois ans d'incertitude gouvernementale ».

M. Pasqua propose trois types de mesures : « Une répression ferme de l'immigration clandestine avec renvoi immédiat pour les délinquants, afin d'éviter l'équation immigré = égalité de délinquants ; une action d'insertion des travailleurs étrangers désirant rester en France avec une plus large possibilité de naturalisation ; enfin, une politique d'aide au retour pour les immigrés privés d'emploi ou désireux de rentrer dans leur pays d'origine. »

Le groupe chiracien rejoint

Les députés au congrès ont élu, au moyen d'un système de vote électronique, les trente-trois membres RPR de la liste d'union. Sur les quarante sièges à la disposition de M. Chirac, deux ont été attribués sans vote à MM. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, et Christian de La Malène, président du groupe DEP à l'Assemblée de Strasbourg. Un a été réservé à M. Denis Baudouin, directeur de l'information et des relations extérieures à l'Hôtel de Ville, qui pourrait représenter le Parti libéral. Deux ont été mis à la disposition du CNIP et au à celle de la Démocratie chrétienne de France. Enfin, in extremis, un siège a été accordé à M^{me} Jacqueline Thomé-Patenôtre, membre du Parti radical-socialiste, ancien maire de Rambouillet, qui devient ainsi, à soixante-dix-huit ans, la doyenne de la liste.

3) Que rien ne sépare plus l'UDF et le RPR, mais que ce dernier doit être auprès de M^{me} Veil l'élément le plus unioniste, le plus cohérent et le plus loyal ;

4) Enfin et surtout qu'une victoire de la liste d'opposition le 17 juin serait un bon tremplin pour les futures élections nationales.

En conséquence, les thèmes de campagne s'articulent autour de quatre notions illustrées par quatre adjectifs convenant aussi bien au contexte européen qu'au contexte français : libre, dynamique, décidé, fort. Ces concepts illustrés par des slogans adéquats serviront aussi bien, dans

l'esprit des dirigeants du RPR, à dénoncer la gauche qu'à mettre en garde l'UDF. Le mouvement de M. Chirac, qui s'était trouvé si mal à l'aise sur le terrain européen en 1979, utilise à son bénéfice celui qui lui est offert aujourd'hui en en faisant un champ de manœuvre pour les combats ultérieurs. Dans un souci stratégique, M. Chirac a su mettre à profit tout à la fois la désagrégation européenne, les divisions de l'UDF et l'affaiblissement de la gauche sur fond d'inquiétude générale, et donner à la consultation du 17 juin la valeur d'une simple étape politique sur la route de la reconquête du pouvoir.

Les trente-trois membres du RPR élus, sur une liste de cent onze, constituent un groupe politiquement beaucoup plus homogène que celui de 1979. Il est sensiblement rajeuni, profondément renouvelé et, totalement « chiracien ». Sur les quarante-trois membres de la liste DIFE qui, en cinq ans, par la grâce du « tourniquet », ont siégé à Strasbourg, on n'en retrouve que cinq, M^{me} Chouraqui et MM. Fanton, Gautier, Mouchel et Turcat. On relève neuf jeunes maires élus en 1983, MM. Alain Carignon (Grenoble), Désiré Debavelaere (Campagne-les-Hesdin, Pas-de-Calais), Patrick Devedjian (Antony), M^{me} Anne-Marie Dupuy (Cognac), MM. Francis Hardy (Cognac), Jean-Paul Hugot (Saurmur), Dominique Perben (Chalon-sur-Saône), Jean-Pierre Roux (Avignon) et Jacques Vernier (Douai). D'autres jeunes élus adjoints au maire ont également été choisis : MM. Alain Juppé (Paris) et Pierre Lataillade (Arcachon), et M^{me} Jacqueline Grand (Marseille). L'appareil du RPR et les personnes ayant exercé des fonctions sont largement représentés avec M. Casabel, maire de Castelnau-d'Aud, chargé des élus locaux, M^{me} Chouraqui, secrétaire nationale au travail, M. Fanton, délégué aux études d'opinion, M^{me} Isnard, déléguée aux relations publiques, MM. Jean-François Mancel, secrétaire national à l'animation, Alain Marleix, délégué aux fédérations, Jean-Claude Pasty, délégué à l'agriculture, et André Turcat, ancien pilote d'essai de Concorde, chargé des problèmes aéronautiques.

ANDRÉ PASSERON.

Les trente-trois candidats du RPR

Voici les trente-trois candidats RPR de la liste d'union de l'opposition :

- Paulin BRUNÉ, vice-président du conseil général de la Guyane, président du comité départemental de la Guyane.
- Alain CARIGNON, conseiller général de l'Isère, maire de Grenoble, membre du comité central.
- Jean-Pierre CASSABEL, ancien député, chargé de mission régionale pour le Languedoc-Roussillon, conseiller général, maire de Castelnau-d'Aud, chargé de mission nationale aux élus locaux.
- Nicole CHOURAQUI, secrétaire nationale au travail, conseiller de Paris.
- Désiré DEBAVELAERE, maire de Campagne-les-Hesdin, président de la chambre d'agriculture de Pas-de-Calais.
- Patrick DEVEDJIAN, maire d'Antony.
- Anne-Marie DUPUY, conseillère générale des Alpes-Maritimes, maire de Cannes.
- André FANTON, ancien ministre, adjoint au maire de Lisieux, délégué national aux études d'opinion.
- Gaston FLOSSE, vice-président du conseil de gouvernement de la Polynésie française, secrétaire départemental de la Polynésie française, maire de Pirae, ancien député.
- Roger GAUTHIER, chef porion dans les mines de fer de Lorraine.
- Jacqueline GRAND, membre du conseil politique, conseiller municipal de Marseille.
- Guy GUERMEUR, ancien député, chargé de mission régionale pour la Bretagne.
- Francis HARDY, ancien député, maire de Cognac.
- Jean-Paul HUGOT, membre du comité central, maire de Saurmur.
- Marie-Antoinette ISNARD, secrétaire de la Fédération des Français de l'étranger, déléguée nationale aux relations publiques.
- Alain JUPPÉ, adjoint au maire de Paris, membre de la commission exécutive, du conseil politique et du comité central.
- Daniel LABORDE, adjoint au maire de Nouméa.
- Pierre LATAILLADE, adjoint au maire d'Arcachon, conseiller général de la Gironde.
- Bernard LEMOUX, directeur du journal Bretagne Magazine.
- Jean-François MANCÉL, conseiller général de l'Oise, conseiller municipal de Beauvais, chargé de mission pour la région Picardie, secrétaire national à l'animation, ancien député.
- Alain MARLEIX, chargé de mission pour la région Auvergne, délégué national aux fédérations.
- Jean MOUCHEL, président de la chambre d'agriculture du Calvados et de la chambre régionale d'agriculture de Normandie, vice-président du comité économique et social de Basse-Normandie, conseiller municipal d'Ercey.
- François MUSSO, ancien président de la FDSEA de la Corse.
- Christiane PAPON, présidente du CFEI Femme-Avenir, membre du comité central et du conseil politique, conseiller municipal de Neuilly.
- Jean-Claude PASTY, ancien député, délégué national à l'agriculture, conseiller général de la Creuse.
- Aristide PAYET, adjoint au maire de Saint-Denis de la Réunion, conseiller régional.
- Dominique PERBEN, maire de Chalon-sur-Saône.
- Jean-Pierre ROUX, ancien député, maire d'Avignon, conseiller régional de Provence-Côte-d'Azur.
- Jacques SOURDILLE, président du conseil général des Ardennes, ancien ministre, ancien député.
- Raymond TOURRAIN, président du comité départemental du Doubs, membre du comité central et du conseil politique, ancien député.
- André TURCAT, membre du comité central, ancien pilote d'essai du Concorde.
- Roland VERNAUDON, conseiller général du Val-de-Marne, adjoint au maire de Vincennes, membre du comité central et du conseil politique.
- Jacques VERNIER, maire de Douai.

Non
50 associations
200 personnalités
demandent

AU 19 MARS 1962
FIN DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

De mars à juillet 1962, 150 000 Français musulmans, 10 000 Européens ont été massacrés ou ont disparu. M. François Mitterrand, Président de la République, le reconnaissait lui-même en déclarant le 24-9-81 : « S'il s'agit de marquer le recouvrement et d'honorer les victimes de la guerre d'Algérie, je dis que cela ne peut être le 19 mars ».

POUR L'HONNEUR DE NOTRE PAYS
SILVIEZ
LA PÉTITION NATIONALE
« Non au 19 mars 1962 »

nom
adresse
date

signature :

verse.....F pour amplifier la campagne à JEUNE PIED NOIR, BP 4, 91370 BIEVRES

FORMATION MICRO INFORMATIQUE

LANGAGES
BASIC : durée 5 jours.
Dates : 8 avril, 4 juin.

GESTION DE FICHIERS
DBASE II : durée 3 jours pour les utilisateurs, 2 jours supplémentaires pour les programmeurs.
Dates : 12 mars, 2 mai, 25 juin.

AIDE à la DÉCISION
MULTIPLAN : durée 3 jours.
Dates : 25 avril, 12 juin.

GRAPHISME en BASIC
Durée : 3 jours.
Date : 28 mai.

TRAITEMENT de TEXTE
TEXTOR : durée 3 jours.
Dates : 25 avril, 18 juin.

Renseignements : Frédéric MARTIN

GROUPE SIGMA
8, rue de la République
75004 Paris - Tél. 325 63 20 - P. 9

GALERIES LAFAYETTE

LA SEMAINE FANTASTIQUE
JUSQU'AU 17 MARS

PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUT LE MAGASIN
ET SUR LES GRANDES MARQUES
CRÉDIT GRATUIT 6 MOIS

du 2 au 17 Mars, sauf sur les services et la restauration. A partir de 2.000 F d'achats, dès acceptation du dossier, après versement comptant 20%, les frais de crédit Cetelem, sauf assurance facultative, sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine - Entrepôt Ile St-Denis.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les difficultés de constitution d'une liste centre gauche retardent la décision du MRG

Réunis en conseil national le dimanche 4 mars, les radicaux de gauche se sont donné jusqu'au 24 mars pour arrêter leur position pour les élections européennes. Ce nouveau délai devrait permettre au MRG, qui tiendra un secrétariat national le 7 et un bureau national le 14, de rassembler les informations suffisantes pour se déterminer quant à sa participation à une liste de centre gauche.

Le report traduit les difficultés du MRG à appliquer la stratégie définie lors de son congrès d'octobre, placé sous le signe de l'«élargissement», ce congrès avait montré la forte faveur des militants à la présence autonome du parti dans la compétition du 17 juin.

En confiant à M. Jean-Louis Bredin la tâche de rassembler en un «club radical» toutes les associations et structures de dialogue que parallèlement les responsables radicaux étaient invités à mettre en place, M. Jean-Michel Baylet, président du MRG, entendait faire de son parti l'élément moteur d'un mouvement de centre gauche.

L'accueil favorable réservé par les radicaux de gauche à l'initiative de M. Edgar Faure et Maurice Faure s'explique, ces derniers réalisant ce que le MRG ne se décidait pas à faire. M. Maurice Faure, président d'honneur du MRG, n'était pas censé engager véritablement le parti dans des «convergences démo-

cratiques», mais il apparaissait bel et bien comme une caution.

Les difficultés ont commencé avec le choix de la tête de liste pour les européennes. Les refus de MM. Bredin et Maurice Faure rendent aujourd'hui la tâche difficile au MRG. La volonté exprimée par nombre de militants est de voir choisir l'un des leurs, d'où, tout au long du week-end, de nouvelles pressions faites sur M. Maurice Faure.

Ce dernier n'entend pas revenir sur sa décision, justifiée par des convenances personnelles. A défaut de l'ancien ministre, certains ont avancé d'autres noms comme celui de M. Bernard Charles, élu député du Lot lors d'une partielle le 18 décembre dernier. Quant à M. Baylet, il estime que, président de parti, donc «partisan», il ne remplit pas les conditions pour être le rassembleur.

Chercher encore et toujours la personnalité providentielle pour conduire cette liste montre à contrario que le «processus» entamé par M. Georges Berthoin (le Monde, 4-5 mars) est compromis. Intervenant la veille du Conseil national du MRG au colloque organisé sur le thème «L'Europe face à la crise», M. Berthoin a, non sans habileté, mis en avant ses origines familiales radicales et son désir non pas «de devenir quelqu'un mais de faire quelque chose pour la réalisation des États unis d'Europe». Ses

auditeurs se sont montrés plus polis que convaincus.

M. Brice Lalonde, qui participe à Convergences démocratiques, ne manifeste lui non plus aucun enthousiasme pour M. Berthoin et continue de lui préférer «Yves Montand ou Jean-François Kahn». Ce dernier, auquel «pensent» certains radicaux de gauche, pose en préalable à toute discussion l'éviction de M. Edgar Faure de la liste.

L'ancien président du conseil reste suspect aux yeux de beaucoup, tentés - malgré tout - par l'opération. Les contacts avec M. François Léotard, secrétaire général du PR, le font soupçonner de vouloir établir une liste «UDF-his». A défaut d'un tel dessein, on lui prête l'intention de vouloir négocier sa place sur la liste de M. Vail.

«Centre gauche, oui; centre droit, non!» Cette mise en garde très ferme de M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, devant le conseil national, illustre la perplexité de la base du parti, qui ne comprend pas très bien «où on va, comment, pourquoi et avec qui». Du coup, M. Baylet va devoir s'impliquer plus nettement dans les discussions des prochains jours, pour que le MRG ait le maîtrise de la liste. Il reste, enfin, la solution, pour beaucoup «suicidaire», de la reconduction de l'accord avec le PS, qui fait toujours l'objet de négociations.

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Giscard d'Estaing moi et les grands

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. - M. Giscard d'Estaing - qui est ce lundi soir 5 mars l'invité de «L'heure de vérité» sur Antenne 2 - a donné le vendredi 2 mars une conférence peu banale devant le club Perspectives et Réalités du Puy-de-Dôme. En brochant une série de portraits des «maîtres du monde» célèbres, écrivains et penseurs, pendant son septennat et avec lesquels il a eu le sentiment de partager une «solidarité professionnelle», l'ancien président de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

Ainsi, à propos du général de Gaulle: «L'homme d'Etat le plus remarquable de ces vingt-cinq dernières années. (...) Grâce à lui, je suis devenu espion. (...) L'homme le plus intéressant de la République s'est transformé en échotier de la grande histoire contemporaine. Il a livré un aperçu croustillant de ses Mémoires à venir et l'assistance a pu goûter tout le sel de certaines confidences.

laquelle des deux allait l'emporter. (...) C'était un communiste orthodoxe, et donc un immobiliste. Il raisonnait dans le système communiste intégral, donc bureaucratique. (...) Ce n'était pas un homme de paix pour les petits conflits, mais l'idée de l'apocalypse lui était insupportable. (...) Il m'a manifesté une confiance curieuse en ce qui me concerne. En 1975, il m'a parlé de ses successeurs. Il m'a dit: «J'observe ceux qui montent. Je pense à Romanov». En 1979, il m'a dit: «Il y a eu des changements dans le parti, j'ai changé d'avis: ce sera Tchernomir».

«En 1974, lors de sa visite au château de Rambouillet, il avait quelque chose à la mâchoire qui était incommode pour ses interlocuteurs, car brylant. Comme si elle était disloquée. Deux ou trois ans plus tard, on avait réussi à éliminer cette destruction de la mâchoire (...). En 1979, il m'a dit être très malade et m'a décrit pendant un quart d'heure son état de santé. Il savait que je n'en dirai pas un mot. De ce besoin de confiance et de prévisibilité, il avait tiré une aversion pour le président Carter. Il ne supportait pas son caractère imprévisible, il le considérait comme un aventurier».

A propos du boycottage des Jeux olympiques de Moscou: «Nous avions reçu fin février, un mercredi, l'émission de Carter, M. Brazzinski: «Nous avons renoncé à l'idée d'un boycott», dit-il. Il tint le même langage à Bonn le lendemain. Le samedi suivant, Carter annonça le boycottage au cours d'une conférence de presse».

A propos d'Helmut Schmidt: «Le plus compétent». «J'étais avec lui une véritable solidarité (...). En 1978, lors d'un tête-à-tête à l'Élysée, il s'est effondré et émettait une espèce de râle. Je suis allé chercher moi-même le médecin. Personne n'en a rien su. Une demi-heure après, il a repris connaissance et il a assisté au dîner officiel».

Enfin, à propos d'Indira Gandhi: «De tous les chefs d'Etat, de loin le plus volontaire, elle disait savoir se montrer impitoyable», et d'Houphouët-Boigny: «Le plus remarquable des chefs d'Etat africains».

LIBERT TARRAGO.

184 ORDINATEURS PANORAMA
Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

Sur TF 1

M. PIERRE JUQUIN (PCF) RETIRE SA PARTICIPATION A L'ÉDITION SPÉCIALE

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du PCF, a décidé de ne pas participer à l'émission «Édition spéciale» d'Anne Sinclair, prévue sur TF 1 le mardi 13 mars. Pour expliquer son refus, M. Juquin évoque «les importantes divergences de fond» qui seraient apparues entre lui et la productrice lors de la préparation de l'émission, dont le thème était «Le Parti communiste en question».

M. Juquin reproche essentiellement à Anne Sinclair de vouloir accorder aux questions économiques et sociales «une juste place», au bénéfice d'une conception privilégiant le «spectacle», en prévoyant notamment un débat avec un plateau d'invités «choisis unilatéralement» (MM. Jean Elie, Philippe Robieux, Michel Cicourel, Jorge Semprun et M. Hélène Parnell).

En apprenant la décision du responsable du PCF, annoncée dans l'«Humanité» de ce lundi 5 mars, Anne Sinclair a déclaré «tomber des nues». «M. Juquin avait donné formellement son accord, et aucun conflit n'est apparu, au cours de la préparation de l'émission, susceptible de la remettre en cause. Les raisons invoquées me paraissent tout à fait fallacieuses et s'expliquent certainement par d'autres motifs, prouvant qu'une «émission-vérité» consacrée aux questions que se posent les Français sur le PCF est impossible à réaliser avec les intérêts».

L'émission d'Anne Sinclair serait coécrite avec la réunion du conseil national du PCF, prévue pour les 13 et 14 mars, et qui doit lancer la campagne du Parti communiste pour les élections européennes, autour de M. Georges Marchais. La direction du PCF a estimé que le moment avait été mal choisi pour se livrer à un débat public sur des questions «sensibles», telles que le fonctionnement interne du parti ou ses relations avec les pays de l'Est. (P. J.)

RÉGIONS

La deuxième ligne du métro de Marseille sera achevée en 1987

De notre correspondant

Marseille. - Il ne mesure encore que 4,9 kilomètres, mais ce sont des kilomètres qui comptent puisque le tronçon central de la deuxième ligne du métro de Marseille, inauguré, samedi 3 mars, par M. Charles Fiterman, ministre des transports, et M. Gaston Defferre, maire de la ville et ministre de l'intérieur et de la décentralisation, traverse une partie de l'agglomération dans le sens nord-sud, où la circulation en surface est particulièrement difficile.

Ce tronçon comporte six stations sur les douze prévues lors de l'achèvement de la ligne en 1987. Il comporte également deux correspondances avec la première ligne de métro (gare Saint-Charles et place Castellane) et une troisième correspondance avec le dernier tramway de Marseille, le 68, créé en 1893, et

LE PSU PROPOSE UNE ALLIANCE AUX COMMUNISTES DÉMOCRATES ET UNITAIRES

La conférence nationale, puis la direction politique du PSU, réunies le samedi 3 et le dimanche 4 mars à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ont désigné les vingt premiers candidats de la liste que cette formation présentera aux élections européennes. MM. Serge Desquais, secrétaire national, porte-parole du PSU, et Jacques Salvator, secrétaire national, porte-parole adjoint, figurent en tête de cette première série, la liste définitive devant être constituée fin mars.

Le PSU, qui a refusé l'offre de participer à la liste du Parti socialiste, que lui avait faite ce dernier, souhaite constituer une «liste de rassemblement autogestionnaire» avec des militants du Mouvement de la paix, indépendants du PCF, et avec des écologistes. Il s'adresse, notamment, à ceux des écologistes qui «entretiennent l'illusion que c'est d'une liste du centre que viendrait le renouveau».

M. Desquais a déclaré, d'autre part, dimanche, que le PSU est «prêt à engager des pourparlers afin de réunir ses forces» avec les «communistes démocrates et unitaires», qui ont décidé de présenter une liste autour de M. Henri Fizin, président de Rassemblement communiste. Lors des élections municipales de mars 1983, dans le 19^e arrondissement de Paris, M. Hugues Bouchardon, alors secrétaire national du PSU, s'était rangé sur la liste de la majorité (PCF, PS, PSU, MRG), dont M. Fizin, conseiller sortant de l'arrondissement, avait été exclu à la demande des communistes.

M. FISZBIN:

affirmer la puissance d'un courant communiste différent

Dans une déclaration rendue publique le lundi matin 5 mars, M. Fizin rappelle que la liste qu'il doit conduire sera constituée d'ici la fin du mois et qu'une souscription a été lancée pour le financement des frais électoraux de cette liste.

«La proposition du PSU d'engager des pourparlers en vue des élections européennes fera l'objet d'un examen extrêmement attentif de notre part, puisqu'elle émane d'une formation qui se situe, comme nous, dans la majorité», indique M. Fizin. Il ajoute: «Nous discuterons le dimanche du PSU avec le souci d'assurer, dans la clarté politique, le maximum d'efficacité à notre action, afin que s'affirme la puissance d'un courant communiste différent en France et qui soit favorable à la mobilisation de toutes les forces de gauche en juin prochain».

«La NAR prépare les élections législatives de 1986. - Réuni samedi 3 et dimanche 4 mars, le conseil national de la Nouvelle Action royaliste, qui a toujours voulu «se situer de façon autonome par rapport à la droite et à la gauche», a réfléchi aux modalités de sa participation aux élections législatives de 1986. La NAR, qu'incarne M. Renouvin, pense pouvoir présenter une trentaine de candidats. Elle a décidé d'autre part d'organiser le 12 mai, à Paris, une journée d'études sur le thème de l'immigration.

Le conseil national de la NAR s'est «félicité» de la nomination de M. Philippe de Saint-Robert comme commissaire général de la francophonie et de l'«accord» qui s'est manifesté sur ce nom, «tant au gouvernement, dans la majorité que dans l'opposition».

Propos et débats

M. Marchais: la situation se dégrade

M. Georges Marchais a déclaré, samedi 3 mars, à Clermont-Ferrand, au cours d'un débat avec les militants communistes du Puy-de-Dôme, que «de grandes difficultés persistent» en matière d'emploi et de pouvoir d'achat et que «cette dégradation de la situation (...) provoque une inquiétude légitime». Le secrétaire général du PCF a affirmé, à propos des suppressions d'emplois dans les houillères, la sidérurgie et la construction navale, qu'«on abandonne» ces industries. «Ce n'est pas un impératif technique, s'il est dit, c'est un choix». M. Marchais a ajouté: «Il est faux de penser que les problèmes économiques actuels ne peuvent pas avoir de solution positive. Il est faux de penser que les engagements pris en 1981 ne peuvent pas être tenus. Il est faux, archi-faux, de penser que la droite et le patronat ont, désormais, partie gagnée».

M. Léotard (PR):

je suivrai M. Giscard d'Estaing en 1988

Invité dimanche 4 mars du «Club de la presse» d'Europe 1, M. François Léotard, secrétaire général du PR, a réaffirmé qu'il désapprouve le choix d'une liste d'union de l'opposition pour les élections européennes. «Je ne pratiquerai jamais la politique du pire, mais on ne me fera pas dire que la liste unique est meilleure», a-t-il déclaré. S'il ne constitue pas «à l'heure actuelle» sa propre liste, M. Léotard entend bien, cependant, «garder sa liberté de propos, de démarche et d'action». Il a déploré que l'UDF, qui est «une réalité électorale», ne réussisse pas à mettre sur pied «un mécanisme d'existence politique démocratique». Il a prévenu que si l'UDF ne se reformait pas «dans l'année» pour devenir une «véritable formation politique», son parti quitterait la confédération. M. Léotard a réaffirmé sa fidélité à l'ancien président de la République: «S'il se présente en 1988, je le suivrai», a-t-il annoncé.

Parlant d'un éventuel recentrage du pouvoir, M. Léotard a affirmé: «L'idée que les libéraux puissent gouverner avec des gens qui le sont moins, et ce sont les Français qui le veulent dans la clarté, après un vote, n'est pas pour moi l'abandon de la dissolution, à condition que cela ne soit pas une espèce de compromis dans lequel plus personne ne reconnaît rien».

M. Le Pen:

je suis la bête immonde qui monte...

Le président du Front national, qui préside, samedi soir 3 mars, une réunion à Compiègne (Oise), a notamment déclaré, en mélangeant le gauchisme et le politisme: «Je me présente: je suis la bête immonde, qui monte (...). Nous dérangeons les partis traditionnels. Nous les empêchons de bader à quatre (...). M. Morique Pelletier a dit qu'il ne me prendrait pas en scoop. Qu'elle se rassure, je ne monte pas dans les voitures en coupe. Mais si M. Pelletier fait du scoop, je m'arrêterai, parce qu'on m'a appris à respecter les vieilles dames. La France, a ajouté M. Le Pen, a été vendue en viager à la gauche par les libéraux, qui sont comme une vieille dame sur le point d'être violée et qui commencerait par piler sa jupe et son corsage pour assurer au moins ses vêtements. La partie n'est pas un hôtel de passe pour six millions d'immigrés dont une petite partie travaille et une majorité sont des assistés. Nous devons réserver la France aux Français. Nous ne sommes pas des dévotionnaires, mais on ne s'invite pas chez nous».

A l'appel des partis de la majorité et de plusieurs organisations de gauche, une manifestation avait été organisée auparavant, en ville, pour protester contre la venue de M. Le Pen. (Corresp.)

M. Gérard:

trois printemps avec Mauroy
bonjour les dégâts!

Devant le conseil national du Mouvement des jeunes giscardiens, réuni dimanche 4 mars à Vincennes, M. Patrick Gérard, président du MJG, a rappelé que «le droit au choix est primordial. Il est dans la vie sociale comme dans la vie politique. Dans la vie sociale, nous sommes contre l'école unique, contre le système de santé unique, contre la télévision unique. Dans la vie politique, nous sommes contre le principe des candidatures uniques de l'opposition et donc, aux élections européennes, nous n'avons pas souhaité la liste unique». Il a ajouté: «Quand on voit aujourd'hui, après les carnages, après les sidérurgistes, après les mineurs, après les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques, les parents d'élèves dans la rue, on se demande comment M. Mitterrand, qui se croit très inspiré par les grâces du socialisme, ne met pas à la porte son premier ministre. Car, avec Mauroy, un printemps c'est bien, trois printemps, bonjour les dégâts!»

M. Stirn: un pas de plus

Observant que, pour la première fois depuis très longtemps, «un parlementaire d'un camp venait s'exprimer dans un autre camp», M. Olivier Stirn, député UDF du Calvados, a estimé que sa présence au colloque européen organisé samedi 3 mars, à Paris, par le MRG, constitue «un pas de plus» dans la démarche entreprise pour la réunification de la famille radicale. Après avoir rappelé son accord avec les prises de position de M. Veil sur l'avortement ou sur Dreux, M. Stirn a déclaré: «Je n'apprécie pas que [M. Veil] mette ses convictions dans sa poche pour une opération de politique intérieure».

IAE Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162, rue St-Charles 75015 PARIS

Le département FORMATION CONTINUE de l'IAE vous propose pour le premier semestre 1984 des stages INTER-ENTREPRISES:

- NOUVELLES RELATIONS DU TRAVAIL 26, 27, 28 mars
- LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE POUR LES FRANÇAIS ET CONTRÔLEURS DE GESTION 18 avril
- LE DROIT SOCIAL DANS L'ENTREPRISE 26 avril, 3, 10, 17, 24 mai
- LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE 2 et 3 mai
- INITIATION À LA BOURSE 6 et 7 juin

RENSEIGNEMENTS: Karin Ripoché (1) 558.02.28 - (1) 557.28.41

Devenez une lumière en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 12 et 26 mars 1984

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine 75006 Paris Tél. 525.41.37



POLITIQUE

Cinq élections municipales

Une élection cantonale

MAINE-ET-LOIRE : canton de Chalonnes-sur-Loire (1^{er} tour).
Inscr. : 7 070 ; vot. : 4 439 ; suff. expr. : 4 349. MM. Bordenave, UDF-CDS, 1 136 ; Poirier, s. étig., 923 ; Nouaillo-Degorce, sout. CNIP, 627 ; Baulan, PS, 619 ; Perpoit-Draillard, RPR, 617 ; Bernier-Dupré, UDF, 278 ; Martin, PC, 149. IL Y A BALLOTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Foullet, RPR, maire de Rochefort-sur-Loire, décédé au mois de janvier. Il avait été élu conseiller général au second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 1979 voix contre 1565 à M. Bordenave et 1565 à M. Abernès, PS, pour 4 908 suffrages exprimés et 5 001 inscrits. Il y avait 6 445 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 445 ; vot., 4 899 ; suff. expr., 4 774. Foullet, 1 654 ; Bordenave, 1 250 ; Abernès, 752 ; Poirier, 751 ; Masse, PC, 341.]

Sept candidats se disputent le siège de Jean Foullet. La barre des 10 % du nombre des inscrits ne laisse en présence pour le second que deux candidats : M. Bordenave, UDF-CDS, maire de Chalonnes-sur-Loire, « porteur » de M. Jean Saugé, président du conseil général, et M. Poirier, conseiller sans étiquette.

Les candidats de gauche, qui totalisent 17,65 % des suffrages exprimés, en avaient recueilli 22,87 % au premier tour de mars 1979. Le PS cumule une part de 1,50 point et le PC de 3,71 points.

Par rapport au premier tour de 1979, le candidat RPR, M. Perpoit-Draillard (14,18 % des suffrages exprimés) ne fait pas aussi bien que Jean Foullet (35,24 %), mais M. Poirier, candidat divers gauche en 1979, avait appelé à voter pour le candidat socialiste au deuxième tour - amélioré son score, qui passe de 15,71 % à 21,22 % des suffrages exprimés.]

CALVADOS : Oulstrem-Belle (1^{er} tour).

Inscr. : 4 877 ; vot. : 3 925 ; suff. expr., 3 861. Un. g. (M. Lédan, PS, m. s.), 2 106 (54,54 %), 23 ÉLUS ; opp. (M. Teyton, div. d.), 1 755 (45,45 %) 6 ÉLUS.

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars 1983. La haute juridiction administrative avait estimé que la distribution, l'annulation de scrutin d'une lettre de M. Meunier, ministre délégué des PTT, promettant l'appui du gouvernement à la commune de Oulstrem-Belle, avait pu fausser le résultat des élections (le Monde daté 15-16 janvier).

La liste qui conduisait M. Lédan en mars dernier avait obtenu, au second tour, 1 435 voix (36,10 %) et vingt élus ; la liste d'opposition conduite par M. Lédan, 1 412 voix (35,53 %) et cinq élus, et la liste sans étiquette de M. Dujon-Lamare, 1 127 voix (28,35 %) et quatre élus.

Le nouveau conseil municipal d'Étampes se compose de : 1 ex. g. ; 9 PC ; 8 PS ; 8 div. g. ; 3 RPR ; 5 UDF ; 1 div. d.

ESSONNE : Étampes (1^{er} tour).
Inscr. : 11 683 ; vot. : 8 790 ; suff. expr., 8 623. Un. g. (M. Lédan, PC, m. s.), 4 593 voix (53,26 %), 26 ÉLUS ; opp. (M. Dujon, RPR), 4 030 (46,73 %), 7 ÉLUS.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars dernier. Un tract reproduisant les résultats d'un sondage avait été distribué par la liste

d'union de la gauche en dehors des délais légaux (le Monde du 23 février).

La liste de M. Lédan avait obtenu dès le premier tour du scrutin de mars dernier 4 442 voix (51,66 %) et 25 élus, celle de l'opposition 4 257 voix (48,93 %), 8 élus pour 8 699 suffrages exprimés, 8 993 votants et 11 658 inscrits. Le taux des abstentions a été légèrement supérieur cette fois (24,76 % au lieu de 22,85 % le 6 mars 1983) et la liste de la majorité conduite par le maire sortant communiste, qui avait obtenu 2,20 points, obtient un siège supplémentaire.

M. Dujon, candidat du RPR, avait voulu donner à sa campagne une ampleur nationale. M. Chirac et M^{me} Vélut lui avaient apporté leur soutien (le Monde du 2 mars). M. Lédan, un renouveau s'était obtenu de faire appel à des personnalités de la majorité et avait fait campagne sur des thèmes locaux. « Ceux qui ont voulu utiliser cette campagne comme un prétexte de revanche contre le gouvernement, a déclaré M. Lédan à l'issue du scrutin, ont subi un lourd échec. »

Le nouveau conseil municipal d'Étampes se compose de : 1 ex. g. ; 9 PC ; 8 PS ; 8 div. g. ; 3 RPR ; 5 UDF ; 1 div. d.

ESSONNE : La Ferté-Alain (1^{er} tour).

Inscr. : 1 523 ; vot. : 984 ; suff. expr., 965. Opp. (M. Conte, UDF, anc. m.), 465 voix en moyenne, 1 ÉLU ; maj. (M. Karier, PS, m.), 370 voix en moyenne ; Act. loc. (M. Devillers), 113 voix en moyenne. Il y a ballottage pour 6 sièges.

[Sept sièges sont à pourvoir pour cette élection partielle provoquée par la démission de sept conseillers municipaux minoritaires, par lesquels M. Conte, ancien maire de la ville, en mars 1983, celui-ci avait été battu par M. Karier, PS, qui avait obtenu 12 des 19 sièges de conseil municipal.]

LA RÉUNION : Saint-André (1^{er} tour).

Inscr. : 16 883 ; vot. : 14 015 ; suff. expr., 13 922. Un. opp. (M. Jean-Paul Virapoulle, UDF, m.), 7 135 voix (51,24 %), 30 ÉLUS ; un. maj. (M. Laurent Vergès, PCR), 6 464 (46,43 %), 9 ÉLUS ; div. dr. (M. Michel Latchoumanin), 222 (1,59 %) ; extr. g. (M. Serge Sima, indépendantiste), 101 (0,72 %).

[L'opposition renforce ses positions. Ce sont finalement quatre candidats, au lieu de cinq, qui se sont présentés devant les électeurs, M. Michel Ramassamy (Parti de la conscience sociale et libérale, div. dr.) ayant décidé de se retirer trois jours avant le scrutin.

Le maire sortant, M. Jean-Paul Virapoulle (UDF), conserve la mairie au scrutin de dimanche. La première page 686 voix, tandis que la seconde n'en recueille que 62 de plus. La grande mobilisation de l'électorat (avec un taux de participation qui passe de 30,15 % à 83,06 %) a donc davantage profité à l'opposition. MM. Serge Latchoumanin (div. dr.) et Serge Sima (indép.) recueillent moins de 2 % des suffrages.

Quinze jours avant le scrutin, le secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès, père de M. Laurent Vergès, avait dit : « Saint-André sera la première ville de plus de trente mille habitants qui, après une annulation provoquée par le Conseil d'État, passera des mains de la droite à celles de la gauche. » Son parti vient donc d'essayer un échec cuisant, qui aura vraisemblablement des conséquences sur toute la chaîne et sur les équilibres politiques de l'île.

Après la conquête, depuis 1979, de quatre communes sur les huit de la circonscription, dont le député est M. Michel Dohé (RPR), la gauche y détenait 44,6 % des suffrages en mars 1983. Saint-André constituait donc pour l'opposition, qui a fait front derrière M. Jean-Paul Virapoulle, une position-clé qu'il convenait de conserver. La position personnelle de vice-président du conseil général, que dirige M. Auguste Legros (RPR), suppléant de M. Michel Dohé, s'en trouve renforcée dans la principale ville de la circonscription.

Le scrutin s'est déroulé dans le calme. Les candidats avaient signé un protocole d'accord prévoyant des mesures strictes pour éviter tout agissement. La préfecture avait mis en place un important service d'ordre comprenant quelque deux cents gendarmes et policiers.]

MEURTHE - ET - MOSELLE : Bouxières - aux - Dames (1^{er} tour).

Inscr. : 3 421 ; vot. : 2 151 ; suff. expr., 2 086. Opp. (M. Roussel, m. s.), 1 243 voix (59,58 %), 22 ÉLUS ; div. g. (M. Séverin, PS diss.), 843 (40,41 %), 5 ÉLUS.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars dernier. Un tract distribué la nuit précédente le vote avait été jugé de nature à influencer les résultats. La liste UDF-RPR, conduite par M. Roussel, maire sortant, avait obtenu, au second tour, le 19 mars 1983, 1 154 voix (50,29 %) et 21 sièges ; la liste de M. Séverin,

1 170 voix (49,70 %) et 6 sièges pour 2 354 suffrages exprimés et 2 454 votants. Il y avait 3 480 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 3 481 ; vot., 2 410 ; suff. expr., 2 356. Opp. (M. Roussel, PS diss.), 1 243 ; div. g. (M. Séverin), 843 ; maj. (M. Perizon, P.S.), 265.

La liste d'opposition avait obtenu, au premier tour, 44,6 % des suffrages et obtenu un siège supplémentaire au conseil municipal.]

● **Le nouveau maire de Draguignan.** - M. Jean-Paul Claustres, RPR, a été élu, le samedi 3 mars, maire de Draguignan par le nouveau conseil municipal de la ville qui comprend, depuis l'élection partielle des 19 et 26 février, vingt-sept membres de l'opposition et huit membres de la majorité.

M. Edouard Soldani, sénateur socialiste, qui a dirigé la municipalité pendant dix-huit ans, élu sur la liste de la majorité, s'est démis de son mandat. Outre M. Soldani, hospitalisé à Marseille depuis l'agression dont il a été victime le 21 février, M. Rosé, qui figurait en seconde position sur la liste d'union de la gauche, n'était pas présent à la réunion du conseil. Les six autres élus de la majorité se sont retirés avant l'élection du maire.

● **M^{me} Christine Cottin** a été nommée chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République. Elle s'occupera, au service de presse de l'Élysée, des affaires économiques nationales et internationales ainsi que des affaires sociales. M^{me} Cottin était jusqu'alors membre du service de presse.

De bons revenus versés
tous les trois mois
sans dépenser votre capital...

... que vous pouvez, en outre,
récupérer à tout moment

chèques
par an

Une véritable «rente»
qui bénéficie
d'une fiscalité
avantageuse

Prenez un exemple chiffré sur la base des taux actuels du marché obligataire, que nous supposons inchangés pendant 12 mois : si vous placez 50 000 F en Cortal 1000, votre revenu annuel pourrait être, dans ces conditions, de l'ordre de 6250 F.

Et ce revenu élevé s'accompagne de deux avantages :
- un chèque tous les trois mois ;
- une fiscalité intéressante : si vous ne possédez pas par ailleurs d'obligation, vous ne paierez que 312 F d'impôts.

Pour connaître le détail de ces calculs, et pour en savoir plus, retournez le coupon ci-contre.

CORTAL

vous procure la sécurité
du Groupe de
la Compagnie Bancaire.

Cortal 1000, mais aussi Revenus-Pierre, Cortal-immo... sont des placements proposés par Cortal, société du Groupe de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans l'épargne et la prévoyance. Le Groupe de la Compagnie Bancaire : UCB-CFEC, LOCABAIL, UFB, CETELER, CAR-DIF... ce sont 50 sociétés, 6000 collaborateurs, 3 millions de clients.

L'importance de ses opérations le situe parmi les 10 premiers établissements bancaires de France.

Vous avez raison d'être prudent et de ne pas vouloir entamer votre capital. Mais pourquoi ne laissez pas alors que vous pourriez en tirer des revenus confortables et réguliers : un chèque tous les trois mois ?

C'est ce que vous procure Cortal 1000 si vous placez 5000 F (ou plus) : des revenus élevés, analogues à ceux des obligations, et des avantages originaux :

1. Vous n'avez pas de risques à prendre ni de choix aventureux à faire : Cortal 1000 est géré par des spécialistes du Groupe de la Compagnie Bancaire, ils s'occupent de votre placement pour lui assurer, en toutes circonstances, un rendement voisin de celui des obligations.

2. Vos revenus vous sont versés tous les trois mois.

3. Vous pouvez à tout moment par un simple coup de téléphone récupérer votre argent sans risquer de mauvaises surprises. La gestion de Cortal 1000 permet d'atténuer les variations de capital que provoquent habituellement les mouvements de taux d'intérêt.

Cortal 1000 bénéficie des mêmes avantages fiscaux que les obligations : pas d'impôt sur les 5000 premiers francs de revenus et possibilité au-delà de se libérer de l'impôt au taux de 25 %.

Enfin, vous bénéficiez du service Cortal, dont les qualités, de l'avis même de nos clients, sont :

• **Commodité** : tout peut se faire par courrier ou par téléphone, pas besoin de se déplacer ;
• **Facilité** : avec Cortal 1000, la souscription minimale est d'environ 5000 F, et ensuite vous pouvez même resouscrire par tranches de 1000 F ;
• **Clarté** : chaque trimestre, avec votre chèque, vous recevez le bulletin d'information Cortal qui vous renseigne sur l'évolution de tous les placements Cortal, y compris, bien sûr, Cortal 1000.

Comment vous faire une opinion avant de vous décider ? C'est fort simple. Demandez la documentation Cortal 1000 en composant, que vous soyez à Paris ou en province, le 18.05.10.15.20 (votre appel est gratuit) : la communication est à notre charge, ou en nous retournant le coupon-réponse. Par retour, vous recevrez toutes les informations sur Cortal 1000 et vous jugerez vous-même.

CORTAL 1000
Cortal 1000 est un fonds commun de placement (loi du 13 juillet 1979) dont le gérant est Gerfonds et le dépositaire la Compagnie Bancaire, tous deux domiciliés au 5, avenue Kléber, 75116 PARIS, téléphone gratuit : 18.05.10.15.20.

ADRESSEZ-MOI le dossier gratuit

qui contient tous les renseignements sur
Cortal 1000 : sécurité, rentabilité,
fiscalité avantageuse et disponibilité

sans aucun engagement

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Remettez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à :
CORTAL, Libra réponse 5231 75
75789 Paris Cedex 18, ou appelez, que vous soyez à Paris ou en province, le 18.05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge).

CORTAL 1000
est un placement
CORTAL

**Le Roi a fait
battre tambour**

LOUIS XIV
Roi de France

"Je sais votre affaire, madame, j'y veillerai. Une fille comme vous mérite un meilleur sort."

LE CADET
DE LA FIVARDIERE
Lieutenant de dragons

"Bigame ? Et alors ? Ce qui compte, c'est d'abord d'être heureux."

CLAIRE FILLARD
Fille d'un ambassadeur
d'Autriche

"L'Amour... ? Oui, mais d'abord la vérité."

BONNET-DE-BIGORNE
Lieutenant criminel
de Châtillon-sur-Indre

"Je souhaite leur innocence et je veux leur condamnation."

MARGUERITE DE MENOU
Fille du Capitaine
des gardes
de Richelieu

"Je n'ai jamais été la maîtresse de mon chapelain."

SYLVAIN-FRANÇOIS
CHAROST
Prieur de l'Abbaye
de Mirey

"Dieu me jugera. Pas vous."

**IL ÉTAIT BIGAME ET
TOUTE LA FRANCE LE
RECHERCHAIT.**

Un grand roman
d'Eric Deschodt

e t u t v s a n z ?



LA MANIFESTATION DE VERSAILLES

« Nous sommes très forts, trop forts peut-être »

Rendons hommage au metteur en scène, s'il existe, de cet implacable spectacle. A l'ordonnateur de cette messe, réglée au millimètre près, née du nombre et d'un décor grandiose, étiré, brassé pour une preuve de puissance, que n'avaient pu rendre les rassemblements précédents de l'enseignement privé, trop urbains sans doute, trop médiés, de Bordeaux, Lyon ou Lille.

Il fallait, aux vœux des organisateurs du Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) un cadre plus solennel, un espace mieux dégagé pour cette cinquième manifestation, régionale encore, mais aux ambitions nationales avouées, avant la menace d'une entrée dans Paris. Une manière de dire au gouvernement : voilà à peu près ce que donnerait, si vous persistiez, la prise des Champs-Élysées par les parents d'élèves en colère.

La manifestation pouvait s'écouler, paisible, sereine, plutôt joyeuse, puisque le cadre exprimait tellement la mise en garde recherchée à Versailles : aux portes de la capitale, la nécessaire des grandes répétitions générales. Ses esplanades pavées d'histoires aux mouvements qui, comme celui-ci, voulaient se compter. Et surtout, des traits de ressemblance qui ne trompaient pas : en fond de défilé, le château et la place d'Armes, pour l'Arc-de-Triomphe, l'avenue de Paris... large, longue perspective inclinée qui se découvrait, dimanche, dans la voûte d'un après-midi ensoleillé, avec, en conclusion, récompense d'une marche qui se savait triomphale, un immense podium de couleur bleue, frappé du mot « liberté » en lettres géantes. La plus voyante des symboles - un ciel éclairé, au loin, un « grail » à atteindre - d'une journée qui visait plus que tout à l'efficacité émotionnelle.

L'enthousiasme de Pierre Bellemare

Car cette manifestation versillaise avait été essentiellement pensée pour être visuelle. Télévisuelle, même. Tout y avait été prévu pour produire des images multiplicatrices d'effets de masse. Ceux qui restaient au ras du sol, dans la rue ou sur les trottoirs, manquaient la démonstration. Il fallait se tenir plus loin, plus haut, pour y voir, dans les hélicoptères des renseignements généraux ou de la presse, et sur les grues géantes de la télévision.

Versailles, la bien choisie, s'était effacée, rendue à l'évidence qu'on ne

défilait pas devant elle, mais pour le pays. Vidée de ses habitants, absents ou jetés dans la rue par conviction, la ville devenue simple toile de fond, se laissait envahir sans résistance, avec même une certaine complicité. Une cité moins sympathique au mouvement de l'enseignement privé aurait-elle résisté ? Sans doute pas à la paralysie générale trente kilomètres à la ronde, à la loi, dictée sur un mode mineur et avec bonhomie, du service d'ordre des APEL (Associations des parents d'élèves de l'enseignement libre) qui avaient pris possession de Versailles, des places aux échangeurs routiers pour quelques heures.

Finalement, pour voir de près les manifestants, pour différencier les origines sociales ou les provenances géographiques, il n'y avait guère que les quatre points de ralliement, la formation aux points cardinaux des quatre cortèges qui allaient, une heure plus tard, converger en étoile sur le parvis de la Place d'Armes. Dès 14 heures au top, donné comme pour une course, par des centaines de talkies-walkies, les radios libres régionales et les haut-parleurs, les nuances s'échappaient. Plus moyen de distinguer les « loden » des anoraks, la clientèle traditionnelle des écoles privées des nouveaux adhérents.

Très rapidement, on oubliait de regarder les banderoles, de reconnaître les silhouettes bourgeoises, ou d'une classe plus moyenne, les jeunes filles toutes simples à l'uniforme innuable - une bleu marine et un blanc. Le cortège perdait ses séparations. Les nuances fondaient et les défilés secondaires n'avaient bientôt plus qu'une hâte : se retrouver sur la scène principale, au carrefour de la place et de l'avenue de Paris. Se soumettre au maître invisible des cérémonies qui avait pris le pari de faire entrer de front, avec ordre et solennité, les quatre corps gonflés devant les caméras.

Pari tenu. Spectacle réussi. Un speaker annonçait le finish, déchaînait les applaudissements. Et voilà le 93, plus la Normandie. Regardez à droite, voilà les banderoles du cortège des personnalités !

C'est là, à cet endroit précis, que tout se jouait, que devait se montrer la force du nombre, là que le gouvernement devait encaisser les coups d'un compteur symbolique. Pierre Bellemare, l'animateur radiophonique des grandes opérations populaires humanitaires, donnait, depuis le

podium, ses nerfs à l'avancée. De quart d'heure en quart d'heure, sa voix grave déclenchait des clameurs sur l'avenue. « De source bien informée, disait l'animateur militant, nous sommes maintenant 400 000. » Puis l'applaudissement s'enflammait : « 600 000 ! Ça y est, nous sommes 600 000 ! ».

Manifestation de protestation ? Pétition ? « Jamboree » d'influence sociale ? La marche, sans doute, était tout cela à la fois, impalpable, sans colère ni réelle gaieté, ponctuée par des « folk songs » d'inspiration chrétienne à la fraîcheur un peu juvénile. « Un vent de liberté vient de souffler, résonnait dans les haut-parleurs. « Tout au fond de ses yeux dansait la liberté », et cela ressemblait des centaines de vieilles.

Ce qui donnait son esprit à la manifestation, qui provoquait, à coup sûr, dans des rangs des émotives simples et fortes, c'était beaucoup plus encore le chœur des esclaves de Nabucco de Verdi, martelé à l'obsession, omniprésent puisque choisi par le CNEC comme le bannière sonore du mouvement. « Une sorte de cri de ralliement », disait Pierre Bellemare, enthousiaste, qui dans cet immense espace sonore, demandait régulièrement : « à la rigueur d'envoyer » l'hymne plébiscité. « Quand tu chantes, je chante avec toi liberté », chantait l'avenue. « Quand tu pleures, je pleure aussi ta peine... ».

Que retient encore de ce que les participants qualifiaient de « marche humaine », de « fleuve », parfois de « peuple de Dieu en marche » ? Que la manifestation a été de bout en bout très bien maîtrisée par les organisateurs. Qu'un style modéré avait été retenu et que les traces de forte hostilité à l'école laïque, au ministère de l'Éducation, au gouvernement avaient été effacées au mieux. Des slogans de portée générale « École libre vivra, Pays libre école libre », étaient relayés par le service d'ordre à chaque fois que des groupes, très minoritaires, se présentaient à réclamer la démission de M. Alain Savary.

Les « politiques », surtout, ont eu, tout au long de la manifestation, à faire paraître dans une foule qui, très habilement, avait aussi pour fonction de masquer les signes de récupération ou de débordement. La manifestation aura peu vu M. Jacques Chirac et jusqu'au podium d'arrivée, même pendant les discours, le carré des élus à l'écharpe tricolore fut discrètement bloqué, entravé, sous le prétexte du succès même du défilé. Ainsi, on cherche, en vain, M. Jean-Marie Le Pen, et M. Anne-Aymone Giscard d'Estaing fut signalé quel-

que part dans les rangs du lycée Saint-Jean de Passy.

Il n'y eut guère que M. Jean-François Deniau, blessé au genou, pour avoir trouvé grâce, placé à l'écart sur une chaise dans l'aire de la presse mais invité à la discrétion. Les autres étaient étroitement surveillés, tenus loin des journalistes. L'UNI (Union nationale inter-universitaire), par exemple, avait sa banderole, mais ses cris étaient, la plupart du temps, couverts par la sonorisation ou les porte-voix d'organisations attentives. Une seule banderole « autre », finalement, parvint à se montrer : là où il convenait de se faire voir : « Contre-réforme, contre-révolution... ». Ces mots dépassèrent un temps les têtes des premiers rangs, puis s'effacèrent. Dans le soleil couchant, il n'y avait plus qu'une messe informe, immobilisée sur l'avenue à qui il ne restait plus bientôt qu'à se disperser dans le calme. Pour cette opération, jugée délicate, il ne fallut pas plus d'une demi-heure, tant était manifeste la compétence du CNEC dans le jeu des grands nombres, pour faire abandonner la place à sans doute près de 600 000 personnes.

Pierre Bellemare relançait, une première fois, le chœur de Nabucco avec encore plus d'émotion dans la voix. Une forêt de mains saluait le podium. Un chapeau tricolore balayait l'air. On repartit le slogan le plus entendu : « L'école libre vivra ». La sainte Kriemsa se fit voir, réclame, elle aussi, la liberté de l'enseignement pour les écoles qu'elle compte créer. Puis, l'avenue de Paris se retrouva vide, avec pour seul point de mire quelques jeunes gens de l'UNI, indécis.

Beaucoup, dans cette foule qui allait maintenant surcharger et le sud de Paris, avaient qu'ils avaient sans doute vécu, dimanche, « le moment le plus fort » du mouvement de protestation de l'enseignement privé, mais aussi sa conclusion provisoire. La marche sur la capitale avait été jouée aux abords. Certains s'inquiétaient des conséquences que leur réussite éventuelle pourrait entraîner 20 kilomètres plus à l'est. Leur nombre - leur nombre incommensurable - avait été au micro un défi : transmettre à la jeunesse une culture, l'école à une conscience morale, et les fondements de notre identité nationale. (...)

PHILIPPE BOGGIO.

Les allocutions

Mgr LUSTIGER : Les deux écoles ont à relever « le même défi ».

« La liberté », a déclaré Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, ne se divise pas. C'est pourquoi la déclaration universelle des Droits de l'homme, de 1948, qui est inscrite dans le préambule de la Constitution de notre République, mentionne, après d'autres libertés fondamentales : « La liberté pour les parents de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants ».

« Ce n'est pas un intérêt catégoriel que vous défendez ici, au détriment des autres citoyens. Nous demandons l'application d'un droit qui vaut pour tous. Nous demandons à l'État d'en donner les moyens à tous... ».

« Non, personne en France ne peut vouloir une guerre scolaire. La guerre scolaire se nourrit d'idéologies dont l'intolérance, je l'espère, appartient au passé car elle n'a engendré aucun avenir. Aujourd'hui, grâce à notre diversité, nous devons reconstruire la nation avec elle-même au nom de son bien commun... ».

« La liberté d'enseignement est un droit et on ne transige pas sur un droit. Nous la savons, nous Français, qui avons la privauté, hélas ! encore trop rare à travers le monde, de vivre dans un état de droit garant de nos libertés. La liberté n'est pas négociable, c'est elle qui permet de négocier. Le droit n'est pas négociable, c'est lui qui donne les moyens de négocier. (...) ».

« Je m'adresse aux enseignants. Ceux de l'enseignement public comme ceux de l'enseignement privé. Vous êtes au service de la même génération. Fidèles à la diversité de l'institution scolaire caractéristique de notre pays, vous voulez respecter les consciences. Nous le savons. Nous savons aussi les difficultés souvent extraordinaires de votre métier, que nous devrions nous adresser à vous. Trop souvent, vous êtes tenus pour responsables des faiblesses qui sont dues aux contradictions de notre société. Je pense à ceux d'entre vous, et je l'espère pas l'enseignement public, qui assument la mission d'être les éducateurs des plus démunis. Souvent, ces jeunes sont, dans leur famille, la première génération scolaire : dans notre langue. Quelle reconnaissance le pays ne doit-il pas à ces enseignants ! (...) ».

« Dans l'école privée comme dans l'école publique, vous, enseignants, vous voulez relever le même défi : transmettre à la jeunesse une culture, l'école à une conscience morale, et les fondements de notre identité nationale. (...) ».

surtout pas contre l'enseignement public, ses responsables, ses enseignants, ses parents. Nous savons bien quelle est sa place en notre pays, sa tâche difficile, les valeurs qu'il exprime.

« Cet appel n'est pas refus de dialogue ni peur frileuse de l'avenir ni crispation sur une situation figée. Nous disons oui aux évolutions nécessaires liées aux exigences de la décentralisation.

« Nous disons oui à des dispositions concertées entre les écoles, l'État et les collectivités territoriales, chacun jouant son rôle et seulement son rôle.

« Mais nous disons non à des dépendances ruineuses de notre autonomie.

« Nous disons oui à un statut clair et unifié des écoles, compatible avec nos projets éducatifs, leur assurance d'une sécurité accrue.

« Mais nous disons non à une fonctionnarisation progressive de nos enseignants.

« Nous disons oui enfin à une véritable rénovation de l'enseignement au service de tous les jeunes et de leur avenir.

« Quelque chose a peut-être bougé en ce sens. Mais nous ne pouvons nous satisfaire d'intentions esquissées : nous jugerons sur des actes et des propositions précises. Il n'est pas question de relâcher ni notre vigilance ni notre fermeté.

« Car notre appel doit être entendu. (...) ».

« Écoles publiques et écoles privées confessionnelles ou non, protestantes, juives, catholiques, dans la diversité et la richesse de leur héritage, toutes, écoles de France, pas une qui ne soit de trop pour répondre aux défis du présent et ouvrir les voies de l'avenir.

« Toutes, écoles de France, unies dans un même service de la jeunesse. ».

M. PIERRE DANIEL : Négocier les nécessaires adaptations.

Le président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre, M. Pierre Daniel, a dit :

« Oui, je le dis clairement, les relations entre l'enseignement privé et l'État ont été construites sur des bases contractuelles par des lois dont l'esprit a établi un harmonieux équilibre. Mais je le dis aussi clairement, conscients de nos responsabilités, nous voulons prendre en compte et négocier les nécessaires adaptations de ces lois à la vie d'aujourd'hui et de demain dans le cadre de la décentralisation, phénomène irréversible, et des nouveaux besoins de notre pays.

« Les discussions avec le ministre

Le carré des « discrets »

Pas tous les hommes politiques, ils devaient accompagner dans le cortège les écoles de leur circonscription. Ils s'en sont bien gardés : qui les aurait remarqués et dénombrés ? Alors, ils se sont mis au coude à coude, quatre-vingt, cent peut-être, peints de l'écharpe tricolore, « le rouge près du cou pour les parlementaires, le bleu pour les élus locaux ».

Certains auraient été d'ailleurs bien en peine de prendre la tête de leurs électeurs. Car, pour eux, la manifestation n'était qu'une région : Maurice Schumann, sénateur du Nord, Robert Galley, député (RPR) de l'Aube, Jean Royer, député non inscrit d'Indre-et-Loire, Pierre Mauger, député (RPR) de Vendée, Roger Cortez, député (RPR) du Loiret-Cher, Jean-Louis Gaudin, député (RPR) du Finistère et Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron, venu ici, selon ses termes, « libérer l'école publique de l'emprise politique et syndicale de la gauche ».

Ils étaient là, autour de Jacques Chirac, qui les dominait tous, qui recueillait seul les acclamations, promenant un sourire de moins en moins crispé. Il y avait les « compagnons » Michel Debré, Bernard Pons, Claude Labbé, Alain Peyrefitte, Jacques Toubon, Hélène Miesoffe, Michel Péricard, Jean Tiberi, Jacques Maréchal, Gabriel Kasperit, Marc Lauriol, Roland Nungesser, Etienne Pinte, Georges Tranchant, Florence d'Harcourt, député apparenté (RPR) et Guy Guermeur, qui n'est plus parlementaire, les sénateurs Charles Pasqua, François Collet, Gaston Flosse, vice-président du conseil de gouvernement (exécutif local) de la Polynésie française, Et M. Robert-André Vivien, député du Val-de-Marne, le boute-en-train qui, de chef de chœur au début, tentait de jouer le général en chef au terme du parcours, lorsqu'il s'agissait d'amener le maire de Paris au pied de la tribune. Sans succès : la pression physique de la foule et d'un groupe sous la bannière de l'UNI

serait telle que Jacques Chirac lui-même décidait : « On reste là, » La, c'est-à-dire à une centaine de mètres des grilles et des caméras de télévision.

Les représentants de l'UDF - MM. Jacques Barrot, Jean-François Deniau, « qui s'était pété le ménisque quatre jours auparavant », Gilbert Gantier, M. Brigitte Goss, - n'étaient pas moins nombreux, leur avaient de toute façon abandonné la vedette. N'empêche. Comme s'extasiait un spectateur-manifestant comblé : « Quelle super-brochette ! » Une troupe visiblement rigoureuse : « La télé avait annoncé des gibeloues pour nous décourager », ironise M. Vivien. « Si l'avait fait mauvais temps, il y aurait eu encore plus de monde, car ces gens aiment être des martyrs », s'amuse M. Godfrain, dans la vaine tentative de se faire remarquer. « Je crains que Mgr Lustiger ne récupère notre manifestation », M. Peyrefitte lâche une parole définitive : « Si le gouvernement ne met pas les pouces, il faudra Paris. »

Ils en rêvent, c'est sûr. Car tout de même, cette manifestation, ce n'était pas tout à fait leur. « Nous ne sommes pas chez nous », concédait M. Claude Labbé, pour expliquer que le service d'ordre, en dépit de l'incendement des professionnels de la mairie de Paris, n'arrivait pas à contenir l'enthousiasme de la foule autour de Jacques Chirac et à lui ouvrir la voie vers les abords de la tribune. Alors, les discours écoulés d'une oreille distraite, ceux qui avaient déclaré par la bouche du maire de Paris au chanoine Guibertau et à M. Pierre Daniel venus les saluer au départ : « Nous essaierons d'être aussi discrets que possible », repartiront vers les voitures au milieu des applaudissements et des cris « Chirac ! Chirac ! ». Coursant derrière le président du RPR, qui se refusait à toute déclaration, un sympathisant ne pourra retenir son allégresse : « C'est aussi bien qu'une campagne électorale ! »

CHARLES VIAL.



Dessin de PLANTU.

COMBIEN DE MANIFESTANTS ?

Combien étaient-ils à Versailles ? 800 000 personnes selon les organisateurs, 520 000 selon la police. Comme toujours, les chiffres ne coïncident pas !

Les vieilles méthodes sont encore les plus sûres, ou les moins incertaines. En matière de décompte des participants à une manifestation, les services de police n'ont pas encore cédé à la tentation de l'ordinateur. C'est la commune plutôt que l'université...

Côté Renseignements généraux (RG), les inspecteurs et enquêteurs en civil, dispersés le long des défilés, ont droit à de petits compteurs de poche : on appuie chaque fois qu'un rang passe, après avoir estimé si ce dernier était en moyenne de dix, vingt ou cinq personnes, et la machine affiche le nombre total de rangées. Si leur tâche prioritaire n'est pas le renseignement mais le contrôle du bon déroulement de la manifestation, les policiers urbains - en tenue - ne s'en livrent pas moins à leurs propres additions. Pas de machine cette fois, vive le calcul

mental ! « On compte sur les doigts, on recoupe en différents passages du cortège, on évalue, explique-t-on à la direction centrale. C'est très empirique, très artisanal, mais fiable. Nous avons une grande habitude, et, quand nous confrontons nos chiffres avec ceux des RG, ils sont généralement très proches... ».

Il existe une troisième technique, à laquelle seule la préfecture de police de Paris a recours. Des photos des défilés sont prises d'hélicoptère, agrandies, puis découpées en carrés sur lesquels l'on fait des sondages en comptant le nombre exact de manifestants. Ces chiffres, précis et concernant un espace bien délimité, sont ensuite rapportés à l'espace occupé par les cortèges (largeur et longueur des rues et avenues). Une méthode apparemment plus scientifique. Mais Versailles, dans les Yvelines, n'est pas du ressort de la préfecture de police de Paris.

En somme, les chiffres de la police livrent un ordre de grandeur plutôt qu'un nombre exact de participants.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1984

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session : vendredi 23 mars 1984

École supérieure de management de Lyon

cesma

23, avenue Guy de Colongue - B.P. 174 - 69130 Ecully-TM (7) 933.81.22

« Je m'adresse maintenant aux responsables de la vie politique, de tout parti. Je sais que vous mures l'enfouissement de la nation au moment que nous vivons. Ne laissez pas se réveiller une trop stérile et trop ancienne querelle, dont la victime principale serait la jeunesse elle-même. (...) ».

« Je m'adresse enfin aux communautés éducatives des écoles catholiques. Parents, enseignants, vous demandez la liberté et ses moyens pour l'école catholique. Au nom du Seigneur, devenez vous-mêmes plus chrétiens ! (...) ».

« Catholiques, quelles que soient votre place et votre mission dans le système éducatif, public et privé, vous n'avez à chercher ni un meilleur succès ni un pouvoir culturel ; vous avez à mettre en jeu la force de la grâce du Christ pour le bien de toute la communauté nationale. Catholiques, ne vous trompez pas de cible : notre seul privilège, donné le jeudi saint, consiste à servir dans le Christ les hommes, nos frères. Le droit à la liberté d'enseignement, nous ne pouvons le réclamer que comme l'une des dimensions du service de nos frères.

« En revenant devant la nation la liberté d'un projet éducatif catholique, vous contribuez ainsi non seulement au bien de l'Eglise mais au bien de la nation tout entière. ».

LE CHANOINE PAUL GUIBERTAU : Oui à une rénovation de l'enseignement.

Le secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Paul Guibertau a notamment déclaré : « Cet appel n'est pas cri de sédition ou de guerre contre quiconque,

se poursuivent sans négligence et sans hâte excessive.

« Nous sommes particulièrement conscients des pièges que la technicité des questions à résoudre pourraient cacher. Mais ceux qui voudraient se réfugier purement ou poliment dans un statu quo, immuable et sclérosant, se trompent de combat. ».

La « déclaration de Versailles »

Voici le texte complet de la déclaration adoptée à l'issue de la manifestation :

« Nous tous, rassemblés à Versailles, nous réaffirmons la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la Constitution et aux lois de la République.

Nous rappelons que : - la liberté de l'enseignement est une liberté fondamentale ; - l'éducation est un droit pour tous ;

- l'éducation a pour objet l'épanouissement de la personne humaine dans toutes ses dimensions ; - les parents ont le droit de choisir pour leurs enfants une école conforme aux valeurs qu'ils reconnaissent ;

- les mères ont le droit de choisir librement le type d'école qui leur convient ;

- il ne peut y avoir de liberté sans les moyens de l'exercer.

« En conséquence, nous exigeons que :

- la loi permette l'exercice des droits légitimes des familles, des enseignants et des jeunes ; - l'État soit le garant de la liberté de l'enseignement et du pluralisme des écoles. ».

EN FAVEUR DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Vu d'en face

L'appartement des Hauts de Versailles aurait pu être calme en ce dimanche après-midi. Le soleil pénètre par les larges baies. Le parc, déjà vert, qui entoure l'immeuble est tranquille. Mais, au loin, les premiers cris des manifestants résonnent. « Allons voir », dit simplement le président des Yvelines de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), Jean-Daniel, il favorise l'intolérance vis-à-vis de l'école et des maîtres du public. Il se souvient avoir connu, encore enfant, à la fin des années 30, des rassemblements d'une autre nature en Alsace, où les slogans « simplistes » préparaient les pires débordements.

Avec lui, nous avons croisé le premier cortège et écouté les slogans. « Quelles libertés sont actuellement menacées en France, demande Jean-Daniel, alors que les gens peuvent se rassembler, défiler et même créer des écoles s'ils le désirent, à condition de ne pas demander à l'État de les financer ? » L'affiche aux barreaux ouverts pour laisser s'échapper une école, cent fois rencontrée sur les murs et les panneaux de signalisation, provoque chez

Jean-Daniel la colère. Il la juge « scandaleuse » et estime qu'il est honteux de faire ainsi croire que l'école est prisonnière. Les porteurs de brassards qui canalisent les manifestants l'agaçant et les vendeurs de badges qui l'interpellaient ont droit à des réponses de plus en plus vagues. « Ce fanatisme que certains encouragent peut être dangereux », explique Jean-Daniel. « Il favorise l'intolérance vis-à-vis de l'école et des maîtres du public. » Il se souvient avoir connu, encore enfant, à la fin des années 30, des rassemblements d'une autre nature en Alsace, où les slogans « simplistes » préparaient les pires débordements.

Les cris de « Savary démission ! » inquiètent moins Jean-Daniel mais révoltent, selon lui, la nature « politique » du défilé. Avenue de Paris, il regarde passer le flot des manifestants. Il souligne le côté bon chic, bon genre de certains porteurs de pancarte mais reconnaît que « beaucoup de gens qui sont ici y ont été entraînés par les carènes de l'enseignement public ». Parent

d'élève, il sait les défauts du système éducatif pour les vivre quotidiennement à Trappes ou à Saint-Germain-en-Laye. Critique à l'égard des enseignants, il rêve d'une école unique où tout le monde puisse aller, mais assez diversifiée « pour accepter les enfants tels qu'ils sont et non tels que l'on voudrait qu'ils soient ».

« Des excitations passagères »

La forêt de doigts levés en forme de V pour crier « Liberté ! » fait grimacer Jean-Daniel. Les premiers discours des responsables locaux le laissent sceptique. « Ils mobilisent sur des excitations passagères. Il est facile de répéter « liberté » et « libre choix » pour obtenir des applaudissements », dit-il. Selon lui, les manifestants sont attachés à leurs privilèges et souhaitent, comme d'autres catégories professionnelles, les défendre de façon corporatiste.

Avec le président de l'UNAPEL, c'est déjà un autre niveau, dit Jean-Daniel. Il prend en compte l'enseignement public et

semble le respecter. Le discours du président des parents d'élèves de l'enseignement libre intéresse le responsable FCPE. Il écoute avec la même attention l'intervention de Mgr Lustiger : « C'est un très bon discours, un appel au calme et aux responsabilités. » Pour Jean-Daniel, l'archevêque de Paris aborde le vrai problème, celui des enfants et de leur avenir dans la société. Il semble désolé d'entendre des manifestants déclarer que l'archevêque n'a rien dit.

Parent d'élèves sensible aux appels à la mobilisation des énergies hors des vieilles querelles, Jean-Daniel serait presque ému : « Hélas ! il y a plusieurs façons d'interpréter ce message. » Il parle encore des bonnes volontés qui « pourraient... », alors que le reflux de la foule le coince contre un mur. Puis il se rend au local de la CPE pour s'assurer que « des fanatiques ne se sont pas défilés », avant de rentrer chez lui pour téléphoner ses impressions au président national de son association.

SERGE BOLLOCH.

L. Jospin : Il faut toucher aux privilèges abusifs de l'école confessionnelle

Interrogé, ce lundi 5 mars, par Europe 1, M. Lionel Jospin a déclaré : « La recherche qui était celle de M. Alain Savary était une recherche de réconciliation, de rapprochement. Je comprends que la hiérarchie catholique ne veuille pas qu'on touche au caractère propre [de l'enseignement privé]. Mais, alors, cette optique de réconciliation n'est pas possible (...). Puisque les tenants de l'école privée ont refusé cette optique réconciliatrice, il ne faut pas faire de concessions (...). Je pense qu'il y a un minimum de choses que l'on doit faire. Il faut toucher aux privilèges abusifs de l'école confessionnelle ».

Le premier secrétaire du PS estime que la carte scolaire doit être « plus stricte pour le privé » et « plus souple » pour le public. « Il faut peut-être penser à assurer le pluralisme en faveur de l'école publique », a-t-il dit, en insistant sur un autre « privilège », la possibilité actuellement ouverte à l'enseignement privé d'ouvrir des classes sans autorisation de l'État, alors que ce n'est pas le cas dans l'enseignement public.

M. Jospin considère que les enseignants du privé sont placés « trop

strictement » sous la tutelle de leur directeur d'établissement, et qu'il n'est « pas normal » que ces derniers soient choisis par la hiérarchie catholique.

Le premier secrétaire du PS a été « scandalisé » que l'on conduise des enfants très jeunes dans les manifestations et a dénoncé le « climat de pression » sur les familles afin qu'elles participent à ces manifestations. Il considère qu'il n'appartient pas à un gouvernement de gauche d'imposer aux collectivités locales des engagements financiers vis-à-vis de l'école privée. Il souhaite enfin un « grand effort en faveur de l'école publique » et approuve la proposition de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, en faveur d'un collectif budgétaire destiné à l'enseignement public.

M. CLAUDE POPEREN (PCF) : tenir les engagements de 1981

M. Claude Popperen, membre du bureau politique du parti communiste, a réaffirmé, dimanche 4 mars, à Nantes, au terme d'une conférence de presse, la nécessité de « développer et de transformer l'école, de réaliser un grand service public unifié et laïque, de l'éducation nationale, ouvert à tous les enfants, donnant aux parents la garantie du respect de leurs opinions et de la tolérance ».

M. Claude Popperen a souligné que « cette avancée démocratique nécessaire ne peut se réaliser que par la concertation et la négociation, cela de façon progressive » et que « personne ne menace l'enseignement privé ni ses conditions d'existence ». « La présence à Versailles », a-t-il ajouté, de Jacques Chirac, adversaire de tout service public, témoigne du caractère politicien de l'opération, menée sur des thèmes sans fondement.

« Nous n'avons, pour notre part, nous communistes, pas d'autre volonté que la réalisation des engagements pris devant le corps électoral en 1981 », a conclu M. Claude Popperen.

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a déclaré, dimanche 4 mars, sur Radio Monte-Carlo, qu'on observe « une longue dégradation du système éducatif, qui a besoin d'une rénovation, [ce qui] implique une unification, pour un enseignement laïque unifié pluraliste et démocratique ». M. Krasucki a dénoncé « l'exploitation politique du thème des libertés par les forces les plus réactionnaires de ce pays », qu'il s'agisse de l'école ou de la liberté de licenciement.

La vraie dimension

(Suite de la première page.)

Elle a une autre dimension.

L'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, a défini les manifestants en référence à la définition : « Ni Église, ni un parti ne pourraient vous revendiquer tous », leur a-t-il dit. Effectivement, ils n'avaient pas d'étiquettes, et, quelles que soient les arrière-pensées des uns, les motivations de biens d'autres, le seul dénominateur commun, clairement perceptible dans cette foule étonnée, à tort ou à raison, la défense d'une liberté. La vraie dimension de la manifestation de Versailles est là.

Lorsqu'on défend une liberté, on les défend toutes. La gauche peut répondre à juste titre, qu'elle n'est pas absente de ce combat permanent. Elle aurait tort de ne pas s'interroger davantage sur ce qui lui arrive :

c'est bien contre l'un des ses projets que des centaines de milliers de manifestants sont dans la rue au nom de la liberté.

Que mettent-ils en cause ? Pas forcément la gauche elle-même, mais sa propension à penser qu'elle est garante, à elle seule, de toutes les libertés et qu'elle est en droit de les organiser dans le cadre institutionnel de l'État.

Les manifestants non identifiés de Versailles et d'ailleurs ne veulent pas siffler, si peu que ce soit, une capacité de choix qu'ils détiennent en matière d'éducation et n'accordent pas, dans ce domaine comme dans d'autres, une confiance totale au tout-État. Bref, ils ont leur idée sur l'organisation de leur société. C'est vrai, ils font de la politique, mais pas celle que l'on croit.

A. L.

ALLEZ VOIR LES LIONS
SANS PUISER DANS VOS RESERVES.



L'Afrique, la brousse, les lions... rêve impossible ? Pas du tout. Si vous avez entre 12 et 29 ans, UTA vous offre selon les périodes de l'année et pour un séjour de 14 à 60 jours une réduction d'environ 60% sur ses vols réguliers, en classe économique, vers la plupart de ses destinations en Afrique.

De plus, les parents des plus jeunes peuvent être rassurés. Leurs enfants voyageront en toute sécurité grâce au personnel UTA. Si vous êtes comme un lion en cage à l'idée de découvrir l'Afrique, les quelques heures de vol sauront vous faire patienter très agréablement.

Sièges confortables, très bonne musique, repas savoureux, le rêve encore une fois !

Les voyages forment la jeunesse, UTA y a pensé pour vous.

(*) Pour les conditions d'application de ces tarifs et des autres possibilités, renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agence de voyages.

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

Se t u é i t v i s a n z s ?



**La réponse du gouvernement :
« point d'équilibre » et seuil limite**

CAPELOU
37, av. de la République-11^e
Métro : Parmentier, Parking
01 47 33 11 11

tenn ses propositions. Et qui, à c
titre, encourrent dans les établisse
ments des retours de bâton. La solu
tion est à inventer.

ALAIN ROLLAT.

ALAIN ROLLAT.

ments des retours de bâton. La solution est à inventer.

M. Badinter veut limiter les détentions provisoires

enfants à la décision du juge, avait
été inculpée de non-représentation
d'enfants.

plusieurs reprises de soustraire
enfants à la décision du juge, a
été inculpée de non-représentation
d'enfants.

2. 1. a. entans.

1. 1940



Le Monde ECONOMIE

Faut-il sauver les entreprises en difficulté ?

Il est courant de dire que, comme les êtres humains, les entreprises doivent naître, vivre et mourir. Et de dénoncer alors les sociétés sous perfusion bancaire quasi permanente qui deviennent des concurrents déloyaux et diffusent leurs problèmes à des secteurs entiers. Les exemples ne manquent pas. De là à en conclure que toutes les entreprises en difficulté doivent être abandonnées à leur sort, il n'y a qu'un pas que les plus libéraux franchissent allègrement.

Alors faut-il sauver les entreprises défaillantes ? La question mérite d'être posée au moment où le nombre de faillites — et le poids des sociétés en cause — n'a jamais été aussi élevé en France (22 708 en 1983, soit 140 de plus qu'il y a dix ans) ; au moment aussi où certaines entreprises (Cresus-Loire, Dunlop-France, La Chapelle-Darbly, par exemple) poursuivent leurs activités grâce à des concours exceptionnels ; alors enfin que l'environnement de ces entreprises n'a jamais été aussi mauvais. Le contexte est connu : de 1980 à 1983, la valeur en francs courants de la richesse produite en France n'a augmenté que de 41 %, alors que dans le même temps les dépenses de l'Etat se sont accrues de 62 %. Rares sont les taux d'autofinancement des entreprises n'a été aussi faible (55 %), et jamais l'endettement cumulé des sociétés du secteur concurrentiel n'a été si élevé (1 600 milliards de francs, soit trois fois plus qu'en 1973).

Si beaucoup d'entreprises sont fragiles, ce sont toujours les mêmes qui donnent l'impression de réclamer la charité publique. Sans parler d'Uxor, de Sador ou des chantiers navals, on a vu souvent revêtir les mêmes noms : Boussac, Bouchnoch, Manufrance, Montsouris, Richier, les « Celluloses » (le groupement européen de la cellulose s'étend en quatre sociétés), etc.

Un échec seulement sur cinq

Pourtant, pour M. Robert Léon, secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), les entreprises peuvent le plus souvent être redressées. Cet organisme, qui a succédé en 1982 au Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), a pour mission « l'élaboration et la mise en œuvre de mesures industrielles, sociales et financières visant à sauver leur investissement, le maintien d'emplois durables et leur contribution au développement économique ».

Or dix ans de statistiques du CIASI, puis du CIRI le prouvent : il n'y a, dans les trois ans qui suivent l'intervention publique, qu'une entreprise sur cinq qui recouvre 80 % des entreprises aidées se relèvent. Les Textiles de Saint-Dié, qui ont succédé à Jules Marchal Textiles, Iri-France, une société de matériels d'irrigation de l'Hérault, Sévior, repêché par Zodiac, ou les usines de pêche Mitchell sont là — parmi d'autres exemples peu connus — pour en témoigner. Voilà une première bonne raison d'empêcher une mort de se produire.

Il en est une autre pour laquelle le maintien de l'activité est essentiel, mais pas à n'importe quel prix, c'est l'emploi. Cela est évident dans les secteurs lourds, en survie artificielle, comme la sidérurgie ou les Chantiers du Nord et de la Méditerranée.

Dans tous les pays du monde, même la libérale Amérique de M. Reagan ou la non interventionniste Grande-Bretagne de M. Thatcher, l'Etat agit et protège pour éviter des crises trop brutales dans ces secteurs en péril. Mais cela est fort utile aussi pour les PME.

Le bilan du CIRI, présenté au conseil des ministres du 29 février par M. Delors, le montre puisque, en dix-huit mois, cet organisme estime avoir sauvé quelque quarante-huit mille emplois des soixante-quatre mille qui lui avaient été confiés initialement. Et cela avec seulement 750 millions de francs (une somme hors procédures normales, qui a permis cependant de mobiliser quatre fois plus de ressources de longue durée, l'engagement de l'Etat décriant les partenaires financiers de l'entreprise). Soit 15 000 F par emploi maintenu, ce qui n'est pas cher payé.

On touche là un des critères qui devrait prévaloir dans chaque déci-

sion : entre les 15 000 francs du CIRI et le coût par salarié du maintien en activité de certains gigantesques charbonniers du Centre et du Midi, de la survie de Manufrance ou du sauvetage des mille emplois à La Chapelle-Darbly (plus de 2 millions de francs par emploi), il y a un monde. Et un passage de la solution industrielle rationnelle à l'acharnement thérapeutique strictement politique.

Deux autres motifs au moins peuvent encore justifier les opérations de survie industrielle : le contexte local et les intérêts stratégiques. Ce que justifie la macro-économie n'a parfois pas de sens dans une ville monoproduitrice ou dans une région déjà fortement touchée par le déclin (ce qui a donné récemment naissance aux « pôles de conversion »). C'est pour cela qu'ont été créés des comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI), dont l'expérience, lancée initialement dans six régions, va être étendue à l'ensemble du pays en 1984.

Quant à la raison stratégique, elle s'impose d'elle-même. Il est des secteurs où la mort d'une entreprise signifie la dépendance de l'étranger pour un composant essentiel. C'est ainsi, par exemple, que Thomson a été incité à renflouer la Compagnie générale de radiologie, qui n'était d'ailleurs pas mourante mais malade.

Les critères de gestion

Comme l'être humain, la plupart des entreprises méritent donc d'être soignées. Mais comme pour lui la prévention est souvent une méthode plus efficace. C'est ce que cherche à introduire la loi « prévention et règlement amiable des difficultés des entreprises » — adoptée en seconde lecture par l'Assemblée nationale en décembre 1983 — avec, cependant des dispositions dont certains praticiens (les commissaires aux comptes) craignent qu'elles ne se retournent contre l'objet de la loi.

A donner à tous les partenaires économiques des informations sur le passé, le présent et le futur de l'entreprise, en laissant à chacun la possibilité de « déclencher l'alerte » et à ne leur imposer qu'une simple obligation de discrétion — sans sanction, — on risque fort par la mise des difficultés sur la place publique d'accroître le crédit et d'accélérer la chute.

Pourtant « les risques d'accidents sont rares ». Pour un infarctus (un marché primordial à l'exportation qui se forme par exemple), on ne compte pas les déclin progressifs. M. Robert Léon l'affirme : « Le plus souvent, les entreprises sortent peu à peu de leur marché à la suite d'erreurs stratégiques ; elles sont victimes de sous-investissements ou d'une mauvaise gestion quotidienne. » Les critères de gestion, affirme-t-il, sont primordiaux.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 15.)

Ormuz : un passage que l'on peut contourner à terme

Dix ans après le premier « choc pétrolier », cinq ans après le début de la révolution iranienne, le détroit d'Ormuz, ce chenal large de 38 à 55 kilomètres qui relie le golfe Arabo-Persique au golfe d'Oman et à l'océan indien, reste, et sans doute pour longtemps, le principal défilé de l'approvisionnement pétrolier mondial.

Certes des efforts considérables ont été faits par les économies occi-

(8,3 %), l'Europe (6,2 %) et l'Extrême-Orient (3,1 %). Surtout, il défient, à lui seul, plus de la moitié (54,7 %) des réserves prouvées existant de par le monde.

Au rythme actuel de production, il sera, si aucune grande découverte n'est faite d'ici là, la seule région productrice de brut après l'an 2020, avec encore quatre-vingt-sept années de production à venir, contre moins de quarante ans pour l'Amérique la-

Vitale pour le Japon, dont elle couvre 65,3 % des importations, et pour de nombreux pays en voie de développement, notamment en Extrême-Orient (Inde, Corée du Sud, Philippines, etc.) elle conserve une place essentielle, bien que réduite, dans l'approvisionnement de la CEE (28,5 % en 1983, contre 67,4 % en 1978) et même des Etats-Unis (14,3 % en 1983 contre 38 % en 1978). Or, de ces exportations,

— du fait notamment de la guerre du Liban.

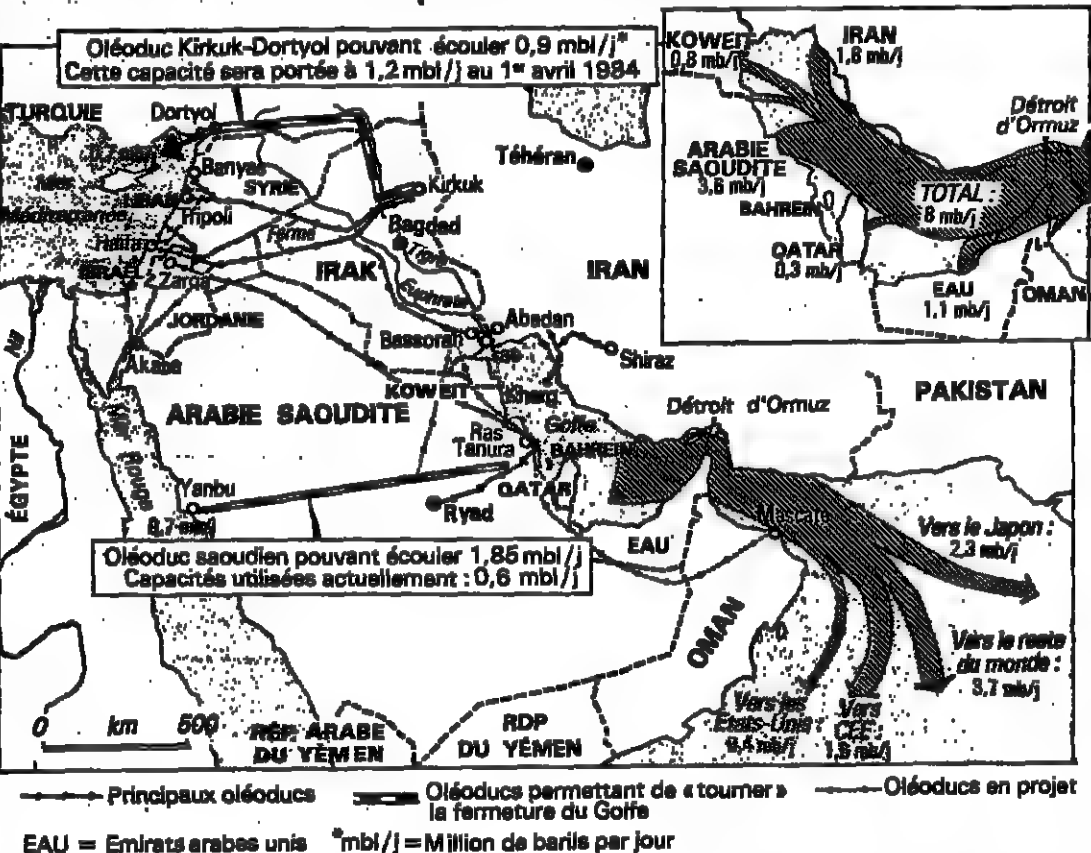
En cas de fermeture du Golfe, 2,7 millions de barils par jour au maximum pourraient donc contourner le détroit actuellement, cette capacité atteignant 3 millions de barils au 1^{er} avril. A ces quantités, il faudrait ajouter environ 100 000 barils acheminés hors d'Irak par des convois de camions vers la Jordanie et la Turquie, et les exportations d'Oman (350 000 barils par jour), dont les terminaux sont situés au-delà du détroit, bien que celles-ci, en cas de blocage du détroit, seraient probablement également perturbées.

Bilan : un tiers environ des exportations de la zone sont plus ou moins à l'abri des menaces pesant sur le Golfe. C'est assez, en cas de blocage du détroit, compte tenu des stocks mondiaux et des capacités de production inemployées dans les autres pays producteurs, pour satisfaire, durant un trimestre environ, les besoins mondiaux sans risque de rupture d'approvisionnement. C'est insuffisant au-delà.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 15.)

(1) Arabie Saoudite, Koweït, Iran, Irak, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman.



dentaires pour développer l'extraction des provinces pétrolifères situées hors de cette zone sensible : mer du Nord, Alaska, Afrique, Indonésie, etc. Mais le Moyen-Orient, c'est-à-dire pour l'essentiel les huit pays producteurs riverains du Golfe (1), demeure la seule région productrice du monde, avec 22,7 % du total extrait en 1983, juste derrière l'URSS (22,9 %), mais largement devant les Etats-Unis (18,7 %) et à fortiori l'Amérique latine (11,7 %), l'Afrique

et l'Afrique, moins de vingt ans pour l'Europe, l'Extrême-Orient et l'URSS, tout juste dix ans pour les Etats-Unis.

Enfin, la région du Golfe, peu peuplée, reste, grâce à la faiblesse de sa consommation intérieure, de très loin la première zone exportatrice du globe, assurant encore, en 1983, de 45 à 47 % du commerce mondial, soit environ 10 millions de barils par jour (1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an).

80 % (soit 8 millions de barils par jour en moyenne en 1983) transitent par le détroit d'Ormuz, véritable point névralgique, dont le fragilité est périodiquement mise en lumière par les menaces de fermeture proférées par les autorités iraniennes.

Les tentatives des Etats producteurs du Golfe pour contourner le détroit sont jusqu'ici restées limitées. Des quatre oléoducs principaux construits pour acheminer le brut extrait directement vers la Méditerranée ou le mer Rouge, deux seulement fonctionnent : d'une part, la ligne Kirkuk (Irak) — Dortyol (Turquie), seul débouché du pétrole irakien, d'où a été exporté l'an passé en moyenne 0,7 million de barils par jour et dont la capacité, récemment portée à 0,9 million de barils par jour, devrait être de nouveau augmentée le 1^{er} avril prochain, pour passer à 1,2 million de barils par jour ; d'autre part, la « pétroline » saoudienne, qui traverse le royaume wahabite pour arriver à Yambo, sur la mer Rouge, utilisée actuellement au tiers de sa capacité totale (0,6 million de barils par jour sur 1,8 million de barils par jour).

Les deux autres oléoducs construits jusqu'ici ont été fermés du fait de l'instabilité politique de la région. L'un, d'une capacité de 1,4 million de barils par jour, relie les champs irakiens de Kirkuk — eux-mêmes reliés aux champs du sud de l'Irak par un oléoduc fermé depuis septembre 1980 — aux ports de Tripoli, au Liban, et de Banias, en Syrie. Il a été fermé en avril 1982 du fait de la dégradation des relations entre l'Irak et la Syrie. L'autre, d'une capacité de 0,5 million de barils par jour, permettait d'écouler le brut saoudien par le port de Sidon, au Liban. Il a été fermé définitivement en avril 1983, après être resté longtemps inutilisé.

Entreprendre

PATRONNÉES ou non par le ministère de l'industrie et de la recherche, les initiatives se multiplient pour familiariser l'opinion avec les problèmes de l'entreprise et pour encourager ceux qui sont capables d'en créer une.

Pien qu'au cours des quatre ou cinq semaines à venir, se tiendront un nombre respectable de « colloques », de « carrefours », de « rencontres », sur ces thèmes (malheureusement presque tous concentrés à Paris).

Il est heureux que cette série de manifestations, dont il faut espérer qu'elles contribueront à créer dans des milieux de plus en plus larges un climat favorable au développement de petites et moyennes unités de production et de service, aient lieu dans les circonstances politiques d'aujourd'hui.

L'esprit d'entreprise n'est pas jé, contrairement à ce qu'affirme telle ou telle doctrine cédère, à telle ou telle classe sociale ou groupe religieux ni, finalement, à tel ou tel parti politique. Pour dire les choses plus clairement, il ne serait pas bon de laisser la droite accréder l'idée qu'elle est seule à s'en préoccuper.

Plus personne ne peut plus croire sérieusement que l'opinion se divise entre les partisans de l'individualisme et du libéralisme, d'un côté, et les partisans d'un collectivisme plus ou moins avancé, de l'autre.

Une autre illusion dont il convient de se garder, tant à gauche qu'à droite, est que seule la création d'entreprises mettant en œuvre des techniques de pointe mérite d'être stimulée. De telles créations sont évidemment très souhaitables, mais toutes les activités sont a priori créatrices de richesses nouvelles si leur exercice est, dans la durée, bénéficiaire.

M. Delors avait raison, en dehors même des circonstances délicates dans lesquelles il a exprimé ce jugement, de qualifier de « prioritaire » et de « productif » le métier de camionneur. Une phrase qui n'aurait pu prononcer M. Pflannen sans renier la théorie mandatisée, pour laquelle les activités de transport ne sont pas productrices de plus-value. La reconnaissance des impératifs de l'entreprise n'est-elle pas la meilleure voie pour dépasser les idéologies ?

PAUL FABRA.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise
L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____
souhaite recevoir une brochure détaillée pour le Cycle de _____
IGS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Etablissement privé d'enseignement supérieur

184 ORDINATEURS

PANORAMA Printemps 84 L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

FINIES LES SOLUTIONS DE ROUTINE

Oui, pour vos placements, les Agents de change ne se contentent pas de solutions de routine. Pour vous en assurer, venez les rencontrer.

Bureau d'Accueil des Agents de Change - 4, place de la Bourse, Paris 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner.

Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE
Ils accroissent votre marge de sécurité.

L'évolution du comportement des Français face à l'épargne

Dans le domaine de l'épargne, l'année 1983 aura été marquée par un double événement. Le premier est constitué par la baisse du taux d'épargne des ménages en France, autrement dit la part relative de leurs revenus qu'ils consacrent à affecter à des dépenses de consommation pour soit les laisser disponibles à tout moment sur un compte à vue, soit les

affecter à des placements immobiliers ou financiers (achats d'actions, d'obligations, souscriptions de bons et comptes à terme ou de primes d'assurance-vie) par lesquels figure également l'épargne-logement.

Le deuxième fait marquant a été le bouleversement provoqué dans la répartition de l'épargne li-

quide (dépôts à vue sur lesquels on peut effectuer à tout moment des versements et des retraits) par l'introduction de nouveaux instruments tels que le « livret rose », ou LEP (livret d'épargne populaire), créé en juin 1982 et, surtout, le CODEVI (compte pour le développement industriel) qui a vu le jour en octobre 1983. Ces derniers ont connu un grand succès, au

détriment des réceptacles traditionnels de l'épargne liquide, les dépôts ayant massivement dégringolé leurs livrets B (soumis à l'impôt) au profit de ces nouveaux LEP et CODEVI, dont l'intérêt est nettement supérieur à celui des livrets B, qui est touché par ce mouvement de transfert.

Un peu moins de thésaurisation un peu plus de placements utiles

SELON la Caisse des dépôts et consignations, qui vient de dresser dans le premier numéro de sa lettre mensuelle d'information le bilan de l'année 1983, le taux d'épargne global des ménages s'est établi en 1983 à 14,8 % du revenu disponible. Ce chiffre est pratiquement conforme aux prévisions contenues dans le projet de loi de finances 1984 (14,9 %) mais il traduit un net recul par rapport à l'année précédente (15,5 %) et surtout par rapport à 1981, lorsqu'il atteignait encore 15,6 %. L'information en elle-même n'est pas une surprise. Voilà bien dix ans que ce taux d'épargne des ménages français (qui reste l'un des plus élevés dans le monde) baisse régulièrement, suivant l'évolution du revenu disponible de ces mêmes ménages. En 1974, il représentait encore 17,4 % de leur revenu disponible, voire 18,6 % l'année suivante, avant d'amorcer une descente qui devait le faire chuter une première fois au-dessous du seuil des 15 % en 1980 (14,7 %) et à nouveau en 1983 (14,8 %), en réaction sans doute à l'alourdissement de la fiscalité et aux prélèvements sociaux effectués cette année-là dans le cadre de la politique dite de rigueur.

En examinant les chiffres plus en détail, on constate que le taux d'épargne non financière, qui se situait encore à 10-11 % en 1979-1980, a baissé de plus d'un point au cours de l'année 1983, ce qui permet à la Caisse d'écrire que « le taux d'épargne immobilière absorbe la plus grande part du repli du taux d'épargne global en raison, notamment, de la poursuite du mouvement de baisse de l'investissement en logements ».

A cet égard, la Compagnie bancaire publiée dans le bulletin mensuel de février du CIEC (Centre d'information sur l'épargne et le crédit) une étude intitulée « Propension à l'épargne et volonté d'investissement en logement », d'où il ressort que l'achat d'un logement suscite chez l'acquéreur une épargne supplémentaire, l'épargne-logement et l'épargne financière étant, en fait, complémentaires, ce qui va à l'encontre d'un certain nombre d'idées couramment admises. En prenant comme critère quatre catégories socio-professionnelles (professions libérales et cadres supérieurs, cadres moyens, employés et ouvriers), le CIEC tire la conclusion que les propriétaires ont non seulement épargné pour leur logement de 6,4 % à 8,4 % de leurs revenus au cours de leur vie (contre 0 % de définition, pour les non-propriétaires) mais également épargné, essentiellement en placements financiers, à peu près autant que les non-propriétaires (de 3 % à 6,3 % de leurs revenus).

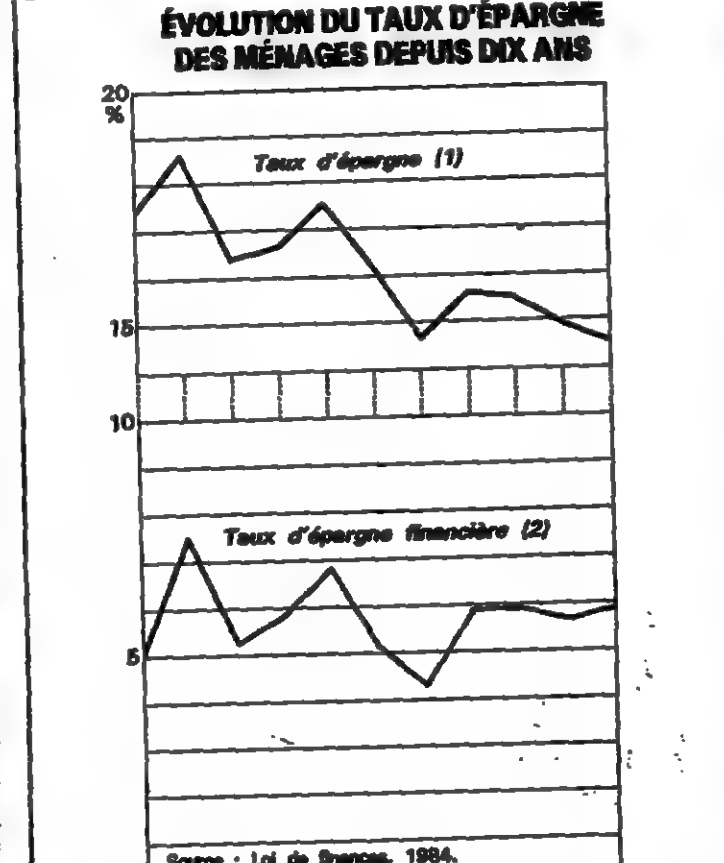
Une orientation réussie

Voilà qui amène à souligner la résistance — telle qu'elle ressort des statistiques de la Caisse des dépôts — de l'épargne financière, qui a représenté l'année dernière 5,9 % du revenu disponible, soit un taux identique à celui de 1982, en dépit de la baisse du taux d'épargne global des ménages. Pour les spécialistes, ce maintien d'un taux élevé d'épargne financière, essentiellement investie en placements de longue durée, démontre le succès de la politique mise en place depuis quelques années par les pouvoirs publics pour orienter — au besoin par des mesures drastiques — la levée de l'anonymat sur les ventes d'or en octobre 1981 — l'épargne liquide vers des placements à moyen et long terme mieux rémunérés, et il faut bien le reconnaître, plus utiles à l'économie.

Cet encouragement à « l'épargne utile » a porté ses fruits, si l'on en croit la nette progression du nombre de personnes détenant un portefeuille d'actions ou d'obligations. A la fin de l'année 1982, 17 % environ des ménages possédaient des valeurs mobilières (contre 12 % seulement deux ans plus tôt). Il est probable

que ce taux a dû avoisiner les 20 % en 1983 lorsque la Bourse de Paris, en hausse de près de 60 % sur l'ensemble de l'année, a nettement renforcé son image de « bon placement » dans l'esprit du public. Un point très positif si l'on veut bien considérer qu'il s'agit là d'une véritable épargne au sens plein du terme, impliquant une immobilisation pendant la durée — variable — du placement, au contraire des dépôts à vue, pourtant englobés dans les statistiques relatives aux placements financiers des ménages, alors que ceux-ci peuvent les retirer à tout moment. Cette prudence importante doit relativiser la baisse du taux d'épargne global enregistré en 1983 et due pour l'essentiel à la diminu-

tion du système bancaire sur le CODEVI.



tion du revenu disponible des Français, conséquence directe de la stagnation (quand ce n'est pas d'effacement) de leur pouvoir d'achat, ainsi que le confirme l'INSEE dans sa dernière note de synthèse (Le Monde de 1^{er} mars 1984).

A propos des placements liquides, dont la Caisse admet le ralentissement de la croissance, même si leur montant total s'est maintenu au volume, cet organisme présente pour la première fois le bilan chiffré du très important transfert qui s'est opéré en 1983 lorsqu'a été créé le CODEVI, au début du mois d'octobre. A grand renfort de publicité et de démarchage direct dans l'ensemble des réseaux, mais surtout dans les banques, qui tenaient en fait le monopole de l'épargne, la Caisse a permis de concurrencer le livret A, monopole de l'Épargne et des PTT. Si l'on en juge par le résultat de la collecte, arrêtée à la fin décembre 1983, les Caisse d'épargne, qui avaient conservé, voire renforcé, leurs positions sur le livret d'épargne populaire ou « livret rose », ont pu résister à l'offensive déclenchée par l'ensem-

blé des dépôts à vue sur lesquels on peut effectuer à tout moment des versements et des retraits) par l'introduction de nouveaux instruments tels que le « livret rose », ou LEP (livret d'épargne populaire), créé en juin 1982 et, surtout, le CODEVI (compte pour le développement industriel) qui a vu le jour en octobre 1983. Ces derniers ont connu un grand succès, au

Le nouveau rôle de la Caisse des dépôts

L'ANNÉE 1983 aura marqué une date importante pour la Caisse des dépôts et consignations, dont le rôle traditionnel de caisse centrale des caisses d'épargne aura été élargi. A la demande des pouvoirs publics, elle centralise le présent l'essentiel de l'épargne liquide, collectée dans l'ensemble des réseaux (y compris bancaire) sur les deux produits décentralisés récemment créés : le Livret d'épargne populaire (LEP) institué en juin 1982 et appelé aussi « livret rose » et le compte pour le développement industriel (CODEVI), mis en place en octobre dernier.

La Caisse des dépôts a donc reçu l'année dernière les fonds correspondants à ces deux produits dans les conditions suivantes :

● LEP : en totalité pour les sommes provenant des caisses d'épargne et les comptes du Trésor à hauteur de 85 % pour les fonds collectés par les banques et les établissements mutualistes, ceux-ci conservant le solde (15 %) pour leur propre usage.

● CODEVI : la totalité de la collecte effectuée par la Caisse nationale d'épargne (PTT) et par les comptes du Trésor, 80 % des sommes recueillies par les caisses d'épargne et de prévoyance (Épargne) et par le Crédit mutuel et, enfin, ce qui constitue l'une des principales innovations du système, 50 % de la collecte des banques inscrites (à l'Association française des banques, organisme représentatif de la profession) et du Crédit agricole, ces établissements pouvant, à leur gré, verser les 50 % restants pour acheter des titres à leur clientèle commerciale moyennant certaines conditions de trésorerie bien précises.

Passant en revue dans sa dernière lettre mensuelle la ventilation de l'épargne collectée par l'ensemble des réseaux, nous verrons par là même que le CODEVI, la Caisse des dépôts présente une série de chiffres (voir tableau) qui confirment le rôle prépondérant joué par les caisses d'épargne pour le « livret rose » mais, par contre, la suprématie du système bancaire, au sens large, sur le CODEVI qu'il a tout de suite perçu comme un produit d'appel destiné à concurrencer le livret A de l'Épargne et de la Poste. Avec 17,20 milliards de francs en 1983 (en fait au cours du seul dernier trimestre) recueillis sur le CODEVI par les banques et les établissements mutualistes, ceux-ci ont collecté pratiquement le double des sommes recueillies par les deux réseaux de caisses d'épargne (9,18 milliards de francs).

Des explications

An total, la Caisse aura recueilli sur les LEP et les CODEVI ouverts en 1983 dans l'ensemble des réseaux (contre 2,88 milliards l'année précédente, provenant du seul « livret rose » ouvert en juin), un chiffre qui diffère des 26,38 milliards précédemment mentionnés par le seul jeu des délais nécessaires entre la collecte et sa comptabilisation (le 10^e de chaque mois pour le LEP bancaire et un mois franc pour le CODEVI) alors que la centralisation des fonds recueillis en caisse d'épargne est quotidienne. A ces nouveaux produits d'épargne s'ajoutent les excédents des réseaux « Épargne » et PTT, en baisse sensible d'une année sur l'autre (19,07 milliards de francs contre 29,45 milliards à la fin décembre 1982), la part des ressources centralisées par la Caisse au profit de l'épargne liquide ayant tout de même progressé de 15 % pour passer de 32,23 à 37,29 milliards de francs dans le même intervalle de temps.

Commentaire l'incontestable succès du LEP et du CODEVI, la Caisse fournit ensuite un certain nombre d'explications, produit par produit :

● Livrets A et B : le relèvement du plafond du livret A (porté de 49 000 F à 59 000 F le 1^{er} avril 1983) a permis de recruter au cours de ce seul mois plus de 5 milliards de francs sur deux catégories de livrets. Mais, par la suite, les répercussions de la création du CODEVI ont fortement affecté la collecte sur ces mêmes livrets, à tel point que la chute sensible des excédents constatée sur le livret A (défiscalisé) s'est transformée en un

solde négatif à la fin de l'année 1983 sur le livret B, lequel est soumis à l'impôt.

● Livret d'épargne populaire : créé en juin 1982, il a connu un essor particulier en 1983 lorsque son plafond a été relevé à 20 000 F à compter du 14 janvier. On a finalement dépassé 350 000 LEP ouverts l'année dernière, qui sont venus s'ajouter aux 796 000 existants en 1982, le solde moyen étant passé de 4 700 F en décembre 1982 à 6 700 F au 31 décembre 1983. Au total, 11,47 milliards de francs de dépôts nouveaux ont été collectés l'année dernière sur le LEP, dont 55 % par les deux réseaux des caisses d'épargne.

● CODEVI : les statistiques exactes sur le nombre de comptes ouverts et les soldes moyens ne sont pas encore disponibles sur ce produit, mais on sait que l'Épargne et la Poste ont recueilli 9,17 milliards de francs en 1983, soit 23 % du total collecté sur le marché, ce qui correspond à leur part des produits d'épargne banalisés (livrets B et épargne-logement).

● Epargne-logement : la collecte des plans d'épargne-logement (1,35 milliard de francs, soit une progression de 4,8 % sur l'année précédente), encouragée par les mesures d'incitation adoptées en juillet dernier, s'est partiellement faite au détriment des comptes d'épargne-logement, qui ont régressé de 300 millions de francs au dernier tri-

mestre 1983 ; leur solde étant pratiquement stable pour l'ensemble de l'année.

● Bons d'épargne : les émissions nettes ont atteint 3,2 milliards de francs en 1983, soit une augmentation de 7 % de l'encours, et la Caisse souligne que, dans l'ensemble des réseaux de collecte, c'est ce type de placements qui a subi la plus vive concurrence de la part des autres produits financiers investis en valeurs mobilières, confirmant l'orientation des flux d'épargne en faveur d'une épargne longue au détriment des placements liquides surtout.

D'une façon générale, la Caisse constate que le fléchissement du taux d'épargne enregistré en 1983 s'est répercuté sur le volume total de la collecte effectuée sur livret, mais le plus important est que la part des produits traditionnels (à commencer par les livrets A et B) est revenue de 87 % en 1982 à 11,5 % en 1983 (2,7 milliards de francs d'excédents seulement contre 26,2 milliards l'année précédente), tandis que celle des produits « banalisés » (distribués dans tous les réseaux d'épargne et bancaire) grimpait dans des proportions sensiblement identiques (87 % en 1983 avec l'apparition du CODEVI contre 13 % un an plus tôt lorsque fut créé le LEP) pour atteindre 20,5 milliards de francs contre 3,7 milliards la fin décembre 1982.

S. M.

Pour le développement industriel

Durée à prendre le relais des prêts bancaires à l'industrie (PBI) mise en place en 1983 pour la première fois à hauteur de 6,3 milliards de francs, les prêts CODEVI (comptes pour le développement industriel) concurrencent sensiblement les mêmes bénéficiaires : entreprises industrielles moyennes, y compris du bâtiment et des travaux publics, des transports et des services industriels du secteur commercial disposant en France de moyens de production ou sollicitant un prêt pour les besoins.

Avec pour objectif de faciliter « la réalisation d'un investissement productif à caractère économique », ces prêts ne peuvent dépasser 10,75 % pour les prêts d'une durée inférieure à sept ans et 11 % pour les autres, sans remboursement anticipé des emprunts de développement industriel.

Les crédits consentis peuvent être à moyen ou à long terme selon la nature des équipements à financer, mais ils ne peuvent être d'une durée inférieure à cinq ans. Enfin, ils sont ouverts à un taux variable établi en fonction de la durée des prêts CODEVI (7,5 % pour l'industrie). Actuellement, ils ne doivent pas dépasser 10,75 % pour les prêts d'une durée inférieure à sept ans et 11 % pour les autres, sans remboursement anticipé des emprunts de développement industriel.

LE SUCCÈS DU CODEVI

Parti centralisé à la Caisse des dépôts sur les LEP et les CODEVI ouverts par l'ensemble des réseaux

(En milliards de francs)	4 ^e trimestre 1983	Cumul au 31/12/83	Rappel du cumul au 31/12/82
Livret d'épargne populaire (LEP)			
Réseaux CEP, CNE, Trésor	1,15	11,47	3,75
Banques et des mutualistes (1)	1,29	7,80	3,16
Total LEP	2,44	19,27	6,91
Compte pour le développement industriel (CODEVI)			
Réseaux CEP, CNE, Trésor	9,18	9,18	(-)
Banques et des mutualistes (1)	17,20	17,20	(-)
Total CODEVI	26,38	26,38	

(1) Source : CDC

L'EFFONDREMENT DU LIVRET B

Excédent des dépôts sur les retraits enregistrés aux seuls guichets de l'Épargne et des PTT.

(En milliards de francs)	4 ^e trimestre 1983	Cumul au 31/12/83	4 ^e trimestre 1982	Rappel du cumul au 31/12/82
Livrets traditionnels				
(A)	(1,02)	(5,89)	(4,68)	(18,11)
(B)	(- 4,96)	(- 3,20)	(1,73)	(8,16)
A + B	- 3,94	- 2,69	6,41	26,27
LEP	1,15	11,47	0,59	3,75
CODEVI	9,17	9,17	-	-
Total Livrets	6,38	23,33	7,00	30,02
Epargne-logement :				
Plans	1,08	1,55	0,03	0,61
Livrets	- 0,30	0,40	0,12	1,18
Bons d'épargne	0,10	3,23	1,82	5,69
Compte-chèques Épargne	0,59	2,32	1,04	2,03
TOTAL GÉNÉRAL	7,85	30,83	10,01	39,53

(Source : CDC)

184 ORDINATEURS PANORAMA
Printemps 84
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
37 - 22 F. chez votre marchand de journaux

Delhi ou Séoul, à chacun sa Thai.

Delhi, ce n'est pas la Thaïlande bien sûr, mais c'est toujours la Thai. Tout comme Katmandou, Tokyo, Singapour, Calcutta et les dizaines d'autres villes que nos Boeing 747 desservent régulièrement. Alors, pour voyager dans le monde entier, contactez votre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Élysées, 75008 PARIS. Tél. 720 86 15, Park Hôtel, 6 av. George V, 06000 NICE. Tél. (93) 53 39 82.

Thai

Faut-il sauver les entreprises en difficulté ?

(Suite de la page 13.)

La firme de conseil Booz, Allen et Hamilton développe ainsi un modèle « dette-capacité d'endettement », qui permet de diagnostiquer le point de rupture. Mais, surtout, de son expérience de redressement d'entreprises - de Chrysler à la ville de New-York - elle tire quelques symptômes de difficultés : une part des ventes décroissante, une baisse des ventes en monnaie constante, une réduction des profits, un endettement accru, une distribution amoindrie des dividendes, un réinvestissement inapproprié dans l'avenir, un excès d'activités nouvelles au détriment de l'activité essentielle, l'absence de plan, des responsables qui rejettent toute nouvelle idée en dehors de leurs, des problèmes de succession à la direction, un conseil d'administration passif et manquant de curiosité, une équipe de direction considérant de rien avoir à apprendre de la concurrence.

Avec la révision des repères institutionnels et le développement dans la gestion, - y compris des PME - de nouveaux instruments de vigilance, qui permettent d'analyser un processus de dégradation (1), les moyens d'action existent a priori.

A défaut, la thérapie est nécessaire. Le CIRI reconnaît que dans 10 % des cas il n'y a aucune solution. Si l'on ajoute les 20 % de recrudescence,

voilà près de 30 % des entreprises qui vont mourir.

Pour les autres, un plan de redressement s'impose après discussion avec tous les partenaires sociaux de l'entreprise. Mais les solutions internes sont rares : les statistiques du CIRI et du CIRI prouvent que dans deux cas sur trois les dossiers se terminent par une reprise extérieure, après dépôt de bilan, suppression d'effectifs et rachat des actifs (le plus souvent bradés, ce qui est une aubaine pour le « repreneur » qui bénéficie en outre de toutes sortes de subventions). Et même si les syndicats n'aiment pas cela, l'écroulement, le démantèlement de l'entreprise entre plusieurs « re-

preneurs » est souvent la solution industrielle et sociale la plus efficace.

La réduction d'effectifs, souvent indispensable, peut parfois être évitée. Booz, Allen et Hamilton a ainsi aidé au redressement de la filiale d'un groupe alimentaire français important par une simple gestion optimale des stocks. La remise en cause des relations avec les fournisseurs a joué un rôle-clé dans le retour au profit d'un grand constructeur automobile et une vigoureuse action commerciale seule a permis à un distributeur britannique de matériel agricole de retrouver vie.

Ces « redresseurs », le CIRI en recherche. M. Bernard Tapie en est peut-être un exemple. Lui qui, en outre, ne demande jamais l'aide de l'Etat, a repris au CIRI des dossiers difficiles comme les balances Testut ou les fixations de ski Look. M. Léon s'enthousiasme pour telle ou telle gestion optimale qui a effectué des miracles « parce qu'il en veut ». Et le secrétaire général du CIRI reconnaît que son organisme serait plus efficace si la reprise d'entreprises en difficulté était « plus perçue comme une chance à courir pour le capital-risque ». « Après tout, dit-il, la perspective de succès est favorablement comparable avec ce qui se passe dans les technologies avancées. »

BRUNO DETHOMAS.

Venus de l'extérieur

Mais tous les spécialistes des entreprises en difficulté le disent : ce sont des hommes qui conduisent un redressement. M. Lee Iacocca a associé son nom au rétablissement de Chrysler. M. Heinz Dürr est en train de faire connaître le sien par la rapide convalescence de AEG-Telefunken, le numéro deux de la construction électrique allemande, moribond il y a deux ans et dont les comptes seront équilibrés en 1984. Des emplois ont été supprimés (près de 40 000), des activités cédées, mais l'essentiel a été préservé. Des hommes venus de l'extérieur. « Les changements dans la direction, note-t-on chez Booz, Allen, et Hamilton, sont souvent un élément essentiel d'une action de redressement. »

Le nombre des faillites a plus que doublé en dix ans

ANNÉES	
1973	9 441
1974	11 974
1975	14 868
1976	12 395
1977	13 842
1978	15 589
1979	15 963
1980	17 375
1981	28 895
1982	26 462
1983	22 788

(Source : INSEE.)

Le passage d'Ormuz

(Suite de la page 13.)

C'est pourquoi les pays du Golfe réfléchissent actuellement aux possibilités de multiplier les oléoducs entourant le détroit. Trois projets sont actuellement étudiés. L'Irak, pris à la gorge par la fermeture de ses débouchés via la Syrie et par le terminal pétrolier de Fao sur le Golfe, débute au début de la guerre, négocie actuellement, d'une part, avec l'Arabie Saoudite pour la construction d'une bretelle reliant ses champs à la « pétroline » et, d'autre part, avec la Jordanie pour la mise en route d'un oléoduc prolongeant l'ancienne ligne Kirkouk-Haifa (fermée actuellement) vers le port d'Alaba, sur la mer Rouge.

De leur côté, tous les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Émi-

rats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman) étudient un projet ambitieux qui relierait tous leurs champs et, longeant les côtes du Golfe, déboucherait, au-delà du détroit, sur le golfe d'Oman. Mis à part le projet de bretelle Irak-Arabie Saoudite, plus avancé, il ne s'agit pour l'instant que de discussions. Il est donc quasiment impossible de chiffrer, même approximativement, les quantités supplémentaires pouvant, grâce à ces projets, être acheminées hors du Golfe.

L'insécurité croissante de la zone, renforcée récemment par les menaces iraniennes de blocus du terminal iranien de Kharg, devrait cependant pousser les États riverains à accélérer les négociations.

VÉRONIQUE MAURUS.

Triplement depuis 1973 de l'endettement des sociétés du secteur concurrentiel

(en milliards de francs)

ANNÉES	EN COURS TOTAL
1973	545
1974	647,9
1975	777,9
1976	861,4
1977	968,6
1978	1 062,6
1979	1 122,3
1980	1 261,7
1981	1 432
1982	1 593,8
1983	(non connu)

Source : exploitation par le CNPF des comptes patrimoniaux de la Banque de France.

Ce qui reste quand on a tout oublié - "Questions d'Actualité" Collection dirigée par Claude Gayman



ALFRED SAUVY

LE TRAVAIL NOIR
et l'économie de demain
GALMANN-LÉVY

(1) Le Score de l'entreprise par Michel Holder aux Nouvelles Éditions Financières. 136 pages. 150 F.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



SAN FRANCISCO

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

Spécialisé en Management International (14 mois)

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Sessions tous les deux mois pour l'obtention du
DIPLOMA OF GRADUATE STUDIES IN MANAGEMENT
Période d'été : 4 juillet - 24 août
Niveau requis : 2^e cycle universitaire

AMERICAN BUSINESS LAW

Séminaire pour cadres et diplômés en droit
16 juillet - 11 août

E.U.A. Lone Mountain Campus, San Francisco, CA, 94117

Renseignements et inscriptions : Centre d'information pour l'Europe
32, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

Mesurer les vibrations du progrès

Schlumberger recherche, pour sa Division Instruments France, des ingénieurs Grandes Ecoles et leur propose une carrière évolutive au cœur des technologies du futur.

Découvrez un créneau d'avenir, au carrefour de toutes les industries de pointe : l'instrumentation électronique.

Le futur a besoin de précision. Chaque jour, les systèmes et les instruments que nous produisons mesurent les vibrations du progrès. Ils acquièrent, enregistrent les milliards de données, les paramètres de plus en plus précis dont l'industrie, la défense, les télécommunications ont besoin. Nos produits figurent parmi les plus avancés du monde : systèmes de mesure embarqués dans l'aéronautique ou l'espace, de détection des rayonnements nucléaires, de surveillance des réseaux de télécommunications, tous réputés pour leur très haute technicité.

Devenez rapidement responsable d'un projet au sein d'une grande entreprise privée.

Notre groupe est connu pour sa capacité à former rapidement de véritables managers. Après une étape de familiarisation à nos produits et méthodes de gestion, vous mènerez à bien un premier projet.

Avec une équipe que vous animerez, vous mettrez à profit votre compétence et votre créativité pour concevoir et réaliser les nouveaux produits et systèmes dont nos clients ont besoin.

Enrichissez votre savoir-faire au contact de nos filiales à l'étranger.

Notre dimension mondiale vous permettra de travailler en permanence avec les autres sociétés de notre groupe. Solartron en Grande Bretagne, Fairchild-Weston aux États-Unis développent des matériels complémentaires et visent un même objectif : conforter notre avance technologique et nos positions de leader mondial déjà acquises dans de nombreux domaines de pointe.

En quelques années, bénéficiez d'une exceptionnelle expérience industrielle.

Une confrontation permanente avec des clients exigeants. L'apprentissage de la perfection technique et l'obsession de la qualité. Des ponts quotidiens entre les technologies de pointe.

Voilà pour l'essentiel. Il va sans dire que nous souhaitons rencontrer des candidats motivés, hommes de synthèse et d'imagination. Si l'enjeu vous tente, nous vous garantissons des années riches et stimulantes. Avec, au bout du compte, une sérieuse valeur ajoutée sur le plan professionnel.

Pour le détail des postes offerts, consultez la rubrique « offres d'emploi ». Page 33.

ENERTEC

Schlumberger

ENERTEC
DIVISION INSTRUMENTS FRANCE

Le futur a besoin de précision



LA CONJONCTURE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Vive la reprise !

Le Monde publie désormais, en liaison avec la société GSI ECO, chaque premier lundi du mois, un numéro dédié au mardi, une page consacrée à la conjoncture. Trois thèmes seront successivement traités par roulement.

Le premier est l'examen de la situation en France (le Monde du 7 février) ; le deuxième porte sur la conjoncture dans les principaux pays industrialisés, comparée à celle de la France ; le troisième aura trait aux perspectives, à l'horizon de six mois, de l'économie française.

GSI ECO est une société d'études et de traitement des données dont le capital appartient, pour 90 %, à la société GSI (Généraliste de services informatiques), elle-même filiale du groupe CGE. Les 10 % restants se partagent entre la Banque de France et l'INSEE.

INCONTESTABLEMENT, la reprise est là. La quasi-totalité des grands indicateurs économiques est à la hausse : trois chiffres négatifs sur l'ensemble des trente taux de croissance.

Maintenant, la durée et l'ampleur de la reprise économique des grands pays industriels dépendent de l'évolution et de l'efficacité des investissements des entreprises.

Depuis près d'un an, le fait notable réside dans leur redémarrage aux Etats-Unis surtout, mais aussi au Royaume-Uni et en RFA. Pour ce dernier pays, le diagnostic mérite toutefois d'être nuancé : pour l'instant, la croissance des investissements provient essentiellement de l'impact de primes temporaires qui ont favorisé les prises de commandes fin 1982.

Au Japon comme en France, les investissements se redressent depuis quelques mois. La baisse du premier trimestre 1983 au Japon s'explique par la quasi-stagnation de l'investissement des entreprises associée à une baisse des achats de logements.

Cependant, le niveau des investissements atteint fin 1983 ne dépasse celui de 1979 que pour deux pays :

le Japon et les Etats-Unis. Cette remarque vaut d'ailleurs aussi pour la production industrielle dont on notera l'ampleur de la reprise. L'avenir à court terme est au beau fixe : pour les prochains mois, l'ensemble des enquêtes de conjoncture des différents pays, y compris en France, annoncent une augmentation des investissements productifs.

La reprise économique amorcée aux Etats-Unis fin 1982 s'est donc étendue en 1983, avec une ampleur moindre, à la quasi-totalité des grands pays industrialisés, à ceci près que, pour le Japon, on peut difficilement parler de reprise ou de récession. A l'exception de 1974, la croissance a toujours été largement positive. En particulier, elle a dépassé 3 % en 1982.

La France mise à part, on peut résumer schématiquement la même logique : au départ, une impulsion par la croissance de la consommation des ménages. Cette augmentation n'a d'ailleurs pas toujours pour origine une augmentation du revenu - effective seulement aux Etats-Unis et au Japon - mais plutôt une baisse généralisée du taux d'épargne : sur l'année 1983, environ 2 points aux Etats-Unis, plus de 1 point au Royaume-Uni et en Allemagne fédérale. De même, les achats des ménages en logements ont augmenté en volume d'environ 40 % aux Etats-Unis, 5 % en RFA et 9 % au Royaume-Uni. Mais ils ont baissé d'environ 2 % au Japon. Les investissements industriels ont suivi et, actuellement, ils augmentent plus vite que la consommation.

L'examen du commerce international fait nettement apparaître deux groupes de pays : d'un côté les Etats-Unis et le Royaume-Uni et même la RFA pour lesquels le commerce extérieur a joué un rôle récessif ou neutre ; l'évolution des exportations n'y a pas compensé l'augmentation des importations. Le fait est largement connu pour les Etats-Unis : il est également vrai, dans une moindre mesure, dans les deux autres pays.

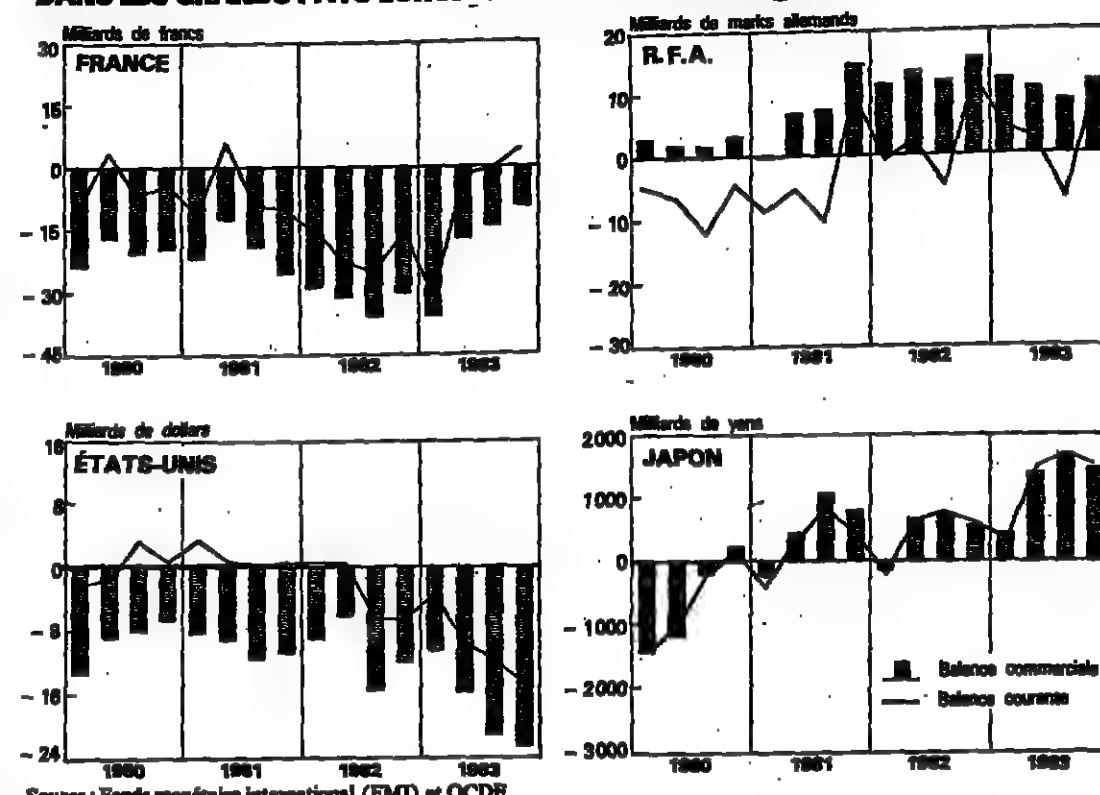
En revanche, le Japon et la France ont vu leur solde commercial et leur balance des paiements s'améliorer, et ce grâce essentiellement à

la baisse des importations : 2 % en volume environ pour la France et près de 6 % au Japon. Les exportations, pour leur part, ont cru en volume d'environ 2 % au Japon et 2,5 % en France.

on n'assiste en RFA et au Royaume-Uni qu'à une relative stabilisation du chômage. Ce n'est donc pas la consommation qui devrait beaucoup tirer la croissance en Europe.

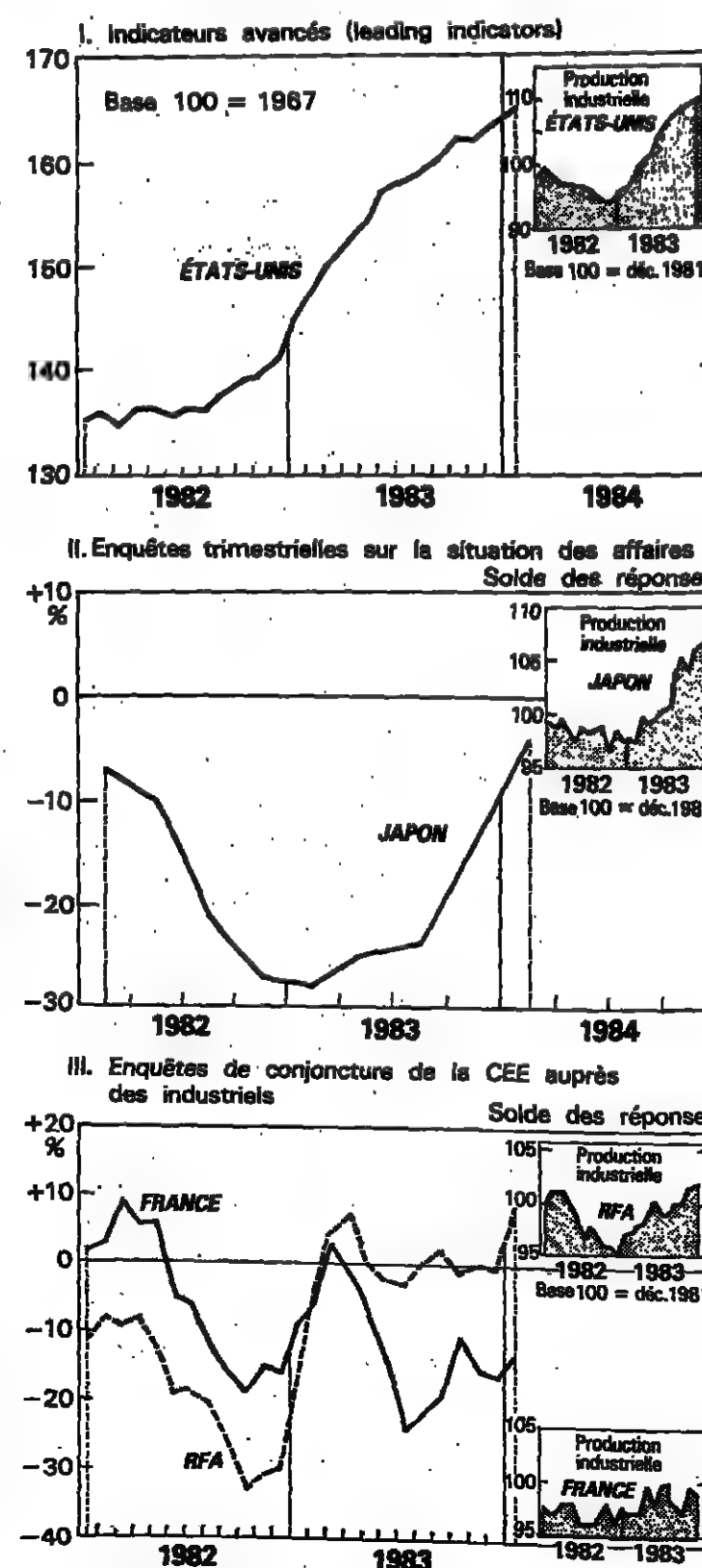
La question centrale porte maintenant sur les gains de productivité : les investissements en cours de réalisation vont-ils ou non se révéler efficaces ?

BALANCE DES PAIEMENTS : ÉQUILIBRE OU SURÉQUILIBRE DANS LES GRANDS PAYS EUROPÉENS ET AU JAPON, DÉFICIT AUX ETATS-UNIS



Source : Fonds monétaire international (FMI) et OCDE.

TENDANCES FUTURES DE LA PRODUCTION : LES COURBES SONT À LA HAUSSE, MOINS NETTEMENT EN FRANCE.



Sources : OCDE - CEE - NIKKO Research Center

Pour les Etats-Unis, cette série représente un indicateur avancé de la production industrielle (Leading Indicators Index) : cet indicateur est une synthèse des différentes séries chronologiques qui se sont révélées être des indicateurs significatifs de l'évolution économique à venir (enquêtes de conjoncture, commandes et stocks...).

Pour le Japon, la courbe retrace les perspectives à court terme de l'économie (Business Outlook) telles qu'elles ressortent des enquêtes auprès des industriels. Pour la France et la RFA, elles résultent d'enquêtes de conjoncture communales auprès des industriels.

UNE AMÉLIORATION GÉNÉRALE

	PIB ou PNB	Invest.	Consomm. des ménages
ÉTATS-UNIS			
4 ^e trimestre 1983	127,5	145,5	132,4
Tendance récente (en %)	(+ 4,5)	(+ 14,8)	(+ 5,4)
Taux de croissance sur un an	+ 6,1	+ 16,9	+ 5,4
JAPON			
3 ^e trimestre 1983	143,5	132,6	131,3
Tendance récente (en %)	(+ 6,1)	(+ 8,5)	(+ 3,7)
Taux de croissance sur un an	+ 3,2	- 0,3	+ 3,4
R.F.A.			
4 ^e trimestre 1983	120	122	113
Tendance récente (en %)	(+ 4,6)	(+ 10)	(+ 1,4)
Taux de croissance sur un an	+ 3	+ 4,8	+ 1
ROYAUME-UNI			
3 ^e trimestre 1983	112,4	97	116,6
Tendance récente (en %)	(+ 2,8)	(+ 5,4)	(+ 3,6)
Taux de croissance sur un an	+ 3,1	+ 2,4	+ 3,8
FRANCE			
4 ^e trimestre 1983	121,6	111	128,1
Tendance récente (en %)	(+ 2,4)	(+ 3,1)	(+ 3,2)
Taux de croissance sur un an	+ 0,5	- 1,6	+ 0,4

En volume base : 1975 = 100 (après correction des variations saisonnières).

Sources : nationales et GSI-ECO.

Les données reproduites ont été extraites des sources nationales, puis mises sous forme d'indica (1975 = 100).

La tendance récente (le chiffre entre parenthèses) indique le taux de croissance annuel du dernier trimestre connu par rapport au trimestre précédent. Lorsque ce taux est supérieur à 1,5 %, la flèche qui l'accompagne est ascendante ; s'il est inférieur à -1,5 %, la flèche est descendante ; elle est horizontale s'il est compris entre -1,5 % et +1,5 %.

Le taux de croissance sur un an représente l'évolution entre le dernier trimestre connu et le trimestre correspondant de l'année antérieure.

L'investissement correspond à l'investissement privé pour les Etats-Unis, le Japon et la France, à l'investissement total (y compris celui de l'Etat) pour la RFA et le Royaume-Uni.

DES POLITIQUES MONÉTAIRES QUI RESTENT RESTRICTIVES

Masse monétaire : indice mensuel après correction des variations saisonnières (Base : décembre 1975 = 100.)

PAYS	DERNIER chiffre (1)	TENDANCE récente (en %)	TAUX de croissance annuel (en %)	OBJECTIFS annoncés pour 1983 (en %)	OBJECTIFS annoncés pour 1984 (en %)
Etats-Unis	214,4	(+ 6,9)	+ 9,1	7 - 10	6 - 9
Japon	222,4	(+ 11,2)	+ 7,6	7	7 ou 8 (annulé)
RFA	167,8	(+ 3,4)	+ 6,8	4 - 7	4 - 6
Royaume-Uni	281,4	(+ 10,9)	+ 10,4	7 à 11 (entre 8 et 10)	5,5 - 6,5
France	246,6	(+ 6,8)	+ 7,7	9	5,5 - 6,5

(1) Janvier 1984 pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni, décembre 1983 pour la RFA et le Japon, et octobre pour la France.

Sources : OCDE et GSI-ECO.

La tendance récente annualisée correspond au taux de croissance entre les trois derniers mois et les trois mois antérieurs.

La masse monétaire (M2) est habituellement définie comme les moyens de paiement immédiatement utilisables (billets en circulation et dépôts à vue auprès des banques) ainsi que les actifs financiers susceptibles d'être rapidement convertis en moyens de paiement (dépôts et bons à terme, épargne logement...). Cependant, tous ces actifs ne sont pas toujours inclus dans M2, d'où les différences de couverture statistique entre les pays.

Les données correspondent aux principaux agrégats suivis par les autorités nationales en fonction de leur politique monétaire. En général, il s'agit de M2, sauf pour la RFA, où les données concernent la « monnaie banque centrale », et le Royaume-Uni, où elles concernent la masse monétaire au sens le plus large.

FORTE DIMINUTION DU CHOMAGE AUX ETATS-UNIS, BRUSQUE AUGMENTATION EN FRANCE

	Etats-Unis			Japon			RFA			Royaume-Uni			France		
	Janvier 1984	Tendance récente (%)	Taux de chômage sur un an (%)	Janvier 1984	Tendance récente (%)	Taux de chômage sur un an (%)	Janvier 1984	Tendance récente (%)	Taux de chômage sur un an (%)	Janvier 1984	Tendance récente (%)	Taux de chômage sur un an (%)	Janvier 1984	Tendance récente (%)	Taux de chômage sur un an (%)
Production industrielle (1)	158,1	+ 9,4	+ 15,1	111	+ 9,1	+ 18,1	97,8 (*)	+ 2,8	+ 7,5	101,4 (*)	+ 2,3	+ 2,3	131 (*)	- 1	+ 4
Prix à la consommation (2) (3)	305,3	+ 4,5	+ 4,1	110,6	+ 4,7	+ 13,7	136,7	+ 2,8	+ 1,9	142,6	+ 3,6	+ 3,6	146,5	+ 6,9	+ 9,8
Chômage (en millions)	9,05	- 35,8	- 21,3	1,49	- 29,2	- 6,9	2,19	- 11,1	+ 1,4	3,005 (**)	+ 4,4	+ 8,1	2,136	+ 17,3	+ 5,8
Taux de chômage en novembre 1983	8,1			2,6			7,3			13,3			8,4		

Après correction des variations saisonnières.

(*) Décembre 1983.

(**) Février 1984.

Sources : nationales, OCDE et GSI-ECO.

(1) Base 100 en 1967 pour les Etats-Unis, 1970 pour la France, 1980 pour la RFA, le Japon et le Royaume-Uni.

(2) Base 100 en 1967 pour les Etats-Unis, 1974 pour le Royaume-Uni, 1976 pour la RFA et 1980 pour le Japon et la France.

(3) Données non corrigées des variations saisonnières pour la France et le Royaume-Uni.

La tendance récente correspond au taux de croissance annualisé de la moyenne des trois derniers mois par rapport aux trois mois antérieurs. Par exemple, si la dernière observation disponible est celle du mois de décembre, la tendance récente correspond au taux de croissance annualisé de la moyenne des mois d'octobre, novembre et décembre par rapport à la moyenne des mois de juillet, août et septembre.

JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Trouver sa place dans le monde d'aujourd'hui

DU mardi 6 au vendredi 9 mars ont lieu au Palais des congrès, à Paris, les Journées de l'emploi des jeunes diplômés. Comme il l'a déjà fait l'an dernier, le Monde souhaite par cette manifestation offrir aux étudiants et aux élèves des grandes écoles des informations sur les emplois proposés par les entreprises publiques et privées.

Ils sont près de 80 000 garçons et filles à quitter chaque année l'enseignement supérieur muni d'un diplôme égal ou supérieur à la licence. Pour eux, l'avenir n'est pas trop sombre même si les offres d'emplois ne connaissent pas un rythme de progression très rapide. Les chances ne sont pas également réparties. Un jeune ingénieur sortant d'une école parisienne dispose du privilège de comparer plusieurs propositions soumises par des entreprises. Un diplômé en sciences humaines doit multiplier les démarches et collationner les offres d'emploi s'il désire s'orienter vers le secteur privé. Sa recherche risque d'être plus longue et son premier emploi ne pas lui apporter toutes les satisfactions attendues, mais la perspective de

trouver un travail à un niveau de qualification correspondant aux diplômes demeure.

Les entreprises en France continuent de recruter des diplômés de l'enseignement supérieur. La crise ne signifie pas le ralentissement du recrutement de futurs cadres. D'ailleurs, les secteurs industriels qui connaissent les plus graves difficultés n'hésitent parfois pas à faire appel à des jeunes ingénieurs, juristes ou commerciaux. Les entreprises petites ou grandes ont besoin de développer des secteurs nouveaux, de trouver de nouvelles clientèles ou de perfectionner leurs outils de production.

Le secteur des techniques informatiques et de communication est certes très demandeur de jeunes cadres, mais il n'est pas le seul. D'autres branches professionnelles soucieuses de dynamiser des structures parfois anciennes sont à la recherche des jeunes diplômés capables d'innover et aptes à utiliser les nouvelles technologies.

M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a déclaré, le 22 février à l'école des Mines qu'il voudrait faire des écoles des « pépinières » pour les créations d'entreprises et

les projets nouveaux. Ce souhait est partagé par le gouvernement, qui a décidé d'assurer une meilleure formation à la recherche et aux technologies avancées des futurs ingénieurs. L'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANACE) a choisi la première journée de la manifestation organisée par le Monde pour donner le coup d'envoi à un concours « Passeport pour la création d'entreprises ».

La crise économique et la compétition internationale obligent les entreprises à être de plus en plus exigeantes dans le recrutement de leurs cadres. Elles veulent que les jeunes diplômés soient adaptés à toutes les situations et capables d'évoluer. La demande vis-à-vis de la formation initiale a évolué. Les entreprises cherchent des jeunes disposant de connaissances de base étendues et soucieux de les compléter dans d'autres domaines. Les carrières n'évoluent plus de façon linéaire. Il est rare, en 1984, qu'un cadre exerce la même activité tout au long de sa vie professionnelle. D'où le rôle de la formation continue et aussi des cabinets de conseil en recrutement.

LES CADRES EN 1984

Polyvalence et efficacité

On a déjà beaucoup discuté sur l'évolution du cadre, sur le passage progressif d'une fonction de commandement à une fonction d'animation. C'est toute une conception d'un rôle hiérarchique qui opère sa mutation : on n'est pas cadre en 1984, en temps de crise, comme on l'était lors de la période des « trente glorieuses » au temps de l'expansion. Mais ce sont également les fonctions de l'encadrement, les métiers de cadre qui évoluent. L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) analyse depuis 1979 les postes nouveaux qui apparaissent et les fonctions « dont l'importance s'accroît » en publiant des guides permettant aux cadres de mieux cibler leurs projets professionnels (1). Des outils prospectifs indispensables pour les jeunes diplômés.

Comme on le souligne à l'APEC, « certains postes qui étaient marginaux se développent. Des sous-postes deviennent des postes à part entière ». Les causes de ces évolutions, liées à l'impératif d'une « gestion plus serrée pour sortir de la crise », sont connues : « L'influence conjointe des transformations économiques et sociales et des apports technologiques contribue largement à modifier les profils demandés, à renouveler et diversifier les compétences, à favoriser l'émergence de postes nouveaux annonciateurs de fonctions à venir ». L'APEC observe cependant que « les évolutions constatées sont plus qualitatives que quantitatives et concernent surtout les grandes entreprises. Elles se manifestent le plus souvent en termes de redistribution des missions et des tâches au sein d'une fonction ou dans un poste, soit par extension des responsabilités, soit par un accent nouveau et prioritaire mis sur tel ou tel aspect des missions ». En fait, il s'agit davantage d'une adaptation commandée tant par les changements technologiques que par l'importance attachée aux relations humaines ou à la formation dans les entreprises que de véritables bouleversements.

Certes, les entreprises recherchent des aspirants cadres ayant un haut niveau de formation, mais l'essentiel est qu'ils n'aient pas une seule corde à leur arc. De plus en plus, note l'APEC, on demande « des hommes possédant un fort potentiel d'adaptation au changement », sachant gérer l'imprévisible mais aussi « le lendemain et le surlendemain ». On attend

de plus en plus d'eux qu'ils aient une double spécialité, une double compétence : « Il est de plus en plus nécessaire d'ajouter à cette spécialisation une autre technique, une autre compétence : en gestion, en organisation, en informatique ». On demande aux cadres qu'ils soient à la fois techniciens et gestionnaires, informaticiens et organisateurs, techniciens et informaticiens, ou encore juristes et informaticiens, documentalistes et informaticiens. Oiseaux rares, moutons à cinq pattes ? « Pour un même type de poste, les recruteurs demandent toute une palette de formations ».

Logistique et méthodes

centralisation de la « fonction personnel » - des responsabilités d'animation étant de plus en plus confiées à la hiérarchie - n'est pas une innovation, des postes nouveaux apparaissent dans le secteur commercial, notamment pour la recherche de débouchés à l'étranger. « La « fonction export » se structure et s'étend. Ses missions se diversifient et s'élargissent ». Le directeur export devient ainsi un homme de développement, « un véritable manager international », cherchant à assumer la définition, la promotion et les répercussions d'une stratégie internationale. Certaines fonctions se spécialisent, comme celles de « gestionnaire de commandes export » ou de « spécialiste du financement à l'exportation ». Ces évolutions sont cependant inégales suivant les secteurs d'activité, l'agro-alimentaire ayant les plus grandes difficultés pour trouver des « directeurs export », ce qui n'est apparemment pas le cas de l'aéronautique.

On sait déjà que l'essor de la mini-informatique et des systèmes télématiques a accru la demande en ingénieurs et en techniciens de fabrication, en « concepteurs de circuits », et en spécialistes de la logique, mais l'entrée de la biologie dans le domaine industriel a fait apparaître de nouveaux besoins. La « biotechnologie » est définie comme « l'exploitation industrielle des potentialités des micro-organismes, des cellules

animales ou végétales et des fractions subcellulaires qui en dérivent ». Sont ainsi apparus, note l'APEC, « deux nouveaux concepts de métier : celui de biotechnologue et celui de bio-ingénieur ». Le bio-ingénieur a un profil double de biologiste et de chimiste « comportant des connaissances en biologie et en sciences de l'ingénieur », mais les industriels jugent une telle définition peu opérationnelle et préfèrent requérir des spécialistes de telle ou telle technologie. C'est dans l'agro-alimentaire et dans le secteur pharmaceutique que se trouvent concentrés ces emplois, le marché de l'emploi des cadres apparaissant actuellement « faible en volume ». A moyen terme, des emplois pourraient être créés dans la recherche publique et les entreprises, le groupe de travail animé par M. Pellissolo ayant estimé - il s'agit d'ordres de grandeur - à environ 1 800 le nombre d'emplois de cadres qui seront créés entre 1981 et 1986 (soit 360 par an en moyenne), et à environ 5 000 entre 1981 et 1991.

D'autres évolutions sont donc encore à attendre pour les fonctions de l'encadrement. Encore faudra-t-il que des formations adéquates soient créées ou développées...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Collection « Demain les cadres ». Association pour l'emploi des cadres, 8, rue Duret, 75116 Paris.

Un modèle « à la française » pour mieux gérer les ressources humaines

A PRES le charbon, l'acier, le textile, les chantiers navals, la chimie lourde, la machine-outil, l'explosion de l'aluminium a été l'expression désespérée d'un modèle français de gestion des ressources humaines en crise profonde. Pourtant le déclin n'est pas inéluctable. La France progressera dès lors qu'elle gèrera mieux ses ressources humaines en étant fidèle à sa culture, à ses traditions et à son ambition résumée par sa devise républicaine.

Il existe trois modèles types de la gestion des ressources humaines. Dans le modèle libéral, à l'exemple américain, les hommes sont échangés sur le marché de l'emploi. L'entreprise embauche et débauche en fonction de ses activités. De nombreuses institutions de formation vendent aux travailleurs les compétences qui leur permettent de se louer plus cher. L'âme du modèle est simple : chacun, individu et entreprise, agit qu'il peut gérer de manière autonome son développement. L'entreprise peut s'adapter quasi instantanément aux fluctuations conjoncturelles. Le travailleur peut rechercher une juste récompense de ses efforts. Les défauts du modèle sont connus : fonctionnement du marché imparfait, ajustements à court terme privilégiés au détriment des visions à long terme ; les travailleurs non demandés sont marginalisés.

Dans le modèle organisationnel, on pourra penser aux grands groupes japonais, les emplois sont gérés par les entreprises. Un salarié travaille à vie dans la même entreprise qui doit donc veiller à ce que ses compétences soient toujours renouvelées. La formation continue interne est intense, les rémunérations flexibles, ce qui permet à l'entreprise d'ajuster ses coûts à la conjoncture. De plus les salariés peuvent être transférés d'une activité à une autre. L'âme du modèle est également simple : chacun croit que l'efficacité résulte de la complémentarité bien comprise

des intérêts particuliers. Les défauts du modèle sont connus : poids de l'ancienneté dans les avancements et la hiérarchie, emprise de l'organisation sur la vie des salariés, difficulté d'ajustements en cas de chute grave de l'activité.

Américains et Japonais ont évolué en fonction des difficultés rencontrées. Les Japonais ont su créer des cartels de récession, des entreprises américaines apportent un soin accru à la gestion interne de leurs ressources humaines. Mais ces deux pays ont préservé l'âme de leur modèle, base d'une paix sociale et affirmation des valeurs profondes d'un peuple. Les techniques du modèle sont restées cohérentes : les modes d'ajustement quantitatifs et qualitatifs de l'emploi ne sont guère perturbés par des interférences extérieures à la logique de l'entreprise. La flexibilité des emplois confère à l'économie toute entière un énorme potentiel de progrès et d'adaptation-innovation.

Le modèle étatique, enfin, est celui des pays à la planification centralisée. Si la vertu de mobilisation des travailleurs peut donner à ce modèle une certaine efficacité dans des conditions exceptionnelles (crise internationale, abondance des moyens, discipline de fer...), on connaît trop ses défauts. Son âme est l'obéissance à une autorité non contrôlée, les modes d'ajustement ne prennent pas en compte l'expression individuelle des besoins. La flexibilité opérationnelle est médiocre, tout comme la productivité.

Le modèle français est traditionnellement orienté vers le pôle libéral, mais avec de fortes tentations étatiques et un goût prononcé pour certains avantages du modèle organisationnel. La mixture résultante n'a plus guère d'allure !

ALAIN VAN BOCKSTAELE, professeur au CESA (HEC-ISA), année sabbatique au SPES-DGT. (Suite de la page 24.)

**INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT
ET DE TRADUCTION**

Langues et Carrières
Internationales

i.s.i.t. INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

21, rue d'Assas - 75270 PARIS Cedex 06 - Tél. : 222-33-16

Concours ENS PTT
pour une Carrière variée

Grandes Ecoles ou second cycle

Titulaire d'un des diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENIA (grande école, second cycle des Universités), âgé de moins de 30 ans, vous souhaitez valoriser votre formation dans des domaines aussi variés que les études financières, la gestion des entreprises, les relations sociales, les études commerciales ou l'informatique.

L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT vous permettra, en vous donnant les moyens techniques ainsi que la formation nécessaire, de devenir un cadre dirigeant, exploitant au mieux ses capacités.

L'enseignement qui vous y est dispensé par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et diverses personnalités du monde économique, fait appel à des méthodes actives et efficaces : étude de cas, séminaires, utilisation de l'informatique.

Cette formation vous ouvrira les portes d'une carrière brillante et variée, aussi bien au sein de l'administration centrale des PTT que dans un service extérieur.

Le prochain concours d'admission aura lieu les 25, 26 et 27 avril 1984 (clôture des inscriptions le 23 mars).

Si la perspective d'un carrière riche et non cloisonnée, passant par une formation complémentaire de haut niveau (rémunérée) vous intéresse, merci de prendre rapidement contact en téléphonant au (1) 200.34.34 ou au (1) 589.66.66, postes 46.68 et 43.10 ou en écrivant à :

ENS PTT le contact

l'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT
46, rue Barrault
75634 PARIS CEDEX 13.

184 Bd Saint-Germain 75006 - PARIS tél. (1) 222.08.55

ipag

Etablissement privé d'enseignement
technologique supérieur reconnu par l'Etat

institut de préparation à l'administration et à la gestion
concours d'entrée directe en 2^e année pour les préparations

**APPRENDRE
"AUTREMENT"**

APRÈS LE BAC
L'IPAG

A.R.C. - PROMOL

ORGANISME MUTUEL SUR GRANDE MÉTROPOLE RÉGIONALE
recherche
**SPÉCIALISTE
EN ASSURANCES**
Secteur industrie et commerce pour animation et direction
d'une société de courtage en assurances
CE POSTE NÉCESSITE :

- Le sens des responsabilités.
- Une expérience antérieure.
- Une facilité de contact humaine.
- La faculté et la volonté de travailler au sein d'une équipe dynamique.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec photo et références à :
RSCIE-PRESSE, sous n° T 044.543 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**MINISTÈRE DES PTT
L'INSTITUT NATIONAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

assure une **FORMATION PROMOTIONNELLE**
aux techniciens

STAGE AGRÉÉ PAR L'ÉTAT

CONDITIONS D'ACCÈS :
DUT Génie électrique, Mesures physiques,
Informatique, BTS Electronique
et 2 ans 1/2 d'expérience professionnelle

DURÉE DES ÉTUDES : 3 ans

DÉBOUCHÉS :
Ingénieurs de développement et d'exploitation
des Techniques des Télécommunications et de la
Télématique

SANCTION DES ÉTUDES : Diplôme d'Ingénieur

Date limite d'inscription : 15 mai 1984

Renseignements :
I.N.T. Les Epinettes
9, rue Charles Fourier
91011 EVRY CEDEX
Tél. (6) 077-94-11, poste 41-31 ou 41-13

CEUX QUI CHOISSENT

Small is beautiful

Un peu de vrai sang bleu dans les veines. Pas une goutte de faux-sembant dans la vie. A quoi bon se jouer la comédie ? Sophie de la Potterie ne prise guère les carrières rectilignes, les cursus honorum accomplis sans coup férir dans le giron d'une maison mère toute-puissante. A vingt-sept ans, cette jeune femme brune, diplômée de l'ESC-Lille, a trouvé sa voie. Son credo tient en une formule : l'empirisme-roi. Si ça colle je reste. Sinon je tente autre chose.

En 1983, elle a choisi de mettre sa ténacité et son goût du contact au service d'un tout petit. La société PACFORM, numéro un français de la publicité sur les lieux de vente (PLV), a élu domicile, voilà une vingtaine d'années, au rez-de-chaussée d'un hôtel particulier du 16^e arrondissement. Son créneau : la mise en valeur des articles commercialisés dans les pharmacies, les parfumeries, voire les grandes surfaces. Son produit : le présentoir, qu'il s'agisse de plastique thermofonné, de tubes, de bois ou de carton. Au sein d'une équipe restreinte - neuf personnes - Sophie, parée du titre d'attachée commerciale, se charge de prospecter la clientèle. Sa recette ? Un peu de mailing, beaucoup de téléphone, énormément d'opiniâtreté : « Il faut vraiment les taper pour décrocher un marché, soulever-telle d'une voix ferme. Cent envois, dix retours, trois contrats, telle est la loi du genre ».

Éveiller l'intérêt ne suffit pas. Encore faut-il convaincre l'acquéreur potentiel, ajuster le matériel à ses besoins, lui soumettre un prototype... « Lorsque j'aborde un client, j'ignore tout de lui. Il me faut le découvrir, tisser des liens : on ne vend jamais deux fois le même produit. Variété des tâches, richesse des contacts, voilà ce qui m'accroche. » Et ça marche. Ainsi, le contrat conclu récemment avec un fabricant de chaussures a vu le jour... sur un court de tennis. Raquette en main, Sophie - classée 15^e - il vous plaît - a su persuader son adversaire d'un jour des vertus de la PLV. Parfois, l'esprit boutique supplée le service-voies. Ainsi cette femme, chef de produit des filtres DMC, avait, elle aussi, fréquenté l'ESC : « Aucun doute, ça aide », reconnaît l'attachée commerciale.

Une carrière à l'américaine

En septembre 1980, parchemin en poche et des projets pleins la tête, Sophie-la-Normande épingle les petites annonces diffusées sur le Nord, la région d'adoption. Sans résultat. Dans son jeu, pourtant, quelques cartes maîtresses. Premier atout : un séjour de près de trois mois dans une société new-yorkaise spécialisée dans les « shows » publicitaires. « Une sacrée leçon, admet-elle. L'occasion de toucher du doigt le retard de la France en matière de faire savoir. » A tel point qu'elle envisagera un temps de jeter l'ancre outre-Atlantique. « Une perspective séduisante. Mais je souhaitais finir mes études. Et puis le côté superficiel des Américains, leur obsession du business et de l'argent me gênent ».

De retour au bercail, Sophie enrichit sa « main » d'un deuxième atout : un stage au service du marketing des Fonderies franco-belges, assorti en dernière année d'une étude du marché britannique des chaudières mixtes. Ingrat ? Voir. « J'aime travailler sur un produit concret, maîtriser aussi l'aspect technique ».

Après un semestre de vaines recherches, la jeune ESC met le cap sur la capitale. Séduite par les perspectives de développement à l'étranger, elle entre à la Société d'exploitation hôtelière. Très vite le rêve s'efface : la SODEXHO traite, pour l'essentiel, avec les pays arabes. Pour une femme, un sérieux handicap. Plutôt que de se morfondre dans un entrepôt, elle tente sa chance chez un autre grand : l'Européenne de restauration. Après six mois d'exil lyonnais, Sophie, consciente de faire fausse route, donne sa démission. Quelques semaines plus tard, la

voilà chef de rayon à Decathlon-Créteil (articles de sport) : « Une expérience passionnante, confie-t-elle tout en grillant une nouvelle blonde. J'ai appris, à cette occasion, à mener les hommes. » Curieux paradoxe, la période bénie tourne court et finit mal. Absence de perspective de promotion, prise de bec avec un directeur jaloux de ses prérogatives : le tout se soldera par un licenciement après huit mois.

Sacrifices

An hasard d'un trois sets, notre touche-à-tout rencontre alors un professionnel du marketing qui la met en rapport avec PACFORM. Les villes d'escale géantes ne lui plaisaient guère. Ce petit port d'attache l'a conquise au point de la conduire à lier son destin à celui d'une boîte coquillescente, mise en péril voilà peu par le rachat hâtif d'un sous-traitant. Pourquoi ? « Dans une grosse société, répond-elle sans la moindre amertume, le contact avec l'autre, le dialogue vrai, reste difficile, et le climat s'en ressent. Pour quelqu'un qui, comme moi, joue la diversité, les tâches trop « pointues », trop spécialisées, peuvent lasser. » Pour le cliché de la jeune louve aux dents longues, prière de s'adresser ailleurs. A chacun sa vérité. Sophie, elle, donne son tiers dans l'ordre : d'abord, l'intérêt du job, ensuite l'ambiance du travail, enfin le salaire. Côté fiche de paie, elle a en effet consenti quelques sacrifices : guère plus de 7 500 F mensuels, primes comprises. Manque d'ambition ? Assurément pas. Déjà, l'attachée commerciale de chez PACFORM concocte un projet d'extension sur la Belgique et les Pays-Bas. « Deux pays que je connais bien, d'autant que je parle le néerlandais. Une chose est sûre : il y a là des marchés à conquérir ».

Jeu, set et match. Qu'importe les doubles fautes et les revers de fortune. Sophie de la Potterie préfère la terre battue aux sentiers du même genre. « Si j'avais à conseiller un jeune de mon tempérament, frais émoulu d'une grande école, voilà ce que je lui dirais : lance-toi dans un produit qui te plaît ; commence de préférence dans une PME, pour l'ambiance et les responsabilités. Après un semestre, dresse le bilan et, surtout, n'hésite pas à changer d'air si tu te sens à l'étroit. Tu seras un crack, mon fils. Tu seras une femme, ma fille... »

VINCENT HUGUEUX.

ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR

Elle donne aux Saint-Cyriens une formation supérieure les préparant à exercer le métier d'officier au plus haut niveau. Le cycle des études dure trois ans. L'école délivre à l'issue un diplôme du niveau de l'entrée en 3^e cycle ou en 3^e année des écoles d'ingénieurs.

LES CARRIÈRES D'OFFICIER : VIE ACTIVE ET FONCTIONS TRÈS VARIÉES

- Une dimension profondément humaine au service du pays.
- Une vie active.
- Un éventail de choix considérable.
- Des fonctions variées.
- Une vie avec les jeunes, l'esprit d'aventure, une ambiance de camaraderie.
- Des responsabilités.

CINQ CONCOURS

Ouvert aux jeunes gens et aux jeunes filles de nationalité française âgés de 22 ans (ou moins de 23 ans, service national accompli) au 1^{er} janvier de l'année du concours.

- Concours Sciences - niveau math spé M.P.T.T.A.
- Concours Lettres - niveau 1^{er} supérieure.
- Concours Sciences Économiques - Niveau DEUG ou classes préparatoires aux écoles supérieures de commerce.
- Concours DES - ouvert aux candidats titulaires de certains diplômes du 2^e cycle de l'enseignement supérieur.
- Concours AEI - ouvert aux candidats figurant sur une liste d'admission à certaines grandes écoles d'ingénieurs.

PRÉPARATION

- CONCOURS SCIENCES-LETTRES-SCIENCES ÉCONOMIQUES. Dans les classes préparatoires des lycées civils.
- CONCOURS SCIENCES-LETTRES. Dans les classes préparatoires des lycées militaires ST-CYR - L'ÉCOLE, AUTUN, AIX-EN-PROVENCE et du Prytanée militaire de LA FLECHE - Accès ouvert à tous sous le régime de l'aide au recrutement. Contrat de scolarité pour une carrière d'officiers. Scolarité gratuite.
- CONCOURS DES. Dans les universités.
- CONCOURS AEI. Dans toutes les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs.

DATE DES CONCOURS

CONCOURS SCIENCES-LETTRES-SCIENCES ÉCONOMIQUES - Mai 1985.
CONCOURS DES, AEI - Août - Septembre 1984 - Clôture des inscriptions 20 juin 1984.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Dans les Centres de Documentation de l'Armée de Terre existant dans chaque département. Au Commandement des Écoles de l'Armée de Terre (C.E.A.T.), 37, bd de Port-Royal 75395 PARIS-ARMÉES - Tél. 555.95.20 poste 43008.

10 usines en France - 2 usines en Europe - plusieurs centres de recherches et de distribution - un C.A. en progression de + de 13%

Entreprise de pointe pour l'équipement automobile et aéronautique, DBA développe une stratégie mondiale : 65 entreprises dans 22 pays dont le Japon, utilisant déjà notre savoir-faire.

DBA conçoit, produit et distribue les matériels de haute sécurité : freinage électronique, freins à disque, freins à tambour, servo-freins, direction assistée.

Pour développer nos nouveaux produits et renforcer nos équipes Bureau d'Etudes, nous recrutons de :

JEUNES INGENIEURS D'ETUDES

Pour un premier contact, écrivez à D. HERBIN
DBA - Centre Paris Pleyel - 93521 ST DENIS CEDEX 1.

LE SPÉCIALISTE MODULAI DU FREINAGE

Ministère de l'Éducation Nationale - Université de Bordeaux-1

Ecole Nationale Supérieure d'Électronique et de Radioélectricité de Bordeaux

E.N.S.E.R.E.

351, cours de la Libération, 33406 TALENCE CEDEX
Tél. : (56) 80-68-25

Formation en 3 ans d'INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS. Spécialisations possibles en MICROÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et ROBOTIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Admission en 1^{re} année : concours communs des ENSI options M, P, TA des classes préparatoires aux grandes écoles et DEUG SSM pour les étudiants des Universités - Admission sur titres pour les meilleurs titulaires du D.U.T. Génie Électrique.

Admission sur titres en 2^e année : titulaires de certaines matières.

Formation continue : préparation du diplôme d'ingénieur dans le cadre de l'arrêté du 31-1-74 ouverte aux titulaires du D.U.T. ou B.T.S. ayant 3 ans d'expérience professionnelle.

LES PME-PMI

L'informatique à taille humaine

LE Roman de Remart, revu et corrigé. Cinq ans à peine après avoir vu le jour, Goupil, numéro un français de la micro-informatique avec 14 % du marché, vit une *success story* à l'américaine. Ici, les courbes prennent volontiers des allures exponentielles : 2,3 millions de chiffre d'affaires en 1980, 123 en 1983, le double attendu cette année ; une trentaine d'employés en 1981, quatre-vingt-cinq aujourd'hui ; six mille ordinateurs Goupil-3 vendus l'an dernier, probablement dix mille en 1984.

Celui qui croyait aux logiciels, celui qui n'y croyait pas... Les fondateurs de la Société de micro-informatique et de télécommunication (SMT Goupil) avaient la foi. Bien leur en a pris. Désormais à l'étroit dans les locaux de la rue de Saint-Amand (quatrième arrondissement), les directions commerciale, administrative et financière s'approprient à rejoindre l'unité de production de Créteil dans le Val-de-Marne. « Une petite société, ambitieuse, comme moi », commente, laconique, Jean-Marc Boudreau, un Supélec de vingt-six ans, ingénieur technico-commercial recruté l'été dernier. D'ordinaire, les crâches de Gif-sur-Yvette volent grand : Thomson, Electricité de France et quelques autres tracent les jeunes diplômés. Peu disposés à arpercer les voiles royales, cet Orléanais à l'allure discrète avoue sans détour la médianité : « Instinctive et viscérale », que lui inspirent les grandes entreprises. « Que vous y bossiez comme une brute ou non, cela ne modifiera guère votre parcours, explique-t-il. Tout ce qui ressemble à une remise de situation ne déplaît. » Le temps des méritocrates...

Le goût de l'indépendance

Autant dire que Jean-Marc n'envisage nullement de terminer son cursus à l'EDF. Où ? Il l'ignore : « Dans l'univers de l'informatique, observe-t-il tout en ajustant ses fines lunettes à monture dorée, tout bouge tellement vite ! Au-delà de quelques années, mon profil de carrière disparaît dans le brouillard. Inutile de tirer maintenant des plans sur la comète. » Un univers mouvant ? Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur le curriculum vitae de cet ingénieur.

Math Sup, Math Spé, Supélec avec option « télématique et système d'information » en troisième année ; jusque-là, un itinéraire marqué au coin du classicisme le plus pur. « Je visais Centrale. Après les concours, précise-t-il, j'ai opté pour la meilleure des écoles auxquelles j'avais accès. » En 1979, appelé sous les drapeaux, le jeune diplômé met son talent d'informaticien au service de la direction du personnel militaire. Il profite de cette affectation pour suivre, en cours du soir, l'enseignement de l'Institut d'administration des entreprises. « C'est là, admet-il aujourd'hui, que j'ai vraiment appris ce qu'est une entreprise. » A l'heure de la quille, l'ex-aspirant Boudreau entre dans la carrière, au sein d'une société de services en informatique. Dix-huit mois plus tard, privé d'un poste de chef de projet, il s'éclipse. Dans ses bagages, il emporte un peu d'amertume certes, mais aussi le goût du contact avec la clientèle. Repéré par un chasseur de têtes, le jeune ingénieur rejoint alors l'importateur du Commodore en France. « Je croyais au micro, précise-t-il en guise d'explication, mais le matériel national ne m'inspirait aucune confiance à l'époque. Cette petite structure me convenait parfaitement. Cela dit, j'ai été embauché sur un malentendu : la société a privilégié l'ordinateur domestique, alors que l'on m'avait engagé pour promouvoir du haut de gamme à usage professionnel. » Retour à la case départ... Bientôt deux pistes s'offrent à lui : Goupil et Matra micro-systèmes. « MMS dépendait d'une grosse société. Je craignais que sa stratégie ne lui soit dictée de l'extérieur, par la maison mère. Au moins dans une société de taille moyenne comme Goupil, je savais que j'aurais les décideurs en face de moi. » Depuis lors, Jean-Marc épaulé les ingénieurs commerciaux sur le plan technique, depuis le premier contact avec la clientèle jusqu'à la mise en service du matériel. Déjà, fort de cette expérience, il rêve de jouer les francs-tireurs. « Pour le moment, je crains de me lancer seul dans la bataille. Mais si je décide un associé, quel soit-il ? Dans ce milieu, rares sont ceux qui envisagent de passer trente ans sous un même toit. Les jeunes loups de Maître Goupil n'échappent pas à la règle. »

V. H.

Réussir vite

VINGT-TROIS ans à peine, des diplômés à ne plus savoir qu'en faire, une proposition séduisante signée Matra, une autre avancée par une PME spécialisée dans la charcuterie industrielle haut de gamme... La nébuleuse Lagardère contre la saucisse cocktail. Une lutte inégale ? Perdue.

Boudouin de la Tour a choisi RERO, une entreprise d'une centaine de personnes installée à Sartrouville, dans les Yvelines. Mais, que diable allait-il faire dans cette galère ?

Le galérien se porte bien, merci. « Je voulais accéder très vite à de hautes responsabilités, explique ce secrétaire général aux traits juvéniles. Ici, je sens mieux la vie de l'entreprise ; j'ai pris sur le réel. Pas question de subir. L'orienter, je vois chaque jour mes décisions porter leurs fruits. »

Certains échouent dans une PME faute de mieux. Tel n'est pas son cas. Ses premiers pas démontrent, s'il en était besoin, que l'on peut opter pour la petite boîte sans pour autant renoncer à toute ambition. Il faut dire que ce jeune homme élané, à la sage chevelure brune, a pris l'habitude de brûler les étapes : Sciences po, un diplôme d'études comptables supérieures, une licence en droit, l'Institut supérieur des affaires, le tout en cinq ans. « J'ai une allure vite », concède-t-il, le sourire aux lèvres.

Matra :

les fincaillies rompues

L'été dernier, Boudouin s'est glissé sans embarras dans le costume bleu pétrole de numéro trois de cette affaire familiale, dirigée par deux frères. Avec le même assurance, il a pris place dans un vaste bureau au mobilier sobre et clair. Sans plus d'efforts, il mène au pas de charge une visite de l'établissement, échange trois mots avec un employé vêtu d'un curieux tablier métallique, décrit la destinée de ce kilomètre de saucisse, peaufine une circulaire adressée aux vendeurs, avant de distiller élégamment quelques leçons de marketing appliqué. « Impossible d'ignorer le diktat des centrales d'achat, observe-t-il sans ambages. Pour imposer la marque, mieux vaut conquérir le libre-service avec des produits de qualité, innover puis à terme offrir aux distributeurs une gamme complète de produits frais susceptibles de concurrencer les traiteurs. » Pas convaincu ? Qu'importe : un saut dans l'entrepôt voisin où les mini-pâtés en croûtes, les moules en barquettes,

viendront bientôt rejoindre les bouchées de fromage aux noix, feuilletés et autres tartelettes à l'oignon. Ménagères, à vos cabas !

Dans ce temple de l'hygiène, seules les « puces » ont droit de cité. Alors stagiaire de l'ISA, Boudouin de la Tour avait contribué dès le début de 1983 à l'information de la branche production. L'ambiance le séduit, le courant passe. A l'heure du choix, il jettera son dévolu sur RERO. Non sans hésitation.

Au printemps, en effet, Matra lui offre une place de contrôleur de gestion. Boudouin se jure de la course d'obstacles - « huit entretiens, pas moins », se souvient-il - et signe. Bientôt, pourtant, le doute l'assaillit : à quelques jours des grands débuts, il tranche. Un télégramme, une longue lettre d'explication, l'idylle en restera là.

« Les structures lourdes ne me conviennent pas, assure-t-il. Elles diluent les responsabilités ; on risque de s'avancer que mis par la force d'inertie ou la volonté d'une minorité. Mieux, ici, j'ai le sentiment d'utiliser toutes les facettes de ma formation : marketing, finances, informatique. En serait-il de même chez un géant ? J'en doute. »

Néo-libéral ? L'épithète ne l'effraie pas. « Je me sens de plus en plus farouchement anti-étatique. Les fonctionnaires qui lâchent le stylo à 16 h 30 ou déploient le parapluie en toute occasion, très peu pour moi, ironise-t-il, gestes à l'appui. Rien ne manque plus cruellement dans les entreprises que des hommes disposés à assumer leurs responsabilités jusqu'au bout. » Lui, il assume. Douze heures par jour et cinq jours par semaine, mais pas plus. Marié, père de deux enfants, il considère le week-end comme sacré. « Pas question de partir avec un dossier sous le bras, s'exclame-t-il. Le vendredi soir, je tire le rideau. »

Boudouin de la Tour se donne trois ans de mise à l'essai. Au terme de ce délai, il dressera le bilan : si l'aventure le tente toujours ? Pourquoi renierait-il le chair à pâté ? « Je m'accorde le droit à l'erreur », précise-t-il. Pure clause de style. Que pourrait-il regretter ? Le prestige de l'estampille Matra ? Et encore... Entre le plus avoir et le mieux-être, ce jeune homme disert et serin a choisi. La saucisse cocktail plutôt que la nébuleuse Lagardère. Défi saugrenu ? Non, pari gagné.

V. H.

La sortie de l'école ne signifie pas la fin des études

ENTRER dans une grande école est une épreuve difficile. En sortir suscite moins d'angoisse chez les diplômés. Ensuite, muni de l'enviable label de son école, le jeune éprouve peu de difficultés à obtenir un emploi dans un monde économique en quête d'ingénieurs ou de spécialistes du commerce.

Il y a une vingtaine d'années, les diplômés, fiers de leur spécialité, pensaient l'exercer durant toute leur vie active. Aujourd'hui, l'évolution rapide des techniques et les mutations qui se succèdent dans les entreprises obligent, bien souvent, les ingénieurs à exercer des responsabilités ou des fonctions auxquelles ils ont été peu préparés. M. Gilbert Frade, directeur des études à l'Ecole des mines, estime qu'« un diplômé qui sort actuellement d'une grande école risque de changer trois ou quatre fois de secteur avant d'atteindre l'âge de la retraite ».

Face à cette obligation pour les diplômés de se remettre plusieurs fois en cause, les écoles ont adapté leur enseignement et prévu des formations complémentaires. L'informatique, inconnue au début du siècle, considérée il y a vingt ans comme un outil de calcul, est, de nos jours, devenue une science enseignée comme les autres. Devant cette petite révolution, les formations ont évolué. L'informatique a été de plus en plus intégrée à l'enseignement initial alors que les anciens élèves s'efforçaient, dans leurs entreprises ou par le biais de stages de formation continue, de s'initier à ces nouvelles données.

Selon M. Pierre Laffitte, président de la Conférence des grandes écoles, la plupart des établissements se sont adaptés pour assurer à leurs élèves la maîtrise des technologies nouvelles et des outils associés. Dans de nombreuses écoles, il a fallu élargir des cursus pour pouvoir, au fil d'une scolarité demeurée semblable en durée, introduire des enseignements nouveaux ou mieux en prise sur les progrès scientifiques. Un exemple, les langues vivantes indispensables à un ingénieur ou à un technicien commercial de la fin du vingtième siècle ont connu un développement important. Les stages et les voyages à l'étranger, associés à des cours plus théoriques, permettent à des diplômés de travailler dans un monde industriel qui n'est pas limité par les frontières de l'Hexagone.

« Les dix années que je viens d'accomplir en tant que directeur des études m'ont permis de constater que, tous les ans, nous apportons des modifications à nos enseignements », explique M. Frade. Le développement de la connaissance dans des domaines très divers oblige les écoles à repenser continuellement leurs programmes. Les contacts qu'elles entretiennent avec le monde industriel, en aval, et avec le secteur de la recherche, en amont, facilitent cette adaptation. « Presque le sens de l'évolution souhaitable du monde n'est pas chose facile, s'y adapter l'est peut-être moins encore, déclare M. Frade.

Ceux que nous formons et qui auront ensuite de lourdes responsabilités dans l'évolution de notre pays sauront s'adapter si nous sommes nous-mêmes ouverts sur la société et capables d'évoluer. »

A l'Ecole des mines, la formation hautement spécialisée dans un secteur scientifique ou une branche industrielle étroite n'est pas le but recherché. L'équipe enseignante de cet établissement s'efforce plutôt d'apporter aux élèves de solides connaissances scientifiques de base jointes à une bonne expérience du concret. Ici, on allie tronc commun et enseignements spécialisés. Le but recherché est l'acquisition de compétences qui favorisent, selon une belle formule, « l'ouverture d'esprit, l'aptitude au changement, la critique raisonnée et constructive d'un état de l'art du savoir ou des relations sociales ».

Muni de ces éléments de base, le diplômé doit pouvoir s'adapter à des emplois variés. Mais il s'oriente, au gré de ses goûts ou des possibilités qui lui sont offertes, vers la recherche, la production ou même la gestion de petites unités. « Les industriels reconnaissent que nos diplômés sont opérationnels au bout de six mois », avance, avec un léger sourire de satisfaction, M. Frade.

Dans une petite entreprise ou au siège d'une multinationale, deux ingénieurs des mines de la même promotion n'exercent pas des responsabilités semblables. Et si un jour l'envie, ou l'obligation, les pousse à changer de secteur, ils le feront en suivant une formation complémentaire. Nombre de jeunes diplômés n'hésitent pas à acquérir des connaissances nouvelles qui les aident dans des tâches jusqu'alors inconnues d'eux. La formation continue dispensée par les diverses écoles ou par les entreprises elles-mêmes facilite cette quête de connaissances supplémentaires.

L'apprentissage du chinois peut s'avérer indispensable à un cadre soucieux de développer de nouveaux marchés, l'acquisition de connaissances en sciences humaines et sociales, à un autre confronté à des tâches de direction du personnel, la biotechnologie à un troisième. La formation continue des jeunes diplômés varie en fonction de leurs besoins propres. C'est pourquoi les anciens élèves ne retrouvent pas forcément les locaux qu'ils ont fréquentés lors de leurs études, lorsqu'ils acquièrent un supplément de connaissances. La palette des séminaires ou autres stages proposés pour les différentes écoles ou universités est assez vaste pour répondre à toutes les demandes.

Alors, si les jeunes diplômés ont réellement acquis « de solides connaissances scientifiques de base », ils n'ont pas trop à craindre des bouleversements technologiques à venir. Il leur faut simplement savoir qu'ils auront encore beaucoup à apprendre au cours de leur carrière. En 1984, le diplôme ne signifie plus la fin des études.

SERGE BOLLOCH.

LOISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
speaks by the British Council
21, rue Théophraste Renaudier
75005 PARIS (15^e) 33.32.02
Avis N° 1208 - St-A-1189

**L'ANGLAIS
EN
ANGLETERRE**

Collégiens - Lycéens :
• matin : 15 h de cours
par semaine - groupes
de 8 élèves maximum -
professeurs britanniques
• après-midi : tennis,
équitation, golf, natation,
voile, planche à voile.

(Publié)

PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

Centre d'Enseignement supérieur des Affaires (HEC - ISA - CFC)

Admission 1984

UN PROGRAMME DE FORMATION D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS EN GESTION : créé en 1974 dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC), l'Institut Supérieur des Affaires (ISA) et le Centre de Formation Continue (CFC), le Programme Doctoral, soutenu par la FNEGE (Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises) a pour objet de former des enseignants-chercheurs de haut niveau dans le domaine de la gestion des entreprises.

DURÉE ET CONTENU DES ÉTUDES. La durée des études est de 2 ans, thèse non comprise. Durant ces 2 années, les doctorants acquièrent une formation approfondie :

- en pédagogie ;
- dans le domaine de la recherche appliquée à la gestion ;
- dans une discipline déterminée de la gestion (finance, marketing, contrôle de gestion, stratégie, affaires internationales, sciences humaines appliquées aux organisations, etc.).

En outre, chaque doctorant est étroitement intégré aux activités d'un département d'enseignement et de recherche.

CONDITIONS FINANCIÈRES : les doctorants peuvent bénéficier de bourses leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

CONDITIONS D'ADMISSIONS : peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplôme équivalent) ayant eu de préférence déjà acquis quelques années d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou en entreprise.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 15 mai 1984.

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS, et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à PROGRAMME DOCTORAL du CESA, 1, rue de la Libération, 78330 Jouy-en-Josas, tél. 936-80-00 ou 01-23.

De l'efficacité naît le succès...

Vous êtes : **DIPLOMÉS**
grande école d'INGÉNIEURS ou de
COMMERCE

CONTACTEZ-NOUS : J.J. LETANG
Gestion des Ressources Humaines
MOTOROLA S.A. BP 1029
31023 TOULOUSE Cédex.

**MOTOROLA**
CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.E.R.I.)

Etablissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

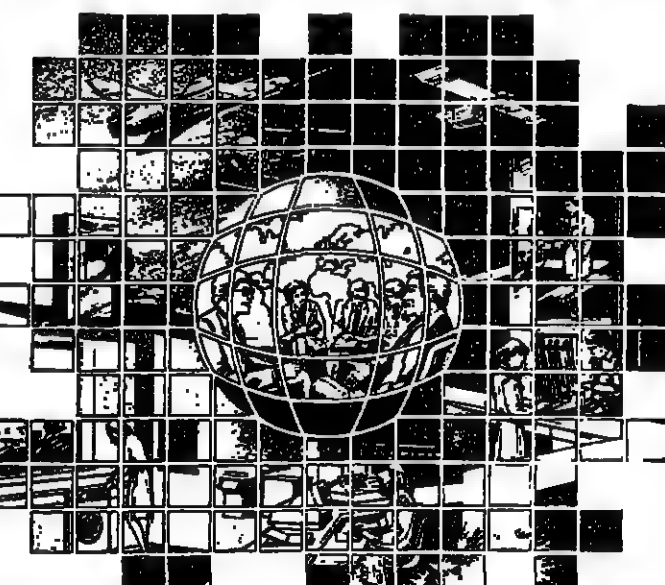
L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des haut-fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales.

Le diplôme est admis en dispense de la dernière partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Baccalauréat exigé - Recrutement sur titres - Statut étudiant

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Vos idées d'aujourd'hui seront les techniques de demain




Prenez part au développement d'un groupe industriel français à vocation internationale et présent dans des activités de pointe telles que l'Aéronautique, l'Espace, le Paléontologie électronique ou les Composants d'Automatismes.

Rejoignez nos équipes à Valence comme :

- Ingénieurs d'études,
- Ingénieurs d'assurance qualité,
- Ingénieurs d'industrialisation,

débuteurs ou ayant confirmé leur formation par une première expérience dans les technologies électroniques ou informatiques.

**Crouzet**

Adressez C.V., photo, références et prétentions à :
Crouzet SA - Direction du Personnel - 25, rue Jules Verne - 26027 Valence cedex

Réussir une création d'entreprise

B IEN que dans le domaine des statistiques soient peu fiables, on annonce généralement 80 000 à 100 000 créations d'entreprises par an en France.

La création de petites, voire de micro-entreprises, provoquera-t-elle la reprise économique espérée par tous ? Les discours officiels tendent quelquefois à le laisser penser. Depuis une décennie, en toutes circonstances, ils font œuvre de prosélytisme et cherchent à attirer de plus nombreux candidats dans la grande aventure qu'est la « création ». Preuve en est la multiplication des institutions, des conseillers, des publications, des ouvrages qui veulent aider le jeune entrepreneur.

Producteurs d'une micro-culture établie et en développement, leurs meilleurs apports alimentent, espérons-le, efficacement le jeu de piste quotidien du « créateur » face aux formalités administratives, juridiques et financières.

Dans cet univers, il semble que peu d'attention soit portée aux créateurs eux-mêmes. Cette impression se confirme à la lecture de nombreux rapports qui tentent de décrire le profil-type du créateur et d'où découle généralement un portrait théorique fondé sur les préjugés que l'on a introduits au départ dans la grille d'analyse.

C'est en revanche en s'appuyant sur huit années d'expérience et d'assistance régulière à environ cinq cents jeunes entrepreneurs que nous avons pu établir une méthode d'analyse des conditions de réussite d'un projet de création et mettre au point quelques recommandations pratiques dont le suivi augmentera les chances de survie pendant les premières années.

Quatre éléments indispensables

Une création d'entreprise réussie est le fruit de la rencontre de quatre éléments : un entrepreneur, une capacité de gestion, une idée et des moyens.

1° **L'entrepreneur.** — De nombreux ouvrages et articles ont tenté de décrire les qualités et les traits de personnalité qui sont l'apanage d'un entrepreneur. Il est possible de les résumer en les déduisant de ses motivations conscientes ou inconscientes. Trois types de forces peuvent être retenues :

a) **Le besoin d'autonomie :** c'est le plus fréquemment exprimé. Signe d'un « ras le bol » face aux intrigues et à la sclérose qui règnent dans les grandes entreprises et administrations ; quand il apparaît comme motivation dominante, le besoin d'autonomie est souvent l'annonce d'un projet modeste quant à l'ambition économique. La principale fonction du projet consiste alors à procurer à son auteur un épanouissement professionnel dans l'indépendance la plus large possible, proche de celle que connaît l'artisan dans l'exercice de son métier ;

b) **Le besoin de réaliser :** il s'exprime chez certains créateurs poussés par le sentiment d'avoir une œuvre à accomplir et persuadés de devoir la mener à bien.

quels que soient les moyens qu'il faudra réunir. On rencontre souvent dans cette catégorie des projets très innovants, parfois irréalistes, mais il s'en trouve dont le développement connaît un franc succès grâce à la force persuasive et au charisme de leur créateur.

c) **Le besoin de pouvoir et de statut :** motivation rarement exprimée de façon explicite, le besoin de monter dans la hiérarchie sociale génère le plus souvent des projets « raisonnables », dans lesquels l'entrepreneur n'hésite pas à réinvestir entièrement ses gains. Le besoin de pouvoir le pousse en effet à croître rapidement, mais l'indépendance financière, source du pouvoir, limite fortement les ambitions de croissance. Les créateurs à motivation de pouvoir dominante dirigent des entreprises à croissance régulière ou par paliers.

Ces trois types de motivations ne sont pas exclusifs et on les rencontre fréquemment chez un même individu. Aucune n'est, a priori, meilleure que l'autre ; tout dépend de leur harmonie avec les autres éléments du projet.

2° **Une capacité de gestion.** — Elle s'appuie sur deux types de compétences :

a) **La capacité de direction :** elle repose sur les qualités propres à l'entrepreneur et s'acquiert difficilement.

Le créateur doit d'abord être un décideur. C'est d'ailleurs un homme d'action que de réflexion : il ne peut attendre d'avoir tous les éléments d'analyse pour faire des choix qui seraient parfaitement rationnels. C'est également un inductif : ses expériences commandent ses décisions et son action. Bon négociateur, il doit entraîner facilement l'adhésion.

Enfin, le créateur d'entreprise doit être un homme qui sait s'adapter aux évolutions de la société, des marchés et de la technologie.

Savoir réaliser un diagnostic rapide et synthétique, élaborer des plans d'action, être capable de modifier à tout moment ses choix, telles sont les qualités principales du futur dirigeant ;

b) **La maîtrise des méthodes et techniques de gestion :** les faiblesses fréquentes du futur dirigeant dans ce domaine ne nous paraissent pas rédhibitoires car l'outillage nécessaire au pilotage d'une petite entreprise peut s'acquérir assez facilement.

3° **Une idée.** — Tout projet de création repose sur une idée. Encore faut-il que cette idée soit tout d'abord réaliste. Il ne s'agit pas, à ce niveau de l'analyse, de rentrer dans le détail du projet mais de rechercher s'il n'existe pas de contraintes économiques ou politiques rédhibitoires qui condamnent la réalisation même de l'idée (caractère licite, existence de réglementations, besoins de financement). Ce pas franchi, il convient alors de rechercher dans quelle mesure la réalisation de l'idée et du projet s'appuie sur les compétences que le créateur a développées au cours de sa vie. L'absence de cohérence entre les nécessités du projet et les savoir-faire du créateur est en effet la cause la plus fréquente des échecs dans la première année d'existence.

4° **Des moyens à mettre en œuvre.** — La dernière étape d'un diagnostic du projet de création est l'analyse en détail des moyens que l'entrepreneur compte engager : politiques et moyens commerciaux, techniques, humains et financiers. L'analyse ne doit pas faire apparaître un déséquilibre grave concernant l'un de ces points. Encore plus capitale est la cohérence qui doit exister entre eux, notamment :

- cohérence entre l'idée, le marché et la politique commerciale ;
- cohérence entre les ambitions du projet et les moyens financiers ;
- cohérence entre les objectifs du projet et la personnalité de l'entrepreneur.

Une nécessité : équilibrer les quatre facteurs de réussite.

Rares sont les créateurs qui réunissent avec la même intensité, et au même moment, ces quatre facteurs-clés de réussite. Les lacunes constatées chez la plupart peuvent cependant être comblées à l'aide des solutions suivantes :

- compenser les faiblesses dans un des facteurs en cultivant ses forces naturelles dans les autres ;

- s'associer avec un ou des individus apportant le(s) chaînon(s) manquant(s). Une solution logique mais qui nécessite une claire répartition des pouvoirs entre les associés dès le départ ;

- acquérir le ou les facteurs manquants. Simple lorsqu'il s'agit de rééquilibrer un projet par des moyens modifiés ou de se former à la gestion, cette solution s'avère difficile s'il s'agit de greffer une idée sur un candidat créateur (risque de rejet) et impossible si le candidat n'est pas un entrepreneur.

Les dix règles d'or du créateur

L'analyse approfondie du projet, si possible réalisée ou confortée par un expert extérieur, n'est que le point de départ de l'aventure. Pour accroître les chances de réussite ou de lancement, le

créateur suivra utilement les dix recommandations suivantes :

Fonder sur son savoir-faire

Une entreprise, c'est en quelque sorte une « maison », comme certains la nomment d'ailleurs.

Pour qu'elle soit durable, elle doit reposer sur de solides fondations. Or, les seules véritables fondations sur lesquelles peut s'élever une entreprise naissante sont les savoir-faire, les compétences et les connaissances que le créateur a su acquérir et cultiver au cours de sa vie scolaire, professionnelle et personnelle.

Être bien introduit dans un réseau de distribution ; avoir une image d'expert dans tel domaine technique ; savoir fabriquer tel composant électronique ; savoir motiver une équipe de commerciaux... sont des savoir-faire qu'il serait dommage de ne pas exploiter.

Se spécialiser

Chercher à couvrir tous les besoins d'un marché serait une hérésie. Les moyens dont dispose un créateur, au démarrage, ne le lui permettent probablement pas ; et il se heurterait de plein fouet à des entreprises importantes, installées, difficiles à concurrencer. Mais dans chaque secteur il existe toujours des segments restreints de besoins mal ou non satisfaits, des créneaux de clientèle peu démarchés... Ce sont les royaumes potentiels des nouvelles entreprises. Les grandes sociétés savent bien fabriquer des produits standards, elles sont inadaptées pour réaliser les « moutons à cinq pattes ». Créneaux, micro-marchés, activités à la demande doivent être les terrains de prédilection des créateurs.

Compter avec le temps

Réaliser des contacts commerciaux, c'est semer des graines à la manière d'un agriculteur. Or, beaucoup d'entreprises nouvelles meurent car elles ne peuvent attendre la récolte. La démarche commerciale doit donc commencer le plus tôt possible, avant même que la société n'existe, avec la recherche de contrats.

Dans le même registre, lorsque l'on crée une entreprise industrielle, il faut se garder de sous-estimer dans le planning de démarrage les phases d'installation, d'essais et de mise en route industrielle. Il est réaliste de compter de quatre à six mois pour cette dernière phase, dans le cadre de créations non traditionnelles.

Créer selon ses moyens

Un créateur doit construire un projet à la taille de son « portefeuille » de liquidités, de produits, d'idées et de clients. Certaines activités nécessitent un fort « ticket d'entrée ». Un secteur comme la mécanique de précision signifie, pour chaque poste de travail, un investissement compris entre 100 000 et 700 000 F.

Lorsque l'on n'a pas les moyens de créer une véritable entreprise industrielle dans le secteur que l'on a choisi, il ne faut pas hésiter à vendre des produits dont la fabrication est, en partie ou en totalité, sous-traitée. La sous-traitance est d'ailleurs un excellent amortisseur des aléas de la conjoncture.

Développer d'abord la clientèle, c'est le facteur-clé qui conditionne la vie et le développement de l'entreprise. Le cycle de la réussite est : VENDRE — CAPITALISER — INVESTIR.

Ne pas attendre que l'on crée à sa place

Attisés par le discours officiel et les campagnes de sensibilisation développées dans les médias, les bataillons de candidats créateurs « Je voudrais créer une entreprise... mais dites-moi laquelle » s'accroissent. Certains attendent non seulement qu'on leur donne l'idée, mais qu'on leur monte le projet, qu'on leur étudie le marché, qu'on leur trouve les premiers clients, qu'on les aide à rassembler les financements nécessaires... bref que l'on crée pour eux. A ces velléitaires, ces « pseudo-créeurs », il convient de dire que la vocation de la création n'est qu'une abstraction.

Sans projet ou idée concrète, un créateur ne saurait être aidé, assisté, parrainé efficacement.

Se faire aider par les organismes adéquats

Depuis que le gouvernement favorise la création d'entreprises, les organismes d'aide se sont multipliés. Dès que l'idée de création est mûre, il ne faut pas hésiter à faire appel à l'entourage, à contacter des créateurs, des dirigeants d'entreprise... afin de repérer les organismes ou les individus qui sont les plus compétents et les plus attentifs. Une règle d'or : travailler avec ceux qui sont proches, tant sur le plan géographique que sur celui de l'activité, car un projet évolue et souvent à grande vitesse.

Ne pas tout faire tout seul

Si les journées ont souvent, pour les créateurs, « plus de vingt-quatre heures », il est malgré tout difficile de tout faire. Cette tendance doit être combattue ; le refus de recourir à l'extérieur est généralement une erreur de raisonnement et une source de problèmes.

Il vaut mieux se consacrer à ce qui est capital et laisser « les détails » à d'autres. Quitte à les payer, certes plus qu'on ne le souhaite, mais moins que cela ne « coûte » à le faire soi-même dès lors que l'on valorise son temps et le peu d'intérêt qu'on y porte. Il ne faut pas non plus hésiter à faire appel aux spécialistes pour éviter de se mettre dans des situations inconfortables. Rédiger ses statuts soi-même ou tenir sa comptabilité a conduit beaucoup de créateurs dans des imbroglios juridiques et fiscaux.

Convaincre son entourage

Créer une entreprise, c'est un peu fonder un nouveau foyer. Certains entrepreneurs assimilent d'ailleurs la création à un accouchement, et leur entreprise à l'un de leurs enfants. L'investissement physique, psychologique et en temps à consacrer à une nouvelle entreprise est tel que, s'il n'arrive pas à convaincre sa femme, le créateur devra choisir entre elle et son projet.

Convaincre sa femme d'abord, et aussi son entourage, sa famille, ses amis, constitue d'autre part un excellent exercice préparatoire. Les réactions de scepticisme et d'incrédulité, les pesanteurs qui vont être découvertes, sont celles que le créateur rencontrera auprès de ses banquiers, ses clients, ses fournisseurs, l'administration...

Choisir soigneusement ses associés

Des associés ce n'est pas seulement, pour les sociétés, une obligation légale ; cela implique, surtout, une vie en commun. Les associés s'engagent, avec le créateur, pour le meilleur et pour le pire. C'est d'ailleurs ces deux cas extrêmes qui sont les plus difficiles à vivre ; il est tentant de réduire le nombre de personnes qui ont à se partager des gains importants, il est humain de ne pas vouloir assumer de lourdes pertes. A deux, l'erreur à éviter est de s'associer à 50/50. En cas de désaccord, l'entreprise devient ingouvernable.

Il faut donc être prudent dans le choix de ses associés. Mais il peut être habile de sélectionner des associés qui, par leur complémentarité, renforceront la compétence globale de l'entreprise.

Eviter les investissements improductifs

La pente naturelle du Français, c'est de posséder des murs et de la terre. Le créateur n'y échappe pas, poussé qu'il est par le banquier traditionnel, qui voit dans un terrain et des bâtiments commerciaux un élément rassurant, solide, sur lequel on peut prendre des garanties. Mais à quoi sert une belle usine qui ne tourne pas ?

Entre entrepreneurs ce n'est pas privilégier l'improductif ; c'est investir dans les hommes, dans le commercial, dans le matériel, dans la recherche, les brevets...

JEAN-PATRICE CLÉMENT, chargé de mission au Centre de formation continue du CESA, responsable des programmes création et développement de PME.

MICHEL SANTI, professeur associé au CESA (HEC-ISA-CPC).

vous avez le bac A ou B

HEC

Prép. H.E.C.I., classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial International, vous prépare aux Grandes Écoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale

6 rue Picot, 75116 Paris. Tél. : (1) 727.18.25

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur.

ESIM

Grande École d'Ingénieurs sur la façade Méditerranéenne. Une formation polyvalente. 3 ans d'études avec alternance de stages.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE

Recrutement : 1^{re} année sur 2 concours distincts (Math Spé. - Deug A) 2^e année sur titres (maîtrises) et dossier

Options : Génie Civil - Génie marin Génie Électrique Génie Thermique

L'ESIM ouvre l'accès en particulier à quelques domaines technologiques très porteurs : microélectronique, électronique de puissance, conception de produits nouveaux, énergies nouvelles, offshore.

ESIM, 28, rue des Électriciens - 13012 Marseille Tél. (91) 49.91.40

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Ingénieur en microélectronique appliquée : pour répondre à un besoin déjà crucial des entreprises

ismea

institut supérieur de microélectronique appliquée

Créé par l'École Supérieure d'Ingénieurs de Marseille

L'ISMEA propose une formation complémentaire de 10 mois à plein temps à des ingénieurs diplômés d'horizons variés. Il leur apporte une compétence concrète dans les applications industrielles de la microélectronique.

À son Conseil d'Administration : l'Agence de l'Informatique, le DAKAR, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille, le Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de grands partenaires industriels.

Admissions : sur dossier et entretiens, ingénieurs sortant d'École ou ayant plusieurs années d'expérience professionnelle.

Non _____ Adresse _____ Age _____ Diplôme _____

Décrire recevoir une documentation sur l'ISMEA ISMEA : 28, rue des Électriciens BP. 64 - 13375 Marseille Cedex 12 Tél. (91) 49.91.40

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion de Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat.

Admissions directes :

- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises U.S.A. ; M.B.A. en un an après l'E.A.D. Programmes d'été et stages.

Service de placement E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-00

Enseignement supérieur privé. Demander votre documentation.

Non _____ Prénom _____ Adresse _____ Niveau d'études _____

DEVENIR PATRON

Le goût
de l'indépendance

Les diplômés des grandes écoles ne sont pas créateurs d'entreprises. Ignorée au lycée, peu enseignée dans le supérieur, l'entreprise nouvelle intéresse peu l'étudiant au sortir de son cycle d'études.

Il lui préfère l'administration ou la grande entreprise où il fera « carrière ». Pourquoi prendre le risque de sa propre entreprise d'un statut dévalorisant d'entrepreneur, de

« patron », pourquoi sacrifier ses loisirs, ses économies, son image parfois ?

Des jeunes diplômés, pourtant, sautent le pas chaque année ; par goût d'indépendance, de liberté, pour mener à bien un projet, pour aller au bout d'une passion. Franck Jacin et Valérie Andrieux-Zuberman font partie de ceux-ci : à vingt ans, ils ont créé leur entreprise. Leur point commun, l'option « entrepreneur » d'HEC, la des trop rares grandes écoles à avoir inscrit la

création d'entreprises dans son cycle d'études.

C'est pour qu'il y ait d'autres vocations comme celles-ci dans les grandes écoles que l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE) lance, le 6 mars, un concours de création d'entreprises en Ile-de-France, « Passeport pour la création d'entreprises », avec la conférence des grandes écoles et la délégation régionale de l'industrie et de la recherche.

Profession : créateur

Nom : JACIN.
Prénom : Franck.
Age : 25 ans.
Signes particuliers : créateur en mars 1980 de la société GRAFEDIT.
Chiffre d'affaires : en 1982 : 1,7 million ; en 1983 : 4,5 millions ; prévisions pour 1984 : 10 millions et, pour 1987 : 50 millions.

QUE dire de plus ? Si la création d'une entreprise n'était qu'une question de chiffre d'affaires, Franck Jacin n'aurait rien à ajouter à ce mini-carnet vitae. Mais derrière ces chiffres, pour probants qu'ils soient, il y a l'histoire. L'histoire de Franck Jacin créateur, et l'histoire de GRAFEDIT.

1979. Rien de nouveau sous le soleil lillois. Les étudiants se rendent sagement chaque jour à leurs cours. Pas de manifestation. Franck Jacin suit des études de sciences économiques et d'expertise comptable. A jeune homme classique, cursus classique. Mais présente son mémoire sur la création d'entreprise sous forme de 250 pages photocopiées et mal reliées l'année précédente. Comment sortir des sentiers battus quand on traite d'un sujet aussi peu... communautaire ? Une idée. L'idée de Franck : présenter son mémoire sur des transparents couleur. Il fait un tabac ! Les écoles le lui achètent, pas tant pour le mémoire en lui-même que pour la présentation de celui-ci.

Du « il y a sûrement quelque chose à faire » qui germe alors dans son esprit au « il n'y a qu'à... » quelques mois s'écoulent jusqu'à la création de la société GRAFEDIT en mars 1980. Son but : créer des supports audiovisuels pour l'information et la formation aux techniques avancées.

Le constat est simple : un des secteurs économiques (si ce n'est le secteur économique) qui marche le mieux à l'heure actuelle, c'est celui des techniques avancées. Tous les « riques » : informatique, bureautique, robotique, télématique... Un secteur qui génère richesse et emploi et qui pourtant souffre d'un blocage certain. Ce blocage, c'est l'incapacité des constructeurs à pouvoir mettre facilement leurs outils à la disposition du grand public. « Les constructeurs sont incapables de

former, d'informer, d'expliquer comment ça marche, à quoi ça sert, sans faire peur au public », constate Franck. « Notre raison d'être, c'est de nous placer en intermédiaire pour montrer et démontrer que si les techniques avancées sont parfois des substituts, elles sont surtout créatrices d'emplois, et que si elles sont inévitables, autant qu'on les utilise correctement. » En résumé, l'évolution des techniques avancées n'est plus aujourd'hui un problème de communication. Et Franck a donc rencontré les constructeurs et les distributeurs en leur proposant de traduire en images et en langage simple tout leur savoir-faire technique et de le diffuser.

Quand il vend cinq cents fois son premier programme sur le bureau à 5 000 francs l'exemplaire, même si ce n'est qu'un début, c'est déjà une petite victoire qui l'encourage à continuer. Dorénavant, les choses vont très vite. Les clients voient les transparents couleur, achètent des programmes tout faits et bien sûr, veulent qu'on leur crée leurs propres programmes. C'est gagné ! Il fallait trouver un moyen pour pénétrer facilement dans les entreprises, sans faire ni prospection ni démarchage, simplement en déclenchant l'envie et en créant le besoin. Résultat : les transparents couleur se vendent comme des petits pains ! Avec 70 000 transparents réalisés en 1983, GRAFEDIT a à l'heure actuelle le plus gros volume de duplication en France. Certains clients consomment de 4 000 à 5 000 transparents par an ! Un bon créneau apparemment, si l'on en croit le nombre et l'importance des sociétés qui font appel à GRAFEDIT.

Franck n'a peur de rien, décidément. Parallèlement à la mise au point de sa société, il termine ses études de sciences éco et d'expertise comptable, passe le concours de deuxième année d'HEC, en sort en juin 1981 et part à l'armée dans la foulée en septembre. Dur, dur ! Pendant un an il lui a fallu téléguider le développement de sa société depuis la caserne. Pas de réforme, bien qu'il est soutien de famille : « J'étais l'ainé, mon père est décédé il y a dix ans, j'étais

marlé, j'avais un enfant, j'avais créé une entreprise dans laquelle j'avais des employés, mais ça n'a pas suffi ! C'était épique ! », raconte-t-il avec un petit sourire en coin. Tout cela ne l'a pourtant pas empêché de réaliser un chiffre d'affaires de 1,7 million en 1982, avec 500 000 francs de résultats. Pas mal !

« L'enthousiasme ne fatigue pas... »

Début 84, Franck Jacin dirige deux sociétés : GRAFEDIT SA au capital de 576 000 F, divisée en quatre sous-ensembles, destinées à répondre le plus finement, aux besoins des clients, et GRAFEDIT Auteurs, SARL regroupant des journalistes spécialisés chargés de rédiger les documentations. La production s'étend maintenant à tous les supports modernes de communication, transparents couleur, diapositives, bandes vidéo, plaquettes de présentation, présentoirs, etc.

De deux personnes au démarrage de l'activité, on est passé à dix-sept employés aujourd'hui. Les projets d'extension de l'activité et de rachat d'entreprises complémentaires ne manquent pas. Une seule condition pour Franck : rester majoritaire dans l'entreprise qu'il a fondée, et en créer une ou plusieurs autres quand celle-ci n'aura plus besoin de son « papa » pour vivre.

Mais, pour autant, Franck n'est pas une caricature du jeune patron débordé, toujours coincé entre « deux rendez-vous ban-

quiers », avec le lit de camp dans le bureau pour ne pas perdre de temps. Bien au contraire, pour lui, l'élément le plus important pour créer et développer une entreprise, c'est l'équilibre. Et cet équilibre, il ne le puise pas dans sa vie professionnelle mais dans sa vie familiale. « Je suis marié, j'ai deux enfants et j'espère bien en avoir d'autres. Je fais du ski, du tennis, je pars même en vacances... Tant que je serai satisfait, je ne serai pas trop fatigué. La fatigue provient aussi de l'ennui. »

Alors, quelle différence entre ce jeune patron de vingt-cinq ans et ses anciens camarades de promotion qui sont tous cadres dans de grandes entreprises aujourd'hui ? L'enthousiasme. « Je m'en fous un peu d'être patron ou pas. Ce qui me passionne, c'est de pouvoir créer des choses. C'est de me dire que, l'année dernière, on était une toute petite entreprise, que, cette année, on est déjà un peu plus gros et que, dans deux ans, on commencera à compter sur le marché. Le fait de me rendre compte que les clients me font confiance, que je ne me suis pas trompé dans les choix stratégiques, rencontrer un client haut placé dans une société qui vous dit qu'il aimerait bien travailler dans la vôtre, ça, c'est grisant ! Ça fait plaisir ! » Après un tel credo, comment pourrait-on imaginer Franck autrement qu'en « créateur d'entreprises » ? Impossible ! Pour lui, créer, c'est une seconde nature !

FABIENNE BAROLLIER.

Pédégée à vingt-trois ans

TRE une femme, avoir vingt-trois ans, un mari, bientôt un enfant et diriger une entreprise de conseil en robotique industrielle et informatique de gestion de production, tel est le pari de Valérie Andrieux-Zuberman.

Tout commence en 1981 dans l'option entrepreneur de HEC lorsqu'un animateur du séminaire de création d'entreprises, Claude Lamoureux, directeur de Rose Mount France, propose un projet dans le domaine de l'informatique. Valérie dresse l'oreille : l'informatique la passionne et lui fournit son argent de poche depuis un moment déjà. Avec quatre camarades de promotion elle se lance dans un projet de centre informatique en libre-service. Il s'agit de monter un réseau télématique de ressources informatiques.

Le CIC, seule banque à prendre le projet en considération, leur suggère d'entamer d'abord une phase expérimentale avant de se décider à les aider. Sans fonds propres, c'est impossible. Voici donc nos étudiants avec une société, la volonté d'entreprendre bien ancrée en eux et pas un sou. Pour en trouver, il faut donc se résoudre à faire ce que l'on sait faire, et à moindres frais. Seule solution : le conseil et la formation en informatique. Démarcher les grosses sociétés ? Sans papier à en-tête et pour une société en formation, c'est l'impasse. Ils se repèrent sur les PME-PMI, sans succès. Elles ne sont pas encore demandeuses de ce service. De retour sur les bancs de l'école, un peu déçus, les apprentis entrepreneurs analysent leur savoir-faire.

C'est ainsi qu'ils découvrent les compétences rarissimes de Jean-Philippe Lemette, un centralien de leurs associés formé aux automates programmables. Sachant que les constructeurs de robots ne se chargent pas plus de l'installation que de la programmation, Valérie et Jean-Philippe saisissent l'opportunité, déposent les statuts de Syntact à la mi-1982 et démarrent leur activité à mi-temps. Jean-Philippe parcourt la France, Valérie se plonge dans la comptabilité tout en continuant de donner des cours d'informatique.

Un premier technicien est embauché, puis arrive un commercial avec une proposition alléchante : distribuer dans l'Ouest le micro-ordinateur de Microsystems. Non seulement l'affaire est intéressante sur le plan financier, mais c'est aussi l'occasion de lier informatique de gestion et auto-

matisme. L'astuce consiste à piloter les automates à partir d'un ordinateur de bureau pour recueillir et traiter directement les données de la production. Fiabilité, gain de temps et rationalité en résultent.

Cette liaison se pratique déjà largement aux Etats-Unis mais reste presque totalement inconnue en France. Reste à mettre au point les programmes nécessaires au pilotage et à faire comprendre aux Français l'importance d'une telle liaison. En fait, la demande existe mais est encore peu exprimée, faute d'une offre en proportion.

« Nous avons ainsi trouvé le moyen d'entrer dans de grosses sociétés comme Renault par la porte de l'atelier et de proposer ensuite un service d'ensemble », confie Valérie.

Installée dans le centre de Tours, la société Syntact est en pleine crise de croissance. De 300 000 F de chiffre d'affaires en 1983, elle en prévoit 2 millions pour 1984. Sept salariés ont pour base un petit deux-pièces sur cour. Non seulement Valérie y travaille en permanence, mais elle y campe toute la semaine, consacrant ses week-ends à son mari. L'argent ? Valérie ne compte pas se payer normalement avant cinq ans ; quant à Jean-Philippe, il ne tire même pas sa paie.

Non contente d'innover dans son secteur, Valérie a une conception de l'entreprise qu'elle qualifie d'idéaliste : « Pour moi, tout le monde prend ses responsabilités et à son mot à dire, déclare-t-elle. Nous avons refusé des étrangers dans le capital de Syntact, et en 1985 nous transformerons la société en SA. Alors, tous les salariés seront associés dans l'affaire. »

Entreprendre est certes une vocation. Une sorte de sacerdoce et l'expression d'une farouche volonté d'indépendance. Pour Valérie c'est aussi le moyen d'exprimer et de trouver cette confiance en elle qu'elle dit lui faire défaut. « Mon âge me gêne parfois. Ce n'est pas toujours facile de négocier des contrats avec des hommes de cinquante ans. Heureusement, je les étone, et la séduction est une arme précieuse ». Son but ? Etre une bonne mère, une femme épanouie et un bon chef d'entreprise. Une tâche à la mesure de ses ambitions.

PHILIPPE CHAMBRON.

I.C.P.I. Lyon

Reconnu par l'Etat
31, place Bellecour
69228 LYON CEDEX 2
Tél. (7) 837-82-86

INGÉNIEURS PHYSICIENS ÉLECTRONICIENS

Dominances :
• MICROÉLECTRONIQUE
• INFORMATIQUE
• TRAITEMENT DES SIGNAUX

INGÉNIEURS CHIMISTES

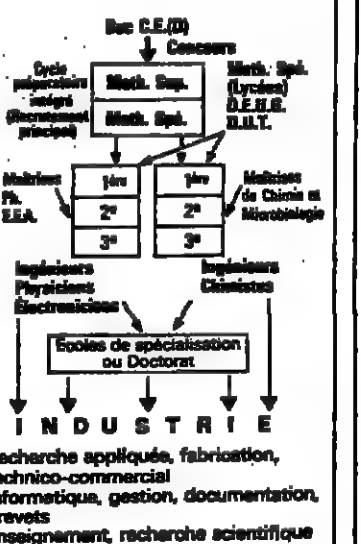
Dominances :
• GÉNIE CHIMIQUE
• TECHNIQUES PHYSIQUES D'ANALYSES
• (Option) GÉNIE MICROBIOLOGIQUE

PLACEMENT :

assuré par l'école, toutes régions de France et étranger (150 fois plus d'offres de situation que de diplômés à placer).

CENTRE DE RECHERCHE SOUS CONTRAT AVEC L'INDUSTRIE

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE



isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956.80.00 POSTE 478 OU
(3) 956.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1984
date limite de dépôt des dossiers de
candidature pour la deuxième session :
lundi 12 mars.

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACCÈS
Concours ext. (Math. Spéc.)
Concours interne (PTT)
DÉBOUCHÉS
Secteur privé et public des Télécommunications
INT : 9, rue Charles-Fourier - Les Épinettes - 91011 Évry - Tél. : (6) 877-94-11

ÉTUDES
Trois ans - Enseignement dispensé par professeurs d'université, fonctionnaires et chercheurs des PTT (CNET).
Ingénieurs du secteur privé. Stage industriel de 5 mois

VILLE DE MONTREUIL (93)

recherche pour
UN CENTRE DE SANTÉ

UN(E) MANIPULATEUR(TRICE) EN RADIOLOGIE

TITULAIRE D'UN DIPLOME D'ÉTAT DE MANIPULATEUR

SALAIRE BRUT : 5.574 FRANCS.

Adresser à : copie diplômes et références à MONSIEUR LE MAIRE 93105 MONTREUIL Cedex.

Ecole Supérieure de Commerce de Paris

une grande école au cœur de Paris

ADMISSIONS SUR CONCOURS

prépa. au Haut Enseignement Commercial
1^{er} cycle DEUG DUT Admission en 3^e année de Sciences-Po
2^e cycle licence maîtrise Sciences-Po Ingénieur etc.
diplôme étranger de 2^e cycle

en 1^{re} Année en 2^e Année

- Cadres d'entreprises, - Diplômés 2^e cycle

3^e cycle DEA / Doctorat "Gestion des projets Internationaux" ESCP / PARIS IX - DAUPHINE

ESCP 79, avenue de la République, 75011 PARIS - Tél. (1) 356.39.08

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

EVIS SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLETERRE - IRLANDE - U.S.A. ALLEMAGNE - ESPAGNE

Séjours en famille avec cours pour :
- Jeunes des collèges et lycées ;
- Étudiants d'université, grandes écoles, B.T.S.

OPTIONS SPORTIVES : équitation, tennis, voile, planche à voile.

ANGLETERRE

Séjour de 2 semaines Pâques : 1980

36, boulevard Bonnot, 75020 Paris - Tél. 372-31-04

7, cours de Verdun, 69002 Lyon - Tél. 042-06-30

BOURGOGNE (83) 82-82-49 - CENTRE (47) 61-57-43 - CHAMPAGNE (25) 25-20-36

EST (8) 750-22-11 - NORD (20) 04-92-17 - OUEST (49) 65-13-66

SUD-EST (75) 06-42-94 - SUD-OUEST (63) 63-30-05

BON A NOUS RETOURNER UNE DOCUMENTATION

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

POUR LES FEMMES

Le diplôme est un sésame pour l'emploi

La grande école demeure toujours « l'assurance d'avoir un emploi ». En général, dans les trois mois qui suivent la fin des études, le jeune diplômé a trouvé son point de chute. On manque d'ingénieurs. Toutes les grandes sociétés se livrent à une dure concurrence pour les séduire et les attirer. Le diplôme de la grande école neutralise pour les étudiants le handicap traditionnel d'être, à la fois, jeune et femme sur le marché du travail. Même si certaines jeunes filles remarquent que la durée de recherche d'emploi s'allonge quelque peu. Il leur faudra, peut-être, envoyer un peu plus de candidatures spontanées, rencontrer un peu plus d'employeurs potentiels. Et puis, constate l'APEC (1), tout dépend de l'activité. Pour les « commerciales », par exemple : « Les jeunes filles veulent souvent faire du marketing ou du commerce international. Or, le premier nécessaire un passage obligatoire par la vente, domaine encore très marqué par l'image masculine, et le second exige de l'expérience, qu'elles n'ont pas encore, par définition. Celles-ci peuvent dire qu'on les rejette parce qu'elles étaient « femmes ». Dans l'un et l'autre cas, elles présentent réellement un handicap ».

D'emblée, les entreprises nient tout antiféminisme. « Nous ne sommes pas sexistes, dira un responsable du recrutement. Nos entreprises ont besoin de cadres compétents. Homme ou femme. Serait-il un « travail » consistant à l'embauche ? Lui, peut-être. Mais qu'on pense le chef de service qui devra accueillir ce nouveau salarié ? Dans l'esprit de pas mal de responsables, surnage toujours l'idée qu'il ne faut pas dépasser un certain quota de femmes pour ne pas avoir de perturbations dans le travail ». Et la misogynie resurgit bien vite. « Les moins astucieux de ces chefs le disent carrément : « Je ne veux pas d'une femme, trouvez-moi un garçon ! ». Les autres, plus malins, se contentent de dire un « petit truc qui ne marche pas dans le profil ». On l'engage pour devenir « assistant chef de produit ». Elle sera donc mise à l'essai sur une tournée. Mais avant, elle passe par une période de prise de contact avec l'entreprise dans une agence. C'est le lot de tous les nouveaux arrivés. Par contre, alors qu'un jeune homme titulaire d'un BTS commerce et entré en même temps qu'elle ne restera que huit jours dans le centre, pour elle, le délai est doublé ! « J'ai dû me bagarrer pour partir en tournée », la vente est un métier d'homme. On ne peut être un bon vendeur si l'on est une femme. J'ai eu quelques problèmes avec de vieux vendeurs désemparés

Autre scénario, encore trop fréquemment vécu par les jeunes femmes, celui d'une jeune ingénieure (e) polyvalente et spécialisée en biologie. Après un échange de courriers, elle obtient un premier entretien avec le responsable du recrutement d'une entreprise alimentaire. Son diplôme joue les « séducteurs ». C'est d'accord, elle fera partie du personnel. On n'en félicite. Mais elle postule pour le laboratoire de développement et de fabrication des produits. Est-elle bien sûr de son choix ? Et on lui suggère alors de transférer sa demande pour collaborer au service de... documentation !

Lorsque le choix des jeunes diplômées s'éloigne encore plus des domaines d'activité traditionnellement féminisés, des procédures d'embauche différentes de celles qu'on applique habituellement sont alors mises en œuvre.

Nicole C. « fait » EPP (Ecole polytechnique féminine) après un bac C. Au cours des études, elle découvre les joies de la construction et du bâtiment. Elle est admise à faire son stage de fin d'études sur un chantier, dans une grosse entreprise. A la fin du stage, un poste se crée. Elle a donné toute satisfaction. Le chef d'agence soutient sa candidature. Dans les habitudes de la société, cela suffit pour que le postulant soit engagé. Pas elle. « Le grand boss, en personne, a voulu me rencontrer avant de donner son feu vert définitif. Plus que de la méfiance envers le jugement de son chef d'agence, c'était, je crois, de la pure curiosité à mon égard. J'étais la première femme engagée, chez lui, pour devenir conductrice de travaux ! » Elle est d'ailleurs toujours la seule. Un autre grand du bâtiment, contacté à l'époque, lui avait même répondu : « Si Bouygues n'embauche pas de femme, moi non plus ! ».

Autre exemple, celui d'Isabelle D., une HEC de la dernière promotion qui veut « faire de la vente ». On l'engage pour devenir « assistant chef de produit ». Elle sera donc mise à l'essai sur une tournée. Mais avant, elle passe par une période de prise de contact avec l'entreprise dans une agence. C'est le lot de tous les nouveaux arrivés. Par contre, alors qu'un jeune homme titulaire d'un BTS commerce et entré en même temps qu'elle ne restera que huit jours dans le centre, pour elle, le délai est doublé ! « J'ai dû me bagarrer pour partir en tournée », la vente est un métier d'homme. On ne peut être un bon vendeur si l'on est une femme. J'ai eu quelques problèmes avec de vieux vendeurs désemparés

« Quand j'engage un jeune diplômé d'une grande école, j'échète des compétences professionnelles, pas autre chose. Qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme ne m'importe pas ! »

« Au poste que j'occupe aujourd'hui, un centralien gagnerait le même salaire que le mien, par contre, avec mon ancienneté, lui serait déjà chef de service ! »

Ces deux témoignages, le premier d'un responsable de recrutement pour le service de

recherche d'un grand groupe nationalisé, l'autre d'une centralienne de quarante-cinq ans, décrivent dans un raccourci abrupt mais éloquent le destin des jeunes femmes diplômées des grandes écoles. C'est-à-dire qu'elles n'ont pas — ou peu — de difficultés, au même titre que les garçons, pour trouver un premier emploi, mais que les problèmes commencent au bout de cinq ou dix ans de carrière, lorsqu'elles revendiquent des responsabilités ou au cours de négociations lorsqu'elles changent d'entreprise.

ET LA CARRIÈRE ?

par ma présence. Ils réagissent à coup de blagues égrillardes. Pour se faire accepter, il faut avoir le sens du contact et savoir s'imposer ! Quant aux clients, le fait de voir arriver une femme les étonne. Ils me croient plus facile à manipuler qu'un garçon, mais je n'ai jamais eu de réactions hostiles.

Des quotas ?

En principe, quand elles embauchent une jeune femme, les entreprises jouent le jeu : non saisi de début est identique à celui d'un homme. Fixé d'après une grille indiciaire en fonction du diplôme, il ne marque aucune différence. Isabelle, par exemple, gagne 125 000 F brut par an. Elle est mieux payée qu'un jeune confrère qui vient d'une école de commerce moins cotée que la miennne.

Ce traitement égalitaire, les jeunes femmes ont le sentiment de l'avoir toujours connu au cours de

leurs études. Une fois le difficile barrage de la sélection franchi. Cette sélection : critère pour les futurs employeurs de la qualité des cadres qu'ils vont recruter. Il faut en moyenne deux ans de « prépa » pour « intégrer » une de ces grandes écoles. Un an pour HEC, deux pour Centrale, les Mines ou Supélec, dans le meilleur des cas. On présente les concours et, suivant le succès, on choisit son école (2). On dit le choix des filles réellement motivé par le secteur d'activité qu'elle va ouvrir, alors que les garçons seraient plutôt influencés par l'aspect « carte de visite » des études et le réseau d'« anciens » et de relations qu'elles supposent. Quoi qu'il en soit, la sélection est draconienne. Par exemple, en 1983, 2 807 candidats se sont présentés en première année à HEC (41 % de filles), 264 furent reçus dont 34 % de filles. Ce chiffre de 34 % est relativement stable depuis cinq ans. En 1973, date de la première année de mixité d'HEC (auparavant elles « faisaient » HECJF), les jeunes filles ne représentaient que 12 % des élèves.

Aujourd'hui, presque toutes les écoles sont mixtes (il ne doit rester que quelques bastions masculins dans le secteur militaire, de même deux écoles sont exclusivement féminines : Ecole polytechnique féminine et l'Ecole nationale féminine d'agronomie de Rennes). « Le cheminement vers la mixité fut dur, disent les « anciennes ». Même si Centrale est mixte depuis sa création en 1920, les filles n'y furent vraiment présentes que vers 1975. Polytechnique ne s'est ouverte aux femmes qu'en 1972, dix ans après l'Ecole des ponts et chaussées et trois ans après les Mines.

Assez bizarrement, s'étonnent certaines jeunes femmes, quel que soit le pourcentage des jeunes filles candidates à l'entrée, on retrouve la même proportion, d'une année sur l'autre, dans les promotions. Alors ? Y aurait-il des « quotas » ? Il faudrait examiner de près les résultats avant et après les oraux. Car c'est à ce dernier stade que pourraient se situer les « blocages ». En dehors du simple facteur « binette » qui peut jouer pour ou contre la postulante, il est probable qu'il existe dans l'esprit des examinateurs des quotas « non dits », fortement interiorisés et qui déclenchent des réflexes de sévérité. Un méchant démon leur souffle, avec à-propos, que, véritablement, cette jeune femme n'aura pas sa place dans la profession. Les milieux traditionnellement masculins, comme l'électricité, par exemple, sont taxés de vouloir se protéger contre trop d'intruses. Dans le commerce, par

Vigilance !

C'est le succès de l'informaticienne, avide elle-même de ces jeunes cerveaux. Brigitte C., 29 ans, centralienne et Sciences Po, s'occupe de contrôle de gestion à la Serete. « Mon entrée s'est faite en douceur », dit-elle. Tout comme sa sortie de Centrale. Diplômée en 1978, elle reste à l'école comme assistante d'économie pendant deux ans, le temps de terminer Sciences-Po et d'entrer à mi-temps à la Serete. Expérience concluante. Elle est engagée. A la Serete, sur un effectif d'environ 850 personnes, 24 femmes sont cadres ou ingénieurs sur 201 et 3 femmes occupent des postes d'ingénieurs « très supérieurs » sur 153, une seule femme est directeur, pour 29 hommes. En tout, la société compte 25 % de femmes. Brigitte G. est très satisfaite de son travail et de son employeur. Elle n'en dit pas moins : « Les femmes doivent rester très vigilantes ». Car, si elles se laissent dépasser, après ça va très vite ! Il faut prendre garde à ne pas sauter une augmentation, ne pas se cantonner dans un rôle d'assistante, ne pas se retrouver dans un placard pendant un an ou deux. Un an ou deux fatal. La rupture avec la promotion ne pardonne pas. Par la suite, la carrière peut reprendre, elle ne rejoindra jamais la courbe des autres.

Ce décalage, les femmes en prennent parfois conscience trop tard, lorsque vers trente-cinq ans elles aspirent à de plus grandes responsabilités, plus sûres d'elles-mêmes, de leur capacité de commandement et d'encadrement. Au bout de dix ans d'activité professionnelle, les hommes y ont accédé et les femmes sont maintenues à leur poste. N'y a-t-il donc comme modèle de réussite que de gérer sa carrière « comme un homme » ? demande M^{me} Jacqueline Huppert-Laufer, sociologue et professeur à HEC (3). Ce qui aggrave « choisissons une entreprise porteuse, une entreprise qui apporte un « plus » sur la carte de visite quand on la quitte, et mener

cette carrière sans se soucier de celle de son mari... Aujourd'hui, les femmes pensent qu'il ne faut pas « inquiéter » par des comportements « trop » féminins. « trop » soumis, « trop » agressifs, « trop » maternels, « trop » séducteurs et pas assez « fonceurs ». Mais, ajoute-t-elle, il faut mettre un bémol à ces affirmations. Si les femmes sont toutes, ou presque, confrontées un jour ou l'autre au dilemme « épouse-mère » ou « femme de carrière », les jeunes femmes, actuellement, intègrent dans leur schéma de pensée des variables familiales. Certains refusent une promotion pour ne pas gêner le travail de leur femme.

C'est d'ailleurs souvent à l'occasion d'une interruption pour la naissance d'un enfant que les femmes doivent subir le premier « placard ». « Il n'y a pas de carrière à espérer, sinon tronquée, quand on s'arrête trois ans », dit M^{me} Huppert-Laufer. Les jeunes femmes voudraient bien concilier les deux vies, professionnelles et personnelles. Brigitte C., qui a maintenant une petite fille d'un an, n'a pris que les congés maternels normaux : quatre mois. A son retour, elle a repris la responsabilité d'un des services de contrôle de gestion. « J'étais ravie. Il ne m'agissait ni d'une voie bloquée ni d'une voie de garage. Le changement me convenait parfaitement et s'est révélé positif. » Mais elle n'a maintenant qu'une angoisse : que son enfant tombe malade et que la crèche ne puisse la garder.

« Jusqu'ici, dit-elle, je ne me suis jamais absentée parce que j'ai pu faire appel à sa grand-mère. » Alors, pour les jeunes femmes d'aujourd'hui, faire carrière, cela signifie, comme le dit M^{me} Huppert-Laufer, une « triple bagarre » : celle que mènerait tout homme pour réussir, plus une double lutte contre l'inertie : la sienne et celle de son environnement, si prompt à rejeter les femmes dans les rôles traditionnels. De plus, la tentation est grande, lorsque le marché du travail est bouclé ou que les difficultés s'accumulent dans l'entreprise, de se laisser séduire par un rôle féminin !

CHRISTIANE BROLIER.

(1) APEC, Association pour l'emploi des cadres, 8, rue Duret, 75016 Paris, tél. : 502-13-50. Enquête sur « L'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur » et « Les femmes cadres ». (2) Jacqueline Huppert-Laufer est l'auteur de la féminité neutralisée ? Les femmes cadres dans l'entreprise. Editions Flammarion, 1982, 296 pages, et d'un article « Faire carrière, comme une femme », dans *Esprit*, n° 4, janvier 1984. (3) On peut consulter les *Dossiers de l'étudiant*. Dossiers consacrés aux « Grandes Ecoles », n° 38, novembre 1983, n° 39, décembre 1983, 21 F chaus.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE MÉCANIQUE

NANTES

Formation d'ingénieurs généralistes centrée sur la mécanique, 180 élèves ingénieurs par promotion.

Concours ENSI programmes M et P. Durée des études : 3 ans, 5 OPTIONS : AUTOMATIQUE, GÉNIE CIVIL, GÉNIE MÉCANIQUE, INFORMATIQUE, CONSTRUCTIONS NAVALES.

Nombreux débouchés dans la plupart des secteurs industriels.

FORMATION PERMANENTE

Recherche scientifique et études industrielles sous contrat : 10 LABORATOIRES. — DOCTORATS.

Documentation sur demande à :

ENSM, 1, rue de la Noë, 44072 NANTES CEDEX

CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'AUDITEURS DE JUSTICE

Étudiants titulaires d'un diplôme sanctionnant un second cycle d'études des Universités, fonctionnaires ayant au moins quatre ans d'ancienneté, deux cent trente places sont offertes aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la Magistrature en 1984.

Ces concours pourront vous permettre, après deux ans d'une scolarité au cours de laquelle vous serez rémunérés, d'accéder à toutes les fonctions de la Magistrature de l'ordre judiciaire : juge au siège, juge d'instance, juge d'instruction, juge des enfants, substitut du procureur.

Les candidats intéressés doivent s'adresser d'ores et déjà auprès du Procureur du Tribunal de Grande Instance situé dans leur ressort, la clôture des inscriptions interviendra le 15 avril 1984.

Les épreuves écrites auront lieu dans la première quinzaine de septembre 1984.

Renseignements : E.N.M. 9 rue du Maréchal Joffre 33080 Bordeaux Cedex

GABON

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Éducation nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1984-1985 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.C.C. (baccalauréat, maîtrise et certificat pour enseignants) : 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, langues vivantes, langues littéraires, lettres et philosophie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ET TECHNOLOGIQUE

Ingenieur, BP, CAP, BEP, D.T., C.A.E.T., C.A.P.E.T., expériences professionnelles ou pédagogiques de 3 à 10 ans dans les spécialités : Construction métallique ; Mécanisme industriel ; Construction électrique (donnée volontaire) ; Dessin de bâtiment ; Travaux de cuisine ; Électronique ; Mécanisme automobile (BP « cyphères ») ; Soudure (BTS soudure).

INSTITUTEURS

Normales titulaires de C.A.P. premier, pour enseignement du 1^{er} degré. Avantages pour les personnels : logement social, aide pour le confort, sur appointement annuel, assurance maladie, mutuelle d'assurance et autres, voyage scolaire tous les ans. Salaires normaux pour tous (salaire d'entrée de 5 millions, augmentations de 100 000 F par an). B.T.S. D.T. : indicé 125 = 4 200 F ; Baccalauréat (I.A.P.) : indicé 225 = 6 200 F ; Lettres : indicé 225 = 6 200 F ; P.E.C.C. C.A.E.T. : indicé 100 = 4 200 F ; Mécanisme : indicé 100 = 4 200 F ; Certificat : indicé 100 = 4 200 F.

Adresser candidatures AVANT LE 14 AVRIL 1984 à : SERVICE CULTUREL (Cabinet Pénigues), AMBASSADE DU GABON, 26, rue de la République, 75016 PARIS.

Avec dossier complet : lettre motivation, curriculum vitae, 3 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, 1 copie du baccalauréat, copies certifiées conformes des diplômes de services dans l'enseignement ou des certificats d'expérience professionnelle, copies des diplômes de langues vivantes (1), fiche familiale d'État civil (fiche individuelle d'État civil pour les célibataires) (2), carnets scolaires (3) ; une copie certifiée conforme de la carte d'identité, de la carte d'assurance maladie et de la carte d'assurance sociale ; 1 copie certifiée conforme de la situation professionnelle des conjoints.

(1) Originaux devant être remis d'un seul tenant.

Renseignements complémentaires par téléphone : 525-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. — Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER II UNE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

isim

INFORMATIQUE & GESTION ; GÉNIE ÉLECTRIQUE & AUTOMATIQUE ; SCIENCES & TECHNOLOGIES DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES ; SCIENCES & TECHNOLOGIES DES MATÉRIAUX ; SCIENCES & TECHNOLOGIES DE L'EAU.

Formation en 3 ans après le 1^{er} cycle.

Admission sur titres : DEUG ou DUT obtenu dans les meilleures conditions.

Dépôt des Candidatures avant le 1^{er} MAI.

Renseignements et documentation :

INSTITUT DES SCIENCES DE L'INGÉNIEUR DE MONTPELLIER (USTL)-P. E. Bataillon - 34060 MONTPELLIER cedex-Tél. (67) 63.91.44.

Importante entreprise nationale

RECRUTE DANS LES SPÉCIALITÉS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

ET

ÉLECTROTECHNIQUE

POUR SES SERVICES PARISIENS ET DE PROVINCE

Adresser lettre-motivation et C.V. à REGIE-PRESSE, 30 rue de la République, 75002 PARIS.

LA GAGEURE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Allier l'efficacité au respect humain

« **E**n période de crise, rien de tel que le conseil en recrutement », dit M. Jean-Paul Vermès, le président de la CSNCR (Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement), quand on lui demande à quoi peut bien servir, aujourd'hui, cette profession qui consiste à trouver, pour un emploi donné, le cadre qui fait défaut à une entreprise. Même si 100 candidats, voire 300, se présentent pour une seule annonce publiée dans un quotidien, encore faut-il, assure M. Vermès, savoir choisir l'homme idéal. « Or, dit-il, le droit à l'erreur est de moins en moins acceptable, tant pour l'entreprise, notre client, que pour le sélectionné, qui risque son avenir ». Les difficultés économiques imposent aux uns de réussir une embauche sans coup férir, pour garder leur place dans la compétition. Elles amènent les autres à considérer que le changement d'emploi n'est plus une priorité et que, après tout, leur situation actuelle n'est peut-être pas sans avantages.

Profession jeune et largement inspirée par l'exemple américain, le conseil en recrutement — qu'il ne faut pas confondre avec le « chasseur de têtes », qui recherche directement des cadres de haut niveau — apparaît sur le marché français au début des années 60; leur nombre n'explosa réellement que durant la décennie suivante.

Tout change, en fait, autour de 1976 quand, justement sous les coups de boutoir de la crise, les entreprises commencent à réviser leur comportement à l'égard de leurs cadres, jusqu'alors objets d'une sollicitation toute particulière. Brusquement, le consensus est remis en cause, au nom de conditions économiques en plein bouleversement; il faut aussi se séparer de ces fidèles, accepter de parler de sureffectifs, y compris dans cette catégorie. Le paternalisme et les rapports subjectifs, ces vieilles valeurs, en sortent durablement ébranlées.

Du même coup, le rapport de l'entreprise aux cadres, des cadres à l'entreprise, se modifie et, dans les cas les plus favorables, se modifie avec ce que cela comporte de cynisme, d'efficacité et d'esprit de compétition.

Pour l'employeur, il s'agit maintenant d'embaucher l'homme dont on a besoin, à un endroit et à un moment donné, sachant, pour les plus lucides, que ce cadre, un jour, pourrira ailleurs sans évolution. On cite à ce propos des cas de sociétés qui, sans illusion aucune, savent que, à leur niveau, elles ne retiendront que quelques années tel directeur financier, qu'il faudra ensuite remplacer par un autre, de même calibre.

Pour les cadres, qui sont « moins endormis », est apparue la nécessité de se confronter avec

le marché du travail, de tester, comme on dit, « s'ils sont toujours dans le coup ». « Ils veulent se réinventer », explique M. Vermès. Ils cherchent à savoir quels efforts ils doivent fournir pour rester au niveau ».

Le jeu de la vérité

Bien sûr, cette observation pèche par son analyse idyllique selon laquelle tout un chacun serait en mesure de se risquer à ce dur « jeu de la vérité ». Le tissu industriel français et l'état réel des entreprises ne permet pas toujours que s'exerce, sans embarras, cet esprit de compétition froid et impersonnel. Les cadres eux-mêmes, sauf à considérer qu'ils sont inamovables des étreintes parfaites, équilibrées et assurées de leurs capacités, ne peuvent pas tous résister à cette épreuve.

« C'est bien pourquoi la relation humaine est indispensable », concède M. Vermès, qui, comme ses autres collègues en recrutement, veut voir l'apport spécifique de la profession. « Nous sommes attentifs à la crédibilité de la proposition qui est faite par notre client », souligne par exemple M. Gérard Schneider, vice-président de l'AFCCOREM (Association française de conseils en recrutement). « Nous voulons disposer de toutes les informations nécessaires pour que le candidat puisse prendre sa décision en connaissance de cause ».

Amené à mettre en rapport une offre et une demande selon des critères objectifs, le conseil en recrutement devient, paradoxalement, le refuge des éléments psychologiques au dossier à traiter. Souvent même, il ira au-delà de la seule présentation des deux impératifs et se chargera de créer le climat indispensable à la rencontre, voire s'engagera dans le choix final.

Malgré les tests, les entretiens, les études graphologiques et bien d'autres techniques d'évaluation, l'affaire peut toutefois s'avérer être un échec, dont M. Vermès revendique le droit. « Mais, ajoute-t-il, sans pour les cadres commerciaux, les ruptures dues à l'entreprise sont extrêmement rares, parce qu'elle est d'entrée très exigeante, tout comme les candidats ». Pendant la période d'essai, et souvent par convention professionnelle, les conseils en recrutement suivent le nouvel embauché pour ses premiers pas dans l'entreprise.

Mais, progressivement, s'est mise en place une forme de service après-vente qui amène le conseil à venir revoir le client et le candidat. « On fait de plus en plus de conseil autour du recrutement », indique M. Vermès, qui « attire l'attention de l'employeur sur le fait que tel cadre, en poste depuis trois ou quatre ans, finira bien par partir ». M. Schneider

reconnaît se soucier du devenir de son ancien candidat placé : « Il m'arrive de demander à mon client s'il a l'intention de lui accorder un autre poste, de façon à lui faire comprendre que, sinon, son oiseau rare va se croire enfermé dans une cage ».

Il y a aussi les anciens candidats qui, au bout d'un certain temps, reprennent contact avec le cabinet de conseil pour lui faire savoir qu'ils seraient disponibles, le cas échéant. « Nous rencontrons également certains de nos clients employeurs qui nous demandent de recevoir leur fils ou leur fille à la fin de leurs études pour les aider à faire leur choix de carrière », raconte également M. Schneider, qui veut voir la preuve des relations de confiance qui s'établissent avec le conseil en recrutement. Dans quelques cas aussi, l'employeur veut à son tour

quitter son entreprise et confie sa recherche à son ancien fournisseur.

Candidatures spontanées

La profession toutefois, même si elle ne l'avoue pas, connaît des difficultés pour bien fixer son image de marque. « Il y a des mauvais partous », dit-on au CSNCR comme à l'AFCCOREM, qui se veulent toutes deux chambres syndicales comme le troisième groupement, le SYNTREC, d'origine plus ancienne, qui rassemble essentiellement les gros cabinets. Dans les trois cas, des chartes professionnelles ont été établies qui, avec de légères différences, cherchent à donner le même gage de sérieux et d'honnêteté.

L'activité du conseil en recrutement, si elle devient de plus en

plus importante — près de quatre cents cabinets la pratiquent en France — pourrait en effet entraîner quelques travers et défauts qui seraient préjudiciables à la vie économique des entreprises et aux relations sociales s'il n'y était porté attention.

Ainsi, il est interdit aux cabinets de se constituer des fichiers de candidats, exploitables pour toute nouvelle proposition émanant d'un autre client. L'APEC (Association pour l'emploi des cadres) et l'ANPE disposent de ce monopole, et la Commission informatique et liberté pourrait avoir à se prononcer contre cet usage. Mais, dans la pratique, les cabinets conservent souvent les dossiers qui leur sont fournis, ne serait-ce que parce que les candidats eux-mêmes ne les réclament pas. « Il y a là un peu d'hypocrisie », admet M. Vermès, qui préférerait voir ses adhérents respecter les règles. « On demande au candidat de renouveler sa candidature par écrit », explique-t-on chez Raymond Poulain, consultant (dont le directeur est également président de l'AFCCOREM), où l'on constate, comme dans tous les autres cabinets, une augmentation des candidatures spontanées et préventives ou celles, plus compréhensibles, de cadres chômeurs.

Concurrence déloyale

Un autre risque consisterait à voir certains cabinets — il paraît que cela existe — traiter les dossiers avec une telle désinvolture que le cadre retenu deviendrait une victime. Par exemple, les professionnels condamnent l'attitude d'un collègue qui se contenterait d'une offre écrite pour lancer une campagne de candidature. L'absence de vérification pourrait transformer la proposition en quinquard, sans parler du déshonneur du cadre recruté qui découvre que le directeur d'usine qu'il souhaitait devenir aura à travailler dans un bureau vitré de 5 mètres sur 3, au fond de l'atelier.

« Si on nous demande de recruter un type qui sait sauter 2 mètres, il ne faut pas en sélectionner un qui franchit les 2,20 mètres... ou qui ne dépasse pas 1,90 mètre », fait en outre observer M. Vermès, qui insiste sur la nécessité de bien faire comprendre au postulant que « la réponse négative n'est jamais un échec ». Puisqu'il s'agit de trouver l'élé-

ment du puzzle qui manque à une entreprise, tel candidat refusé sera mieux adapté à une autre demande. Question de profil. Question, aussi, de psychologie pour le conseiller qui ne doit pas décourager le cadre et, surtout, ne pas le perturber pour l'avenir.

Un dernier danger, qui n'est pas toujours évité, serait la manipulation du conseil en recrutement qui, sur la demande précise d'une entreprise, débaucherait l'élément ou l'équipe qui fait la force de la société directement concurrente. « Cela s'est déjà vu », raconte M. Schneider, et c'est notre crédibilité qui est alors en cause. « Dans la profession, on connaît de ces anecdotes où, par le truchement d'une proposition alléchante, il s'agissait surtout de démanteler le rival ou de le supplier. Quelquefois, on embauche un ou deux cadres indispensables et on se débrouille pour « griller » définitivement les autres qui n'ont plus l'espoir de retourner dans la société d'origine.

Si tous les conseils en recrutement se refusent à pratiquer cette méthode qui s'apparente aux procédés de concurrence déloyale, ils n'ont pas toujours les moyens, malgré leurs enquêtes préliminaires, d'y échapper. M. Vermès, qui se veut rassurant, avance une riposte. « C'est un cas limite, dit-il. Et il faut bien savoir que cela peut déclencher une réaction vive de l'adversaire, et c'est souvent dissuasif. » Il ajoute, en manière d'excuse : « Une entreprise vulnérable à un tel coup, c'est aussi une entreprise dont le fonctionnement est devenu anormal. Sa direction devrait s'interroger sur les raisons de ces départs ».

C'est sans doute pour toutes ces raisons qu'une petite quinzaine de cabinets, tous situés à Paris, se sont adjoints une nouvelle activité depuis deux ans. En plus du conseil en recrutement, ils font maintenant dans le « décrochage », cette technique qui consiste à préparer un cadre à son départ inéluctable de l'entreprise et à le mettre en état d'affronter le marché du travail. Plutôt qu'un licenciement pur et simple, l'employeur charge le cabinet d'organiser un « plan de réorganisation de carrière ».

Au nom de l'efficacité et du respect humain, c'est la gageure des conseils en recrutement.

ALAIN LEBEAUE.

Trois chambres syndicales pour 400 cabinets

TROIS associations — la CSNCR, l'AFCCOREM et le SYNTREC — revendiquent le droit d'être considérées comme la chambre syndicale d'une profession encore jeune qui ne rassemble guère plus de quatre cents cabinets de conseil en recrutement. Pourquoi ?

La caractéristique de l'activité explique en partie l'existence de groupements, qui ne se souhaitent pas réellement rivaux et se gardent bien de se critiquer. Il y a des chapelles, des notions déontologiques différentes qui se jugent sur des nuances. Mais surtout, il y a le passé proche, qui a largement tracé le fossé.

Les conseils en recrutement sont individualistes et le succès professionnel aidant, facilement égocentriques dans une activité où l'on ne cesse pourtant de proclamer l'importance des rapports conviviaux. Et puis, très souvent, la création d'un cabinet concurrent correspond au départ d'un conseiller qui abandonne son ancienne équipe avec plusieurs clients. Des initiatives se forment. Des tensions ne peuvent cohabiter.

A l'origine, n'existait que le SYNTREC, qui se voulait davantage club, un groupe de réflexion, et qui, sans abandonner ses caractéristiques, s'est transformé en chambre syndicale. On y trouve une vingtaine d'adhérents, appartenant pour la plupart à la catégorie des gros cabinets (PA, CEGOS ou Bernard Juhel), un peu au-dessus de la médiocrité.

Est ensuite venue la CSNCR, Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement, qui regroupe désormais une centaine de cabinets et qui s'est créée en 1978. A l'époque, la profession avait pu craindre que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'entraînant une mise sous tutelle de l'activité, peu appréciée par les socia-

listes et les communistes. Il fallait donc s'organiser pour assurer sa défense, améliorer son image de marque et donner plus de poids à un nouveau métier, trop mal connu.

Plus tard, un autre groupe de réflexion, volontiers élitiste, s'est constitué avec l'AFCCOREM, l'association française des conseils en recrutement. Il y a quelques mois, elle devenait chambre syndicale à son tour, pour pouvoir dire son mot et représenter la profession. Ici, on voudrait bien être l'avant-garde, avec une quinzaine de membres.

Les trois groupements ont, chacun pour leur compte, élaboré une charte où l'on retrouve les mêmes axiomes. Il s'agit de garantir le secret et le sérieux du traitement de l'offre comme de la candidature. Tous se proposent de connaître au mieux l'entreprise cliente, le site et le poste proposé. Tous veulent aller plus loin pour disposer d'une information juste, réaliste et objective. A l'égard du candidat, ils ne veulent porter que des jugements relatifs, en fonction de poste, et s'interdisent de prononcer des appréciations traumatisantes.

Quant aux méthodes elles-mêmes, elles sont affaire de choix, les uns préférant les entretiens puis les tests, les autres à l'inverse, ou encore les études graphologiques. Tous affirment se préoccuper de déloger le potentiel des qualités d'un postulant et de vouloir faire de ses défauts des avantages.

• SYNTREC — 3, rue Léon Bonnat, 75016 Paris. Tél. 624-43-53.

• CSNCR — 30, rue Fabert, 75007 Paris. Tél. 555-25-81.

• AFCCOREM — 8, rue Duplex, 75015 Paris. Tél. 566-03-07.

ECAM LYON

Ingé. Généralistes
CONCOURS 18/20 JUIN
OUVERT SPE M/P/T
Lyon (7) 837.81.81

Une solide formation en Physique de base et dans les principaux domaines des Sciences Physiques pour l'ingénieur (informatique, traitement du signal, électronique, optique, optoélectronique...) feront de vous un ingénieur recherché par les industries de pointe.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE DE MARSEILLE

recrute :
— par le concours Commun des Ecoles Nationales Supérieures d'ingénieurs, programme M, P, TA (Mathématiques Spéciales) et DEUG (Université);
— sur titres en 1^{re} année d'études pour les titulaires d'un DUT;
— sur titres en 2^e année d'études pour les titulaires d'une maîtrise.
Documentation sur demande :
E.N.S.P.M.
rue Henri-Poincaré
13397 MARSEILLE CEDEX 13
Tél. (91) 98-17-87

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

87, av. du Président Wilson
94230 CACHAN - Tél. (1) 884-18-51
Préparation aux fonctions d'enseignant ou de chercheur, Univ., Gdes Ecoles, I.U.T. et Es de second degré (disciplines scientifiques, technologiques, économie et de gestion, sciences sociales, arts et création industrielle).
Admission sur concours (Bac + 2 ou Bac + 4), études rémunérées, hébergement assuré aux collégiens.

INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

MÉDECINE et PHARMACIE (1^{re} année)
• stage pré-universitaire pour bacheliers
• préparation intensive par cours du soir ou stages
PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX
Ecoles PARAMÉDICALES (kinésithérapeutes, laborantins Manipulateurs en électroradiologie infirmiers, Pédiatres, Ergothérapeutes)
Ecoles D'ORTHOPHONIE
Ecoles NORMALES
PRIMAIRE
BTS TOURISME

ENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
IPESUD Le Parc du Bonheur, 801 D, Rue Marquis Courbe, Rue du Belvédère, 34100 MONTPELLIER. Tél. 54.72.20

SITB

DIPLOMÉS GRANDES ECOLES 10 semaines pour valoriser 5 ans d'études

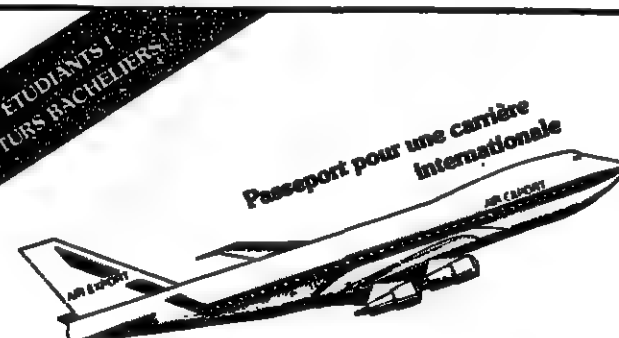
Pour permettre aux jeunes ingénieurs et diplômés d'écoles de commerce, attirés par l'informatique de gestion, de devenir rapidement opérationnels sur les systèmes les plus performants, SITB leur propose de leur offrir, 10 semaines de formation complète et rémunérée aux techniques de base de l'informatique. Intégrée annuellement à nos équipes d'études, ils évoluent progressivement vers des responsabilités de Chef de Projet, Ingénieur Systèmes, Conseil.
Nous sommes l'une des premières sociétés de services d'ingénierie informatique française, leader dans le secteur Banque Finances (30 ans d'expérience, 500 personnes, 150 MF CA), et pourvoyons notre développement sur différents axes : Télémarketing, Réseaux, Logiciels, Conseil.
Lieu de travail permanent : Paris Centre. Début du prochain stage : 16 juillet 1984.
Contactez Mme Pironin, SITB, 38 rue des Jeunes 75002 Paris. Référence JDM 384.

SSC INFORMATIQUE PARIS

EN VUE DE CRÉER UN DÉPARTEMENT
DÉLÉGATION D'INFORMATICIEN
Analyses, Programmes, Ingénieurs
DANS DOMAINE TRADITIONNEL ET DANS TECHNIQUE INFORMATIQUE DE POINTE C.A.D. E.A.O.

UN DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

— Très introduit dans le domaine de l'informatique.
— Capable de vendre ce type de service auprès d'une clientèle à créer
REMUNÉRATION COMPRISE ENTRE 150.000 F et 350.000 F PAR AN SELON LES RÉSULTATS
Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à REGIE-PRESSE, sous n° 1, 044 500 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Faites une partie de vos études à l'étranger

Rejoignez l'EPSCI et le groupe ESSEC



L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL

• Trois années d'études supérieures
• Une formation internationale opérationnelle
• Deux stages en entreprise
• Des débouchés nombreux

Admission sur concours
• En 1^{re} année : bacheliers ou étudiants ayant entamé des études supérieures
2 sessions : juin et septembre 1984
• En 2^e année : titulaires de DUT, DEUG, BTS en Économie, Commerce ou Gestion
1 session : septembre
titulaires de BTS, DUT, diplôme d'Écoles d'Ingénieurs, concours après sélection et travail de rattrapage

EPSCI B.P. 105
95021 CERGY-PONTOISE CEDEX TÉL. 038.38.00

M : _____
Adresse : _____
Souhaite recevoir une documentation sur l'EPSCI

La carrière internationale : un choix pour l'avenir

PARMI les tout premiers pays exportateurs (au troisième ou quatrième rang, selon les statistiques), la France réalise 90 % de ses échanges extérieurs avec 14 000 entreprises seulement.

En fait, la situation est encore plus contrastée puisque le marché de l'exportation est tenu par un nombre limité de sociétés, importantes de surcroît — 1 200 d'entre elles font à elles seules 80 % des affaires, 250 à 300 en réalisent 50 % et moins de cent en assurent 40 %. L'exportation est donc un secteur d'activités très concentré, mené par de grandes firmes bien implantées sur le territoire national et qui possèdent les hommes et les moyens nécessaires à la constitution de réseaux de vente ou de filiales à l'étranger, voire capables de s'y implanter industriellement.

Toutefois, alors que la nécessité d'efforts à l'exportation revient comme un leitmotiv dans le discours économique, des changements s'opèrent. Des petites et moyennes entreprises obtiennent de bons résultats à l'étranger. Des pertes étonnantes se produisent et des conquêtes ont lieu, parfois inattendues. Les pouvoirs publics multiplient les actions de promotion et tentent de sensibiliser les acteurs économiques. Aussi assiste-t-on à la naissance d'une nouvelle génération de sociétés de commerce international qui, souvent, servent de relais pour les petites et moyennes entreprises et deviennent des intermédiaires pour l'introduction sur des mar-

chés lointains ou réputés difficiles.

Ces sociétés constituent aujourd'hui un pôle important. Elles contrôlent environ un tiers du commerce extérieur de la France et sont environ 15 000 à intervenir, dont 9 000 pour l'importation et 6 000 pour l'exportation.

L'étranger depuis le siège

Depuis les temps héroïques, l'activité d'exportation a aussi beaucoup évolué et n'est plus laissée au hasard. Il ne s'agit plus de vendre à l'étranger ses seuls excédents ou encore d'y réaliser de simples opérations ponctuelles, aussi fructueuses soient-elles.

Les échanges extérieurs justifient maintenant l'existence de structures adaptées au sein des entreprises en France même. La recherche systématique de débouchés nouveaux, la consolidation de positions acquises par l'implantation industrielle et commerciale directe, justifient l'élaboration de ce que les commerciaux appellent un plan marketing international, pour lequel il faut tenir compte des spécificités commerciales (prospection, formation, études des besoins) mais aussi des caractéristiques juridiques, fiscales et réglementaires des pays concernés.

Pour ce faire, il faut au siège de la société des cadres qui soient des spécialistes de ces activités, des personnes formées et préparées à l'intervention internationale. Cela passe par le traitement

des problèmes de garantie, de crédit, de paiements internationaux ou de distribution des produits (transports, douanes, transit) avec tous les aspects de préparation juridique et fiscale des actions commerciales ou des implantations à l'étranger.

La technicité de ces postes, qui sont relativement nouveaux, s'élève. Il faut des cadres de haut niveau capables de devenir des responsables administratifs, des gestionnaires de commandes d'exportation ou des spécialistes transports. Les montages financiers, juridiques et fiscaux d'opérations nécessitent la présence de spécialistes du financement à l'exportation, de juristes et de fiscalistes internationaux, de bons connaisseurs des crédits internationaux ou, encore, de spécialistes d'accords de licences ou d'accords industriels.

Mission de confiance

A l'étranger, les fonctions évoluent aussi. Les entreprises exportatrices recherchent pour la vente d'ensembles industriels clés en mains, des cadres capables de conduire commercialement, financièrement et techniquement une affaire. Des négociations et des tractations ont lieu, qui sont confiées à des ingénieurs d'affaires ou à des négociateurs de contrats.

Très souvent, le marché est emporté si l'entreprise est en mesure de l'accompagner de transferts de technologies qui entraînent des actions de formation, pour la transmission du savoir et de la

maîtrise industrielle. Ainsi, dans certains contrats, notamment pour les sociétés d'ingénierie, la part réservée à la formation des hommes peut atteindre 20 % et plus.

Commercialement aussi, au stade a été franchi. Il faut maintenant des directeurs de filiales, des délégués à l'étranger, dont le profil s'éloigne rapidement de celui de représentant de commerce international. Les missions se diversifient et s'élargissent. Les cadres deviennent les responsables du développement, du marketing ou des « managers internationaux », qui ont la responsabilité de l'animation commerciale, du contrôle et de la gestion des filiales en tenant compte de ses répercussions commerciales et financières.

Grandement profitable au développement de l'exportation, cette évolution a toutefois pour résultat d'écartier les jeunes de la fonction. On ne débute pas, ou peu, dans la carrière internationale. L'expérience prime sur la formation de base et l'employeur préfère désigner, pour cette mission de confiance et de responsabilité, un cadre qui possède une bonne connaissance de généraliste de l'entreprise et de son fonctionnement. Il s'agit donc d'une voie à laquelle il faut se préparer et qui sera, en tout état de cause, et l'avenir de l'entreprise, et l'avenir individuel... passé le temps d'intégration.

A. L.

Un modèle « à la française »

(Suite de la page 17.)

En simplifiant quelque peu, chaque Français voudrait avoir les avantages des trois modèles sans en payer le prix : emploi à vie mais dans la continuité d'un même métier ; possibilité de se louer à meilleur prix mais refus des bas salaires en cas de difficulté de l'entreprise ; appel à l'Etat pour financer la formation et la protection sociale mais accablément devant la hausse des charges et des impôts. Cette incohérence conduit au chaos.

La France est le pays industriel où, par refus de licencier une partie des effectifs, on condamne toute l'entreprise à la faillite et au chômage ; où on refuse d'embaucher parce qu'on craint de ne pouvoir débaucher ; où on forme peu et mal les ouvriers et employés ; où on jette sur deux quille l'école sans diplôme, ce qui, sur ce point, place la France au dernier rang des pays industrialisés ; où un jeune diplômé de grande école reçoit un premier salaire supérieur à celui des trois quarts des salariés français ; où l'on délivrait cent fois plus de CAP de

sténodactylos que d'informaticiens (chiffres de 1978) ; où l'on désinvestit ou sous-investit dans des secteurs à forte demande (biens de consommation courante, automobiles, moyens de communications individuels) pour investir dans des activités cal-de-sac (charbon ou beurre, par exemple).

L'abandon à un prix : un emploi défendu dans le charbon coûterait 9 000 francs par mois à l'Etat, soit environ le double du salaire français moyen.

On ne peut expliquer en quelques mots comment la France en est arrivée là. Risquons une simplification. Au long des siècles, l'exercice de pouvoir central a conduit les citoyens à s'organiser en groupes divers pour arracher des avantages et des protections. Le pouvoir les accorde pour conforter son rôle central. La méthode est devenue un réflexe : on monte à Paris pour obtenir gain de cause. Une conséquence est la division des Français, retranchés dans la défense de leurs privilèges acquis. Les cultures des groupes de défense tendent à s'imposer à la culture nationale.

Sur l'agenda français des réformes politiques, il n'est de tâche plus urgente que de proposer un nouveau modèle de gestion de nos ressources humaines (de la natalité à l'école, du marché du travail à la retraite). Il ne s'agit pas de saligner sur Washington, Bonn ou Tokyo, mais de définir l'esprit et les techniques d'un modèle à la française, cohérent avec notre culture, notre économie, nos ambitions.

Une nouvelle règle du jeu

Il faut repartir des principes de base de notre vie publique pour définir une nouvelle règle du jeu, acceptée et respectée par le plus grand nombre. A chaque fois que la France se bloque, se divise ou se déchire, on vérifie qu'elle ignore ses propres vertus. Il faut que s'exprime notre res publica. Sur le fronton de tous leurs bâtiments publics, mais hélas trop peu dans leurs têtes et dans leurs cœurs, les Français ont écrit une devise républicaine dont l'application serait plus efficace que n'importe quelle ANPE, Liberté, égalité et fraternité définissent un modèle génial de gestion des emplois : liberté de choix, égalité de droits et de devoirs, fraternité pour faciliter les mutations et compenser les mauvais coups.

Dans un monde complexe, il faut comprendre que ces trois principes interagissent. Les excès ou insuffisances de l'un peuvent être compensés par une action sur les autres.

L'exemple de l'accès à l'enseignement supérieur est éclairant. Au nom de la liberté (des étudiants), certains voudraient un accès libre à toutes les formations. Mais toute liberté a sa réciprocité : les employeurs sont libres de ne pas embaucher des employés inutiles. Ce conflit des libertés peut être atténué par plus d'égalité dans le processus sélectif (meilleure information dans les lycées et plus grande égalité dans les conditions de préparation des

concours, notamment), mais aussi plus de fraternité : offrir une deuxième chance, des passerelles vers d'autres formations, des formations continues offriront les mêmes diplômes d'autres écoles. La négociation de ces compensations permettrait de vérifier la qualité des informations disponibles ; d'entendre tous les partenaires concernés et de rechercher une régulation d'intérêt général.

Avec sa devise qui définit les principes fondamentaux d'une évolution sociale harmonieuse, la France devrait être le champion de la création, de la flexibilité, de la reconnaissance des différences et du rejet de l'indifférence. Cette France-là serait le point d'équilibre des modèles libéraux, organisés, et français. La méthode est plus simple qu'on ne le croit.

Ainsi de la retraite à soixante ans ou des trente-cinq heures : au lieu d'imposer à tous une règle butoir, il faudrait rechercher une règle souple permettant d'autres choix : retraite à soixante ans (ou moins) et soixante-cinq ans, voire plus (Suède...) ; des horaires de trente-cinq heures (ou moins) ou quarante heures, voire plus (Japon...).

Ainsi des licenciements : au lieu de les interdire pour mieux les subir plus tard, il faudrait rechercher les conditions qui rendent acceptable l'évolution quantitative des effectifs de l'entreprise. On imagine alors des propositions nouvelles : l'entreprise qui licencie pourrait se voir imposer certaines contraintes (réduction des dividendes distribués, réduction des hauts salaires, augmentation des investissements, de la formation...) qui consolideraient sa rentabilité à long terme ; le salarié licencié recevrait des indemnités accompagnées d'obligations de formation, de mobilité. On pourrait imaginer que son revenu soit garanti pour x... années à y % de son ancien salaire ; ainsi il pourrait retrouver un nouvel emploi à un salaire inférieur à y %, mais compensé par des fonds spéciaux.

La liberté est efficace, mais pas toujours tolérable. Notre pays a su l'intégrer dans un triangle magique qui permet son épanouissement. Il serait décidément ridicule qu'on se privât de ses mérites.

Les petites fournies de l'emploi

Peter F. Drucker vient de rappeler : (1) qu'aux Etats-Unis les emplois ne sont plus créés en majorité par le gouvernement (comme aux lendemains de la dernière guerre mondiale), ni par les grandes entreprises, ni par les nouvelles technologies (même si leur contribution est importante), mais par une multitude de petits entrepreneurs présents dans tous les domaines : santé, éducation, services, culture, artisanat, distribution, activités déléguées de « service public », industrie, etc.

Les petites fournies de l'emploi qui créent ces millions d'opportunités pour leurs concitoyens sont avant tout armées de leur liberté d'entreprendre dans une société qui

leur donne les moyens législatifs, financiers et humains de s'épanouir, pour le bien de tous.

Heureusement, ces petites fournies ne sont pas moins nombreuses en France, ainsi qu'en témoigne le dynamisme remarquable de tout secteur dès lors qu'il est libre d'accès (radios locales, restauration, petite distribution, SSCI, associations, etc.). Que d'énergie, que de raisons de penser que la France connaît les clés du modèle de l'économie humaine auquel tous les Français aspirent quand ils sont assurés d'être tous logés à la même enseigne, et non manipulés par des privilèges partisans. La France, de plus en plus, a la culture de l'avenir, mais elle n'en a pas les institutions.

Il y a une perte de confiance dans les organisations politiques, les centrales syndicales, le patronat (mais pas dans l'entreprise), parce que les Français ne veulent plus qu'on parle et décide en leur lieu et place, au nom d'une autorité distante. De plus en plus nombreux sont ceux qui croient à la liberté. C'est une force de renouveau culturel, qui va s'exprimer dans la gestion de nos ressources humaines.

Edgar Morin a raison d'annoncer que « la vraie et grande politique ne se fait pas avec la certitude de gagner mais avec la foi en ses principes » (2).

Libres, égaux et fraternels devant la création et la distribution des emplois, les Français seront irréfractibles !

ALAIN VAN BOCKSTAELE

(1) Harvard Business Review, janvier 1984.
(2) Pour sortir du XX^e siècle, Fernand Nathan, 1981, p. 138.

Quatre jours de dialogue et de débats

A partir du mardi 6 mars et jusqu'au vendredi 9, les Journées de l'emploi des jeunes diplômés qui auront lieu au Palais des congrès à Paris, accueilleront élèves des grandes écoles, universitaires et jeunes cadres.

De 9 h 30 à 18 heures, ils pourront rencontrer des dirigeants d'entreprise pour les interroger sur leur politique de recrutement et aborder toutes les questions que posent le choix et l'orientation d'une carrière professionnelle.

Cinq conférences-débats marqueront ces Journées :

MARDI 6 MARS, à 14 h 30 : « RECRUTEMENT ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES »

Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment (prospection, annonces, contacts, tests, etc.) ?

Débat animé par Philippe Labadie, chef du service économique, avec la participation de : Michel Chaussumier, directeur des relations humaines des Laminiers de Roubaix ; Jean-Marc Devaux, directeur administratif et social d'Ugine Acier ; Christian Laus, président-directeur général du groupe Egor ; Gilbert Millet, directeur du cabinet de recrutement Etop.

MARDI 6 MARS, à 17 heures : « CREER SON ENTREPRISE, UNE PASSION D'AVENIR »

Pourquoi et comment les jeunes diplômés peuvent créer leur entreprise ?

Débat animé par Paul Fabra, éditeur, avec la participation de : Alain Blot, directeur général adjoint du Crédit Lyonnais ; Pierre Larfite, président de la conférence des grandes écoles, directeur de l'Ecole nationale supérieure des mines ; Robert Lagane, administrateur de l'Agence nationale pour la création d'entreprises, président du mouvement des moyennes entreprises Echio ; Christian Marbach, directeur général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche ; Alain Perroy, directeur de la direction régionale de l'industrie et de la recherche d'Ile-de-France ; René Sylvestre, directeur de la publication l'Etudiant.

Lancement du concours « Passeport pour la création d'entreprise », destiné aux grandes écoles de l'Ile-de-France.

MERCREDI 7 MARS, à 15 heures : « BIEN CHOISIR SON EMPLOYEUR »

A la fin des études, quels sont les critères pour choisir sa carrière ? Public ou privé. Taille de l'entreprise. Profil de carrière. Salaire. Sécurité de l'emploi. Promotion. Intérêt du poste. Profil du patron...

Débat animé par Jean-Michel Croissant, rédacteur en chef du Monde de l'éducation, avec la participation de : Luc Gillet, chargé du recrutement des cadres de L'Air Liquide ; Roger Mezin, directeur de l'ESCAE Amiens-Picardie ; Alexandre Tic, président du cabinet Alexandre Tic ; Gérard Schneider, directeur de Schneider Recrutement ; Alexandre Wickham, co-auteur du livre Les Carrières.

JEUDI 8 MARS, à 15 heures, salle Bleue, niveau 3 : COLLOQUE HEC-LE MONDE : L'INTERNATIONALISATION DES CARRIÈRES

Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé attiré par une carrière à l'étranger, quelle entreprise choisir ? Faut-il posséder une certaine expérience ? Travailler en métropole ou à l'étranger ?

Débat animé par François Simon, chef adjoint du service économique, avec la participation de : Olivier Lacroix, président-directeur général de Lafarge-Coppée ; Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider SA ; Claude Sablon, directeur du personnel de Remy Martin.

VENREDI 9 MARS, à 15 heures, Hall Paris, niveau 1 : LES NOUVEAUX MOYENS DE COMMUNICATION INFORMATIQUES

La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises, notamment comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Avec quels hommes ?

Débat animé par Eric Le Boucher, journaliste au service économique, avec la participation de : Gérard Beuvin, président-directeur général de Silego ; Claude Neuschwander, président de Ten ; Bernard Lormy, directeur du développement technologique de CAP-Gemini-Sogefi.

POLLES

enseignement supérieur privé
préparation
HEC - ESSEC
ESCP - ESCAE
Option économie pour
bac A-B-C-D
Préparation Sciences-Po
185, boulevard Bineau
92200 Neuilly - Tél. : 747.04.60

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un de ces diplômes :

- Chambre de commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges ;

- R.T.S. traducteur commercial atteste une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc. ;

Examinez chaque année dans les principales villes de France.

Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., en profitant pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à Langues et Affaires, Serv. 4140, 35, rue Collège, 92203 Paris-Levallois. T. 770-41-88 ou 270-73-63 (établi privé à distance).

SOCIETE FRANCAISE PARMI LES LEADERS SUR LE MARCHE DES TERMINAUX TELEPHONIQUES (CA 240 MF - 580 personnes)

Associée à des groupes industriels français et étrangers de réputation internationale, recherche dans le cadre de sa mission vers les technologies électroniques de pointe, et de sa diversification en direction des marchés privés et exportés :

Un ingénieur méthodes en fabrication

Evolution possible vers la prospective de nouveaux procédés industriels. Il aura en charge la fonction méthode traditionnelle en soutien à la fabrication. L'apport d'adresses à un ingénieur arts et métiers ou ingénieur ayant une expérience solide de la fabrication de matériels électroniques ou électromécaniques en grandes séries. Le poste est rattaché au chef des services méthodes et industrialisation.

Le poste pourra évoluer vers des fonctions de prospective et de recherche de nouveaux procédés industriels dans la période où la société s'orientera vers de nouvelles technologies.

Un responsable informatique

Il aura pour mission de définir le plan directeur informatique de la société, d'élaborer les cahiers des charges et d'assurer la mise en place de toutes les procédures informatiques de la société. Il coordonnera et gèrera l'ensemble des projets informatiques sous leurs aspects budgétaires, planning et performance. Il assistera la direction générale auprès des sociétés et organismes extérieurs qui interviennent pour la définition des systèmes et leur mise en œuvre.

La fonction est rattachée à la direction administrative et financière.

Ces différentes fonctions sont à pourvoir dans un site agréable, en Haute-Savoie, à proximité de Genève.

Ecrire à REGE PRESSE, aparc 47 04546, 18 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

Le Monde

culture

CINÉMA

LA NEUVIÈME NUIT DES CÉSARS

Les meilleurs ont gagné

Au vu des nominations, on pouvait penser que les Césars se partageraient, sans doute au prix d'une lutte serrée, entre l'Été meurtrier et Tchao Pantin, fréquemment retenus jusque dans les plus hautes catégories et que, peut-être, Maurice Pialat (mais il avait déjà eu le prix Delluc pour A nos amours) obtiendrait une récompense. Au deuxième tour - c'était bien de voir indiquer ces chiffres mille trois cent soixante-huit votes sur deux mille cent membres de la profession cinématographique inscrits à l'Académie des arts et techniques du cinéma ont été exprimés, soit 65 %. Et la grande surprise annoncée au début par l'huissier qui connaissait, alors, seul, le secret des enveloppes cachetées, est arrivée en dernier, selon le jeu habituel du suspense.

Avec, chacun, le même nombre de voix, A nos amours de Pialat et le Bal de Scola se partageaient, ensemble, le César de meilleur film de l'année. Scola étant, par ailleurs, désigné meilleur réalisateur. Un outsider qu'on n'attendait pas. Quant aux favoris, les films de Jean Becker et Claude Berri, outre les Césars d'interprétation attendus, à Coluche et Isabelle Adjani, ils s'en sont tirés avec suffisamment d'honneurs.

Contrairement à ce qui s'était passé les deux années précédentes, ce palmarès pour 1983 - compte tenu, bien sûr, des nominations - s'est réparti entre des œuvres de

qualité, sans opérer de clivage entre films d'auteurs et films « populaires ». Et Sandrine Bonnaire, « meilleur jeune espoir féminin », ajoute au succès de Pialat, tout en recueillant sa promotion personnelle.

Dans l'ensemble, les choix des gens de cinéma pour le vote final auraient pu être ceux des critiques. Ainsi le César du meilleur scénario original à l'Homme blessé, l'un des films français les plus originaux et les plus audacieux de l'année. Un petit regret pourtant : que, pour ce même film, Jean-Hugues Anglade n'ait pas été distingué comme « meilleur jeune espoir masculin ». Richard Anconina, nommé dans cette catégorie et dans celle du « meilleur second rôle masculin » l'a emporté dans les deux. Il méritait bien un César, mais on comprend que les votants aient porté leurs bulletins des deux côtés, pour être sûr qu'il gagne. C'était, en effet, une bonne tactique.

De la cérémonie par elle-même, on peut dire qu'elle est mieux à sa place dans la salle de l'Empire, dont les installations sont faites pour la retransmission à la télévision. Le spectacle était bien conduit, sans numéros de variétés envahissants. Gene Kelly, Monica Vitti, Charles Bronson et d'autres vedettes ont été applaudis. Reste toujours un peu de flottement dans les annonces et les présentations (sauf Léon Zitrone, qui

connaît bien le métier) et, surtout, dans les remerciements au moment des remises des fameuses statuettes. Toujours les mêmes mots pour l'émotion, la surprise, la joie.

Les comédiens français ne sont pas comme les Américains nommés aux Oscars : ils n'aiment pas, semble-t-il, préparer et répéter des textes. Cela devrait pourtant faire partie du cérémonial. On donnera en exemple Edwige Fenech qui, en recevant son César d'honneur, s'est montrée éblouissante : elle était vraiment en scène.

La fête des Césars avait attiré une foule de badauds dans l'avenue de Wagram. Mais qui prêtait attention à ces jeunes gens distribuant, discrètement, des tracts ? Des membres de la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'Action culturelle CGT (regroupant cinq syndicats de diverses branches cinéma-télévision) cherchaient, ainsi, à faire connaître leurs craintes devant la nouvelle convention UNEDIC pour l'indemnisation du chômage, qui doit être applicable au 1^{er} avril. Car, dans l'ombre de la gloire, de la réussite et des honneurs, le cinéma français c'est aussi, pour bien des artistes et des techniciens, le travail interminable, l'emploi précaire, les difficultés de vivre. Une autre histoire, dira-t-on...

JACQUES SICLIER.

THÉÂTRE

« FAUT-IL CHOISIR ? FAUT-IL RÊVER ? », de Bruno Bayen

Le vertige des proches du cher disparu

Un clown vient de mourir. Son partenaire habituel nous l'apprend, au retour du cimetière. Il nous apprend non sans un certain désordre de l'esprit, de la parole, non sans une certaine colère peut-être. C'est que, par-delà la mort de son ami, cet homme se retrouve déjà désemparé, perdu, patatouillant dans le paysage immense de ses mémoires, de ses faillites, de ce qu'il ne peut oublier, avaler, prévoir.

Il en va de même de la femme du clown, jeune, belle, mais toute brisée dans sa longue robe noire, et de deux copains du clown, qui, tous sont là, désamantés, parlant pour ne rien dire, mais dont la conversation croise à bâtons rompus ce qui se passe dans la tête de chacun. C'est la pièce de Bruno Bayen, *Faut-il choisir ? Faut-il rêver ?*, une ronde endiablée de flux de conscience en vadrouille, et lorsque le clown mort et enterré réapparaît dans la maison, plutôt terreux et miteux sous son beret basque trop enfoncé sur les oreilles, rien ne s'écroule pour autant.

Ce qui est étrange, dans cette pièce, c'est que ce flux infini de paroles, sans inflexion, sans aucun ton connu. Ni poétique, ni prosaïque, ni comique, ni philosophique. Ni rien. Comme un langage sans emploi. Et cette œuvre de Bruno Bayen fait penser à ces « chefs-d'œuvre » des maîtres ouvriers, maîtres artisans, qui créent des constructions parfaites de menuiserie, de serrurerie, et autres, objets qui ne sont ni des réductions de quelque chose, ni des maquettes, mais qui s'imposent, là, dans l'espace sensible, comme des épaves d'anciens naufrages, des témoignages d'aucun état : d'ailleurs, dans l'imaginaire qui irradie toute la richesse de conscience, de volonté. Comme si la survie de vraies mains, la survie d'un vrai corps, se jouaient sur cela, sur rien et sur tout, sur le refus catégorique d'un geste utile. Le « théâtre » de Bruno Bayen, dans cette pièce tout au moins, est comme ça.

Et la mise en scène de Bayen, comme le jeu de tous les acteurs, tout cela d'un art et d'une exécution parfaite, se joignent, se tiennent, dans cet esprit, dans cette perfection gratuite d'irradier la vie dans les os blancs d'un poing fermé. Noms de ces acteurs : Claude Degliame (la veuve), Christian Colin (le partenaire), Yann Collette et Louis Merino (les amis du clown), André Marcon (l'apporteur du clown).

Seul point noir de l'entreprise, mais non des moindres : le décor. Il est de Michel Millecamp, mais lui a parfaitement réalisé ce que Bruno Bayen lui demandait.

C'est un décor très beau, l'intérieur d'une maison de très grand luxe, moderne, d'une architecture libre, vivante, avec la nature qui

joue de tous les côtés, la lumière. Les matières sont nobles. L'eau, l'air, le feu, la terre, sont présents ici, comme dans les chasses-croisés du dialogue. Et aussi le jour et la nuit.

Le décor à la mode

Ce qui fait le problème, c'est le naturalisme. Un vrai décor, un vrai sol, un vrai plafond, de vrais murs, de vrais cadres métalliques, de vraies bases vitrées, etc. Une mode, aujourd'hui, de ces décors riches, l'emporte dans certains théâtres.

Cette mode est une aberration. Le théâtre est un mystère, une illusion. Le théâtre est imaginaire : des comédiens qui font semblant. Le lieu naturel du théâtre, c'est le semblant aussi la toile peinte, la fausse perspective, ou un rideau, ou rien. Encastrer le jeu du théâtre dans du réel, du lourd, c'est comme si l'on coulait des oiseaux ou des poissons dans du béton armé. Dans du décor lourd, l'acte théâtral asphyxie. Quelque chose n'a plus lieu.

Le théâtre, d'autre part, c'est le public, et le public c'est le voyage, les villes, les campagnes. Or ces décors lourds ne voyagent pas, impossible. Le théâtre, le vrai, vivant, c'est un parc ou un château qui se plie dans une maille et pèse deux mille grammes. Le décor lourd, c'est réactionnaire, méprisant. Et ça ne pense pas non plus aux machinistes du théâtre, dont le travail, dans ces conditions, perd son prix.

La pièce de Bruno Bayen est été jouée belle dans un décor de deux sous. Il est bizarre de voir ce décor absurde dans les bâtiments de Chaillot dont Vitez est directeur, alors que justement Vitez, entre autres mérites, évite résolument ces décors lourds naturalistes obtus tape-à-l'œil à la mode actuellement (ils font la gloire de Nanterre et d'autres lieux), où, alors que Vitez reste fidèle au strict décor de vrai théâtre, aux « feuilles » de toiles peintes qui s'échelonnent dans une fausse perspective, aux lumières, aux détails légers : le vrai grand art.

MICHEL COURNOT.
* Chaillot, Salle Gémier, 20 h 30.

Le palmarès

Meilleur film : A nos amours, de Maurice Pialat, et le Bal, d'Ettore Scola ; Meilleur réalisateur : Ettore Scola (le Bal) ; Meilleur acteur : Coluche (Tchao Pantin) ; Meilleure actrice : Isabelle Adjani (l'Été meurtrier) ; Meilleur second rôle masculin : Richard Anconina (Tchao Pantin) ; Meilleur second rôle féminin : Suzanne Flatz (l'Été meurtrier) ; Meilleur jeune espoir masculin : Richard Anconina (A nos amours) ; Meilleur jeune espoir féminin : Sandrine Bonnaire (Tchao Pantin) ; Meilleur scénario original : Hervé Guibert et Patrice Chéreau (l'Homme blessé) ; Meilleur scénario adapté : Gilles Lellouche (l'Été meurtrier) ; Meilleur montage : Jacques Witta (l'Été meurtrier) ; Meilleur son : Jean Labussière et Gérard Lampin (Tchao Pantin) ; Meilleure musique : Vladimir Cosma (le Bal) ; Meilleur court métrage d'animation : le Voyage d'Orphée, de Jean-Michel Cosca ; Meilleur court métrage documentaire : Ulysse, d'Agathe Varda ; Meilleur court métrage de fiction : Star Sabatier, le Bonheur des étoiles, de Stéphane Drevet ; Meilleur film francophone : Dans la ville éternelle, d'Alida Tassier ; Meilleur film étranger : Poney et Alexandre, d'Ingmar Bergman ; Césars d'honneur : Georges de Beauregard (producteur), René Clément (réalisateur), Edwige Fenech (actrice).

NOTES

Jazz

AU TEP

Trois stars et un inconnu

Chautemps, Jamnik Top et Coccarilli. En trois noms, c'est toute la « scène » de la musique de ces dernières années qui est imaginativement convoquée : jazz, studios, musique contemporaine, rock, sans oublier la très décriée « musique de variété ». C'est d'ailleurs leur petite nature à tous trois : cette passion lucide, d'une musique de variété pour le temps présent où se retrouvent pêle-mêle toutes les variétés de musique. Avec en prime le goût de l'humour, du saugrenu, et le génie de la mise en place. Peut-on rêver rythmique plus efficace, plus débordante aujourd'hui, que celle du tandem Coccarilli (batterie) - Jamnik Top (basse) ?

Avec un rien de provocation et beaucoup de sincérité, ils ne se gênent pas pour réintroduire des éléments qu'on a parfois tenus à distance : le rock, le binaire, les machines électroniques, toute sorte de trucs sonores qu'ils maîtrisent comme personne.

A ce trio de stars discrètes s'ajoute aujourd'hui Robert Persi. Au fait, qui est Robert Persi ? On ne sait pas encore. Fil de musicien (cette mémoire diagonale de la musique), il a vingt ans et pratique le synthétiseur. On ne sait rien d'autre de lui, sinon qu'il a été choisi par les trois autres : Chautemps, Top et Coccarilli. Cela suffit.

FRANCIS MARMAIDE.

* TEP, lundi 5 mars, à 20 h 30.

■ **LE RETOUR D'ULYSSE** de Monteverdi, sera présenté en 1985 au Festival de Salzbourg dans une nouvelle version de Hans Werner Henze.

■ **MOZART A FRANCFORT**. - Sir Georg Solti a créé à Francfort un Festival Mozart qui aura lieu chaque année, en juin. En 1984, il comprendra seulement des concertos, auxquels s'ajouteront, les années suivantes, des productions d'opéra.

Théâtre

« JACK WIE HOSE »
au Petit Odéon

Qu'a-t-on fait d'elle ?

Au milieu d'un brio-à-brac sorde, est assis, méditant sur un siège de toilette, un personnage à la Reiser : un type blondasse, à l'œil torve. Et puis, il chante, il parle avec une voix féminine, car c'est une femme qui la dureté des temps a contraint à prendre l'identité et le travail de son mari quand il est mort.

L'histoire - elle est vraie - se passe dans les années 30, à un moment où le droit de choisir son métier était réservé aux hommes. Jack Wie Hose, dont l'auteur et metteur en scène est Manfred Karge, dépasse la réflexion sur la condition féminine. La pièce raconte comment se désarticule une personnalité soumise à des pressions aberrantes. Ce n'est pas une pièce réaliste, mais un assemblage d'écriture (1), alternativement sarcastique, violente, rapide, lyrique, grave, qui s'émouline et s'effondre dans une comédie macabre exceptionnelle. Lore Brunner.

Lore Brunner était Marie dans le Woyzeck mis en scène par Manfred Karge et Mathias Langhoff (présenté en France en 1980). Elle était la force de vie insupportable aux hommes. On la retrouve ici masquée, grotesque et, cependant, elle ne perd rien de sa sensualité, de son énergie gloutonne, ni de son humour. Un être qui s'est perdu et tend les mains, une femme cassée qui fait peur, qui fait mal parce qu'elle pose la question toute simple : qu'est-ce que vous avez fait de moi ? Elle est la voix, elle est le corps de tous ceux dont on n'ose pas regarder la misère.

COLETTE GODARD.

* Jusqu'à ce lundi 5, au Petit Odéon, 18 h 30 ; au TNP, à Villiers-le-Moignon, représentation exceptionnelle le 6 mars.

(1) Le texte français traduit par Michel Bataillon est paru dans l'hebdomadaire *Revolutions*, n° 208.

EXPOSITIONS

EUGÈNE CARRIÈRE CHEZ PATRICE TRIGANO

« On a fumé dans la chambre d'enfant ! »

A combien de temps remonte la dernière exposition Eugène Carrière dans un musée de France ? A 1949, à l'Orangerie, dans une manifestation qui fait son œuvre au symbolisme. Depuis, elle a été longuement exposée à l'étranger, à Londres, à Tokyo, à New-York... Et c'est aux États-Unis qu'a été publié, l'an dernier, un livre sur sa peinture et son influence.

En France, il n'est heureusement pas un oublié pour tout le monde. Pas pour Patrice Trigano, qui vient d'ouvrir une galerie rue des Beaux-Arts, après avoir été l'assistant de M^{re} Maurice Rheims à l'hôtel Drouot. Quand un Carrière passait entre ses mains, il l'achetait. Il présente aujourd'hui quarante tableaux et autant de dessins pour la plupart de sa collection privée (avec quelques prêts d'amis collectionneurs et de musées).

Les artistes ont été de son vivant Carrière, que les amateurs ont manqué. Picasso, cet œil toujours en quête d'une idée neuve, a su voir et prendre son espace monochrome dont il a fait sa période bleue misérabiliste. Edvard Munch, lors de son voyage à Paris au tournant du siècle, a-t-il vu Carrière qui tenait une académie libre, assez courue pour avoir reçu quelques futures pharos de la peinture comme Matisse, Derris, Manquy ? Le fait est qu'on trouve dans l'œuvre du maître de l'expressionnisme nordique les thèmes et la manière de Carrière. Cette peinture de la douleur, de la maladie dans le moiteur des lits de souffrance, rendue avec une ligne sinueuse, souple, très Art nouveau, qui épouse les contours de la forme torturée.

Mais Carrière est français et pas expressionniste pour un sou. Ses nus tapés dans l'ombre, on les retrouve, plus lascifs, chez Bonnard au commencement, avec la même grisaille indolente. Mais son origine socialiste de peintre des martyrs de la Commune le rendait attentif à l'humanité des visages, le plus souvent de ses amis les poètes et les écrivains, comme Verlaine, Golluth, Daudet, Théophile Gautier, aux femmes et aux enfants, chez qui il tentait de saisir la vie qui passe dans le voile léger des couleurs.

Les couleurs, pour Carrière, c'est principalement le bistre, à

peine avivé de rouge, la grisaille dorée au jaune, toujours étendue d'essence, pelliculaire... C'est un peintre d'ombres et de lumières. « Un Rembrandt crépusculaire », disait de lui Edmond de Goncourt, dont il a fait le portrait assis dans un fauteuil rocaille, « pour le faire avouer », que la peinture dit ce que cache le masque.

Carrière, qui a surtout peint des têtes et des corps (la peine des paysages du Val-de-Marne, épurés de toute anecdote, ramènés à leurs lignes essentielles), tentait de saisir l'humanité des visages au moment où la photographie faisait irruption dans le témoignage de la réalité, laissant les artistes avec le sentiment que la peinture était bien morte, tuée par une nouvelle invention technique. Cet homme réfléchi, que les obstacles ne décourageaient pas, avait conçu que désormais le portrait-souvenir était l'affaire de la petite boîte noire, mais l'interprétation philosophique du visage était, dans l'incertitude du flou, celle de la peinture. Degas, un des rares à narguer la manière embrumée de Carrière, sa peinture au « jus de pipe », bistre comme un daguerrétype, avec son « bougé », y voyait de la fumée malsaine. « On a fumé dans la chambre d'enfant ! », s'écriait-il dans un mot atroce, tirant un de ses tableaux.

Alors que la peinture tout entière était gagnée par les couleurs claires et respirait le plein air, Carrière venait avec ses ombres et ses lumières qui tuméflaient ses visages et leur donnaient le volume d'une sculpture. Rodin, son ami qui pétrissait sa glaise, son bronze, comme le peintre sa matière picturale, voyait en Carrière un sculpteur. Un sculpteur qui, à bien des égards, rappelle l'humanité douloureuse et poétique de Deumier. Mais, aujourd'hui, la postérité retient de lui sa touche fluide, proche de Turner, que Carrière découvre lors de son séjour à Londres en 1877-1878, et qui le lie avec l'abstraction moderne contemporaine : déjà, il tentait d'en dire le plus avec le moins de peinture.

JACQUES MICHEL.

* Peintures et dessins d'Eugène Carrière, galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts. Jusqu'au 31 mars.

DU 3 AU 11 MARS

VIETNAM

THÉÂTRE MUSIQUE MARIONNETTES SUR EAU

de 15 F à 80 F

MAISON DES CULTURES DU MARAIS
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEME-ST-GENIS

544.72.30 - 831.11.45

VENTE AUX ENCHÈRES

Sous le patronage de la Société d'Encouragement aux Métiers d'Art (SEMA)

VENTE EXCEPTIONNELLE DE 200 ŒUVRES D'ARTISANAT D'ART CONTEMPORAIN

Par le ministère de M^{re} Hervé CHAYETTE, commissaire-priseur

LE 13 MARS à 20 h 30 SALLE PLEYEL (Salle Chérel)

252, Faubourg-Saint-Honoré, 8^e Rénovée. SEMA 265-74-50

Exposition de 4 à 12 mars

Salle Pleyel (grand hall) de 14 heures à 19 heures.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

En V.O. : GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT HALLES - HAUTEFEUILLE PATHÉ - ÉLYSÉES LINCOLN - PARNASSIENS - OLYMPIQUE ENTREPOT. En V.F. : GAUMONT RICHELIEU - FRANÇAIS PATHÉ - CLICHY PATHÉ - MONTPARNOS - NATION - GAUMONT CONVENTION - CYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien - 4 TEMPS La Défense - C. GERMAIN - PATHÉ Belle-Épine - PATHÉ Champigny - TRICYCLES Asnières - ARGENTEUILL.

LA FEMME FLAMBÉE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Un film de

Gudrun Landgrebe Robert Van Ackeren Mathieu Carrière

EVA : jeune femme, belle, expérimentée, dominatrice. Bondage, SM, cuir. Confort. Discretion absolue.

CHRIS : JH. très séduisant reçoit sur rendez-vous hommes, femmes, couples. Tous fantasmes.

RADIO-TÉLÉVISION

LE CARNET DU Monde

Lundi 5 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Cinéma** : *Gel rouge*.
Film américain de Robert Wise (1948), avec R. Mitchum, B. Bol Gaudes (N).
Un aventurier sympathique, initié aux engins de voliers de bétail, prend part pour la famille de fermiers menacés par ceux-ci. Un western tout ce qu'il y a de classique par son scénario. Mais Wise a donné une forte dimension psychologique aux personnages et Mitchell se fait particulièrement remarquer.

22 h **Etoiles et toiles**.
Magazine du cinéma, de F. Mitterrand et M. Jouando.
Le début de l'émission est consacré à Marguerite Duras, puis portraits de l'actrice Blanche Binoche, reportage sur Nina Saviola, grande sur scène, et des extraits de films.

22 h 55 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Magazine** : L'heure de vérité.
De F.H. de Virieu.
M. Valéry Giscard d'Estaing répond aux questions d'A. de la Haye et d'A. Duhamel (A2) et de S. Joly, directeur de Libération.

21 h 55 **Le petit théâtre** : Central Park.
De P. Léaud ; réal. : P. Flanck. Avec L. Linnar, F. Eberhard.
Le premier épisode sera à Central Park à New-York, le second au parc Monceau à Paris. Une discussion absurde entre deux hippiers, protégée par la garde-fou de l'humour et les parades de la dérision, dit-on.

22 h 20 **Document** : Buenos-Aires aller et retour.
Réal. F. Compain.
Frédéric Compain voyage à mi-chemin entre le rêve et la réalité. Une dérive érotique à Buenos-Aires, où le reportage amateur lance des clips d'ail aguicheurs à la fiction amoureuse.

23 h 30 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3



20 h 35 **Cinéma** : *L'Argent de poche*.
Cyril François Truffaut : film français (1975), avec

G. Desmonceaux, P. Goldman.
La vie quotidienne, les espérances, les sentiments, et parfois, les difficultés de garçons et filles, élèves d'une école de Thiers. Croquis de l'enfance et d'une ville de province. Humour, tendresse, émotion parfois. Truffaut a filmé cela avec une justesse de ton, une sorte de grâce, en conservant à ses jeunes interprètes leur naturel devant la caméra.

22 h 20 **Journal**.

22 h 40 **Thalassa**, magazine de la mer de G. Pernoud.
L'avenir de la plongée professionnelle.

23 h 25 **Avec le temps** : Monique.
Émission de Méné Gregoire.

23 h 35 **Prélude à la nuit**.
Concerto pour flûte et harpe de Mozart, par l'Orchestre national de chambre de Toulouse, avec L. Dobost, flûte, L. Cabet, harpe, sous la dir. de G. Armand.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 **Pinochio**.
17 h 12 **Comment vous sportez-vous ?**
17 h 22 **Cabaret** : Pierre Menoret.
18 h 5 **Dessin animé** : *Inspecteur Gadget*.
18 h 30 **Sports**.
18 h 55 **Gil et Julie**.
19 h **Informations**.
19 h 35 **Faillite** : Le 16 à Korbriant.
19 h 55 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h « La voix de ma maîtresse », de P. Maréchal. Avec F. Besson, C. Bady.
21 h L'astre nocturne, ou les vivants et les morts : apparition de l'homme à l'âge - 4 millions d'années, avec Y. Coppens.
22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h **Modeste Messergaki** : Tableaux d'une exposition.
20 h 30 **Concert** : *Oratorio de Noël* de Bach, par l'Ensemble instrumental et vocal de la Chapelle royale, dir. P. Herreweghe.
23 h 30 **Nuit** : œuvres de Handel, Schomburg.

Mardi 6 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **TF1 Vision plus**.
12 h **La rendez-vous d'Annick**.
12 h 30 **Atout cœur**.
13 h **Journal**.
13 h 45 **Portes ouvertes** : Le magazine des handicaps.
14 h 5 **Série** : La mer est grande.
14 h 55 **Frédéric Pottecher**.
Première grande procès (diffusé le 2 mars).
15 h 30 **Santé sans nuages**.
16 h 40 **Histoires naturelles** : La pêche à la mouche.
17 h 10 **Les nouvelles parisiennes**.
17 h 30 **Dessins animés** : Titi et ses amis.
17 h 45 **Hip-Hop** (Diffusé le 3 mars).
18 h **Faillite** : Le 16 à Korbriant.
18 h 15 **Le village dans les nuages**.
18 h 40 **Variétés**.
18 h 55 **7 h moins 5**.
19 h **Météo première**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Les petits drôles**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**. Magazine de l'INC.
20 h 55 **Théâtre** : Virginia.
D'Yves O'Brien, d'après le texte de Virginia Woolf, adapt. G. Dumur, réal. G. Katz, participation du ministère de la culture. Avec C. Sellier, P. Tabard et E. Acte.
En ce jour, pour le télé-spectateur à lire et connaître Virginia Woolf ? C'est en tout cas un savant montage du Journal de cette grande romancière. La voix blanche, sensible, de Catherine Sellier (Virginia) suit le cours d'un fleuve dans la source des émotions et l'astuce la folie.

22 h 40 **Les merles de l'information** : Insecte, les amours interdites.
Magazine de la rédaction de TF 1.
A cause du sujet, le président-directeur général de TF 1, Bernard Bourgeois, a décidé de reculer l'émission de ce magazine hebdomadaire diffusé à 20 h 55. Un reportage de Claude Couderc, Mireille Dumas et Jean Ruelle sur l'insecte, sujet tabou. L'insecte se pratique-t-il plus aujourd'hui qu'il y a ? Trois cents insectes par an abouissent en justice. Uniquement des témoignages de personnes qui l'ont subi.

23 h 35 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTHOPE**.
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **L'actualité des neuf**.
12 h 35 **Faillite** : l'Inet.
13 h 50 **Aujourd'hui la vie**.
14 h 55 **Série** : *Hawaii, police d'Etat*.
15 h 45 **Reprise** : La chasse aux trésors.
A l'île Maurice (diffusé le 4 mars).
16 h 45 **Entre vous**, de L. Béloc.
17 h 45 **Récré A 2**.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord** (INC).
20 h 40 **Les dossiers de l'écran** : Les Espions dans la ville.
Film américain de George Kaczender (1980), avec R. Mitchum, L. Majors.
Un nouveau directeur prend la tête d'une agence de publicité à Montréal. L'un des employés découvre qu'un gang de politiciens s'en sert pour de dangereux trafics. Une idée ingénieuse sur le pouvoir des médias. Le réalisateur s'est contenté des poncifs de films policiers ou d'espionnage. Mitchum a l'air de s'enfermer.

22 h **Débat** : Le pouvoir de l'image, ou le pouvoir par l'image.
Avec M.M. P. Salinger, directeur de la chaîne ABC en Europe, J.-N. Kapferer, professeur à HEC, et G. Lelord, chef du service psychiatrique du CHR de Tours ; D. Wolton et R. Cayrol, sociologues ; J.-L. Missika, économiste, C. Marci, conseil en communication.

23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions.

18 h 55 **Dessin animé** : *Inspecteur Gadget*.
20 h 5 **Les jeux**.
20 h 33 **La minute nécessaire** de M. Cypolède.
Remettons le Petit Prince à sa place.
20 h 35 **La dernière séance**.
Émission d'E. Mitchell et G. Jourdain. Présentée par Jacques Durand. Actualité Gaudin, 20 h 35 dessin animé : Gédéon ! Gédéon ! Gédéon ! à 22 h 40 Dessin animé : Les trois petits chiens, volants de l'époque. Attraction : les enfants à problèmes.
20 h 55 **Cinéma** : *La Grotte des docteurs*.
Film américain de George Cukor (1956) avec A. Gardner, S. Granger.
En 1947, des troubles et des actes de terrorisme éclatent lors de l'indépendance de l'Inde. Une jeune femme de sang mêlé, qui a servi dans l'armée britannique, se trouve partagée, égarée entre ses deux races.
Un grand film romantique avec scènes de foule et de violence, mais qui tient compte de véritables problèmes historiques. Ava Gardner, dans un rôle très complexe, y est superbe.

23 h **Journal**.
23 h 20 **Cinéma** : *File au complet*.
Film américain de Robert Z. Leonard (1950), avec A. Gardner, R. Taylor, C. Laughton (N).
Au cours d'une enquête sur un trafic de surplus militaires dans une base de l'armée, un agent fédéral américain tombe amoureux de la femme du chef de la bande.
La personnalité et le talent des acteurs font le principal intérêt de ce film, bien conventionnel par son scénario et sa mise en scène.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 **Film** : *Armes perdues*, de Dino Risi.
18 h 55 **Gil et Julie**.
19 h **Informations**.
19 h 35 **Faillite** : Le 16 à Korbriant.
19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

8 h **Les chemins de la connaissance** : Diderot, on les paradoxes de l'absence ; à 8 h 32, les braconniers ; à 8 h 50, le Sarmet de l'Inde.
9 h 7 **La matrice des autres** : Paradis perdu, terre promise, par G. Marzari.
10 h 45 **Albert Camus**, penseur paradoxal et apocalyptique.
11 h 2 **Musique** : L'ère parcoure variétés (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5 **Agora**.
12 h 45 **Panorama**.
14 h **Sons**.
14 h 5 **Un livre, des voix** : Zola, Claude Mauriac.
14 h 47 **Les après-midi de France-Culture** : Têtes chercheuses à Grenoble ; à 15 h 20, Rubriques internationales ; Micro-hebdo ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 **Faillite** : La chanson des Nibelungen.
19 h 35 **Jazz à Paris**.
19 h 30 **Science** : Les deux limites, par rapport à Freud et à Jung.
20 h **Dialogues** : « L'individu sans appartenance devant l'engagement social ? », avec G. Mendel et M. Field.
21 h 15 **Libre-pensées** variées, par E. Grillques, en direct de la salle des Rites de Sovra.
22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

Semaine du compact
8 h 12 **Magazine de l'actualité du disque**.
9 h 5 **Matin** : œuvres de Barok, Rossini, Brahms, Debussy, Beethoven.
12 h 35 **Musique de chambre** : œuvres de Bach, Schmitt, Schubert.
14 h 30 **Les enfants d'Orphée** : compte à rebours, élan et suspension dans le discours musical (émission pour enfants coproduite avec le CNDP).
15 h **Opéra** : *Les Noces* de F. Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Sir G. Solti, avec K. Te Kanawa, F. von Statte, S. Ramsey.
19 h 5 **Jazz** : Art Blakey, C. Terry, S. Vaughan, L. Armstrong, D. Ellington.
20 h **Johann Strauss** : *Valse de l'empereur* : Joseph Haydn : *Sonate en ut majeur pour piano*, par A. Brendel.
20 h 30 **Concert** (Grand au Théâtre des Champs-Élysées, le 24 janvier 1984) : *Der Schatzgräber*, interlude de l'acte III ; *Vom ewigen Leben*, de F. Schrecker ; *Baal-Gedänge*, de Carls, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Carls, sol. R. Falcon, soprano, T. Adam, ténor.
22 h 30 **Nuits** : œuvres de Mozart, Bach, Fauré, Bernstein ; à 23 h 10, Jazz-club : en direct du New Morning.

Décès

M. Jean Andouin, M. et M^{me} Philippe Schnitzler et leurs enfants, M. et M^{me} Remy Andouin, M. et M^{me} Serge Andouin et leurs enfants, Le D^r et M^{me} Luc Andouin et leurs enfants, M. et M^{me} Marc Andouin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean AUDOUIN, membre de l'Académie de chirurgie, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 février 1984. Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

1, rue de Chazelles, 75017 Paris.

— Paris. Le Perreux, Grenoble, Aix-en-Provence, Saint-Etienne, Lyon, Suresne.

On nous prie d'annoncer le décès de

général de brigade Joseph BRANCIARD,

survenu le 1^{er} mars 1984.

Une cérémonie sera célébrée mercredi 7 mars, à 10 h 30, dans la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris.

— Jean-Pierre et Annick Lannes, Christine Lannes-Detcharry, leurs enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Renée CANDELIER, née Charlotte Charroy,

La cérémonie religieuse et l'inhumation ayant eu lieu dans la plus stricte intimité, à Lectorre (Gers), le 11 février 1984.

Une messe sera dite à l'intention de la défunte au Village Saint-Pierre de Neuilly, le samedi 10 mars, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly, Saint-Denis-de-la-Réunion.

S.A. TISSUS et FOULARDS JACQUES FATH locataire-gérant

STARON

Soldes

coupons couture foulards

LUNDI 5 MARDI 6

exceptionnellement de 9 h à 20 h 30 sans interruption

HOTEL LUTETIA

47, boulevard Raspail métro : Sévres-Babylone parking Bon Marché

— Le conseil de surveillance, Les membres du directeur Et le personnel de la Société des résines synthétiques Roulland S.A., ont le très vif regret de faire part du décès brutal de

M. André de COSTER, président du directeur de la société,

le dimanche 26 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le vendredi 2 mars 1984 en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé.

Roulland S.A., 22, avenue des Nations, Paris-Nord II.

Boîte postale 60015, 95970 Roissy-Charles-de-Gaulle Cedex.

— M^{me} Lucien Hannoun, M. et M^{me} Claude Hannoun, ses petits enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien HANNOUN, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire 1914-1918, croix de guerre 1914-1918, médaillé de la Résistance 1939-1945,

survenu à Nice le 1^{er} mars 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu à Nice dans l'enceinte de la ville de

18, villa Prévoist, 92120 Montrouge.

— M. et M^{me} Marc Laguarigue, leurs filles et petite-fille, M. Alain Laguarigue et sa fille, M. et M^{me} Jacques Matheron, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Bernard Laguarigue, leurs enfants et petits-enfants, M. Edme Néron et ses enfants, M. et M^{me} Thierry Laguarigue et leur fille, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Henri Lamoine, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Yves Le Prince, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul LAGUARIGUE, née Monique Le Prince,

endormie dans la paix du Seigneur, le vendredi 2 mars 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 8 mars 1984, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

Une absoute sera donnée en l'église de Saint-Mandé (83), le vendredi 9 mars 1984, à 16 h 30, suivi de l'inhumation à l'ancien cimetière.

Ni fleurs ni couronnes mais des dons pour la recherche contre le cancer. Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

— Jacques TERRIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est décédé le 25 février 1984, dans sa cinquante-quatrième année.

Ses obsèques ont eu lieu à Saint-Michel-les-Portes (Isère), le 28 février. Une messe à son intention sera dite en l'église Saint-Jean de Cachan, sa paroisse, le samedi 10 mars, à 11 heures, au cours de laquelle sa famille et ses proches célébreront leur espérance.

Le docteur Françoise Terrier, Anne et Olivier Duchemin, Et leurs enfants, Catherine, Bruno et Sophie Terrier, Le docteur et M^{me} Louis Terrier, Les familles Terrier, Snaud, Houillon et Le Menez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, avenue de Chateaubriand, 94230 Cachan.

— Le conseil d'administration, La direction, l'encadrement et l'ensemble du personnel de la société Vardel ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger VARRALL, fondateur de la société.

Ses obsèques ont eu lieu le 2 mars dans la plus stricte intimité.

Société Vardel, 86, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

— Le professeur et M^{me} Guy Viollet, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Claude Ogbe et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre VIOLLET, née Françoise Coquelle,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue le 27 février 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 29 février 1984 en l'église Saint-Michel-des-Lions, à Limoges, 80, avenue Baudin, 87000 Limoges.

28, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

Avis de messes

— M. le duc de Brissac, président, Le conseil d'administration et les membres de l'Association philanthropique de Chevilly.

Le directeur et le personnel du Centre de pneumologie de Chevilly-la-Rue, font part de la messe qui sera célébrée, le samedi 10 mars 1984, à 11 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e, pour

M. Jean COUTAIL, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, membre du conseil de l'association, récemment décédé.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le jeudi 8 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e, chapelle de la Sainte-Vierge, en souvenir du

professeur Bernard DUPERRAT, médecin de l'hôpital Saint-Louis,

mû par une voiture, sur un passage clouté, rue du Four, le 29 décembre 1982.

Vous qui l'avez connu et aimé, à qui il a tant donné, unissez-vous à notre prière.

LA QUALITÉ EN 1 HEURE
Plus de 1.000 photographes Kis en France.
UN PRÈS DE CHEZ VOUS:

PHOTO BOURSE
7, rue D.-D.-des-Victoires
75002 PARIS
PHOTO CINÉ MAUGEAIS
13, rue Réaumur
75003 PARIS
PHOTO OPTIQUE
89, rue de Turbigo
75003 PARIS
FOCI LUXEMBOURG
77, boulevard Saint-Michel
75005 PARIS
VEEKAY VIDEO PHOTO
87, rue de Rochechouart
75009 PARIS
PHOTO CHAMPEIX
160, boulevard de Magenta
75010 PARIS
IMAGE PLUS
92, boulevard Saint-Marc
75005 PARIS
LABO PHOTO
206, boulevard Raspail
75014 PARIS
PHOTO SON LANG
17, rue Lecourbe
75015 PARIS
FÉLIX POTIN
105, rue de la Concorde
75008 PARIS
FIBA STUDIO
341, rue Lecourbe
75015 PARIS
PHOTO 23
23, rue Lecourbe
75015 PARIS
BESSARD PHOTO
14, rue de Satory
78000 VERSAILLES
TABAC PRESSE
Centre comm. rue Antoine-Lavoisier
Le Val-Fouré
78200 MANTES-LE-JOLIE
VIDEO PHOTO
8, rue de Chilly
91160 LONGJUMEAU

STUDIO PHILIPPE
7, rue de Meaux
75018 PARIS
PHOTO CINÉ BOLIVAR
25, avenue Simon-Bolivar
75019 PARIS
PHOTOFIC
72, rue de Belleville
75020 PARIS
LABO CONCORDE
41, rue Mouton
75020 PARIS
STUDIO GILLET
Centre comm. principal
77100 MEAUX BEAUVALL
MAISON NATURELLE
17/19, rue des Cordeliers
77100 MEAUX
PHOTO VILLAGE
Centre comm. Pontault 2000
77340 MONTAULT-COMBAULT
ATELIER PHOTO SERVICE
2, rue des Académies
77380 COMBES-LE-VAL
STUDIO DESHAYES
Centre comm. Ferme d'Ayau
21, avenue Malibran
77600 ROISSY-EN-BRIE
STUDIO 31
31, rue Hughes-Le-Grand
77160 PROVINS
STUDIO MATHIAS
28, cours Raoul
77100 MEAUX
BESSARD PHOTO
14, rue de Satory
78000 VERSAILLES
TABAC PRESSE
Centre comm. rue Antoine-Lavoisier
Le Val-Fouré
78200 MANTES-LE-JOLIE
VIDEO PHOTO
8, rue de Chilly
91160 LONGJUMEAU

CADRE PHOTO
35, place de France
Centre comm. Francolles
91300 MASSY
MODERN PHOTO
29, avenue Gabriel-Péri
91700 Sainte-Geneviève-des-Bois
L.A.B. PHOTO
Centre comm. Boutique N6
91940 LES ULIS
STUDIO ROBERT
60, boulevard A.-Briand
91600 SAVIGNY-SUR-ORGE
STUDIO PHOTO
27, rue du Général-Lacour
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
PHOTO PAC
Centre comm. Bobigny 2
93110 BOBIGNY
ELECTRO CHAMPY
Centre comm. Champy
93160 NOISY-LE-GRAND
STUDIO IVES
2, avenue des Abricots
93370 MONTFERMEIL
STUDIO UNG CHAY
63, avenue Jean-Jaures
93000 AUBERVILLIERS
LEDUC SERVICE
20, avenue Jean-Jaures
94100 SAINT-MAUR
STUDIO CLAIR OSCUR
23, promenade du Liège
94200 IVRY-SUR-SEINE
PHOT IMAGES
1er, rue Marcel-Risser
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
STAND KIS
UNIFRIX
21, avenue Robespierre
94400 VITRY-SUR-SEINE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44	OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
IMMOBILIER	25,00	29,65	DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
AUTOMOBILES	56,00	66,42	IMMOBILIER	38,00	42,70
AGENDA	56,00	66,42	AUTOMOBILES	38,00	42,70
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50	AGENDA	38,00	42,70

ANNONCES CLASSEES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Salaisons

Directeur des ventes France

Diplômé ESC ou équivalent

Groupe Belge important d'usines de salaisons, en expansion et réalisant des profits, nous désirons recruter un Directeur des Ventes France. Rattaché au Directeur Commercial du Groupe, il organisera le réseau, animer les agents existants, proposera les objectifs et en contrôlera la réalisation. Sous son impulsion, de nouveaux produits pourront être mis au point pour le marché français. Nous souhaitons un jeune Directeur diplômé d'une école supérieure de commerce, ayant une expérience de 3 à 5 ans des ventes et du marketing dans un domaine similaire. Résidence souhaitée : Paris ou Nord de la France. Rémunération : fixe important + voiture. Merci adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23686M à M.J. FOURNIAT, Sels-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS

THOMSON SEMICONDUCTEURS

recherche

pour sa Division "MILITAIRE ET SPATIAL"

DIRECTEUR INDUSTRIEL (R.M. D.D.)

Il sera responsable de l'ensemble des opérations de production (Diffusion, Assemblage, Test...).

Le candidat devra posséder une expérience confirmée dans le management industriel.

DIRECTEUR DE LA QUALITÉ (R.M. D.Q.)

Il sera chargé de définir et de mettre en œuvre la politique Qualité de la Division. Le titulaire du poste devra justifier d'une grande expérience dans le domaine des équipements ou composants militaires et spatiaux.

La participation aux organismes nationaux et européens de normalisation implique en outre d'excellentes capacités relationnelles.

DIRECTEUR MARKETING (R.M. D.M.)

Il sera responsable de la stratégie du Produit de la Division (spécifications, prix, normes...).

Une grande expérience dans le domaine des équipements ou composants militaires lui sera indispensable pour pénétrer le marché mondial et assurer la croissance du Chiffre d'Affaires de l'activité.

Tous ces postes s'adressent à des INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS Grandes Écoles maîtrisant parfaitement la langue Anglaise et possédant 5 à 8 ans d'expérience dans le domaine concerné. Ils sont tous basés à GRENOBLE.

Adresser C.V. et prétentions au préalable la référence à M. Norbert ROGE, THOMSON-CSF, BCE/DAS, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON

BRANCHE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Groupe Industriel français de renom international, 7 000 personnes, C.A. de 1 600 MF, nous sommes LEADER SUR NOTRE MARCHÉ DE L'ELECTRONIQUE ET ELECTROMECHANIQUE, et recherchons notre

Contrôleur de gestion groupe

(350 000 F +)

pour lui confier, à Paris, le soin de :

- faciliter la prise de décision des dirigeants en fonction des résultats et tendances observées ;
- faire vivre et perfectionner les procédures de gestion et de comptabilité analytique ;
- établir les Plans et Budgets de la Société ainsi que des filiales (une vingtaine en France et à l'étranger) et en suivre la réalisation ;
- animer l'équipe d'une trentaine de personnes qui lui est rattachée.

De formation Grande Ecole, complétée de préférence par un MBA, vous avez prouvé, lors de la mise en place d'un système de gestion, vos qualités de méthode, de rigueur et de créativité, soutenues par des capacités de contact et de leadership.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez votre candidature (lettre manuscrite + photo + C.V.) sous référence 8/CJB/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

APCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BTP

RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT.

CENTRALE, ARTS ET METIERS, ESTP...

La filiale (150 personnes) d'un important groupe de BTP, spécialisée dans le Bâtiment et le génie civil recherche pour l'une de ses antennes régionales UN DIRECTEUR.

Nous souhaitons rencontrer un animateur et un organisateur qui puisse par son dynamisme et sa tenacité donner un nouveau départ à cette antenne pleine de promesses.

Une expérience de 4 à 5 ans des problèmes techniques nous semble souhaitable afin

d'apporter des solutions de qualité qui font la réputation du groupe.

La rémunération et les perspectives de carrière sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Pour un premier contact, envoyer votre dossier de candidature sous référence 39614 à DEB'S 140, rue de Courcelles, 75017 PARIS qui transmettra. Discrétion assurée.

Directeur d'agence

- Vous avez l'expérience de la gestion immobilière (5 ans min)
- Vous êtes domicilié à Strasbourg où vous aimeriez vivre dans cette ville
- Vous êtes né gagnant
- Vous aimez relever les défis
- Vous aimeriez prendre en mains une entreprise, comme s'il s'agissait de la vôtre
- Vous souhaitez que votre carrière soit à la mesure de votre envergure

Vous nous intéressez. Important Administrateur de biens, nous souhaitons en effet accueillir, pour notre agence d'Alsace, un candidat dont le profil est celui d'un généraliste, d'un Chef d'Entreprise (formation Sup. de Co, ESSEC... de préférence).

Adresser lettre man. et CV sous réf. 3623 à notre Conseil

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne 75008 Paris

DIRECTEUR GENERAL

La filiale commerciale d'un important groupe industriel français (CA 100 MF, 30 pers.) recherche son Directeur Général. Créant la fonction, il aura la responsabilité opérationnelle de la Direction et se verra confier la politique de lancement des nouveaux produits. Intégrée dans le Groupe mais autonome, cette filiale qui connaît une expansion rapide a besoin de s'agencer un environnement dynamique et sachant diriger une équipe. De préférence de formation supérieure, c'est avant tout un sens commercial aigu et des compétences en matière de gestion qui permettront au candidat de réussir. Enfin la nature même des produits requiert une certaine appartenance à la technique. L'anglais doit être aisé. Lieu de travail : proche banlieue ouest - Paris. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'Agence DESSIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

directeur technique

Equipements mécaniques

260.000+

Dans cette entreprise Lyonnaise (CA 200 M de F - 220 personnes), remarquable par sa notoriété et sa rentabilité, spécialisée dans la conception et la fabrication courte et moyenne série d'équipements mécaniques légers, le Directeur Technique assure un rôle de coordination de :

- direction des services Recherche et Développement, bureaux d'études applications essais, méthodes, industrialisation, qualité,
- relations avec la Production, les filiales commerciales et le contrôle de gestion,
- relations techniques avec sous-traitants (en particulier fondrière), fournisseurs, clients, prescripteurs, consultants spécialisés, en France et à l'étranger.

Cette fonction sera confiée à un ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, ENSI, Arts et Métiers...), 8 ans environ d'expérience, maîtrisant bien les problèmes d'usinage et montage mécanique et très ouvert aux technologies nouvelles d'études et fabrication (électronique, automatismes, hydraulique, informatique). Homme créatif et ouvert, d'excellent contact, il a le sens de la qualité, l'autonomie et le réalisme nécessaires pour devenir le porteur du know how technique et industriel de l'entreprise.

Adresser votre C.V. sous réf. 1336-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Directeur second du P.D.G. ...

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE ENTREPRISE FRANÇAISE DYNAMIQUE, UN DES LEADERS DANS LES FOURNITURES SCOLAIRES, je cherche, pour Paris, pour me succéder, un directeur. Il a la responsabilité au siège de la société de l'administration des ventes, de la comptabilité, de la gestion du personnel et de l'informatique. Conjointement avec moi, il assure les relations commerciales.

Ce poste convient à un ESCP (option finance) ou équivalent, ayant 4 à 5 années d'expérience de préférence dans une PMI. C'est une situation d'avenir, pour un homme d'action (ou une femme) de 30 ans minimum, qui veut s'engager résolument dans une entreprise moyenne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence AM/8407M à notre Conseil.

128 Bd Haussmann
75008 Paris


STANDARDATA



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une direction financière dans le sud-ouest

Ce groupe agro-alimentaire du Sud-Ouest de la France réalise un CA de 600 MF et est appelé à un fort développement national.

Le Directeur financier qu'il recherche devra accompagner cette évolution rapide en assurant la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers de ce groupe et de ses filiales, mais aussi des questions administratives et comptables. Il participera activement au développement de l'informatique de la société.

Pour toutes ces raisons, les atouts de réussite du candidat recherché sont la solidité, une grande puissance de travail, le sens de l'organisation, une facilité de contacts en plus, bien sûr d'un professionnalisme résultant d'au moins cinq ans d'expérience à un poste de responsabilité dans une direction financière. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans diplômé d'HEC, ESSEC, ESCP ou formation équivalente. La rémunération est motivante et une progression au sein de ce groupe en pleine évolution est toujours possible.

Ecrivez rapidement à Marie-Claude PELTIER, sous référence 8416 LM, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTAC

DIRECTEUR FINANCES GESTION

Actuellement directeur financier, ou son second, vous avez acquis votre métier au sein d'équipes très professionnelles, et vous avez pour principe de vous impliquer dans l'activité des responsables opérationnels que vous conseillez :

Vous souhaitez aujourd'hui donner votre pleine mesure dans une entreprise attractive :

- produits de consommation durable leaders sur leurs marchés,
- structure internationale (dont USA et Japon),
- croissance du CA (1 milliard de F) de 30% par an,
- rentabilité nette supérieure à 8% du CA.

Cette entreprise attend de vous que vous sachiez :

- apporter une indispensable rigueur de gestion, sans casser son élan,
- parler chiffres avec des responsables passionnés par leurs produits,
- favoriser l'unité du groupe par des règles communes, sans étouffer sa richesse internationale,
- éclairer financièrement les choix de développement, sans oublier que le premier facteur de réussite : ce sont les hommes.

Les axes de votre mission :

- au-delà de la supervision de la comptabilité de la maison mère et des filiales étrangères,
- finaliser financièrement les stratégies de développement et mettre en œuvre les instruments court et long terme requis.

Notre conseiller extérieur qui connaît bien notre entreprise et vous garantit strictement la confidentialité de votre démarche se tient volontiers à votre disposition.

Téléphonez-lui, ou écrivez-lui directement. Monsieur PERRON, IMS, 31, rue Grenette, 69002 LYON. Tél. (7) 837.57.69.

ims
international management selection

Importante Compagnie Française d'Assurances privée

recherche le collaborateur qui prendra en charge la

direction des études informatiques

Au sein d'un service informatique situé à PARIS, composé d'environ 200 personnes, doté des matériels IBM les plus performants.

Justifiant d'une formation supérieure, vous avez de plus une connaissance approfondie du secteur Assurances. Vous êtes actuellement responsable des études ou chef d'un grand projet. Vous êtes capable de piloter une équipe importante avec souplesse et détermination. Votre capacité à convaincre repose en particulier sur une diplomatie naturelle.

Nous vous offrons un poste à hautes responsabilités.

Rattaché au Directeur Informatique, vous managez une équipe de 80 personnes. Vous déterminez le plan des applications informatiques en fonction des objectifs de la Compagnie. Assurant le contrôle et le suivi de sa réalisation, vous vous engagez sur des prestations de qualité dans des délais précis.

Si vous souhaitez prendre en charge cette fonction motivante, à rémunération élevée, dans un Groupe ambitieux, adressez votre dossier de candidature à notre Conseil Patricia GONGOT PSYCHE INFORMATIQUE - 8, rue de l'Est - 92100 BOULOGNE, qui vous assure une entière confidentialité.

psyche
INFORMATIQUE

directeur du marketing PARIS OUEST

Il participera à l'élaboration de la politique commerciale de l'entreprise et en assurera l'application par l'organisation commerciale en place. Il proposera un plan de marketing dont il sera totalement responsable.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'études supérieures, justifiant d'une formation spécifique en marketing et de plusieurs années d'expérience. Selon sa réussite, des perspectives de carrière intéressantes lui seront offertes. Maîtrise de l'Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous la référence 9782 M à CONEXHOM 212, avenue Paul Doumer 92508 RUEIL-MALMAISON Cedex, qui garantira la plus totale discrétion

Conexhom
Conseil en Recrutement

VILLE DE VALENCE

(DROME)

(chef-lieu de département et centre d'une agglomération de 180.000 habitants)

cherche :

PAR VOIE DE RECRUTEMENT DIRECT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Recrutement suivant les conditions statutaires (échelle indiciaire correspondant à une ville de 80.000 à 150.000 habitants).

Envoyer C.V. + photo à :
Monsieur le DÉPUTÉ-MAIRE
Maire de Valence
26021 VALENCE Cedex.

VILLE DE SEVRES (DEUX-SEVRES)
recrute par voie de mutation

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

- DEA de droit public.
- DESS de droit et gestion des collectivités locales.
(Salaire net de départ 7.500 F)

Adm. C.V. et photo à :
Monsieur LE MAIRE
Maire de Sevrès
54, Grande Rue, 82210 SEVRES.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Directeur administratif régional efficace et ambitieux

OLIVETTI, premier constructeur européen de matériel et d'équipement Bureau et Informatique recherche pour ce poste un candidat ayant de l'ambition et fortement motivé pour évoluer au sein d'une société leader sur son marché.

La principale mission sera de prendre la responsabilité des activités administratives et de gestion des différentes succursales de la région.

Bien sûr, il s'occupera sur le plan administratif, avec l'équipe qu'il dirige, de la gestion de commandes, de la facturation et du recouvrement de créances.

Déjà familiarisé avec l'outil informatique, le candidat à une formation supérieure de gestion et pourra justifier d'une expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence XFO à J.F. BERNARD :

OLIVETTI FRANCE - DPH - 89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Bührmann-Tetterode

recherche pour ses entreprises françaises de distribution de jouets et d'articles de loisir.

LE DIRECTEUR DU MARKETING

La mission sera :

- développer nos stratégies (gammes / cibles)
- sélectionner les produits en fonction de leur valeur, des tendances du marché,
- organiser la communication avec les vendeurs et les consommateurs (catalogues, P.V.,...)
- suivre les évolutions du marché au moyen de panels, enquêtes...

Il devra être un professionnel confirmé, créatif et rigoureux et posséder une très bonne connaissance du marché du jouet, ou à défaut des produits de grande consommation. La maîtrise de l'anglais et une formation supérieure sont souhaitées.

Pour un 1er entretien, adresser C.V. photo et prétentions à BUHRMANN-TETTERODE BP 104, 95125 LA COURNEUVE.

Moyenne entreprise spécialisée dans la transformation du papier et située en banlieue parisienne, recherche

Directeur administratif et financier

La mission sera de prendre en charge la fonction comptable et financière, de superviser le service informatique, de traiter les problèmes d'organisation et de mettre en place une comptabilité industrielle.

Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESC ou DECS), une expérience pratique de 10 ans minimum notamment en informatique et en comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (C.V. photo et prétentions) en joignant la réf. 48144 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

AID
Assisted Intelligence Design
PARIS - SAN FRANCISCO - TOKYO

Bureau d'études MICRO-ÉLECTRONIQUE (HARD & SOFT)
Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

- parfaitement bilingue Anglais/Français
- expérience probante de la gestion d'une PME
- capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occulte la vie personnelle et familiale.

25000 F/AN + fort investissement aux résultats.

Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à : MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

Agence Immobilière réputée banlieue ouest

gérance, copropriétés et transactions, 15 personnes

recherche

DIRECTEUR

Pour gestion administrative

informatique et financière.

Solide expérience professionnelle et

pratique

TRANSACTIONS

Lettre manuscrite et C.V. à :

M. DUBAULT

10, rue de la Foch,

92380 GARCHES.

Municipalité banlieue sud

recherche

DIRECTEUR (TRICE)

Pour centre culturel

communal (statut associatif)

exp. animation exigée

Niveau :

CAPASE, DEFA ou équivalent

(stage niveau II ou III)

Env. C.V. détaillé + photo à :

REGIE PRESSE

BOUS N° 253954 M

88 bis rue Réaumur,

75002 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE consultants en industrie pétrolière RECRUTE pour l'Afrique de l'Ouest

GÉOLOGUES

GÉOPHYSICIENS

ING. réservoir PRODUCTION

SPECIALISTES

en vérification des comptes, bases des données, contrôle budgétaire, centres de documentation, commercialisation de brut.

Les candidats, de haut niveau, devront avoir 7 à 10 ans d'expérience et une bonne connaissance pratique du français et de l'anglais.

Excellent salaire et très bonnes conditions de travail. Contrat de longue durée.

Envoyer C.V. dét. et prêt. sous n° 2.910 le Monde Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux • **emplois régionaux** • **emplois régionaux** • **emplois régionaux**

Ingénieur de recherche en mécanique des milieux poreux

Nous sommes l'une des premières compagnies internationales de Services appliqués à l'industrie pétrolière. Nous développons au sein de notre centre d'études et de recherche de Saint-Etienne des technologies d'avenir utilisées dans le monde entier. Nous recherchons un docteur ingénieur en mécanique des roches pour travailler dans le domaine de la propagation des fractures en milieu poreux. Il devra justifier d'une bonne connaissance des techniques expérimentales et des méthodes numériques appliquées à la mécanique des roches et des sols ainsi qu'à la physique des matériaux composites.

Une pratique de l'anglais suffisante pour travailler dans cette langue est nécessaire. Nous offrons une organisation dynamique adaptée à notre marché, un environnement scientifique international de haut niveau et des moyens techniques à la hauteur de nos ambitions aussi bien en équipement de laboratoire qu'en informatique scientifique. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1930, au Service du Personnel, B.D.S., 21 Molina La Chazotte, BP 90, 42003 Saint-Etienne Cédex.



GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
aux activités très diversifiées cherche pour l'une de ses usines du secteur métallurgie (900 personnes)

CHEF DU PERSONNEL

- de formation supérieure (Droit, Sciences Eco, Sciences Humaines),
- possédant une première expérience de la fonction dans une unité moins importante et désireux d'évoluer,
- aimant les contacts humains et ayant des qualités d'animation.

L'usine est située dans l'Ouest de la France.

Envoyer dossier de candidature s / réf. 11443 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

VILLAGE VACANCES 400 LITS
Bord mer ch. 1^{er} mai à octobre : 1 RESP. ANIMATION
1 CHEF SAISON Exp. adultes et 3^e âge, 5 ans min. Exp. n° 1 038 à HAVAS SAINT-NAZAIRES.

AGRI COMMUNICATION
Agence de Publicité recherche
1 CHEF DE PUBLICITÉ (2 ans d'expérience en agence) pour poste à TOULOUSE
Env. C.V. photo et prétentions
à : AGRI COMMUNICATION
Immeuble PERI-QUEST
62, rue Jacques-Hélène
31100 TOULOUSE.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONES
296-15-01



La COGEMA (Compagnie Générale des Matières Nucléaires), filiale du CEA, est la seule entreprise au monde couvrant l'ensemble du cycle du combustible nucléaire - Elle réalise actuellement sur le site de La Hague, dans le cadre du plus grand chantier d'Europe : 2 unités de retraitement - Pour encadrer les équipes d'exploitation de l'usine actuelle et de ses 2 futures unités, nous recherchons des ingénieurs qui exerceront leurs activités dans un environnement de technologie de pointe.

Ingénieurs d'exploitation

ENSA, INSA, ECAM.
Vous avez une première expérience de l'exploitation en milieu industriel. Après une période de formation à nos techniques, vous serez chargé de coordonner pendant la durée d'un quart, la production de l'usine. Votre aptitude au commandement et votre esprit de synthèse vous permettront de réunir à ce poste. réf. IE/M.

Ingénieurs radioprotection

diplômés d'école : spécialité Génie Atomique ou 3^e cycle de physique nucléaire.
Après une formation complémentaire, vous participerez sur le plan radiologique : o à la surveillance de l'installation o au maintien de la qualité des conditions de travail en relation avec les exploitants. Pour cela, vous suiverez une équipe de 15 personnes. réf. ID/M.

Ingénieurs chimistes

diplômés d'école de chimie : option chimie analytique minérale
Vous avez une première expérience en laboratoire de contrôle industriel et vous êtes familiarisés à un environnement informatique. Vous contribuerez ainsi : o à la mise en place et au suivi de l'assurance qualité o à la mise en place et à la mise en exploitation des systèmes informatiques. Réf. IC/M.

Dans un environnement géographique, où la qualité de la vie est une réalité, tous ces postes sont ouverts à des ingénieurs motivés et responsables, tournés vers l'avenir et offrant de multiples opportunités de carrière à l'intérieur du groupe. Merci d'adresser votre CV accompagné photo et lettre d'accompagnement, en précisant la référence choisie, à Média-System : 104, rue Béarnaise, 75002 Paris.

LA VILLE D'ORLÉANS

recherche d'urgence

UN COLLABORATEUR

DIRECT (R. ou F.) DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'EMPLOI

Titulaire d'un diplôme d'École de Commerce : ESCA, ESSEC, ESCAF, ayant expérience 3 à 5 ans d'entreprise en banque, connaissant l'anglais, ayant le sens des relations humaines et des négociations, nécessité de déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à M. le maire Direction du Personnel, Centre municipal, 45032 Orléans Cedex.

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS.

Concepteur, maître d'œuvre et réalisateur : o de réseaux de transmission de données : 1^{er} fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac... o de grands systèmes télématiques : annuaire électronique... o de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire. Une implantation nationale et internationale : 1.200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 60 pays.

Recherche pour Marseille

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN FORMATION GRANDES ECOLES

première expérience souhaitée en application industrielle et temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions **SESA MARSEILLE** 241, avenue du Prado 13008 MARSEILLE. Préciser réf. sur enveloppe : 04 L.M.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant de :

junior management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait 25 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès techniques et qui savent voir le succès couronner leurs efforts.
- Cela concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un sésame de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant sous l'aspect responsabilité que salaire.
- Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près de Paris ou de Lyon.

Une connaissance active de l'anglais est requise et une connaissance de l'italien est souhaitable.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre niveau de rémunération actuel et nous réf. J.M. 06/03/84 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

Chaussée de Waterloo, 878 - 1180 Bruxelles (Belgique), qui transmettra.

Ingénieur Socialiste opérant dans 13 pays en

AFRIQUE NOIRE

FRANCOPHONE recherche

UN CADRE COMMERCIAL TEXTILES

Agé d'environ 30 ans, le candidat retenu devra être diplômé d'une école d'ingénieurs (ENSTIA, ESTET ou équivalent).

Une expérience de la vente des tissus acquis de préférence outre-mer serait nécessaire.

La situation offerte (rémunération et avantages liés à l'emploi) devra être adressée au véritable professionnel.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 4.159 à L.T.P., 31, bd Borne-Nouvelle 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Responsable R et D

Luxembourg

Traction-levage - Spécialisé dans la fabrication et la distribution de matériels de traction-levage, un groupe français de dimension internationale recherche le responsable recherche et développement de sa filiale luxembourgeoise en forte expansion. Basé à Luxembourg, et immédiatement placé sous l'autorité du directeur général, il assurera la responsabilité de l'évolution technologique de l'une des deux principales lignes de produits du groupe. En charge du bureau d'études, il contribuera en liaison avec les services compétents du groupe à l'amélioration des produits existants, à la conception des nouveaux produits et à la mise en œuvre de matériaux modernes adaptés aux exigences de qualité et de réduction de coûts. Il sera en outre le conseiller technique du département nouvelles applications. Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 30 ans minimum, titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil ou AM option électromécanique (ou équivalent) apte au travail en équipe, et justifiant d'une expérience de plusieurs années en études ou en R et D acquise dans une entreprise innovatrice fabriquant si possible du matériel de levage (grues, ascenseurs de chantier...). Compte tenu des contacts internationaux, la pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences présentées, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9048M.



3, rue des Gravières - 92290 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur Financier

Paris

220.000 FF

Notre client, une société américaine en pleine expansion spécialisée dans une haute technologie, recherche un cadre de haut niveau pour coordonner les activités financières de sa filiale française.

Le candidat retenu jouera un rôle de premier plan dans l'équipe dirigeante et s'occupera entre autres du contrôle financier, de l'établissement de rapports, de la trésorerie et de la mise au point de systèmes.

Agé de 24 à 30 ans, il aura acquis une expérience minimum de 3 à 5 ans en tant que comptable soit dans une firme d'audit internationale, soit dans une multinationale américaine, et devra parler couramment l'anglais.

Les personnes intéressées sont priées de téléphoner à Stephen Burke au (19-44) 831 0431, ou d'envoyer un C.V. détaillé à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH (Angleterre). Tél. 296 091.

Les entretiens auront lieu à Paris.



Michael Page International
Recruitment Consultants
London New York
Birmingham Manchester Leeds Glasgow

LYON

L'un des leaders au plus mondial dans le domaine de la DYNAMIQUE en MECANIQUE embarquée au

jeune ingénieur études & recherche

Il sera chargé, à partir de la compréhension de phénomènes physiques, de trouver des solutions industrielles aux problèmes posés par les clients.

De formation MECANIQUE (Mines, Ponts, Centrale, A&M, ENSTA, SUPAERO, ENSI, Thèse 3^{ème} cycle...) il travaillera au sein d'une équipe jeune dans une société en plein essor où il aura l'occasion d'appliquer ses connaissances pour la réalisation de projets concrets tout en se perfectionnant par la découverte de technologies nouvelles.

Merci d'envoyer votre C.V., photo, sous la référence IE3 à :



BERNARD MIGNOT CONSEIL

145, Chemin de l'Industrie - 69005 LYON

CENTRE DE PHYSIQUE DES PARTICULES DE MARSEILLE

recrute

UN ÉLECTRONICIEN

(POSTE CNRS 1 B)

FORMATION :

Ingénieur, licence, D.E.S.T. CNAM, étude, réalisation, essais d'appareils électroniques pour des expériences en physique des particules : circuits d'amplification faibles signaux, analogique rapide.

Envoyer curriculum vitae au **CENTRE DE PHYSIQUE DES PARTICULES DE MARSEILLE** Faculté des sciences de Luminy Case 907 70, route Lum-Lachamp 13288 MARSEILLE Cedex 9.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche pour son unité de production des environs d'ORLÉANS

JEUNE B.T.S. ou D.U.T. MÉCANIQUE

(ou équivalent, même autodidacte)

Au sein de l'unité de production en relation avec la direction commerciale du siège parisien, il devra suivre et faire aboutir, dans les meilleures conditions de qualité et de délai, les commandes export. Cela implique un suivi actif à tous les stades de réalisation : bureau d'études, méthodes, ordonnancement, fabrication et expédition. Il sera également l'interlocuteur des clients export pour toutes les relations habituelles techniques et commerciales notamment lors de leur visite à l'usine.

Pour être candidat, il faut avoir le goût des relations et le sens de la diplomatie, si possible un début d'expérience et surtout une solide maîtrise de l'allemand et de l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite photo récente et prétentions au
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT DU COMES
29, rue de la Paix, 75002 PARIS (Réf. 2545)
INSCRIPTION ET RÉPONSE ASSURÉES

RHÔNE-ALPES
DU CONTRÔLE DE GESTION
AU CONSULTING. (H-F)

- Une étape à franchir pour ceux qui ont notamment une bonne pratique de la comptabilité.
- Nos produits (logiciels de gestion/finances) sont destinés aux entreprises que nous assistons dans la mise en place.
- Cette opportunité est à saisir si votre goût pour l'organisation et le conseil auprès des directions financières est réel.

Ecrire à CONCORDANCES,
Conseil en Ressources Humaines
129, rue Servient 69003 LYON. Réf. LM-C/8

VILLE DE MURET
(17.000 habitants)
RECRUTE un
BOUS-BIBLIOTHÉCAIRE
Les candidats devront être titulaires du C.A.P.B.
Adresser candidature et copie des diplômes à M. le Maire
Service du personnel
avant le 30 AVRIL 1984.
Renseignements :
Mairie de Muret,
tél. : (05) 82-98-98.

STÉ DIGITONE
recherche
en région bordelaise
un ingénieur
ELECTRONICISN
Pour études Micro-Electronique
et Micro-Informatique.
Détachement accepté.
Envoyer C.V. à S.A. DIGITONE, 13870 LA BARQUE.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
diversifié dans des secteurs de pointe recherche pour l'une de ses usines

responsable
d'unité de production

Ce dernier aura la responsabilité d'une unité de fabrications mécaniques utilisant des machines à commande numérique et évoluant vers la C.F.A.O.

Cette unité compte 250 personnes dont la gestion administrative est assurée par une autre unité, distante de quelques kilomètres.

Lieu du poste : VILLE DU CENTRE DE LA FRANCE.

Le candidat recherché doit être :

- ingénieur (A.M., ENSM, ...),
- âgé de 35 ans environ,
- possédant une expérience de la fabrication et de l'animation des hommes.

Adresser dossier de candidature, s/réf. 3493 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

C.P.I.O.

Caoutchoucs et Plastiques

Filiale RENAULT, nous étudions, concevons et fabriquons des produits techniques en caoutchouc et en matières thermoplastiques injectées destinés essentiellement à l'industrie automobile.

Pour faire face à notre développement (2100 personnes - 3 usines - 630 millions de C.A.), nous recherchons aujourd'hui pour NANTES, un

jeune ingénieur mécanicien

affecté à notre Centre Technique qui regroupe plusieurs jeunes ingénieurs passionnés par l'innovation et la recherche de nouveaux produits.

Il prendra en charge la liaison technique avec les constructeurs automobiles français.

Merci d'adresser confidentiellement votre C.V. sous référence 578/M à Albert AUPETIT

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur 72000 LE MANS

LE MANS ANGERS LIMOGES



La Gacilly (56)

JEUNE RESPONSABLE DE LA
COMPTABILITE ANALYTIQUE

Les Laboratoires Yves Rocher (3 000 personnes - CA 83 : 2 milliards de F) conçoivent, réalisent et commercialisent des produits cosmétiques (première marque française) en V.P.C. et au travers de ses Centres de Beauté et de ses filiales étrangères. Son développement constant le conduit à renforcer l'équipe de son service financier, sous l'autorité du Directeur des Services Comptables.

Il a pour mission de présenter sous forme analytique, les résultats de la comptabilité générale, par réseau de vente et section comptable, et de préparer les états mensuels analytiques dont l'analyse est confiée ensuite aux services du Contrôle de Gestion. De plus, il participe activement à la mise en place d'un nouveau système informatique. Il a une personne sous sa responsabilité.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune diplômé (Sup de Co.,) titulaire du DECS, justifiant d'une première expérience dans une fonction analytique, acquise si possible au sein d'une comptabilité anglo-saxonne. Des possibilités d'évolution réelles s'offrent au sein de cette entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 71020 A à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Cébillion 44000 Nantes.
EGOR S.A.
8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

SUD-OUEST

CHEF DEPARTEMENT
FORMATION

Jeune Cadre

Nous sommes un établissement privé d'enseignement technique supérieur qui assure une formation initiale des jeunes aux carrières de gestion. Ce chef de département aura l'ensemble des responsabilités liées à la fonction : responsabilité pédagogique, budgétaire, placement des élèves et relations avec les entreprises.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 28 ans minimum, de formation supérieure en gestion (ESCAE, diplôme de second cycle universitaire...) ayant acquis une première expérience significative en entreprise. Si vous êtes pédagogue, si vous avez le goût des responsabilités, des relations (élèves, professeurs, entreprises...) et que vous désirez recevoir des informations complémentaires, écrivez sous réf. M 13618 P à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cedex 3.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

UN JEUNE INGENIEUR CHIMISTE
+ GENIE CHIMIQUE

pour des responsabilités en PRODUCTION.

Intégrer dans une PME performante et diversifiée (CA 300 MF, 56 % à l'exportation) une équipe de PRODUCTION fonctionnant efficacement, voilà qui devrait retenir votre attention. Basée dans les LANDES, à quelques kilomètres de l'Océan, l'usine fait partie d'un environnement de qualité.

Votre première expérience de la production peut y trouver un nouvel élan. Et si vous êtes débutant, votre tempérament d'homme de terrain pourra s'exprimer pleinement. Ce poste de commandement avec sa maîtrise et ses équipes en 3x8 doit satisfaire votre goût des responsabilités. Elles seront variées : de la qualité des produits fabriqués à la maintenance du processus. Le dialogue s'ouvre aussi sur la Recherche (mise au point de nouveaux produits) et la Technique (amélioration du processus, études d'investissement). Le niveau de rémunération est attractif et une période de formation (+ ou - longue selon l'expérience) est prévue avant la prise de responsabilités.

OCS vous remercie de lui adresser une lettre manuscrite, C.V., détaillé, photo et prétentions sous la réf. 2714 M.

Les premiers entretiens auront lieu à Bordeaux et à Paris.

29, Cours Georges Clemenceaux
33000 BORDEAUX.

I.N.R.S. NANCY

recherche

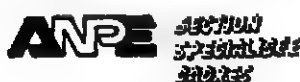
pour son laboratoire d'électronique
Sécurité des Systèmes

INGENIEUR

Ce poste convient à des candidats possédant un niveau scientifique et technique élevé (ingénieur ou docteur) dans les domaines de la robotique et de l'automatisation.

Une bonne connaissance des milieux industriels ainsi que la pratique de l'anglais sont indispensables. Des notions d'hydraulique et de pneumatique seront appréciées.

Pour postuler, adresser C.V. et lettre manuscrite à



12, place de la Croix-de-Bourgogne - 54000 NANCY

BANQUE PRIVEE

spécialiste affacturage
recrute

JEUNE CADRE COMMERCIAL

responsable région lyonnaise

Ce poste nécessite un niveau d'études supérieures, une expérience bancaire de quelques années (commercial et engagements), et une très bonne connaissance de la région.

Env. c.v. photo et prêt. s/réf. 7.593, le Monde Pub. serv. Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Rhône-Alpes

INGENIEUR CHIMISTE

HF

L'un des tous premiers groupes papetiers français souhaite intégrer dans son laboratoire de recherche un ingénieur chimiste spécialisé dans les matières plastiques.

Il participe à la mise au point de nouveaux produits, ce qui implique des relations régulières avec les usines de la société et la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 ans, diplômé d'une école de chimie (PARIS, STRASBOURG, Institut des hauts polymères, ESCIL...), si possible avec un DEA en chimie organique ou matières plastiques, ayant de préférence une formation ou une expérience d'au moins deux années dans la transformation de matières plastiques. La connaissance de l'anglais est indispensable.

L'implantation d'un centre de recherche dans une région agréée, l'utilisation de technologies de pointe et les réelles possibilités d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 6453 U, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cedex 3.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

INGENIEUR EXPLOITATION
INFORMATIQUE

Blois

Le Groupe SLIGOS représente, avec un effectif de 1700 personnes et un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, une des premières sociétés de services et de conseil en informatique. Pour faire face à son développement, il crée aujourd'hui, au sein du service Carte Bleue de sa division Moyens de Paiement (monétique), le poste d'Ingénieur Exploitation. Rattaché au Responsable du Service Exploitation, et animant une équipe d'une dizaine de personnes, il aura pour tâches principales la planification, la gestion et l'optimisation des traitements informatiques (recette des applications, préparation des travaux, rationalisation de l'exploitation, recherche, développement et mise en place d'outils, assistance technique, etc.).

Nous souhaitons rencontrer un spécialiste des méthodes de production informatiques, âgé de 28 ans au moins, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou universitaire), possédant impérativement une expérience de plusieurs années, acquise dans un environnement d'exploitation IBM/MVS. Une première approche de la gestion de production automatisée serait un atout. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200 000 F, sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat retenu.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 11034 A à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Cébillion 44000 Nantes.
Tél. (40) 89.28.78.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Ouest

Cette société d'ingénierie en pleine expansion, est spécialisée dans la conception et la mise en œuvre de procédés exclusifs destinés à l'aménagement des loisirs. Leader dans ce créneau, elle recherche pour faire face à son développement, un jeune Assistant d'ingénieur.

En position d'Adjoint à l'ingénieur d'Affaires, il aura pour tâche principale la gestion de contrats, depuis leur conception jusqu'à la mise en route des installations. Il devra pour ce faire initier et superviser les travaux du bureau d'études, participer aux achats et au contrôle des matériels requis, finaliser les plans et assurer le suivi et la coordination des chantiers. Il participera par ailleurs aux programmes de développement et aux essais des nouvelles techniques et nouveaux matériels. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste, un jeune ingénieur électrotechnicien, de formation supérieure (BTS ou ingénieur), âgé de 25 ans au moins, possédant une expérience minimum de deux années consacrées à la conduite de chantiers (génie civil, tuyauterie industrielle).

Des connaissances en électro-mécanique, hydraulique sont requises. La pratique de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand ou de l'italien constituerait un atout supplémentaire. Des déplacements courts et fréquents sont à prévoir, tant en France qu'à l'étranger.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrivez sous réf. M 171017 A à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5, rue Cébillion - 44000 Nantes
Tél. (40) 89.28.78.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

adjoint au chef du service financier, vous gérez
nos finances pour accompagner notre expansion

- au sein d'une équipe de très bon niveau, vous effectuez les prévisions de trésorerie, déterminez le suivi des budgets d'investissement.
- l'esprit d'analyse, l'imagination, la créativité, sont vos qualités personnelles.
- vos compétences ont été nécessairement acquises dans le service financier d'une grande entreprise ou dans un organisme financier.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 656-11 à notre Conseil :

ONOMA
Tour Crédit Lyonnais - 69431 LYON Cedex 03
(confidentialité, réponse assurée)

Bull Systèmes - Angers (3800 P.)

recherche

INGENIEUR METHODE
ASSURANCE QUALITE
TECHNOLOGIES AVANCEES : ULSI

pour participer au défi d'une Direction Qualité Déterminée qui prend une part directement opérationnelle dans la construction de la qualité des produits (moyens et gros systèmes) depuis les études jusqu'à la maintenance clients. Ingénieur Electronicien confirmé (ESE ou équivalent...), averti en physique du solide.

Vous avez l'expérience de l'architecture et des technologies des circuits intégrés.

Vous serez chargé de définir, mettre en place et coordonner les procédures et moyens d'assurance qualité des produits achetés. Vous gèrerez, au niveau des ULSI, les aspects qualité avec d'une part les services études et qualification et d'autre part les services achats et les fournisseurs.

A terme de larges possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull (+ 25000 P.).

Nous attendons votre candidature à :

Cu Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ROBOTIQUE/ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'ACTION SE DEROULE A MARSEILLE.

L'Institut International de Robotique et d'Intelligence Artificielle est issu de la collaboration de la Chambre de Commerce, du Conseil Régional de la mairie de Marseille et de grands groupes industriels. Il a une double vocation :

- Constituer un pôle de ressources et de compétences en Productique, Robotique, CFAO, Intelligence Artificielle et systèmes experts.
- Être un centre de propositions et d'innovation à l'intention du monde industriel.

Cette double vocation se concrétise notamment par la formation de spécialistes de haut niveau et la conduite de projets de recherche en milieu industriel.

Tous ces postes nécessitent une pratique courante de l'anglais. Ils sont basés à Marseille et impliquent de courts déplacements en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV, photo et prétentions en indiquant le poste choisi à :
INSTITUT INTERNATIONAL DE ROBOTIQUE
CMCI, 2 rue Henri-Barbousse, 13241 Marseille Cedex 03.

Nous souhaitons rencontrer :

Des Ingénieurs de haut niveau

Grandes Ecoles ou Université + Doctorat ou Ph D
(Informatique, électronique, automatique)

Responsable des Moyens Informatiques

Responsable pendant 5 ans d'un service informatique, vous maîtrisez la plupart des techniques avancées (réseaux, bases de données, temps réel, systèmes de vision, robots, machines Lisp, CAO...). Votre connaissance du VAX est un atout supplémentaire. Votre rôle : définir, mettre en œuvre et gérer l'ensemble des moyens techniques nécessaires au fonctionnement propre de l'Institut, à la formation et à la recherche. Travaillant en relation avec ces différents services, vous pourrez jouer également un rôle de conseil auprès des chefs d'entreprise dans le cadre des projets de recherche appliqués.

Responsable des Projets Industriels

Responsable de la conception de systèmes de production, vous avez, en 5 à 10 ans d'expérience en milieu industriel, développé esprit d'analyse et capacité à animer une équipe. Vous serez l'interlocuteur du milieu industriel pour : détecter les besoins, assurer la mise en place des projets de recherche, mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur aboutissement, assurer la gestion de ces projets.

A la fois technicien et gestionnaire, vous êtes le partenaire des chefs d'entreprise, capable également de leur apporter une réponse en termes de financement des opérations.

Responsable de la Formation et Recherche

Responsable de formation d'un grand groupe ou directeur d'un département de recherche (3 ans au moins), nous vous proposons de prendre la responsabilité complète du secteur Formation que vous gèrerez en tant que centre de profit. Vous avez déjà acquis une certaine notoriété dans votre domaine et nous comptons sur votre potentiel pour : mettre en place les actions de formations, animer les équipes pédagogiques, définir les orientations de la recherche. Cet ensemble de responsabilités réclame autonomie, sens de l'animation et goût des contacts dans un domaine où volent enseignement et recherche.

De Jeunes Ingénieurs à fort potentiel

(Informatique, électronique, automatique)
pour collaborer à l'ensemble des activités de l'Institut.
Une formation Grande Ecole ou universitaire, une spécialisation supplémentaire de préférence, un potentiel élevé et le goût du travail en équipe permettront d'évoluer en participant à une expérience passionnante de démarrage d'une activité de pointe.

INSTITUT INTERNATIONAL DE ROBOTIQUE
ET D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE

Siège social à Paris

recherche

pour sa Division Internationale

LE RESPONSABLE

(niveau cadre)
de son Service Gestion et Montage des Euro-Crédits

Le candidat recherché devra avoir :

- Une bonne connaissance générale des opérations de banque et plusieurs années d'expérience de gestion d'euro-crédits acquise de préférence dans une banque à vocation essentiellement internationale.
- Une excellente connaissance des procédures et réglementations bancaires.
- Des qualités d'autorité naturelle pour superviser une équipe de gestionnaires.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous pli confidentiel
sous n° 7.587 le Monde Publicité
SERVICE ANNONCES CLASSEES,
3, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Machines automatiques d'emballage

pour industries alimentaires, pharmaceutiques, etc.

SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

- Connaissances en automatismes.
- Niveau BTS électronique.
- Minimum 5 ans d'expertise dans la vente de biens d'équipements.
- Connaissance de l'Anglais appréciée.

Adresser curriculum vitae + photo à
REGIE-PRESSE, sous n° T 044.613 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Informaticien de Gestion

à Grenoble

Notre service informatique a pour objectif d'être un modèle dans l'utilisation de nos produits (matériels et logiciels) : pratique d'une informatique décentralisée avec utilisation du temps réel, des bases de données. L'interaction entre utilisateur et informaticien est une véritable collaboration accroissant ainsi l'intérêt du travail et la qualité des systèmes. Notre futur ingénieur se verra confier la responsabilité du développement, de la mise en place de logiciels : il en assurera également l'évolution : adaptation, optimisation...

Cette fonction requiert :
- une formation informatique de valeur : grande école de commerce, ou d'ingénieur (option informatique), ou MIAE + éventuellement formation complémentaire en gestion.
- une expérience même courte serait appréciée sans être indispensable.
- une expérience pratique de l'anglais est nécessaire.

HEWLETT-PACKARD a est : une très forte croissance entièrement autofinancée de + 30 % en moyenne sur les cinq dernières années, une technologie dynamique (9 % du C.A. consacré à la recherche), des unités à taille humaine.

HEWLETT-PACKARD GRENOBLE joue un rôle de leader sur le marché européen pour l'ensemble de la gamme des ordinateurs scientifiques et techniques, ainsi que des ordinateurs personnels.

Si vous êtes attiré par une entreprise qui offre de réelles possibilités d'évolution, un management par objectifs et une "égalité de vie", adressez votre candidature sous référence CB 052 à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chabas - 38320 EYBENS.



Futur Directeur Commercial et du Marketing

CENTRE DE LA FRANCE. Filiale d'un groupe international réputé, nous sommes spécialisés dans l'isolation. L'isolation thermique tout d'abord (froid et atmosphère contrôlée) où nous sommes parmi les tout premiers. L'isolation contre la poussière ensuite, et ce sont les marchés naissants de l'électronique, de l'armement, des hôpitaux, de l'informatique que nous voulons conquérir. Notre chiffre d'affaires : 160 M. de francs dont 25% à l'export. Notre objectif : + 40% en 1985. Nos moyens : des ressources humaines et financières importantes, une équipe de direction jeune et soudée, une volonté du haut en bas de la hiérarchie, une ambiance excellente, et... un futur directeur commercial et du marketing. Celui-ci, âgé d'environ 30 ans, de formation ingénieur -A.M. ou équivalent- ou issu d'une grande école de commerce, aura acquis une première expérience de la vente et/ou du marketing de biens d'équipements. Avant de prendre ces fonctions, il sera pendant quelques mois notre responsable marketing, le temps de se former à nos méthodes, à nos produits et à notre équipe. Un candidat de valeur est assuré de trouver une rémunération motivante et des perspectives de carrière très intéressantes au sein de notre groupe. Nous lui donnerons les moyens de réussir et le ferons bénéficier, s'il le désire, d'une formation de type CFA. Le poste est situé à proximité de Montluçon.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 403280 M en précisant si vous le désirez les Sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue Rocher 75008 Paris



VOUS ÊTES INFORMATICIEN ET SOUHAITEZ AVOIR UNE OUVERTURE À TERME SUR UNE CARRIÈRE PLUS LARGE

- Agé d'au moins 30 ans, de niveau ingénieur, vous avez une expérience de :
- Responsable des Etudes d'un centre informatique
- ou
- Chef de Projet d'un important système d'information et de gestion.

LA CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU GARD

vous propose le poste d'

adjoint au responsable du département informatique

(80 PERSONNES - MATERIEL IBM 3083)

Bloc à NIMES, en mission vers :

- assister son responsable dans l'élaboration des propositions à émettre à la Direction Générale, afin de permettre le fonctionnement optimum du département ;
- définir le plan de charge des divers chefs de projet et en suivre la réalisation, d'évaluer les performances de chacun d'eux en fonction d'objectifs définis.

Adresser candidature manuscrite avec photo et rémunération actuelle à
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Gard
Service du Personnel - B.P. 40 - 30007 Nîmes

FOSTER WHEELER FRANÇAISE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INTERNATIONALE
DANS PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

recherche pour son
GROUPE MARCHÉS DE TRAVAUX

UN CADRE

Ayant expériences négociations,
contrats avec entreprises.

Expérience construction souhaitée.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions à :
Direction de Personnes,

B.P. 214

31, rue des Bourdonnais,
75004 PARIS CEDEX 01

agirc

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS
DE RETRAITE DES CADRES

groupant une cinquantaine d'institutions

recherche

UN CONTROLEUR

Ayant quelques années d'expérience
pour compléter l'équipe chargée du contrôle du
fonctionnement des institutions

(Au sens révision comptable ou audit, et non pas contrôle
de gestion).
Déplacements fréquents à Paris et occasionnellement en
province.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
Hervé LEMOINE - A.G.I.R.C.
4, rue Leroux, 75116 PARIS.

LABORATOIRES UPJOHN

PARIS - LA DEFENSE

Filiale en pleine expansion - C.A. 500 millions de francs dont 40 % à l'export - d'un important laboratoire pharmaceutique international recherche

CREDIT SUPERVISOR

Relevant du Directeur Administratif et Financier, il est principalement chargé de l'ensemble des relations avec la clientèle (France et étranger) et les banques ; il établit et suit également les plans de trésorerie.

Ce poste diversifié s'adresse à un candidat à fort potentiel, pragmatique et d'excellent contact, ayant une formation **ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE (+ DECS)** et une expérience d'environ 5 ans dans une direction financière avec utilisation de moyens informatiques.

Anglais parlé, écrit impératif.

Ce poste dont les conditions sont particulièrement attractives doit évoluer dans un proche avenir vers les fonctions de **TRESORIER**.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Direction du Personnel Laboratoires UPJOHN Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 PARIS LA DEFENSE.

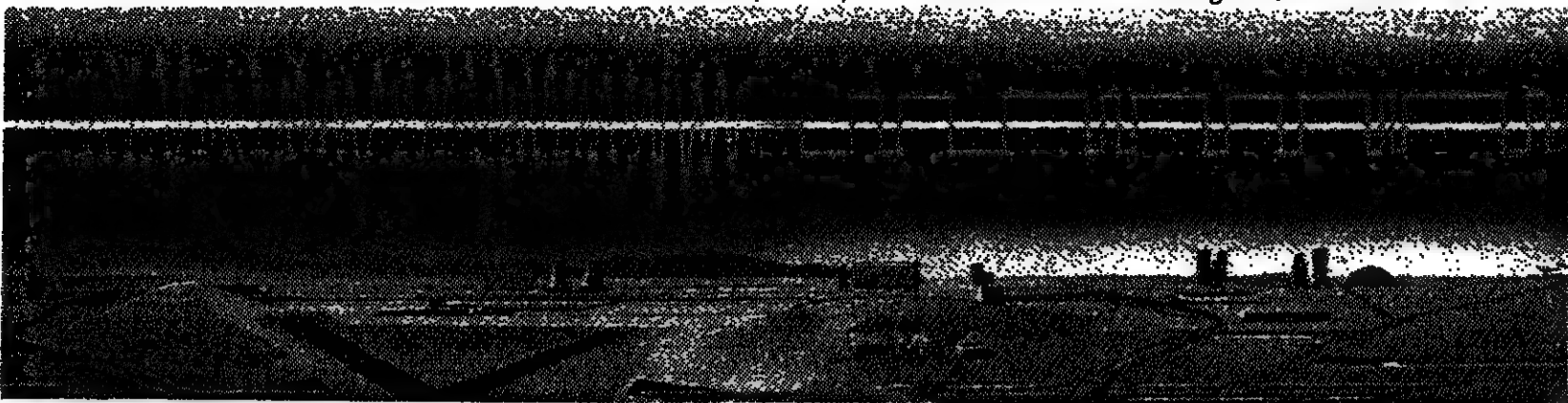
Upjohn

Pour nous c'est une vocation. Pour vous, demain, l'opportunité d'une carrière évolutive dans une grande entreprise privée d'envergure mondiale. Et la découverte d'un créneau d'avenir au cœur des technologies du futur. Nous recherchons pour notre Division Instruments France, des ingénieurs Grandes Ecoles débutants ou ayant une première expérience.

ENERTEC Schlumberger

ENERTEC DIVISION INSTRUMENTS FRANCE

Le futur a besoin de précision



- ingénieur études conception micromécanique
 - ingénieurs études conception électronique, traitement du signal
 - ingénieur systèmes de télémétrie aérospatiale
 - ingénieur mécanicien, qualité spatiale
 - ingénieur mécanicien étude des conditions de spatialisation d'un enregistreur
 - ingénieur mécanicien responsable des essais
 - ingénieur technico-commercial export
 - responsable des achats
- Si vous êtes intéressés par ces postes, écrivez à Enertec, 1 r. Nieupoit, 78140 Vélizy-Villacoublay
- ingénieur CAO
 - ingénieurs études électroniques
 - ingénieurs études (logiciel)
 - ingénieurs d'industrialisation
 - ingénieurs technico-commerciaux
- Si vous êtes intéressés par ces postes, écrivez à Enertec, 5 rue Daguerre, 42000 Saint-Etienne

Emploi et formation Rédactrice juridique

Depuis vos études de droit, vous avez développé une sérieuse pratique de la préparation et du suivi de dossier, que ce soit chez un avocat ou dans une organisation professionnelle.

Un organisme professionnel traitant en particulier des questions d'emploi dans un secteur attractif crée pour vous, à Paris, la poste de chargée de mission auprès de sa Direction Générale.

Vous aurez à organiser concrètement les nombreuses réunions professionnelles et paritaires, une à deux par semaine, mais aussi à en rendre compte, à vous assurer de la mise en œuvre des décisions, etc... vous déplaçant en province plusieurs fois par mois. Des études ponctuelles vous seront également confiées.

Vous pourrez bénéficier d'une certaine autonomie dans l'organisation de votre emploi du temps dans la mesure où cela sera compatible avec la réalisation de vos missions. La rémunération annuelle brute proposée est de 130.000 francs avec un statut cadre, six semaines de congé et des indemnités de déplacement.

Prenez contact rapidement, en écrivant sous référence 8418 LM, avec les consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

OLIVETTI, premier constructeur européen de matériel informatique et bureautique recherche

Ingénieurs systèmes

Ils auront la responsabilité des systèmes MS/DOS et CPM et assureront l'interface pour ces produits entre la maison mère et nos services commerciaux, logiciels, et SSII. Ils seront chargés en outre de la mise en place des supports techniques.

Ces postes s'adressent à des cadres de formation MIAGE ou école d'ingénieurs ayant au moins 2 ans d'expérience et une bonne connaissance des matériels micro-informatique. La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ces postes basés à Paris.

Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et les possibilités d'évolution seront celles offertes par un groupe de dimension internationale.

Veillez contacter Véronique Poissonnier sous réf. IS M

OLIVETTI FRANCE - DPRH - 89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

grande banque RECRUTE cadres commerciaux (PARIS - PROVINCE)

Une Grande Banque recherche des Cadres Commerciaux, diplômés de l'Enseignement Supérieur, disposant d'une première expérience bancaire de l'exploitation, et souhaitant évoluer au sein d'un groupe important implanté à Paris, en Province ainsi qu'à l'étranger.

Nous proposons de vous intégrer - en classe V ou VI selon votre profil - à des postes d'encadrement pour le secteur de la clientèle des particuliers ou des entreprises dans des unités d'exploitation.

Notre développement actuel permet d'envisager des perspectives de carrière très variées dans notre Groupe

C'est en rappelant la réf. C2 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris que vous manifesterez d'abord votre intérêt pour ces postes (CV, photo et prétentions) Une totale discrétion est garantie.

emploi régionaux

CHEF DU PERSONNEL

BOURGOGNE 230.000 +

La filiale d'un des premiers groupes industriels français de notoriété mondiale recherche pour une de ses unités de production (1000 personnes), un excellent spécialiste de la Direction du personnel.

Rattaché au Directeur d'établissement, il prend en charge, avec un service de douze personnes, l'ensemble de la fonction : gestion des hommes, relations avec les partenaires sociaux, administration, paie, plan de formation, bilan social.

De formation supérieure, il a une bonne connaissance de la législation sociale et l'expérience d'une direction de personnel globale, de préférence dans l'industrie.

Importantes perspectives d'évolution dans un groupe de taille mondiale.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 475 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

TRES IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

LE RESPONSABLE DE SA DÉLÉGATION RÉGIONALE DE NANCY

BRANCHE DOMMAGES AUX PERSONNES

Dans le cadre de cette unité décentralisée, il sera chargé : - de l'animation commerciale d'un réseau d'apporteurs d'affaires (agents et courtiers) sur son secteur qui comprend 8 départements. - de l'encadrement et de la gestion du personnel de la délégation (15 personnes).

Ce poste conviendra à un inspecteur 2^e ou 3^e échelon ayant une bonne connaissance de la gestion en production et sinistre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3661 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Clinique Psychiatrique JEANNE D'ARC 18, rue Jeanne-d'Arc 94160 SAINT-MANDÉ Tél. : 374-12-10 recherche infirmiers (ES) D.E. ou PSYCHIATRIQUE Temps complet. Prendre r.v. par tél. uniquement.

STÉ D'EXPERT - COMPTABLE recherche COLLABORATEURS

DECS + mait. en droit pr rapp. et expert. judiciaires. DECS + 3 ans exp. ob. DECS partiel décompt.

Ecr. s.v. fiduciaire George-V, 188, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

JEUNE CHEF DE PROJETS Travaux Neufs

Nous sommes une petite équipe (80 personnes), agence spécialisée d'un groupe public nationale. Notre mission est d'assurer l'implantation, la réalisation et la gestion de centres de stockage. Nous cherchons pour notre division industrielle un

INGENIEUR (A & M, BTP, Ponts,...)

Au sein d'une équipe de trois ingénieurs, nous lui confierons des projets très divers de création et d'aménagement d'installations et d'ouvrages.

Comme nous, il s'agit en tant que maître d'ouvrages et sera responsable de l'ensemble des projets depuis leur orientation initiale jusqu'à la réalisation finale. Il s'appuie sur des maîtres d'œuvre qu'il choisit, et est à la fois responsable de la qualité, des délais et du budget.

Si vous êtes ingénieur grande école avec une première expérience de préférence en fabrication ou génie civil, et si maintenant vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités, nous serons heureux de vous rencontrer.

Pour un premier contact, écrivez avec C.V. et rémunération actuelle s / réf. 467 M à Catherine ROZES qui nous assiste dans ce recrutement.

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Vous aimez analyser et comprendre les besoins des clients, mais aussi négocier et gagner. Nous vous offrons la gestion et le développement de comptes existants, et la prospection de nouveaux marchés.

Vous voulez valoriser votre professionnalisme et construire votre carrière. Nous savons répondre à votre attente : par notre position de Grand Constructeur, notre présence sur tous les créneaux de l'informatique, notre solide implantation nationale. Réalisez vos ambitions et choisissez votre environnement en intégrant nos unités basées à PARIS ou dans les Directions Régionales de :

NORMANDIE, NORD, EST, BRETAGNE, PAYS DE LOIRE, SUD-OUEST.

Pour apporter la qualité au service de nos clients, nous comptons avec vous.

Adressez CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 220 M à

Gilbert Passekarsale
C/o Honeywell Bull
PC OG021C
94, Avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

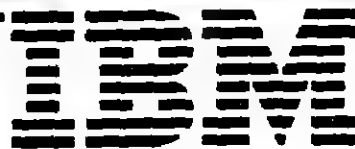
Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Recherche DES ANIMATEURS OU ANIMATRICES pour UNE EXPOSITION DE TECHNOLOGIE AVANCÉE

(Composants, terminaux holographiques, conception assistée par ordinateur, ordinateur personnel...).

Lieu : Paris. Dates : du 16 avril au 30 juin 1984

QUI RECHERCHONS-NOUS ?

Des étudiants(es), résidant en région parisienne ; formation BAC + 2 minimum dans les disciplines scientifiques, techniques ou commerciales. Anglais parlé apprécié.

Cette mission à durée déterminée et à temps partiel (heures complémentaires à prévoir) se décompose ainsi :

- Une phase formation : 1 mois.
 - Une phase animation : 1 mois et demi.
- Vous aurez alternativement, la conduite

de visites d'une heure par groupe de 18 personnes ou la tenue d'un stand de démonstration.

Travail en équipe, sens de la communication et de l'initiative. Rémunération intéressante.

Si vous êtes motivé(e) pour une expérience originale et unique, vous pouvez adresser lettre de candidature et CV à :
Cabinet Scribe - 4 avenue Hoche 75008 Paris en mentionnant la référence EIT/84.

MAR

Le premier client de Hewlett Packard c'est H.P.

L'informatique interne conditionne largement l'efficacité et le développement de notre société. Plus de 500 ordinateurs HP 3000 et HP 1000 relient en "temps réel" les différentes organisations de Hewlett Packard à travers le monde. Le développement de nouvelles applications en France et en Europe nécessite aujourd'hui l'intégration de nouveaux collaborateurs.

Chef de projet

Il se voit confier un projet Européen : la gestion des contrats de vente dans le contexte juridique et administratif de chaque pays. Adjoint au Directeur Informatique France et animateur d'une équipe de 3 personnes, il appréhende les besoins des utilisateurs, établit le cahier des charges et suit le projet depuis l'analyse organique jusqu'à sa mise en application. Cette mission implique des déplacements en Europe et suppose une bonne compréhension de l'organisation des différentes sociétés commerciales - Ref AHG/3/84.

Spécialiste bureautique

L'introduction du HP 150, premier ordinateur personnel à écran tactile, pivot d'une nouvelle organisation bureautique va sensiblement modifier notre environnement de travail. Notre spécialiste bureautique animateur de cette nouvelle organisation au sein d'un HP aura pour mission d'évaluer les systèmes et moyens existants, promouvoir et implanter de nouvelles solutions et produits, les maintenir, assister et former les utilisateurs internes et ponctuellement les clients. Adjoint direct du responsable régional des services informatiques, il établit des relations à tout niveau de l'organisation informatique HP France - Ref ZA/1/84.

Pour ces 2 postes basés en Région Parisienne, les candidats ont une formation Ingénieur ou Maître avec pour le Chef de Projet une expérience similaire d'environ 5 ans.

Une bonne connaissance de l'anglais indispensable lors de la formation de 8 à 9 mois dans nos unités européennes et un environnement de travail axé sur l'efficacité et l'évolution.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo, présentations en précisant la référence du poste choisi à : Hervé Gafon - Service du Recrutement - Hewlett Packard France - Zone d'activités du Bois Brûlé - Avenue de Las - 91040 EVRY Cedex.



UN PARTENAIRE
DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.

Leader européen, troisième sur le marché mondial, nous concevons, réalisons et commercialisons du MATÉRIEL D'OPTRONIQUE. Nous recherchons notre

Responsable gestion de production 230-260 000 F Paris-Sud

NOUS LUI DONNONS L'ENTIERE RESPONSABILITE DE LA MAÎTRISE DU FLUX « MATIÈRES ».

Ses missions :

- définir une stratégie et moderniser la politique d'achat de l'entreprise ;
- rechercher de nouveaux fournisseurs en fonction des exigences (assurance qualité, prix, délai de livraison) ;
- contrôler le lancement et le suivi de fabrication à partir du plan directeur de production ;
- optimiser le fonctionnement du système de gestion de production informatisé par une meilleure utilisation des données ;
- diriger et animer une équipe d'une trentaine de personnes.

Ingénieur électronicien de préférence, il est âgé d'au moins 33 ans. Il justifie d'une expérience réussie de la gestion de production et des achats au sein d'un environnement de technologie avancée (militaire, aéronautique) et parle couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5093/AM, à l'adresse suivante :



argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

APCOREM



L.E.R.S.

Société de Recherche Pharmacologique du Groupe SYNTHELABO
recherche, pour son Département de Biologie, un

chef de projet biochimiste/ pharmacologue

qui sera affecté au Groupe Douleur et Inflammation. Le ou la candidat(e) retenue pour ce poste sera directement responsable d'une unité de recherche et participera à la coordination de l'activité et à la direction scientifique du Groupe en relation étroite avec le responsable de ce Groupe.

Le Groupe Douleur et Inflammation a pour objectifs la sélection et l'étude approfondie de composés analgésiques, anti-inflammatoires et antitumoraux ainsi que les composés actifs dans le domaine gastro-intestinal.

Dynamique, il ou elle devra posséder une formation de haut niveau. Doctorat d'Etat ou équivalent

et avoir une bonne connaissance des mécanismes de régulation hormonale de la pharmacologie ainsi que des techniques biochimiques modernes utilisées en recherche dans ce domaine. Il ou elle devra justifier d'une expérience post-doctorale d'au moins 3 ans dans ce domaine de recherche et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise, une expérience dans l'industrie Pharmaceutique serait appréciée.

Lieu de travail : Bâtiment Océris de Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées avec curriculum vitae au : L.E.R.S. Direction Administrative, 55-60, rue de la Glacière 75013 Paris.



ACHETEUR PRINCIPAL



CGA ALCATEL, 800 personnes, 450 MF, spécialisée dans les systèmes et matériels spécifiques informatiques, propose à un candidat d'environ 35 ans, de venir valoriser son expérience professionnelle, en devenant ACHETEUR PRINCIPAL.

Nous confierons, à ce cadre responsable et entreprenant, des missions variées qu'il saura mener à bien grâce à la collaboration d'une équipe dynamique et performante et à une organisation informatique développée.

En liaison étroite avec le Service Approvisionnement, il encadrera et animera une unité composée de 4 personnes, élaborera une politique marketing achats, assurera la gestion de la fonction et en contrôlera le budget, sélectionnera les fournisseurs et participera aux discussions menant à la conclusion des contrats d'achats.

Ce poste basé en Région Parisienne Sud s'adresse à une forte personnalité, capable de rigueur, d'autorité et d'ambition. Issu d'une école de commerce ou de gestion, il aura acquis de solides connaissances en approvisionnement, au cours d'une expérience similaire qui l'aura familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si vous pensez être l'homme de la situation, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

CGA ALCATEL
P. Marie-Joseph - Direction du Personnel
BP 57 - Le Plessis Pâté 91280 Brétigny s/Orge.

SOCIÉTÉ DES AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET - AVIATION à SAINT-LOUIS

INGÉNIEUR AVIONIQUE

FONCTION : étude et réalisation de matériels avioniques à bord des avions.

PROFIL : ingénieur technicien Supérieur présentant une bonne connaissance de l'avionique dans les domaines suivants :

- bases fréquence,
- émission, réception HF - VHF - UHF,
- radio navigation,
- identification,
- arennes.

Anglais courant.

La préférence sera donnée à un candidat ayant au minimum une expérience de 4 à 5 ans.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite
à CONSILIA - 5, rue de Lincoln -
75008 PARIS (16^{ème} étage).

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

SOCIÉTÉ FRANÇAISE L'UN DES LEADERS MONDIAUX DANS SON DOMAINE (BIENS D'ÉQUIPEMENTS, MATÉRIEL DE TRANSPORTS)

recherche

UN GESTIONNAIRE DE PROJET

Sous la direction du Directeur de projet, il aura en charge le suivi administratif, financier et technique d'affaires ou de commandes pour la France ou l'exportation, États-Unis en particulier.

Le candidat retenu sera de formation INGÉNIEUR, ayant déjà l'expérience de la gestion ou direction de projets importants mettant en œuvre de multiples disciplines et partenaires au plan technique.

Une formation complémentaire en gestion sera un atout supplémentaire ; anglais courant indispensable.

Des déplacements en France et à l'étranger de plus ou moins longue durée sont à prévoir.

A terme diverses possibilités d'évolution au sein de la société existant dans les domaines études-fabrications ou technico-commercial.

Envoyer avec C.V. et prétentions sous réf. 89326 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Service manager

Après une période de formation chez nos fournisseurs, il exercera les responsabilités au niveau :

- formation du personnel,
- gestion et organisation du S.A.V.,
- assistance à la clientèle.

Ce poste s'adresse à un ingénieur en électronique ayant une première expérience de management et une bonne maîtrise de l'anglais technique.

Le poste est à pourvoir à Paris et de fréquents déplacements sont à prévoir.

Si vous êtes intéressé par cette offre, veuillez adresser votre candidature à :

JARRE-JACQUIN S.A.
30, rue Saint-Augustin - 75002 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de produit micro-informatique

Une importante centrale d'achat, agissant pour le compte d'une centaine d'adhérents indépendants répartis sur toute la France, traite un volume d'achats de l'ordre de 200 millions de francs, crée le poste de chef de produit micro-informatique. Dans le cadre d'une large autonomie, il sera chargé de mettre en place une politique d'approvisionnement et de promotion d'une gamme de produits en plein essor. Il recherchera de nouveaux fournisseurs, assurera les négociations et assurera la formation et l'information des différents points de vente. Ce poste s'adresse à un jeune candidat possédant une parfaite connaissance du marché et des matériels micro-informatiques. L'esprit d'initiative, le sens du marketing et le goût de l'organisation sont indispensables. La pratique de l'anglais est nécessaire. La recommandation sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste, situé à Paris, implique des déplacements. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/253M.

PA

3, rue des Serviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



FILIALE D'UN GROUPE IMMOBILIER IMPORTANT EN PLEIN DÉVELOPPEMENT nous sommes spécialisés dans la commercialisation d'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Nous recherchons :

Pour LYON : NOTRE CHEF D'AGENCE

En liaison avec le siège parisien, il sera chargé :

- De commercialiser les produits du Groupe (bureaux, locaux d'activités, terrains, opérations clés en main).
- Développer l'activité de la Société en recherchant de nouveaux produits et en mettant en œuvre une politique commerciale permettant une complète pénétration du marché.

Pour PARIS : UN RESPONSABLE DE SECTEUR chargé :

- De commercialiser les produits du Groupe (bureaux, locaux d'activités, terrains, opérations clés en main).

Il devra être capable de s'intégrer dans une équipe dynamique et performante, il devra être très réactif et justifier d'une expérience dans l'immobilier d'entreprise.

Envoyer curriculum vitae + lettre de candidature manuscrite + prétentions à :

SOCOMIE

15, rue des Sorins, 92000 NANTERRE.



ingénieurs débutants grandes écoles

ENTREZ DANS UN GROUPE MULTINATIONAL DE SOCIÉTÉS DE SERVICES

Le GFI, en France plus de 1.000 personnes, fait partie du groupe SCICON International (un des premiers groupes mondiaux de SSI). Nous proposons à des jeunes X, HEC, ESSEC, CENTRALE, INGENIEURS TELECOM ou ENSI, débutants ou ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle, d'entrer dans le GFI pour concevoir, réaliser et mettre en place des systèmes informatiques faisant appel aux techniques les plus avancées : bases de données, temps réel, réseaux, informatique graphique.

Après une formation informatique complémentaire, ils participeront dans un premier temps à la réalisation de projets puis, progressivement, prendront des responsabilités de conseil ou d'encadrement. De larges possibilités de développement leur seront offertes à terme dans le cadre du groupe.

Nous vous garantissons une totale discrétion.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature + CV + prétentions sous réf. M 02 à M. DUJARDIN

GFI 1 - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

jeune ingénieur développement

"GOMMES HYDROSOLUBLES"

PARIS

180.000 +

Un important Groupe Chimique français recherche pour animer le développement de nouveaux produits un ingénieur chimiste de haut niveau ayant une expérience technico-commerciale (3/4 ans) dans le domaine des gommes hydrosolubles.

Il sera intégré à l'organisation marketing et, après réussite, verra évoluer ses responsabilités vers des postes de Direction Opérationnelle ou Fonctionnelle.

30 ans minimum + diplômé d'une école supérieure de Chimie + attiré par le développement et surtout par l'insertion des nouveaux produits sur les différents marchés + disponible pour voyager en Europe et dans le Monde + parfaitement bilingue anglais/français.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V., détail, photo, rémunération actuelle, en précisant la référence 424-4.

REI

Recherche / Conseil / Cadres

6, AV DU COQ - 75009 PARIS

ESR



THOMSON-CSF

Division Avionique

FUTURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

La Division Avionique conçoit et réalise des équipements aéroportés de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités l'amène à recruter des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Débutants ou ayant une première expérience en technique numérique sur microprocesseurs, ils seront chargés au sein de petites équipes :

- de participer à l'étude et à la réalisation d'équipements utilisant du traitement d'image en temps réel (Réf. IEA).
- d'assurer la conduite d'un projet logiciel aéroporté dans le domaine des équipements laser (Réf. IEB).
- de développer des produits avancés en traitement du signal dans le domaine du visible et de l'infrarouge (Réf. IEC).

Déplacements de courtes durées. Connaissance de l'anglais indispensable.

Ces postes incluent des évolutions de carrières intéressantes au sein du premier groupe électronique français et conduiront les candidats ayant les capacités requises à devenir des responsables d'affaires.

Merci d'adresser votre candidature avec CV + photo, en précisant

la référence du poste souhaité, à Madame CHARRIER,

THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer

92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON

BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

CONSTRUCTEUR DE VEHICULES SPECIAUX, de réputation mondiale, leader sur son marché dans des domaines liés aux technologies de pointe (90% C.A. à l'exportation) recherche

RESPONSABLE DES ESSAIS SUR BANC

Chargé de concevoir, réaliser, mettre en œuvre des bancs d'essais pour éléments de transmission de puissance, le titulaire du poste devra faire preuve de méthode, de rigueur, d'imagination. Il aura une expérience des essais sur banc, une connaissance des méthodes et moyens de mesure ainsi que l'aptitude à organiser et à diriger une petite équipe. Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole A et M ou équivalent dont la formation a été complétée à l'Ecole Supérieure des Moteurs et qui a acquis une expérience d'essais de machines tournantes.

Le poste est situé en banlieue Sud de PARIS (30 km).

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous N° 6728 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

SOURIAU DIVISION EQUIPEMENTS INDUSTRIELS recherche des

INGENIEURS ELECTRONICIENS H-F

SUPELEC, ESIEE, ESME, ISEP, ISEN, INSA ou équivalent

Bureau d'études (réf. BIE)

Il s'agit d'un poste d'études et de développement de matériel électronique professionnel (élaboration cahiers des charges, réalisation maquettes prototypes). Connaissances nécessaires : électronique numérique et micro-processeurs.

Lieu de travail : Paray Vieille Poste (91) proximité Orly.

Fabrication (réf. IFB)

Lien entre les études et la fabrication, ce poste définit les méthodes de tests des produits, prépare des méthodes nouvelles de fabrication et supervise les recettes de qualification. Expérience requise : quelques années en bureau d'études ou fabrication.

Lieu de travail : La Ferté Bernard (72) proximité La Mairie.

Si vous souhaitez enrichir votre expérience, venez rejoindre nos équipes. Nous attendons votre goût du concret, votre sens de la synthèse et votre souci de rentabilité. Ecrire avec CV, photo, prétentions au

Siège Social SOURIAU - 11 rue Gallieni - 92100 BOULOGNE.

SOURIAU



THOMSON-TITN

Société d'Ingénierie Informatique (750 personnes) recherche pour

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE REPARTE

spécialisé dans les systèmes interconnectés sur mini et micro-ordinateurs, les bases de données, les applications transactionnelles...

INGENIEURS-CONCEPTEURS

grandes écoles, DEA - DESS, possédant au moins 4 ans d'expérience dans les domaines cités.

INGENIEURS D'ETUDES

grandes écoles, DEA - DESS option informatique, débutants et 1 à 2 ans d'expérience.

INGENIEURS-ANALYSTES

écoles d'ingénieurs (informatique) ou MIAGE.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. R à

Ariane CHARTIER - THOMSON-TITN
Z.I. La Vigne aux Loups
rue Denis Papin - 91380 CHILLY-MAZARIN



THOMSON-CSF

Une informatique nouvelle se met en place dans un secteur de notre Gestion Interne. Nous recherchons un

INGENIEUR CHEF DE PROJET

L'informatique de gestion vous intéresse mais vous désirez précéder son évolution. Devenez le Concepteur de systèmes et soyez-en le Réalisateur.

Vous intervenez dans un environnement d'informatique distribuée utilisant toute la gamme des matériels (des micro-ordinateurs aux grands systèmes).

Vos interlocuteurs sont nombreux, techniciens bien sûr mais aussi gestionnaires.

Formation : Grande Ecole ou équivalent.

La connaissance de nos matériels est appréciée sans être indispensable.

Lieu de travail : Paris

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 423 M à

Véronique Bourlet

Cii Honeywell Bull

PC OG021C

94, avenue Gambetta

75990 PARIS CEDEX 20

Bull



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



LE CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS rejoint son réseau de terminaux (financiers, GAB...) et monte la puissance de son site central à 7 MIPS tout en procédant à la refonte de ses applications autour de CICS, VSAM et un SGBD. Il lui faut se renforcer en accueillant :

un responsable des études (réf. 4480 LM)

Il coordonne les études (25 p.) structurées par famille de produits, favorise la généralisation de l'approche industrielle dans la réalisation des logiciels et apporte son expérience dans la mise en œuvre d'une méthodologie telle que MERISE.

un responsable système/réseau (réf. 4481 LM)

Il orchestre, avec ses équipes, la montée en puissance des matériels et l'extension du réseau (440 terminaux et bientôt TELETEL) tout en jouant son rôle de conseil auprès des études et de la production.

Tous deux sont **INGÉNIEURS** de formation et ont acquis, en 7 ans ou plus, soit l'expérience de la conduite d'équipes importantes de projet, soit celle de MVS, SNA..., de préférence dans le tertiaire : banques, assurances ou établissements financiers. Ils souhaitent capitaliser aujourd'hui sur cette expérience en gagnant en responsabilité.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10 RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



Société Industrielle Française (2,4 milliards de francs de C.A.)
Filiale d'un important groupe américain
recherche pour sa Direction Financière, basée à Paris

**un Manager
Financial Systems
and Procedures**

Directement rattaché au Directeur Financier, le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une grande école de commerce et titulaire d'une qualification comptable reconnue (D.E.C.S. minimum). Il concevra et mettra en application un système d'audit interne, contrôlera la fiabilité des procédures existantes et jouera un rôle clé dans le projet consistant à moderniser les systèmes de base.

Le candidat retenu aura acquis une très bonne connaissance des systèmes comptables anglo-saxons à travers une expérience d'au moins 4 ans dans un cabinet d'audit international ou dans la filiale française d'une société américaine, et maîtrisera parfaitement l'anglais des affaires.
Le succès dans cette fonction implique un fort potentiel personnel et de très bonnes capacités relationnelles.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8431 à
Frédérique Chemarin
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

**INGENIEURS D'AFFAIRES
TUYAUTERIE
INGENIERIE**

Société d'ingénierie, filiale d'un puissant Groupe Industriel spécialisé dans l'étude et la réalisation d'ensembles de Protection Incendie de **GRANDS RISQUES INDUSTRIELS** (offshore, pétrochimie, sidérurgie...) recherche dans le cadre de son développement, des **INGENIEURS**, de formation électro-mécanique ou hydraulique possédant si possible une première expérience réussie de suivi de projet.
Ils seront chargés, dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire, du suivi d'avant-projet et de projets sur les plans technique (conception), financier (détermination des prix) et commercial (négociation).
Déplacements de courte durée en France et à l'étranger prévus.
La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable, l'ESPAGNOL souhaité.
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1208 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 bis, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Le Crédit Coopératif

dans le cadre de son expansion
recherche

**UN RESPONSABLE
COMMERCIAL
de produits financiers**

HF

Diplômé d'études supérieures (maîtrise Science Eco, Ecole de Commerce), il sera chargé de la promotion des produits financiers auprès d'une clientèle institutionnelle de province, d'importance moyenne, en appui d'un réseau en forte expansion.

IL EST DEMANDE :

- une expérience confirmée de 3 à 5 ans dans une activité similaire au sein d'un Etablissement Bancaire important (assistance de réseaux)
- de réelles compétences en matière financière (connaissance technique des produits financiers)
- un sens développé de l'action commerciale.

De fréquents déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3766 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

**GROUPEMENT PROFESSIONNEL
SECTEUR ASSURANCES PARIS-17e**

recherche

**UN ATTACHE DE DIRECTION
(FORMATION SUPERIEURE)**

Ayant une capacité d'approche des techniques industrielles, ainsi que de bonnes connaissances du Droit de la responsabilité et du Droit des contrats d'assurances.

Il aura principalement pour mission, des tâches :
- d'analyse de risques en liaison avec des techniciens de la profession.
- de mise au point et de gestion de contrats.
- de secrétariat de commission.

Une première expérience dans une société d'assurances sera appréciée pour pourvoir ce poste évolutif.

Les candidats enverront leur C.V., photo et prétentions annuelles à Monsieur D. DERYNCK

A.G.S.A.
118, rue de Tocqueville - 75850 PARIS CEDEX 17

FLONIC

Si l'avenir vous passionne

rejoignez cette Société du Groupe SCHLUMBERGER, leader dans le domaine de la MESURE et de la REGULATION des FLUIDES. Pour renforcer son potentiel études et production, la division Gaz basée à Colombes (92) recrute

3 Jeunes ingénieurs

**Chef de projet
études
électroniques**

Réf. S 367

chargé de l'étude et de la mise au point d'appareillages électroniques associés au comptage des fluides gazeux.
Les candidats, de formation écoles d'ingénieurs électroniques (SUP'ELC), débutants ou première expérience, auront une bonne connaissance des techniques analogiques et des micro-processeurs.

**Ingénieur
logistique de
production**

Réf. S 368

chargé de définir et mettre au point les méthodes optimales de gestion informatique prévisionnelle pour une production de petite série. Très motivés pour le domaine production, les candidats auront un diplôme d'une école d'ingénieurs de haut niveau (CENTRALE, ARTS & METIERS, etc.) éventuellement complété par une formation à la gestion.

**Responsable
de laboratoire
d'étalonnage**

Réf. S 369

à ce titre, il sera chargé d'organiser le contrôle métrologique de l'ensemble des produits finis.
De formation écoles d'ingénieurs mécaniques (ARTS & METIERS...), les candidats disposeront de solides connaissances en mécanique des fluides, automatismes et micro-informatique.

Une expérience réussie dans ce poste, allée à une bonne maîtrise de la langue anglaise, ouvre de larges perspectives de carrière au sein du Groupe Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à Monsieur X. Barrière, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

FLONIC

Schlumberger



COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

donne un nouveau développement à ses moyens de communication sur le plan national et accroît ceux de ses filiales à l'étranger. La Direction Informatique du Groupe est donc amenée à renforcer ses équipes. Elle recrute plusieurs spécialistes

1 ingénieur réseau

à qui sera confié, dans le cadre d'un vaste projet de télé-informatique et télécommunications, la responsabilité de concevoir, d'installer puis de gérer un réseau interconnectant des ordinateurs centraux (IBM 3083 et 4341) et des unités réparties (HP 3000).

Ce rôle implique l'animation d'une équipe de techniciens et la maîtrise d'un budget. Un large degré d'autonomie sera laissé à ce responsable, ingénieur télécom. de préférence, pouvant justifier d'une expérience d'au moins trois ans acquise sur un réseau important. (Réf. CB/3)

2 ingénieurs système

qui seront chargés, notamment, de l'installation et de l'évolution des logiciels de base, joueront un rôle de conseil et d'assistance auprès des groupes de développement basés au siège, interviendront pour des missions similaires dans les filiales du Groupe à l'étranger.

Ces professionnels de l'informatique disposeront respectivement de plusieurs années d'expérience dont au minimum trois ans de la fonction système dans un environnement similaire (IBM DOS/CICS/DL1/DB2/VM/MVS et/ou HP 3000) (Réf. CB/4)

De réelles perspectives de carrière s'offrent au sein du Groupe qui met à la disposition de ses unités des moyens centraux et répartis au travers d'un réseau important.

Ces postes sont basés au siège social (Paris-16^e).

Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence choisie, à notre Conseil



INFRAPLAN
Paris Nantes

Conseil en Recrutement
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

DEVENEZ ASSISTANT CHEF DE PRODUIT CHEZ USINOR

La Direction Commerciale Aciers

recherche pour assister ses chefs de produits

TROIS CADRES COMMERCIAUX

- Vous êtes diplômés d'une grande école commerciale H.E.C., E.S.S.E.C., SUP DE CO ou équivalent.
- Vous avez déjà une première expérience de 3 à 5 ans en Gestion Produit-Marché.

- Vous êtes attirés par la négociation en milieu industriel.
- Vous participerez à la mise en œuvre de la politique commerciale et vous aurez la charge de la gestion d'une ligne de produits industriels.
- Pivots d'une « cellule vente » vous progresserez dans une équipe agressive et exigeante.

Adresser votre curriculum vitae, lettre manuscrite et photo sous réf. C 103 à :



N. Le Begouss
Innovations « Le Défi »
92070 Paris la Défense Cedex 30

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL "EXPORT"

130.000 F. +

Filiale d'un grand Groupe Industriel français, spécialisée dans la fabrication de REVETEMENTS ANTICORROSION pour PIPE-LINE, nous recherchons pour un poste basé à Paris, un ingénieur de formation IUT ou équivalent. Une expérience de 2 à 3 ans dans l'industrie chimique ou pétrochimique ainsi que la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Après une formation, tant au Siège que dans nos laboratoires, sur la société, les produits et les techniques, il lui sera confiée la responsabilité commerciale d'un secteur export.

Cette fonction, de large délégation, vous permettra d'optimiser vos qualités professionnelles, en prenant en charge la diversification de la clientèle et des produits proposés.

Des déplacements fréquents (50 % du temps) sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 89467 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.fr.

500 métallos en panne de jeune chef du personnel

Depuis 3-4 ans, vous avez appris votre métier auprès d'un bon directeur du personnel. Quoiqu'il vous en coûte, vous avez décidé de le quitter pour élargir vos responsabilités et voir d'autres horizons. Vous n'avez pas fait des études supérieures dans ce domaine pour rester un second. Vous savez que la poursuite de votre carrière passe par l'opérationnel d'usine, très près des hommes, de leur encadrement et de leurs représentants. Conscient de ne pas avoir vu encore toutes les facettes du métier, vous vous sentez cependant la maturité nécessaire pour diriger une équipe de collaborateurs et vous mettre à ce que vous connaissez moins tout en poursuivant votre formation. Vous pourriez donc être la personne que nous attendons.

Une succession à assurer, une administration du personnel en ordre, une usine qui se modernise (CN informatique, polyvalence des opérateurs, etc...). Des initiatives à développer en matière de formation technique, d'entraînement de l'encadrement aux nouvelles pratiques sociales. L'appui d'un directeur d'établissement soucieux de performances économiques et de maintenir le bon climat actuel. Un directeur des affaires sociales désireux de favoriser votre progression dans un groupe (1 000 personnes) en bonne santé financière.

A 50 km de Paris, vous ne serez pas coupé des possibilités de formation complémentaire. Le siège social est proche. A vous aussi de savoir établir les contacts nécessaires pour bénéficier des appuis extérieurs (groupements patronaux, ANDCP, etc...). Le poste est suffisamment ouvert pour que cette opportunité soit décisive pour vous. Donc, une première lettre aux conseils de SIRCA sous référence 134 420M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

un langage différent pour des applications performantes à nos futurs Chefs de projets

SG2 a 11 ans de réussite en CONCEPTION de LOGICIELS SPECIFIQUES DE HAUTE TECHNOLOGIE, c'est grâce aux ingénieurs et aux collaborateurs qui y participent.

C25 caractérisé par des applications industrielles et scientifiques, assure sa longévité et son expansion au service des ADMINISTRATIONS et DES GRANDS GROUPES INDUSTRIELS.

Tous nos systèmes sont développés en notre centre de calculs à Rungis.

C25 souhaite renforcer ses structures et associer à son développement des

INGENIEURS Grandes Ecoles HF

• ILS AURONT ACQUIS UNE PREMIERE EXPERIENCE en informatique industrielle ou industrielle sur HP 1000 ou HP 98XX, ils connaissent éventuellement UNIX ou HP 9000.

• Ils développeront des applications dans les domaines suivants :

— acquisition et traitement du signal
— commande numérique
— robotique
— CFAO sur mesure

• Nous étudierons également avec attention les candidatures d'INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS, si leur motivation pour ces activités est convaincante.

Pour permettre à notre équipe de Direction d'étudier votre candidature, veuillez adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) à P. BORINES C25 12, rue Le Corbusier Site 254 94565 RUNGIS CEDEX.

Prendre la responsabilité de grands projets !

Importante société de systèmes informatiques filiale d'un grand groupe de notoriété internationale recherche des ingénieurs chefs de grands projets.

De formation grande école (Mines, Centrale, Sup. Aéro...), ils posséderont une expérience de 5 à 10 ans dans des grands systèmes informatiques.

Ingénieurs grandes écoles

Autonomes, entrepreneurs, ils auront un ascendant naturel leur permettant de faire travailler des équipes importantes (tant internes que sous-traitantes).

Mines, Centrale, Sup. Aéro...

Ils se verront confier :

France et Export

— soit la responsabilité technico-commerciale pour l'acquisition de grands projets,

— soit une mission de chef d'affaires pour le développement

et la mise en place de projets importants à l'Export et en France

Postes basés en région parisienne : banlieue Sud-Ouest.

Nous proposons une carrière motivante liée à l'importance et à la technicité des projets que nous réalisons et à la taille de notre Groupe.

Adressez votre candidature sous réf. IGP à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, boulevard Maeshherbes - 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.

6 jeunes diplômés

Vous êtes ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatiques, ESC... débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous FORMERONS à :

6 POSTES D'ANALYSTE EN INFORMATIQUE :

étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison avec les utilisateurs internes ou externes.

Les postes sont à pourvoir au Siège, près de ROUEN dans un cadre de travail exceptionnel, et à PARIS dans une de nos filiales.

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurances françaises, l'une des plus dynamiques aussi, dit-on. Avec vous nous continuerons à nous développer et à innover. Côté conditions de travail et avantages sociaux, nous faisons des jaloux : on ne prête qu'aux riches...

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la ville choisie, sous référence AF 09, MUTUELLES UNIES - Service du Personnel - 78028 ROUEN CEDEX

pour l'informatique

Réponse et discrétion assurées à toutes candidatures.



recherche un

INSPECTEUR DES VENTES

Machinisme agricole

Auprès de notre réseau de concessionnaires, vous intervenez sur le plan commercial pour apporter une solution aux problèmes des forces de vente et pour conclure des contrats en cours.

Votre action, décisive et efficace est servie par votre capacité à convaincre la clientèle, à analyser et résoudre des problèmes humains, à dynamiser les groupes et les individus.

Vous êtes de formation supérieure, ambitieux et vous connaissez les problèmes agricoles. Votre disponibilité totale vous permet d'intervenir sur tout le territoire national.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
FORD FRANCE S.A. Vincent Béranger
244, avenue Napoléon Bonaparte
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

GROUPE



Dès votre intégration chez SG2, vous participerez à la conception et la mise en œuvre sur gros systèmes (Batch, TP et bases de données) de systèmes d'information concernant des applications de gestion bancaire : plan d'épargne logement, prêts personnels, intéressement faisant appel aux techniques avancées en matière de méthodologie et d'organisation.

Votre solide expérience de 3 à 5 ans, vos compétences, votre souplesse d'adaptation, créativité, ouverture à la diversité sont vos chances de succès dans un groupe puissant de 4000 personnes à forte expansion sur le marché national et international.

Nous vous proposons de réaliser vos ambitions, grâce à notre savoir-faire dans des spécialités de pointe telles que : réseaux d'interconnexion hétérogènes, connexion à haut débit entre processeurs spécialisés, bureautique, messagerie, XAO, bases de données multi-média - Macro-systèmes, ressources réparties - Systèmes expert, intelligence artificielle. Agissant en toute autonomie sur nos projets, vous saurez évoluer et saisir de réelles perspectives d'avenir.

Informaticiens confirmés,

**réalisez
l'informatique
bancaire
de l'avenir !**

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. 7 H, à SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.



SOCIÉTÉ D'ASCENSEURS - 1.600 personnes - C.A. 400 millions de F
Filiale d'un important groupe industriel allemand,
recherche pour son Siège basé à ANGERS

CHEF DE SERVICE FABRICATION ELECTRIQUE

intéressé au directeur des fabrications.

Il sera chargé de diriger et d'animer un atelier de fabrication de matériel électrique de 50 personnes où les produits fabriqués sont principalement les armatures de commande à logique câblée ou programmée.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école supérieure d'électricité et électronique possédant au minimum 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans un service de fabrication à dominante électronique.

La pratique de l'allemand et/ou de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

La réussite à ce poste exige une très bonne aptitude relationnelle et un sens profond de l'organisation.

Le salaire motivant tiendra compte de l'expérience.

INGENIEUR

débutant ou première expérience,
passionné d'électromécanique et d'électronique

Désireux de connaître la technologie de l'ascenseur au travers d'une expérience dans notre activité Méthodes - Installations et après-vente où il pourra à la fois découvrir notre organisation et faire évoluer nos techniques grâce à sa capacité à innover et à proposer des solutions nouvelles aux problèmes posés.

Par la suite, le candidat recruté évoluera en fonction de ses résultats et de ses aspirations vers l'un de nos services techniques ou commerciaux.

La réussite à ce poste nécessite une importante faculté d'adaptation et une bonne aptitude relationnelle.

De fréquents déplacements sont à prévoir.

La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SORETEX - Direction du Personnel - B.P. 126 - 49001 ANGERS CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BITONI1 milliard de chiffre d'affaires - 4 établissements industriels
intégrés au Groupe International BITONI - PERUGINA
recherche**JEUNE RESPONSABLE
CONTROLE DE GESTION
A FORT POTENTIEL**

En liaison étroite avec le Directeur Financier, vous assurerez l'élaboration et le contrôle du budget d'exploitation du groupe français et devrez en promouvoir rapidement l'exploitation optimale par tous les services.

Cette création de poste offre une exceptionnelle opportunité de pénétration d'un groupe attachant et exigeant. De plus, elle s'inscrit dans le cadre de l'évolution actuelle des directions financières vers la contribution active à l'amélioration de la productivité générale outre les classiques activités de constat et de contrôle.

Bien entendu, il est demandé une première expérience réussie dans ce type de fonction, de préférence au sein d'une grande société, avec l'appui d'une formation de base de très bon niveau, type grande école de gestion.

L'évolution de la rémunération sera fonction de la dimension que le titulaire aura au progressivement donner à son poste, lequel est situé au sein d'un environnement agréable.

Adresser lettre manuscrite, photo récente et C.V. avec rémunération à : BITONI FRANCE
Direction des Ressources Humaines 76, rue Garibaldi - 94100 SAINT MAUR.GROUPE
DE
DISTRIBUTION
A PARIS
recherche**contrôleur
de
gestion**Le candidat, âgé de 30 ans minimum, possèdera :
- une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...),
- une expérience d'au moins 5 ans en audit, en contrôle des coûts financiers ou dans une fonction similaire.
- des qualités de rigueur et de méthode accompagnées d'une grande aisance dans les contacts humains.La fonction consiste à :
- participer activement par des analyses à la définition des orientations stratégiques du Groupe et à son plan de développement.
- effectuer les études économiques nécessaires pour la mise en œuvre de prévisions à court et moyen terme des éléments constitutifs du résultat du Groupe.
- assurer la consolidation et le contrôle permanent des données budgétaires des filiales.
- assister et conseiller les filiales au niveau de leur méthode de gestion.Adresser C.V., photo et prêt. sous réf. 89611 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.**INGENIEURS
X, ENSAE, ENST,
ENSTA, ESE**Domaines
d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer à de grands projets spatiaux français et internationaux, en particulier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT, METEOSAT, INTEL SAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expérience, vous êtes fortement motivé par le traitement de l'information.

La SODERN vous propose de mener des études de conception de systèmes complexes qui associent logiciel, électronique, optique, physique et mécanique.

Pour un premier contact, adressez-vous au
Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes -
94450 LIMEL BREVANES.Société d'ingénierie de tout premier plan
développant des techniques de pointe recherche**INGENIEURS**EP, Mines, ECP, ENSTA, ENSEEIHT
débutants ou première expérience

Nous leur proposons de s'intégrer dans nos équipes pour mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents dans les domaines suivants : informatique, mécanique, calculs de structure, cinétique, thermo-dynamique, thermo-hydraulique.

D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes au sein de notre société et de sa maison-mère.

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson.
A terme, des postes en province ou à l'étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo, sous réf. 3799 (à mentionner sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

La Banque Hervet, dans le cadre de son développement, renforce ses
unités d'exploitation, et recherche pour son réseau Paris-Provence**EXPLOITANTS (H/F)
Classe V, VI**pour prendre en charge et développer par des actions de prospection un portefeuille de clientèle d'entreprises (réf. 205) ou de particuliers (réf. 206).
Soucieux d'assumer dans un contexte autonome et évolutif des responsabilités propres, vous souhaitez valoriser au sein d'une structure performante votre expérience d'au moins 3 années d'exploitation commerciale ou d'une clientèle de particuliers.
Esprit d'initiative, sens des relations humaines : des qualités essentielles qui viendront en soutien soit d'une formation initiale supérieure et/ou bancaire soit d'une solide expérience bancaire.D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions (en précisant la référence du poste et l'affectation géographique choisies)
à la Direction du Personnel et des Relations Sociales,
BANQUE HERVET, 127, av. Charles-de-Gaulle,
92201 NEUILLY-SUR-SEINE.**BANQUE
HERVET****Chef de la comptabilité
centrale et trésorerie HF**

Société Industrielle et commerciale (C.A. : 400 KF, 1 000 personnes), filiale d'un groupe multinational, recherche pour son siège social à PARIS son chef de la comptabilité centrale et trésorerie.

Il sera responsable de la comptabilité centrale, de la gestion de la trésorerie, de l'établissement des bilans, des comptes d'exploitation mensuels (forme américaine), de la consolidation des comptes du groupe et des déclarations fiscales et sociales.

Agé d'une trentaine d'années, il doit posséder une formation supérieure financière et comptable (minimum DECS), 5 ans d'expérience dans une fonction similaire dans un groupe international. Une excellente connaissance de la comptabilité française (généraliste et analytique), de la comptabilité anglo-saxonne et une bonne maîtrise de la langue anglaise lui seront nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 2859 à

MEDIA BA
9, rue des Isles - 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

Importante société industrielle Paris, recherche

AUDITEUR INTERNE

École Sup de Co ou Maîtrise de Gestion

Dans le cadre de ses fonctions, la candidate aura la charge de missions de contrôle interne comptable :

- études de circuit administratif à caractère financier et comptable,
- révision de comptabilité,
- rédaction de rapports conclusifs à ces études.

Ce poste peut comporter quelques déplacements sur chantiers en France ou à l'étranger.

Il convient plus particulièrement à un candidat ayant une première expérience d'audit, acquise en cabinet spécialisé ou dans une grande société industrielle.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 80797 M, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

Jeune cadre financier

LA COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ recherche un jeune cadre financier pour seconder l'un des responsables de sa Direction des Affaires Financières qui a pour fonctions principales :

- la gestion administrative de sociétés financières sous ses aspects comptables, fiscaux, juridiques : arrêtés de comptes, évaluations, publications, assemblées générales, réglementations, etc.
- la participation directe à l'animation d'un fonds commun de placement à risques et la gérance de ce fonds.
- le conseil et l'assistance en matière de révision comptable, de contrôle de gestion, d'évaluation de sociétés, de négociations.

Ce jeune diplômé débutant (ou ayant un à deux ans d'expérience) sera appelé à collaborer tout d'abord aux fonctions décrites dans les deux premiers points.

Les tâches purement administratives représenteront, au début, largement plus de la moitié de son activité. Elles exigent des qualités d'analyse et de rédaction et constituent une étape nécessaire avant de pouvoir accéder à d'autres responsabilités. Cependant, dès son entrée en fonction, ce jeune cadre sera associé à des études et à des interventions toutes les fois que cela sera possible.

Nous demandons une formation de type HEC, ESSEC ou équivalent + DECS et anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à la Direction du Personnel de la COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ - 1, rue d'Alsace - 75008 PARIS.

**COMPAGNIE FINANCIERE
DE SUEZ**NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE DISTENDU EST EN PLEINE EXPANSION
Nous recherchons des**CHEFS DE PROJETS
INFORMATIQUE**

De véritables professionnels en informatique, issus d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou équivalent, ayant 3 à 4 années d'expérience en informatique, et possible en bureautique, terminaux intelligents, réseaux de communications.

Après formation à nos méthodes et nos produits, nous leur confierons la maîtrise de grands projets en contact étroit avec nos clients, notre réseau commercial et notre Direction Technique.

Cette responsabilité couvrira les domaines suivants :

- définition des besoins clients,
- spécification des réalisations,
- suivi et coordination des projets jusqu'à la recette en clientèle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) sous référence 10424 M, à Michèle CORBEAU
BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.**Bull**
Transac

EMPLOIS

F)

BANQUE HERRE

ilité e HF

3

ancier

ETS E

PARIS

Styliste

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE CREDIT COOPERATIF

recherche pour son service documentation

documentaliste HF

- Formation supérieure (économique ou juridique)
- 3-4 ans d'expérience de documentation économique et financière
- aptitude aux synthèses rapides et aisance à l'expression écrite
- expérience ou intérêt pour l'interrogation des banques de données.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3764 PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS



BANQUE
VERNES ET
COMMERCIALE
DE PARIS

Exploitant confirmé Classe VII minimum

pour son Département Grandes Entreprises

Agé de plus de 30 ans, diplômé d'études supérieures, disposant d'une solide expérience bancaire dont 3 ans au moins de relations avec de grandes sociétés, il sera chargé de développer un portefeuille de clientèle de première catégorie composé d'entreprises moyennes et grandes.

Le candidat retenu disposera au sein de l'équipe existante d'une large autonomie dans son action commerciale.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand ainsi qu'une pratique des opérations bancaires internationales sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétent. à la Direction des Relations Sociales et du Personnel - Banque Vernes - 52, avenue Hoche - 75008 PARIS.

ATTACHE(E) DE PRESSE TRES ATTACHE(E) A LA MICRO INFORMATIQUE



Attaché(e) de presse, il est évident que vous connaissez Goupil. Mais maintenant, il va falloir l'aider puisque vous allez véritablement en être l'ambassadeur en France et dans le monde entier. Il est par conséquent indispensable de bien « sentir » le produit et plus précisément la micro, sans pour autant être un informaticien hors pair. Pour la reste, vous savez en quoi consiste votre métier puisqu'une expérience significative vous en a fait découvrir les avantages et les contraintes : contacts avec tous les services de la société, notre réseau de distribution, les sous-traitants, animation et mise en place d'un comité « communication », synthèses des articles et communiqués de presse, relations avec les médias...

Rattaché au Directeur du Marketing, il vous voit en outre diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, de Commerce, de l'EFAP ou du CELSA par exemple, et parfaitement bilingue anglais.

Adresser cv, photo et prétentions sous référence 863 M à notre conseil ALPHA CDI 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



INGENIEUR METHODES

Domaines d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Ingénieur de formation de type A.M. et/ou SUPELEC, vous avez orienté votre carrière vers les méthodes.

Vous avez déjà acquis une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine, et dans une société d'électromécanique de précision.

La SODERN, recherche l'Ingénieur Méthodes auquel sera confiée pendant la phase de développement la mission de réflexion et d'orientation relative aux techniques de fabrication.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel - SODERN 1, avenue Descartes - 94450 LIMEL BREVANNES.

BANQUE

Direction Internationale
Division Grandes Entreprises

Nous recherchons pour un Etablissement Bancaire de premier plan un

Exploitant Confirmé Cl.VI/2,VII

pour gérer et développer un Fonds de Commerce comprenant de Grandes Sociétés dont l'activité est tournée vers l'Etranger. Après 3 à 4 ans de carrière réussie, intéressantes possibilités d'évolution au sein du réseau international.

Nous examinerons avec rapidité et discrétion votre dossier de candidature.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 2834/F à : Monsieur ALEXANDRE 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Unilever France Services

recherche pour LEVER INDUSTRIEL, société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de détergents et produits de nettoyage, le

Chef du Personnel

Rattaché directement au Directeur Général, le Chef du Personnel conseille et assiste les chefs de service dans l'exercice des activités concernant le personnel de la société et, éventuellement, intervient directement par délégation. Il assiste le Directeur Général dans l'élaboration de la politique du personnel et dans la coordination des activités qui en découlent.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles, Droit, CIFFOP...) ayant acquis nécessairement une expérience confirmée d'au moins cinq ans dans la fonction personnel et connaissant l'anglais.

Le poste est situé dans la proche banlieue Nord Est de Paris.

Les possibilités ultérieures d'évolution de carrière sont à la dimension d'un grand Groupe international.

Merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence VI/84M à Jean-Claude CHERPIN - Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.

Un tremplin dans la fonction personnel

Le Recrutement des Cadres

Le Département Central du Personnel est chargé de la gestion des carrières des cadres en liaison avec les 25 sociétés françaises du Groupe UNILEVER. Le responsable du recrutement des cadres y recherche son assistant pour prendre en charge directement avec lui :

- le recrutement des cadres : définition des besoins et des profils avec les sociétés ; recherche et sélection des candidats ;
- la formation des nouveaux cadres ;
- les relations du Groupe avec l'univers des Grandes Ecoles.

Ce poste se veut être une étape privilégiée pour un jeune cadre désireux de se développer ensuite dans la fonction Personnel tant en siège qu'en unité opérationnelle. Il y apportera une personnalité très ouverte au dialogue, une formation de très grande école (HEC, ESSEC, ECP...) et deux ans d'expérience professionnelle (dans une fonction différente du recrutement).

Poste basé à Paris 8ème. Anglais nécessaire.

Les candidatures de débutants de valeur seront également examinées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence VII/84M à Michel LECLERC - Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08

JEUNES GENS

Si vous avez le niveau Maîtrise / Licence Math, Physique, Chimie, Sciences Economiques, Si vous êtes diplômé IUT - DUT, Notre Entreprise informatique offre de vous former au métier de

PROGRAMMEUR

avec évolution vers : CONCEPTEUR - PROGRAMMEUR

Lieu de travail : PARIS

(Formation rémunérée)

Envoyer lettre manuscrite sous réf. 88384 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

BANQUE INTERNATIONALE à PARIS

recherche

DIPLOMÉ (E) ETUDES SUPERIEURES

30 ans environ

Pour analyse de projets immobiliers (secteurs commerciaux et hôtelier).

Anglais courant (écrit et parlé) indispensable.

Expérience d'au moins 5 ans dans la fonction + connaissances bancaires.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous n° 7512 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Pour postes en fabrication et recherche (technologie avancée).

Connaissances ou expériences souhaitées :

- Usage commande numérique.
- Conception assistée par ordinateur.
- Programmation FORTRAN.

Une formation complémentaire est envisagée en C.A.O.

Lieu de travail : 120 km au Nord de Paris.

Prière d'envoyer C.V. lettre manuscrite et photo à : REGIE-PRESSE, sous n° T 044.586 M, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE LOUIS-DREYFUS

APPLIQUÉ AU GÉNÉRALISTE UNI-RENTIEN ET À LA BANQUE DES DÉPÔTS LAMBERT

recherche

pour renforcer sa Direction Bancaire France

EXPLOITANTS EXPÉRIMENTÉS

ayant

- une formation supérieure (grande école ou université) ou supérieure bancaire (CESB ou ITB),
- environ 5 ans d'expérience dans l'exploitation (moyennes et grandes entreprises),
- une forte motivation pour une activité commerciale avec un bon sens du risque.

Nous recherchons des candidats rapidement adaptables, évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'Exploitation domestique mais aussi internationale et financière.

Envoyer lettre manuscrite + C.V., précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rebeval - Paris 8°.

Le Crédit Coopératif

dans le cadre de son expansion recherche

organisateur-concepteur de haut niveau

ATTACHE AU DEPARTEMENT
DES AFFAIRES FINANCIERES

- Formation supérieure.
- Expérience confirmée des opérations financières, bourse et titres indispensables.
- Il aura en charge la conception, l'organisation et la mise en place du système d'information relatif à la gestion et à la diffusion des produits financiers distribués par le groupe.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3763 PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

Une très importante institution financière nationale recherche

un(e) responsable d'études statistiques

Ce poste qui s'adresse à un jeune cadre débutant, même sans expérience professionnelle, conçoit, réalise et gère les informations statistiques collectées dans l'établissement et tient à jour les différents états (annuaire statistique notamment) qu'il est amené à créer ou à modifier, au sein d'une équipe spécialisée.

Une formation d'études supérieures en statistiques est requise impérativement, du niveau de l'ENSAE 1ère division.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 5898 à Lévi-Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 09 - qui transmettra

THOMSON-CGR ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche

pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

FORMATION GRANDE ÉCOLE
(Arts et Métiers, ECAM, INSA LYON, CNAM...)

pour encadrement bureau d'études et moyens d'essais domaine des tubes à rayons X et des détecteurs.

Expérience 5 à 10 ans dans conception mécanique et métallurgie spéciale.

Envoyer dossier de candidature, photo, CV et prétentions sous réf. IMM au Service du Personnel, THOMSON-CGR, BP 45, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

Le brevet d'invention

Si le Français a la réputation d'être débrouillard, il est moins sûr qu'il soit véritablement inventif. En effet, seuls 25 % des brevets déposés chaque année en France appartiennent aux nationaux. Les Allemands déposent chez eux trois fois plus de brevets; les Américains près de six fois plus. Pourtant, le brevet d'invention est une arme déterminante dans la compétition industrielle.

Toute personne physique, l'inventeur, ses héritiers, ses ayants droit, ou toute personne morale légalement déclarée, peut déposer un brevet. Mais attention : une idée, même géniale, n'est pas protégée en tant que telle si elle ne répond pas à certaines conditions. Et pour qu'une demande aboutisse à un brevet, il faut qu'elle décrive très exactement le problème, envisagé, la solution inventée et les moyens de réalisation technique de celle-ci. Qu'est-ce qui est brevetable ? « Toute invention nouvelle qui implique une activité inventive par rapport à la technique et qui est susceptible d'application industrielle. » C'est l'INPI (Institut national de la propriété industrielle), organisme de service public placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de la Recherche, qui a pour mission d'enregistrer et d'examiner les demandes, de délivrer et de conserver les brevets.

Les moyens d'information mis à la disposition du public par l'INPI (1) ont été considérablement développés et c'est à cet organisme qu'il faut s'adresser en priorité pour se procurer le Guide du déposant de brevet, ainsi que tous les textes législatifs en vigueur.

Trois titres permettent de protéger une invention : le brevet d'invention assure une protection de vingt ans (renouvelable) à dater du jour du dépôt de la demande, sous réserve du paiement d'une taxe annuelle pour son maintien en vigueur. Dans ce cas, un avis documentaire établi par l'INPI cite les antériorités susceptibles d'affecter la brevetabilité de l'invention. Ce document est important : il seul permet d'apprécier l'opportunité d'effectuer d'autres dépôts de brevets à l'étranger. On peut néanmoins s'en tenir au brevet d'utilité : la protection, sans avis documentaire, ne dure alors que six ans. Le certificat d'addition rattaché au brevet ou au certificat d'utilité protège un perfectionnement de l'invention principale.

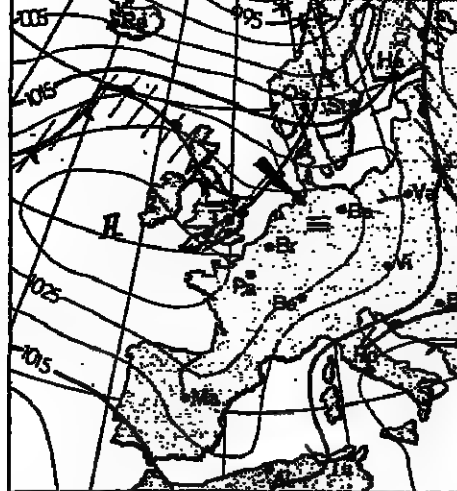
Combien coûte un brevet d'invention français ? 2 900 francs de taxes de dépôt.

PHILIPPE DUMONT.

- (1) INPI, 26 bis, rue de Valenciennes 75008 Paris-Cedex 08. Tél. : (1) 293-21-20 (Centre régional à Bordeaux, Marseille, Lyon, Strasbourg et Rennes).
- (2) ANVAR, 43, rue Camille-Desmoulins 75436 Paris-Cedex 09. Tél. : (1) 266-93-10.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.3.84 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 mars à 0 heure et le mardi 6 mars à 24 heures.

Une situation anticyclonique s'établit sur l'ouest de l'Europe atténuant fortement l'activité d'une perturbation qui a abordé les côtes de la Manche, lundi matin, et rejetant les perturbations suivantes vers l'Allemagne.

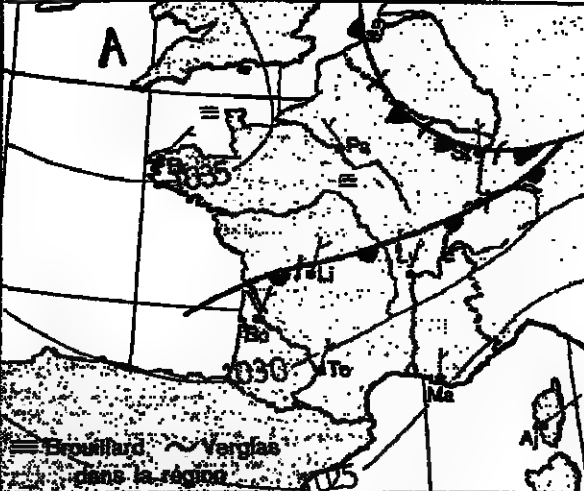
Mardi matin, une bande nuageuse des Vosges au nord du Massif Central ne donnera que de faibles brumes par places. Ailleurs, des bancs de brume et de brouillard localement assez épais et tenaces sur la moitié Sud. - 2 à - 4 dans l'intérieur, 2 à 3° près des côtes. Sur la moitié nord où il 2° au lever du jour. Au cours de la journée, dissipation des nuages d'aspect brumeux et retour du soleil surtout sur les régions méridionales, près de la Manche, la ciel sera plus gris. Des Ardennes aux Vosges, puis au Nord du Jura, des passages nuageux, débordement du mauvais temps de l'Allemagne, donneront quelques larmes caillies.

Les températures atteindront 5 à 6° Nord-Est de la Seine, 6 à 9° dans la Centre, 9 à 10° de la Bretagne à l'Aquitaine et 12° près de l'Aquitaine. Sur la Corse dans l'après-midi, des nuages d'instabilité pourront donner quelques averses.

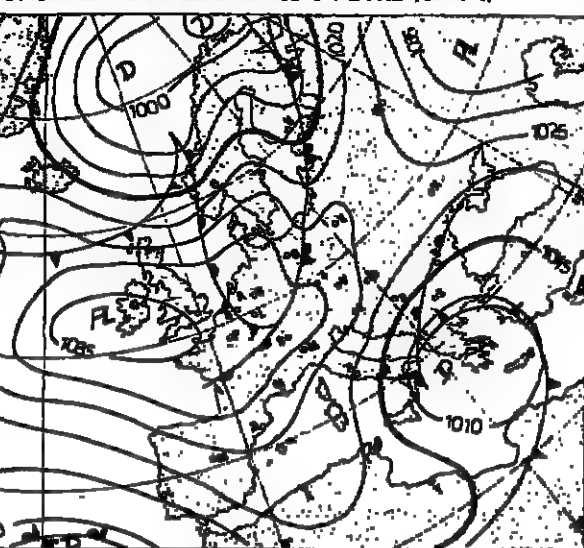
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mars; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 mars) : Ajaccio, 12 et 2 degrés; Biarritz, 9 et -1; Bordeaux, 8 et -2; Bourges, 8 et -4; Brest, 10 et 7; Caen, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 5 et -6; Dijon, 6 et -3; Grenoble-Saint-Georges, 4 et -4; Lille, 8 et 0; Lyon, 6 et -3; Marseille-Mariniana, 10 et 0; Nancy, 6 et -6; Nantes, 9 et -2; Nice-Côte d'Azur, 13 et 6; Paris-Montsouris, 9 et 1; Paris-Orly, 8 et -2; Pau, 9 et -3; Perpignan, 9 et 6; Rennes, 9 et -1; Strasbourg, 7 et -4; Tours, 7 et -3; Toulouse, 7 et -1; Fontainebleau, 25 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 11 et 5 degrés; Amsterdam, 7 et 2; Athènes, 17 et 13; Berlin, 5 et 1; Boma, 2 et -4; Bruxelles, 7 et 1; Le Caire, 24 et 12; Les Canaries, 24 et 16; Coppenhague, 5 et 0; Dakar, 25 et 19; Djibouti, 15 et 10; Genève, 4 et -1;

PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS 0 HEURE (G.M.T.)



Jérusalem, 15 et 5; Lisbonne, 18 et 7; Londres, 7 et 4; Luxembourg, 5 et -5; Madrid, 12 et -4; Moscou, -1 et -4; Nairobi, (max.) 29; New-York, 4 et -4; Palma-de-Majorque, 12 et -1; Rome, 11 et 4; Stockholm, 3 et 1; Téhéran, 17 et 9; Tunis, 14 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 4 mars 1984 :

DES DÉCRETS

- Portant application du quatrième alinéa de l'article L. 351-51 du code du travail (allocations d'assurance).
- Relatif à l'assimilation à des services militaires des services accomplis dans la garde volontaire de libération en Indochine et dans certaines formations supplétives de l'armée française.

UN ARRÊTÉ

- Fixant le taux de la taxe parafiscale affectée à la formation professionnelle des collaborateurs d'architectes pour l'année 1984.

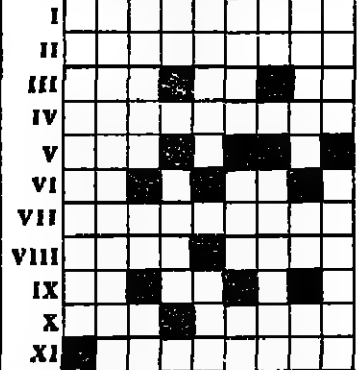
PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 MARS

- Eglise du Val-de-Grâce, 15 heures, 1, place Laveran; Eglise du Val-de-Grâce (Académie).
- La Conciergerie, 15 heures, hall (Ars Conferences).
- L'Hôtel de Ville, 14 h 20, micro Hôtel-de-Ville (Ars et curiosités de Paris).
- De l'hôtel de Sens à la place des Vosges, 14 h 30, micro Pont-Marie (Les Filiales).
- Les plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).
- La Samaritaine, 15 heures, 1, rue de l'Arbre-Sec (Paris et son histoire).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3650
1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

- Certains sont mis au piquet.
- Une moitié dans le milieu.
- Une bonne pomme. En rade. Peut être mis à l'index.
- N'avancent généralement qu'avec beaucoup de prudence.
- Unité en campagne.
- Quartier d'Etampes. On peut traiter de mollusque celui qui n'en a pas.
- Appareil très utile pour distribuer l'essence.
- Une victoire qui a mérité qu'on fasse le pont. Pour ceux qui aiment le naturel.
- N'est parfois qu'un filet. Dieu.
- Ne représente qu'un petit effort. Quand elles sont claires, on voit comme il faut.
- Pour se trouver dans une collection de timbres.

VERTICALEMENT

- Est attaché à un pieu.
- Doivent être prêts à tous les arrangements.
- Une lie dans un golfe du même nom. Un vague sujet. Invitation à faire le grand saut.
- Aperçu. Le deuxième calife.
- Fait mal au ventre. Département.
- All, c'était Cassagne. Pas innocent. Particule.
- Est souvent sur la planche. Ne se garde que si on la ferme.
- Est navigable de Nantes à Brest. Demi-tour. Conjonction.
- Ville de France. Pays qui évoque un bleu.

Solution du problème n° 3659

Horizontalement

- Piétonnage.
- Railleur.
- Un peu. Une. Se.
- Affineurs. Test.
- Rio. Orges. Pie.
- Da. Vin. Appâts.
- Ablon. Ite. Li. Us.
- Tlemcen. Sien. Té.
- Aériens. Ein.
- Ouai. Escot.
- Ratatouille. Uni.
- XIII. Eu. R.L. Mal. Sam.
- XIV. Demi. Ires. Seul.
- XV. Dé. Aniser. Fert.

Verticalement

- Retardataire.
- Panifiable.
- Li. Fô. Lérot.
- Elu. Vom. Arma.
- Oiten. Incertain.
- Né. Péon. En.
- Ardeur. Inconnu.
- Si. Ergot. Tiare.
- Tê. Se. Escalier.
- Un. Il.
- Quintuplé. Éa.
- Uné. Fin. Ass.
- Est. Spa. Ecoumer.
- Restitution. Ut.
- Léa. Essentiel.

GUY BROUTY.

VIE QUOTIDIENNE

GUIDE ALLO-SERVICE. - Présenté par SVP, c'est un guide qui traite de la location, de la réparation, du dépannage, du bricolage pour la maison et le bureau. Il comporte également trente pages d'index alphabétique, une double page « SOS-urgences médicales » et les services les plus hétéroclites : comment se faire livrer un repas à domicile, où louer une péniche, à qui s'adresser pour rechercher des livres épuisés, etc. Vente en kiosque, 28,50 F.

* AB6-services, 16, rue Abel, 75012 Paris. Tél. : 233-13-86.

EMPLOI

PROFESSIONS PARAMÉDICALES. - Un concours d'admission est organisé pour l'ensemble des écoles paramédicales d'Ile-de-France. Il s'agit d'une procédure d'un caractère nouveau qui implique environ 30 000 candidats pour plus de 5 000 places offertes. Il concerne les professions suivantes : infirmiers, infirmières, masseurs, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, pédicures, laborantins d'analyses médicales, manipulateurs en électrodiagnostic. Clôture des inscriptions : 15 mars.

* Retrait des dossiers d'inscription : Direction départementale de l'Enseignement et sociale d'Ile-de-France, 58 à 62, rue de Montreuil, 75019 Paris. Direction de l'Assistance publique, 3, avenue Victoria, 75004 Paris.

NON-VOYANTS

LISONS POUR EUX. - De nombreux aveugles écoutent régulièrement une édition sonore d'extraits de la Sélection hebdomadaire du Monde enregistrés sur trois cassettes de soixante minutes. Le Groupement des intellectuels aveugles ou amblyopes, qui est à l'origine de cette initiative, souhaite faire connaître l'existence de ces enregistrements et recherche des lecteurs bénévoles. D'autres revues sont également mises sur bandes ou sur cassettes.

* Groupement des intellectuels aveugles ou amblyopes, 5, avenue Daniel-Lescaze, 75007 Paris. Tél. : 566-07-07.

Mercredi + Samedi DOUBLE TIRAGE DOUBLE CHANCE

Avec un même bulletin

SIMPLE (loterie nationale)

4	10	20	30	40	5	15	25	35	45	6	16	26	36	46	7	17	27	37	47	8	18	28	38	48	9	19	29	39	49
---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----

DI suivant : 4, 5, 6, 7, 8, 9 cochez la case A

ULEMENT (2, 4, 6 ou 8) cochez la case B

NOM : _____

RUE : _____

CODE : _____ VILLE : _____

Demier délai de validation le mardi pour les deux tirages de la semaine.

BONUS : au tirage du samedi, si vous avez dans la même grille uniquement 3 bons numéros + le complémentaire vos gains pour cette grille sont doublés !

LOTTO MULTIPLE

1	11	21	31	41	2	12	22	32	42	3	13	23	33	43	4	14	24	34	44	5	15	25	35	45	6	16	26	36	46	7	17	27	37	47	8	18	28	38	48	9	19	29	39	49
---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----	---	----	----	----	----

2 tirages
MERCREDI + SAMEDI
suivant

COCHER QU'UNE SEULE MISE

1 TIRAGE
MERCREDI SEULEMENT

En participant aux 2 tirages, vous pouvez gagner les 2 lots : vos gains seront multipliés à chaque fois, comme indiqué au volet B

6 sur 49

NOM :
RUE :
CODE :

Pour participer aux 2 tirages les mises sont doublées

NATIONAL
LOTTO

LE TOURNOI DES CINQ NATIONS

La France et l'Ecosse pour un grand chelem

Grand chelem et cuiller de bois. La cuiller de bois, symbole du désastre rugbyistique, les Irlandais, vainqueurs des deux derniers Tournois des cinq nations, l'ont reçue sur leur pelouse de Lansdowne Road des mains du phénix écossais, vainqueur (32-9), pour la première fois depuis 1938, de la triple couronne, symbole de l'hégémonie sur les quatre ovales britanniques.

Après des essais en rafales - deux contre le Pays de Galles à Cardiff, deux contre l'Angleterre à Murrayfield et cinq contre l'Irlande à Dublin - les joueurs se chérissent, le 17 mars, les joueurs au coq pour fêter leur premier grand chelem depuis 1925.

Une ambition partagée par les Français dont le dernier ne remonte qu'à 1961. Après les

vieux Irlandais et les courageux Gallois, ils ont fauché le XV à la rose. Avec cinq essais également. Bref, une véritable fièvre en perspective dans les Highlands. La promesse d'une apothéose de rugby. Écossais et Français ont, en effet, une même fièvre du ballon, un même plaisir de jouer à quinze qui transforme une grande guerre en sport-épée.

Rugby-opéra

Des « couillonnades » proférées sur le rugby depuis que les gens du Nord se passionnent pour le ballon ovale - quatre fois par an à l'occasion du Tournoi des cinq nations mais pas plus, pas même pour les tournées des équipes de l'hémisphère Sud ou la finale du championnat de France - des « couillonnades » donc, comme dit le trublion Albert Ferrasse, conte de la cité d'Antin, il en avait été lancé quelques énoncés. Mais le plus énorme, le tout dernier, c'est l'analyse freudo-marxiste de l'ovale.

Il fallait y penser. C'était pourtant simple. Le rugby, c'est comme la lutte des classes. Il suffit de regarder la composition d'un XV pour comprendre : devant, il y a huit gros balourd, les forces vives du prolétariat, le capital travail d'une équipe ; derrière, il y a sept petits filous, l'aristocratie dans sa splendeur, les rentiers de l'équipe. Il y a là une division « tayloriste » du jeu : la douleur et l'ardeur, l'effort et l'expression. Or il est bien connu que là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

En vertu de quoi le jeu d'avant, c'est-à-dire l'obscure conquête du ballon, la lente progression de la mêlée, le surnois travail de talonnage est condamné sans appel au nom du principe sacré de la fête, de l'esprit éternel du jeu.

Esprit éternel du jeu ? demandent les doctrinaires en analysant un match comme les esprits forts tourmentés par les guêrillons. Non ? Et un Jacques Fouroux, capitaine du XV de France se retrouve au goulet en 1977 parce qu'il gagne le grand chelem avec cinq Attila du rugby. Mais, sept ans après, faut-il construire un musée au même Jacques Fouroux, réhabilité avec un bon sens paysan par Albert Ferrasse dans le rôle de sélectionneur-entraîneur, de Fouroux par l'effacement duquel le XV du coq gagnait peut-être en 1984 un grand chelem idéal ?

Dragon à quinze têtes

Ni goulas ni muscades. Il faut savoir jusqu'où les « couillonnades » ne doivent pas aller trop loin. Les constructions intellectuelles bâties sur le sable des théories ne résistent pas au ruisseau du réel. La réalité, c'est que le but de la pratique sportive est la victoire ; c'est que, pour gagner, une équipe de rugby ne peut utiliser que ses moyens propres. Dans un pays où il n'y a pas dix mil-

lions de sportifs réguliers, dont à peine 1 % pratiquent le rugby, entre l'idéologie du jeu et le pragmatisme de la victoire, les sélectionneurs n'ont guère le choix pour former un XV capable de rivaliser avec les All Blacks néo-zélandais, les Springboks sud-africains, les Anglais, les Gallois, les Irlandais, les Écossais ou même les Roumains.

Il s'agit donc d'ordonner leur phalange autour du point fort du moment. En 1977, c'était un petit rouquin comtois. En 1981, c'était la botte magique d'un bûcher. La rose est littéralement l'équipe idéale forte devant, au milieu et derrière est quasiment une chimère. C'est pourtant un dragon à quinze têtes qui a paru mettre en déroute, samedi après-midi, les Anglais. Les quarante dernières minutes de la partie furent, à cet égard, exemplaires. Arguillonnés par un essai qui redonnait aux Anglais l'avantage à la marque (9-12), les Français, jusqu'alors prodigés de leurs efforts, réalisèrent une chorégraphie ovale extraordinaire.

Plus que cantonnées à eux trois, Colin White, Peter Wheeler et Phil Blackwell, première ligne de haut tonnage, cédèrent insensiblement à la poussée de Pierre Dospital, Philippe Dintrens et Daniel Dubroca, animés par une énergie nouvelle. Dans l'alignement de touches, Maurice Colclough ne recevait plus les dix deniers de son innocente tradition. Le blond géant, qui fait depuis dix ans les beaux jours d'Angoulême, connaît, en effet, toutes les combinaisons habituelles des Français dans ce secteur, mais il ne connaissait pas les derniers tours mis au point à force de répétitions à l'entraînement entre Philippe Dintrens, le lanceur, et Jean-Luc Joliet, Dominique Eberli, Jean Condou et Jean-Charles Orso, les assureurs. Dans le champ, les pilotes anglais ne parvinrent pas à surprendre les coups folles des trois-quarts. Enlève, Codorniu, Sella et Bégu, qui courent tous dans l'en-but étonnant la fringale d'essai dont ils avaient été sévèrement punis par les Gallois, quinze jours auparavant.

Résultat : quatre envolées surréalistes consolideront celle de Codorniu qui, en première période, avait aplati un coup de pied de recroquet de Bégu, prestement poussé derrière la ligne par le lutin baronnais.

Sella aplattit d'abord un coup de pied à suivre de Blanco, qui avait récupéré à l'alle gauche une balle

sortie de mêlée par Gallion et transmise directement à Enlève par Lascabouras : 15-12 après transformation. Enlève mit ensuite sa griffe personnelle à un essai inscrit au terme d'une course de 30 mètres avec un ballon attrapé en touche par Condou et relayé jusqu'à Codorniu par un coup de pied à suivre. Le « TGV » baronnais joliss de l'alle vers le centre pour s'emparer du cuir puis « rapique » à l'extérieur, prenant à contre-pied les défenseurs anglais : 24-12 après transformation.

A l'autre aile, Bégu qui avait jusqu'alors été assez féroce pour son retour en équipe nationale, saisit à son tour sa chance lorsque derrière un regroupement sur les 10 mètres anglais Gallion lança Lascabouras sur la petite côte : 28-12. Quelques minutes après, il s'en fallut de quelques centimètres pour que le mouton-léopard ne réédite son exploit. Pour parachever tous ces petits chefs-d'œuvre rugbyistiques où ne manquaient ni le but de pénalité, ni le drop réussis tous deux par Lascabouras. Il restait à poser la pierre de l'essai en puissance : de derrière un empiètement sur la ligne anglaise, Gallion s'en changea en plongeur droit dans l'en-but au travers d'un mur de miliciens blancs : 32-12. Puis 32-18 lorsque l'excellent arbitre écossais, Alan Hogg, siffla la fin de la partie.

Dans un dernier sursaut d'orgueil, les Anglais envoyèrent Dusty Hare marquer un essai qu'il transforma pour, du même coup, franchir le cap des cinq mille points réalisés au cours de sa carrière, un sacré record pour ce fermier tuteur de brebis et un ans.

En chef d'orchestre

Et pendant tout ce temps, le public avait applaudi en cadence ce somptueux rugby-opéra où tous les acteurs prenaient un plaisir fou et le faisaient partager à tous. Pour ce qui devait être la dernière représentation de Jean-Pierre Pivès au Parc des Princes, les spectateurs découvrirent un jeu dont on parle sans cesse sans jamais le voir. Le charme de cette victoire qui ouvrait les portes d'un quatrième grand chelem aux Français ouvrait surtout les vannes à un nouveau torrent de « couillonnades » occidiales : ah ! cet esprit latin du jeu ; ah ! le rit festif gaulois.

Haute-ha ! Les Anglais ont bien 50 % de droits sur la qualité de ce match. Vainqueurs des deux précéd-

entes rencontres du Tournoi à Paris, ils auraient pu limiter la casse en jouant à cache-ballon. Au lieu de quoi ils ont préféré le registre à charge de la brigade légère en dépit de la médiocrité de leur demi d'ouverture Cuwworth. C'était d'autant plus suicidaire que le pack français, stabilisé par le retour de Dospital et l'arrivée d'Orso après la blessure de Lorieux, parvenait, contre toute attente, à prendre la situation en main. Les Français ont, pour leur part, la meilleure ligne d'attaque au monde actuellement. Toutefois, la vitesse d'un Enlève, l'intuition d'un Blanco, l'adresse d'un Codorniu et la puissance d'un Sella sont inutiles s'ils ne récupèrent pas de bons ballons. Par exemple, à l'Anne Park de Cardiff : quinze jours avant la victoire en chantant de Paris, c'était la victoire en roulant.

En fait, dans les deux cas - et dans tous les cas depuis le début de la saison - les prodiges du jeu français ont été essentiellement le fait de Jérôme Gallion : « Pâte, le cheveu clair, une frange de page, l'œil vert. Pas grand, du genre trapu, à la Barbaud, durement planté dans l'herbe. Des gestes sobres. Et des jambes comme des ressorts qui ne le jettent qu'en avant. On le sent si passionné, si sûr de lui, plus maître de sa passe encore, qui joue les passe-muraille pour leur infliger une « dédite historique ». Gallion a été le véritable chef d'orchestre de la partie qui est allée à son rythme. En première période, il battit la mesure un peu trop vite. Le résultat : deux essais furent refusés à Enlève pour excès de précipitation. En seconde mi-temps, il trouve le tempo juste. Résultat : une fois superbe. C'est le demi de mêlée que tous les entraîneurs du monde voudraient avoir. C'est lui qui a sélectionné tout ce qui est à la touche pendant quatre ans. Preuve qu'en matière de rugby personne n'est à l'abri d'une « couillonnade ».

ALAIN GIRAUD.

LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE FOOTBALL

Le défi ivoirien

De notre envoyé spécial

Abidjan. - La quatorzième Coupe d'Afrique des nations réunit, depuis le 4 mars et jusqu'au 18, en Côte d'Ivoire, les huit meilleures équipes nationales de football du continent : la Côte d'Ivoire, le Cameroun, l'Égypte et le Togo dans la poule A, à Abidjan ; l'Algérie, le Ghana, le Malawi et le Nigeria, dans la poule B, à Bodaké.

Dimanche après-midi, 4 mars, après une cérémonie d'ouverture faite en couleurs, la Côte d'Ivoire a débuté victorieusement contre le Togo (3-0). Dans la deuxième rencontre, l'Égypte a battu le Cameroun 1-0.

Les « éléphants » sont désormais au pied du mur. Non pas les pachydermes, qui coulent des jours paisibles dans les parcs nationaux ivoiriens, mais les footballeurs de l'équipe nationale, plus connus sous ce patronyme. Pour la réussite de la première Coupe d'Afrique des nations, organisée dans un pays francophone, le gouvernement ivoirien n'a pas lésiné sur les moyens. Près de 10 milliards de francs CFA (200 millions de francs) ont été investis pour les infrastructures, à Bouaké (stade neuf de vingt-cinq mille places) et, à Abidjan (renovation du stade Houphouët-Boigny), et réfection du grand complexe sportif de Treichville.

Ces dépenses étaient-elles opportunes et surtout compatibles avec la grave crise économique qui s'épargne pas la Côte d'Ivoire ? « On ne demande jamais à des investissements sociaux ou culturels d'être rentables », répond M. Laurent-Dona Foloko, le ministre de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports. Ce sont des investissements qui contribuent à la formation et à l'éducation de plusieurs générations de jeunes Ivoiriens, tout en servant le prestige de notre pays.

En Afrique où l'alleure, le football a pris une importance politique. « Depuis six ans que je suis ministre des sports », dit M. Foloko, « j'ai compris que c'était un phénomène social de première importance. Le football est une force d'éducation et un moyen de rassemblement des peuples ».

Pour aider le comité d'organisation à couvrir son budget prévisionnel de 552 millions de francs CFA (11 millions de francs français), le gouvernement ivoirien lui a octroyé une subvention de 216 millions de francs CFA (4,3 millions de francs). Grâce aux performances de l'Algérie et du Cameroun, la dernière Coupe du monde en Espagne, la Confédération africaine de football a, de son côté, pu négocier, pour la première fois, un contrat d'exploitation avec la R.O.F.A., une société internationale spécialisée dans l'exploitation commerciale des grands événements sportifs, qui apportera au comité d'organisation 300 000 dollars (2,4 millions de francs) de publicité commerciale et une garantie minimum de 100 000 dollars (800 000 F) pour les droits de retransmission télévisée. Pour la première fois, on effect,

des matches de la Coupe d'Afrique des nations seront diffusés hors de ce continent, en Chine populaire et dans d'autres pays d'Asie et même en Italie (canal 5). La dernière source de revenus, la vente des billets, reste aléatoire. Les organisateurs espèrent récolter au moins 260 millions de francs CFA (3,2 millions de francs) si les joueurs ivoiriens accèdent aux demi-finales.

La réussite du défi de la Côte d'Ivoire passe, en effet, par le comportement des « éléphants », sur le terrain. Pour préparer son équipe, la Fédération ivoirienne de football a fait appel à un Brésilien, David Berra Duquet, recruté en mai 1983 et nommé entraîneur national en juillet. Ses premiers résultats n'ont pas été brillants. Pour le tournoi du Coteau supérieur du sport africain (25 septembre au 3 octobre), la Côte d'Ivoire avait été écartée en poule de qualification par le Ghana.

Divorce

Le divorce entre la sélection nationale et le public était presque consommé. Le 2 décembre, le ministre de la jeunesse et des sports devait intervenir : il retirait la responsabilité de l'équipe nationale à la fédération ivoirienne et nommait un « comité de sauvetage » de sept membres, composé des présidents des principales clubs.

Depuis la nomination du « comité de sauvetage », les joueurs sélectionnés ont été réunis sur des installations militaires près de Bouaké. Les résultats ont été plus encourageants. Les Ivoiriens ont même gagné confiance en gagnant le tournoi de la Confédération des États de l'Afrique de l'ouest, aux dépens du Togo. « Le gouvernement a plus que rempli son contrat pour l'organisation », affirme M. Foloko. Le deuxième aspect de notre défi apparaît maintenant aux joueurs.

GÉRARD ALBOUY.

TENNIS

MARTINA NAVRATILOVA ENLÈVE LE MASTERS

Les femmes comme les hommes. Au Madison Square Garden de New-York, dans la même arène, où s'est joué le Masters masculin, en janvier, Martina Navratilova, l'ex-Tchécoslovaque super-championne américaine, a enlevé dimanche 4 mars, la finale du Masters féminin. Celle-ci était disputée, pour la première fois dans l'histoire du tennis, sur la distance de cinq sets.

Rencontrant son éternelle rivale, Chris Evert, Martina Navratilova, n'a pas eu de difficultés à remporter, sur elle, sa neuvième victoire consécutive : 6-3, 7-5, 6-1. Durant toute cette finale, dont le « cachet » représentait 125 000 dollars à la gagnante et 60 000 dollars de consolation à la perdante, la vigoureuse gauchère démontra une vitesse d'exécution, une variété de coups et une anticipation à la volée qui font depuis longtemps comparer son jeu à celui d'un homme.

TOURNOI DE MADRID

L'Américain John McEnroe a gagné, le 4 mars, la finale du Tournoi de Madrid en salle comptant pour le Grand Prix et doté de 200 000 dollars, en battant le Tchécoslovaque Tomas Smid, classé 1^{er} mondial, en deux sets, 6-0, 6-4. Smid s'était qualifié, le 3 mars, en battant l'Américain Vitas Gerulaitis, 3-6, 6-4, 6-3. McEnroe, de son côté avait éliminé le Sud-Américain Kevin Curren, 6-2, 7-6.

Enfin de retour en France

PENTHOUSE

Edition Américaine
Frs. 30

Résultats

Boxe

CHAMPIONNATS DE FRANCE AMATEURS

Au cours des championnats de France amateurs, disputés le 3 mars à Evreux, Thierry Jacob, de l'ABC Caennais, a remporté un troisième titre consécutif en s'imposant dans la catégorie des poids mouches aux dépens de Didier Hayot.

Escrime

CHALLENGE D'UVAL

Le Cubain Angel Garcia a gagné, le 4 mars, le challenge Duvall au fleuret en battant son compatriote Tullio Diaz. La troisième place est revenue au Français Patrick Grot, qui a battu le Cubain Heriberto Gonzalez.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Division I

(vingt-neuvième journée)

Lille B. Brest	2-1
Nancy et Monaco	0-0
Bastia et Paris-SG	1-1
Strasbourg - Nantes	reporté
Auxerre et Toulon	1-1
Rouen B. Toulouse	3-1
Nîmes B. Lens	2-1
Sochaux - Saint-Etienne	reporté
Metz B. Reims	2-1
Classé. - 1. Bordeaux, 42 pts ; 2. Monaco, 39 pts ; 3. Auxerre et Paris-SG, 37 pts ; 4. Toulouse, 35 pts ; 5. Nantes, 34 pts ; 6. Lens, 30 pts ; 7. Rouen, 29 pts ; 8. Lens et Strasbourg, 28 pts ; 9. Lille et Bastia, 27 pts ; 10. Metz, 26 pts ; 11. Sochaux, 25 pts ; 12. Nancy, 24 pts ; 13. Brest et Toulon, 22 pts ; 14. Saint-Etienne, 21 pts ; 15. Nîmes, 20 pts ; 16. Reims, 19 pts.	

Gymnastique

GRAND PRIX DE PARIS

Le Chinois Li Xiaoping a enlevé le concours général masculin des Grands Prix de Paris de gymnastique disputés le 3 mars au Palais omnisport de Bercy. Il a totalisé 58,05 points, précédant le Français Jean-Luc Calron, 57,40 points, et un autre chinois, Xu Zhenliang, 57,15 points.

Ski alpin

COUPE DU MONDE MESSIEURS

DESCENTE D'ASPEN (Colorado) : Récompense olympique à Sarajevo, l'Américain Bill Johnson a gagné le 4 mars la descente d'Aspen, comptant pour la Coupe du monde, en 1 min. 49 sec. 60. Il a devancé les Autrichiens Helmut Höflehner et Anton Steiner, tous deux à 1 min. 49 sec. 85. La Suisse Pirmin Zurbriggen est quatrième à 1 min. 49 sec. 89. Le meilleur Français, Patrick Pons, est trentième à plus de 2 secondes.

COUPE DU MONDE DAMES

Descente du mont Sainte-Anne (Canada) : L'Américaine Holly-Beth Flanagan a gagné, le 3 mars, la descente du mont Sainte-Anne en 1 min. 29 sec. 30, devant la Française Marie-Luce Waldmeyer, seconde à 70 dixièmes. L'Autrichienne Sylvie Eder s'est classée troisième en 1 min. 30 sec. 21. La Suissesse Marie Walliser, malgré sa trentième place, a pris la tête au classement général final de la Coupe du monde de descente, avec 95 points, devant l'Allemande Irène Epple, 94 points, et Hansi Wenzel du Liechtenstein (77 points). La première Française, Marie-Luce Waldmeyer est treizième (32 points).

SUPER-GEANT DU MONT SAINTE-ANNE (Canada)

L'Allemande de l'Ouest Marina Kiehl a gagné, le 3 mars, le super-geant du mont Sainte-Anne comptant pour la coupe du monde féminin, en 1 min. 24 sec. 34. Elle devance l'Autrichienne Elisabeth Kirchler et l'Américaine Christa Cooper-vice-championne olympique de slalom géant à Sarajevo.

Ski nordique

VASALOPPETT

Le Suédois Hans Persson a gagné, le 4 mars, en 4 h 14 min 14 s, la solenne et-unionne édition de la Vasaloppet, la plus célèbre course de ski de fond du monde, disputée sur 89 kilomètres entre Saelen et Mora (Suède) devant ses compatriotes Bengt Hassis et Ove Blomqvist. La Norvégienne Kersti Strand a pris la première place du classement féminin devant l'Allemande de l'Ouest Monika Gernert et la Suédoise Meeri Bodeid.

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME EN SALLE

La question de confiance de Vigneron

Göteborg. - Aux championnats d'Europe d'athlétisme en salle, qui ont eu lieu samedi et dimanche à Göteborg, en Suède, quatorze pays se sont partagés les récompenses. La Tchécoslovaquie a terminé en tête avec dix médailles (dont six d'or), devant l'URSS avec neuf médailles (dont quatre d'or). Les Soviétiques ont dominé chez les hommes en enlevant quatre titres. En l'absence quasi complète de l'Allemagne de l'Est (trois athlètes engagés seulement, mais deux médailles), les Tchécoslovaques font escompter chez les dames avec quatre titres.

Les Français ont, pour leur part, remporté six médailles : une d'or, avec Thierry Vigneron au saut à la perche ; quatre d'argent, avec Pierre Quinon à la

perche, André Lavie sur 800 m, Maryse Ewanje-Epée au saut en hauteur (1,95 m, meilleure performance française en salle), et Marie-Christine Cazzer sur 200 m ; une de bronze, avec Didier Dubois sur 400 m.

Une seule meilleure performance mondiale a été améliorée au cours de ces championnats : 5,85 m au saut à la perche pour Thierry Vigneron, déjà détenteur du record du monde en plein air (5,83 m). Le Soviétique Gregori Emet a, pour sa part, établi une nouvelle meilleure performance européenne au triple saut avec 17,33 m contre 17,31 m en Britannique Keith en 1980.

Correspondance

bras de fer, des jambes de gazelle, une souplesse d'acrobate et une maîtrise tactique consommée, combien l'influence du psychisme pouvait être déterminante. 5,70 m : Vigneron passe au premier essai. C'est son troisième saut seulement (après 5,40 et 5,60 m). Il lève le bras. Il croit avoir gagné. Quinon réplique immédiatement : 5,75 m, meilleure performance française en salle. Vigneron, des tours à la piste, n'a pas voulu regarder sauter son copain mais étonnamment rival. La peur sans doute.

5,80 m : Vigneron passe au deuxième essai. Quinon a fait l'impasse. Erreur tactique. Il demande 5,85 m, centimètres de mieux que la meilleure performance mondiale réussie par le Soviétique Bubka il y a trois semaines aux États-Unis. Mais dans l'ordre des passages, Vigneron saute avant Quinon. Coup de maître : il établit un nouveau record dans une épreuve première tentative. C'est fini. Quinon a tenté (et manqué d'un rien) 5,90 m, même si Vigneron s'est attaqué en vain aux 6 m (deux sauts nettement manqués), le chassé-croisé en restera là.

La part de la chance est importante dans cette discipline, souligne Vigneron après sa victoire.

CHRISTIAN BINDNER.

LES 5 ET 6 MARS

Les chauffeurs routiers négocient avec l'Etat et le patronat l'amélioration de leurs conditions de travail

Emiettés, divisés...

« On ne peut pas faire dire à l'impression qu'il y a une spécificité de notre profession », s'exclame un représentant de la fédération CGT des transports quand, à la suite du conflit des transports routiers, il évoque la situation des chauffeurs salariés.

Pendant toutes ces journées où les routes de France ont été bloquées par les poids lourds, il a fort peu été question des salariés quand toute l'actualité sociale n'avait d'yeux que pour les petits patrons et les artisans en colère. Plus rarement encore, on s'est interrogé pour savoir si leurs revendications professionnelles étaient compatibles avec les conditions de travail des chauffeurs routiers.

Or, victimes, volontaires ou contraintes les salariés étaient bien présents au cœur des barrages. Selon les lieux et les circonstances, tous les cas de figure ont existé. Les organisations syndicales de salariés peuvent en témoigner, avec de multiples exemples d'anecdotes parfaitement contradictoires. La FNCR (Fédération nationale des chauffeurs routiers), « autonome et apolitique », admettra volontiers que, aux côtés de « ceux qui ont subi, il y avait ceux qui ont organisé les barrages ». La CGT affirmera que « les patrons dirigeaient les barrages ». La CFDT avouera que les chauffeurs « étaient contents de ce mouvement », tout comme FO, avec des nuances, qui prétendra qu'il y avait des intérêts communs. La CFDT notera que « les salariés n'ont pas eu le choix. On leur a expliqué qu'ils étaient concernés, et on a brandi la menace de ne pas payer ces journées qui, d'ailleurs, ne l'ont pas toujours été dans les petites boîtes ».

Ces appréciations divergentes s'expliquent. Si la profession, au niveau patronal, est mal organisée, comme on a pu s'en rendre compte, que dire de la situation chez les salariés à la base ? Outre que nombre de chauffeurs, individualistes par nature, ne désespèrent pas de se mettre à leur compte, et les quelques 200 000 salariés du secteur sont répartis sur des entreprises de tailles très diverses, on ne peut pas dire que les conditions de travail soient idéales. Or, 85 % des effectifs sont syndiqués, et les fédérations obtiennent des résultats

modestes lors des élections professionnelles. (La FNCR qui revendique 75 000 adhérents, est créditée de 9 à 10,67 % des votes. La CGT de 25 % à 30 %, la CFDT, avec 4 000 adhérents de 0,67 à 9 %, FO de 9 %, la CFDT de 13 à 15 %, et les élus non syndiqués de 30 %.)

Emiettés et divisés, les chauffeurs routiers ne parviennent pas à faire respecter les règlements et les conventions professionnelles du type de celle que la FNCR, FO et la CFDT signèrent en 1982 avec la FNTR et l'UNOSTRA et qui devaient inspirer largement le décret du 27 janvier 1983 sur les conditions de travail puis son décret d'extension du 24 janvier 1984. C'est à peine, également, si l'actuel règlement européen est appliqué.

« Peu représentés dans les entreprises, les organisations syndicales peuvent d'autant moins intervenir que les abus sont le plus souvent commis par les petits patrons indépendants qui ne sont pas engagés par les dispositions de la convention collective. La tâche est presque impossible pour l'inspection du travail, et FO considère que « le seul moyen efficace, c'est-à-dire les contrôles routiers, ne touchent guère plus de 2 % du trafic ». La FNCR, plus directe, en vient à dire que, « si le salarié qui se fait gruger est un inorganisé, alors tant pis pour lui ».

280 heures ou 180 heures ?
Pourtant, l'accord de 1982 ne constitue pas un cadre réglementaire très contraignant, même s'il est rendu complexe par les notions propres à la profession (temps de travail effectif, temps de conduite ou temps de mise à disposition de l'employeur). La CGT insiste sur ce point et fait observer qu'un chauffeur est « obligatoirement » au service de l'entreprise 12 heures par jour (13 heures une fois par semaine) à raison de 55 heures pour une semaine isolée, de 52 heures en moyenne sur deux semaines et de

50 heures en moyenne sur douze semaines.

« Tout cela devient flou », indique M. Gilbert Doriat, de FO. Selon lui, les feuilles de paie sont établies sur la base de 46 heures hebdomadaires, voire 42 heures, pour éviter le droit au repos compensateur, alors que la réalité est tout autre. « Pour les travaux du VIII^e Plan, poursuit ce syndicaliste, il avait été établi que 60 % des chauffeurs conduisaient plus de 60 heures par semaine. » Selon lui, on n'a pas dû évoluer beaucoup depuis... La CFDT cite des exemples de 280 heures mensuelles qui deviennent 180 heures sur le bulletin de paie. Elle prétend même que ces heures ne sont pas payées la plupart du temps, alors que M. Héry, de la CFDT, affirme qu'elles donnent lieu à des « dessous de table » ou que M. Péchin, de la FNCR, assure qu'elles sont rémunérées « sous forme de primes de non-accident ou de primes de bons services ».

L'accord prévoyait aussi que, selon des modalités compliquées, les temps de conduite, de chargement ou de déchargement seraient payés à 100 %, et que les temps d'attente en douane seraient à 66 %. Bien souvent, sauf dans les grandes sociétés, cette clause n'est pas appliquée. Cela explique l'attitude des chauffeurs salariés qui, au Mont-Blanc et au Fréjus, se sont solidarisés avec les artisans et les petits patrons pour obtenir une accélération des formalités de douane.

Les appréciations divergent quand il est question des interdictions de circulation en fin de semaine ou de la souplesse des horaires, réclamée par l'UNOSTRA, qui voudrait voir la prochaine réglementation communautaire plus conciliante. Si toutes les organisations syndicales admettent la réalité du problème, elles n'acceptent pas forcément la levée des contraintes administratives.

Certains, même, y voient, comme FO et la CFDT, le moyen de dresser un ultime rempart pour protéger les salariés. Par ce biais, déclare

M. Héry, les patrons veulent démolir l'accord de 1982. « Il y aura des bavures : ils feront tourner leurs camions pendant six jours, et les chauffeurs seront en danger public sur la route ».

L'enter du « tractionnariat »

Mais il est un dernier sujet de préoccupation à propos duquel l'unanimité se ressouda parmi les organisations syndicales. Il s'agit du développement du « tractionnariat », que chacun condamne avec vigueur, et dont M. Fiterman se préoccupait beaucoup. Le tractionnaire est un faux artisan, un salarié à qui son employeur propose de vendre le camion qu'il utilise, moyennant une retenue mensuelle en contrepartie d'un contrat exclusif d'affrètement. Le rêve de presque tous les chauffeurs, qui se transforment bientôt en pigiste, puis en enter. « Le chauffeur s'aperçoit qu'il ne réussit pas. Pour équilibrer son budget, il roule énormément et ne respecte pas la réglementation », raconte M. Doriat, en évoquant ceux qui vont jusqu'à parcourir 15 000 à 20 000 kilomètres par mois et conduisent 15 heures, voire 20 heures par jour, « c'est un vrai racket », dit-on à la CGT, où l'on constate que des sociétés importantes de transport international développent ce système, à l'exemple de ce qui se fait dans d'autres pays d'Europe où les grands groupes n'ont plus de salariés chauffeurs. « Les gars sont obligés de rouler à fond dans des camions qui sont toujours à la marque de leur ancien patron », poursuit M. Héry. « Ce sont de pauvres types », tranche M. Péchin, tandis que la CFDT fait observer que « l'on ne peut pas être tractionnaire tous les jours et tout le temps pour le compte du même transporteur. Ce sont, en fait, des salariés ».

Pour mettre fin au tractionnariat, M. Fiterman a demandé, le 1^{er} mars, aux professionnels d'inciter les transporteurs routiers à réemba-

cher leurs anciens chauffeurs. Il envisage également de réglementer cette pratique par un décret.

« Nous ne sommes pas structurés », se lamentent les syndicalistes, pour qui cette affaire du tractionnariat est bien le signe de toutes les difficultés de la profession. Après les premières entrevues qu'ils ont eues avec le ministre des transports, ils s'interrogent : ce que les fédérations patronales ont obtenu des pouvoirs publics ne va-t-il pas se retourner contre eux ? Ils voudront

des assurances à ce sujet le 5 mars, lors d'une réunion au ministère, et notamment la définition d'un nouveau règlement européen. Mais, surtout, ils attendent beaucoup de la commission paritaire avec la FNTR et l'UNOSTRA, le 6 mars, sur les aménagements d'horaires de travail. Ils souhaitent aussi que soit élaboré un statut de chauffeur salarié.

Une revendication qui correspond à leur volonté de voir s'améliorer enfin une profession où, par convention, il est prévu que le salaire de début de carrière pour un chauffeur qualifié soit fixé à 21 % au-dessus du SMIC.

ALAIN LEBLAIS.

LE VOLET SOCIAL DES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES FO et la CFDT critiquent les propositions du gouvernement au comité supérieur de l'emploi

Le comité supérieur de l'emploi s'est réuni le 1^{er} mars, en présence de MM. Bérégovoy et Ralite, respectivement ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et ministre délégué chargé de l'emploi, pour analyser les mesures d'accompagnement du plan gouvernemental de restructurations industrielles.

Cette réunion marquait la fin d'une première phase de consultation, alors que l'ensemble du dossier doit être examiné, d'ici deux semaines, par le conseil des ministres.

Les organisations syndicales, dans leur ensemble, n'ont pas été satisfaites par le contenu des propositions et ont renouvelé leurs critiques. Ainsi, FO a exprimé ses plus vives réserves au sujet des réductions d'effectifs et, dans un communiqué, a déclaré qu'elle « n'accepte pas d'être enfermée dans une logique de licenciements déguisés en congés de conversion (...) ». « Les représentants de la confédération FO ont refusé de s'engager dans un processus de négociation du volet social du plan gouvernemental par le comité supérieur de l'emploi », précise encore le texte.

De son côté, la CFDT a tenu une conférence de presse, le 2 mars, sur le même sujet. Abordant l'aspect économique du dossier, M. Pierre

Héritier, secrétaire national, a déclaré : « Nous ne débattons des conséquences qu'à la condition d'avoir débattu des choix eux-mêmes ». La logique du plan gouvernemental, a poursuivi M. Héritier, « consiste à séparer dans le temps l'assainissement financier et la construction de l'avenir ». Estimant que le plan ne pourra donner des effets positifs pour l'emploi que dans quatre ans, le secrétaire national de la CFDT a estimé « cette logique inacceptable ». « Nous n'acceptons pas de considérer que la politique industrielle du pays corresponde à la somme des politiques des entreprises », a-t-il encore ajouté.

A propos du volet social, M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, a insisté sur l'absence d'une « colonne vertébrale » qui pourrait être la réduction du temps de travail. « Le gouvernement doit se ressaisir », a poursuivi M. Kaspar. « La réduction du temps de travail doit devenir un point de passage obligé pour traiter les problèmes de l'emploi », a-t-il précisé, en ajoutant que son refus « relèverait de la falsification et de l'acceptation du fait du chômage ». « Ce n'est pas faire preuve d'imagination », a conclu M. Kaspar, que de bâtir la rationalité économique d'une entreprise sur des licenciements. »

METTEZ VOTRE SECRETAIRE DANS VOTRE POCHE.

GARDEZ VOTRE PATRON SOUS LA MAIN.

POCKET-MEMOS ET MEMOS-SYSTEMES PHILIPS.

Mettez votre secrétaire dans votre poche : en déplacement, en réunion, en week-end : Pocket-Memo® Philips. Après un entretien, entre deux rendez-vous ou simplement pour qu'une idée ne s'envole pas : Pocket-Memo® Philips. La taille réduite de ses cassettes, pouvant durer une heure, son micro et son haut-parleur incorporés en font un minuscule enregistreur qui vous accompagne partout. Votre Pocket-Memo® est toujours là, toujours prêt.

Et il rend votre secrétaire beaucoup plus disponible : il lui suffit d'enclencher votre cassette enregistrée dans le Memo-System® Philips, quand elle le souhaite.

Gardez votre patron sous la main : sous forme de mini-cassettes. Et écoutez-le sur le Memo-System® Philips. Tout de suite, dans une heure ou quand ça vous arrange. Le Memo-System® Philips est un lecteur-

enregistreur, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport.

Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-System® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memos-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.

Je désire recevoir : ☐ une documentation complète ☐ la visite d'un attaché commercial

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél : _____

Coupons à retourner à S.A. Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

PHILIPS Data Systems

Enfin le retour en France

Projets d'acquisitions ou de désinvestissements, Morgan connaît vos futurs interlocuteurs



De g. à dr. Margaret Campbell "Financial Analysis" avec Andreas Prindl, Francis Depré et Georges van Erck "Mergers and Acquisitions".

Etes-vous un groupe multinational cherchant à se séparer d'une division qui ne correspond pas à votre stratégie? Ou, au contraire, cherchez-vous à vous développer par acquisition ou fusion? Utilisez alors les ressources particulières et les contacts du département Mergers & Acquisitions de Morgan. Notre clientèle internationale, notre longue expérience dans ce domaine et notre réseau d'analystes financiers nous permettront d'identifier et de vous mettre en contact avec des acheteurs ou des vendeurs où qu'ils soient.

Les fusions, acquisitions et désinvestissements les plus importants des années 1980 ont concerné des groupes multinationaux. Presque tous sont des clients de la Banque Morgan. La plupart des transactions elles-mêmes sont internationales, l'acheteur et le vendeur se situant dans des pays différents.

Ces sociétés font souvent appel à nous pour réaliser leurs acquisitions ou leurs désinvestissements. C'est un des avantages importants de Morgan : nous connaissons ces sociétés, nous connaissons leurs critères et nous savons ce qu'elles recherchent.

Nous protégeons totalement les informations et les intérêts confidentiels de chaque client.

Nous avons mis en place des contrôles internes assurant la confidentialité absolue des missions qui nous sont confiées, du premier contact à l'accord final.

Un système d'analyse unique

Morgan offre un autre avantage primordial : son département Financial Analysis. Disposant de plus de cent analystes professionnels dans quinze pays, c'est l'une des équipes d'étude de stratégie financière les plus importantes qui soient. Et notre base de données informatiques internationale permet d'analyser les intentions d'acquisition ou de désinvestissement de milliers d'entreprises publiques et privées dans le monde.

Morgan travaille pour vous

Nous offrons une capacité complète de conseil. Vous pouvez faire appel à tous nos services ou à quelques-uns seulement. Définition des critères. Étude d'industries. Identification, tri et approche de partenaires possibles. Estimation de la valeur des actifs nets. Assistance dans la négociation du prix et du montage financier. Collaboration avec vos conseillers juridiques et financiers. Conclusion de l'affaire.

Nous pouvons également vous donner une opinion objective sur l'équité financière d'une transaction. Et nous pouvons vous conseiller sur

le financement d'une acquisition ou le monter nous-mêmes.

Des transactions internationales importantes

Fusions, acquisitions et désinvestissements sont une spécialité Morgan depuis 1968. Nous avons une grande expérience dans le domaine des désinvestissements d'entreprises industrielles, d'acquisitions ou de cessions de banques, et de transactions internationales importantes.

Pour mettre en œuvre ces moyens exceptionnels, il n'est pas nécessaire d'être déjà un client de Morgan. Nos interventions sont rémunérées sur la base d'honoraires convenus à l'avance.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec l'un des responsables de notre groupe Mergers & Acquisitions : Georges van Erck, Francis Depré ou Andreas Prindl, Morgan Guaranty Trust Company, 1 Angel Court, Londres EC2R 7AE. Téléphone : (01) 600.23.00.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris. Tél. : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FDIC

SOCIAL

M. KRASUCKI : « On va réellement vers trois millions de chômeurs »

« On va réellement vers trois millions de chômeurs d'ici la fin de l'année si les choses continuent comme ça », a déclaré M. Henri Krasucki, le 4 mars, au forum de RMC, partageant ainsi l'analyse de MM. Georges Marchais et André Bergeron. Le secrétaire général de la CGT a estimé qu'il est sous juste temps de renverser la vapeur. « Quand les travailleurs, a-t-il ajouté, au lieu de ronchonner dans leur coin, au lieu de passer de l'état d'illusion à l'état de déception en baissant les bras, se lèvent et disent : « Ce n'est pas ce qu'on a voulu, ce n'est pas ce qu'on accepte », et qu'ils disent : « Nous défendons en tout état de cause notre niveau de vie et notre pouvoir d'achat, et l'emploi, et le développement industriel, nous ne voulons pas renoncer à l'espoir qu'a été le nôtre », ils ont raison. »

UNEDIC : la CGT se joint aux signataires de la convention d'application. — Après la CFTD, qui avait décidé, le 24 février, de signer la convention d'application du nouveau régime d'assurance-chômage UNEDIC, la CGT a fait savoir, le 29 février, que le bureau confédéral avait arrêté la même position. Ses représentants pourront ainsi, indique le communiqué, « continuer à assurer la défense des intérêts des travailleurs privés d'emploi » en participant à toutes les instances de l'UNEDIC, des ASSE-DIC, et aux commissions paritaires. Le soir même, au siège du CNPF, tous les partenaires sociaux se retrouvaient pour procéder officiellement à la signature de la convention, qui rend applicable, à partir du

M. Krasucki s'est félicité de « l'éveil des travailleurs, de leur lucidité et de leur volonté de lutte ». « C'est le fait nouveau le plus important : les travailleurs réagissent, il se produit quelque chose », a-t-il souligné en ajoutant : « Nous serons avec les mineurs, les sidérurgistes, les travailleurs de l'automobile et des chantiers navals pour toutes les actions de masse qui seront nécessaires et avec lesquelles ils seront d'accord. » Le secrétaire général de la CGT a affirmé que « l'unité d'action syndicale progresse, malgré des difficultés ». Les actions qui se menent en ce moment, a-t-il noté, sont de plus en plus unitaires, même si c'est d'une manière convergente plutôt que concertée. Peu importe, puisqu'on arrive ensemble, la même jour, à la même chose. »

1^{er} avril, l'accord de principe signé, le 10 janvier, par la CFTC, la CGC, FO, le CNPF et la CGPMR.

« Marche de la Lorraine » sur Longwy, organisée par la CGT le 16 mars. — La CGT-Lorraine a annoncé, le 3 mars, qu'elle appelait, pour le 16 mars prochain, à une « marche de la Lorraine » sur Longwy, à laquelle participera notamment M. Henri Krasucki. Au cours d'une conférence de presse le 3 mars, à Metz, le secrétaire régional du syndicat, M. Denis Bonvallot, a lancé un appel à toutes les organisations ayant des responsabilités sociales, économiques et politiques pour que ce rassemblement soit « le symbole de l'union de tous ceux qui luttent pour préserver l'avenir de la région ».

AGRICULTURE

INAUGURANT LE SALON DE L'AGRICULTURE

M. Michel Rocard : « Il faut ajuster la production laitière au marché. »

Inaugurant le 21^{er} Salon international de l'agriculture (SIA) qui se tient du 4 au 11 mars à Paris au Parc des expositions de la Porte de Versailles en même temps que le 55th Salon international de la machine agricole et de l'équipement rural (SIMA), M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a répété qu'il n'accepterait pas « une rigidification » de la production laitière par le biais de quotas individuels. Au terme de sa visite, M. Rocard a déclaré à la presse qu'il s'agissait maintenant d'« ajuster la production laitière au marché, dans les conditions les moins douloureuses possibles pour les éleveurs. Toute une batterie de dispositions européennes d'appui aux producteurs laitiers existent, qu'il va falloir pousser », a-t-il ajouté.

Pour M. Rocard, la production laitière demeure « de toute façon un secteur d'avenir », si l'on s'efforce de développer les meilleurs créneaux, les fromages et les produits laitiers frais, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

Cependant, pour M. François Guillaume, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), dans une interview au journal *le Matin* du 3 mars, la proposition de M. Rocard d'une réduction de la production laitière française « est totalement inacceptable et qu'elle ne sera pas acceptée par les agriculteurs ».

Qualifiant d'« hasardeuses » les propositions du ministre, M. Guillaume estime qu'une « limitation aussi arbitraire (des quantités) n'est absolument pas nécessaire. Elle est

même dangereuse (...) M. Rocard est en train de rompre avec les agriculteurs ».

Le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) prépare, de son côté, une « marche pour l'Europe », qui regroupera au départ quarante-cinq personnes et partira le 9 mars de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) pour se rendre à Bruxelles, le 19 mars au sommet des chefs d'Etat européens.

Manifestation de viticulteurs : 3,5 millions de francs de dégâts dans l'Aude. — Selon un communiqué de la préfecture, les dégâts occasionnés dans le département de l'Aude par les manifestations de viticulteurs à l'occasion du procès de quatre d'entre eux, le 29 février, s'élèvent à 3,5 millions de francs. Depuis le 1^{er} janvier, le montant des dégâts s'élève à 7 millions de francs.

RFA.

Chômage record en février. — Le nombre de chômeurs a atteint 10,2 % de la population active avec un peu moins de 2,54 millions de personnes en février a annoncé le 2 mars le bureau fédéral du travail. C'est là un record pour un mois de février depuis la guerre mais ce nombre reste inférieur au record absolu de janvier. En chiffres corrigés des variations saisonnières le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 2,2 millions.

LA LOMBRICULTURE

Une technique à la portée de tous

Fabrication d'HUMUS LOMBRICOMPOST et de PROTÉINES

Venez vous renseigner au Salon de l'Agriculture

Bât. 2 - stand 400 - allée O : du 4 au 11 mars

OU

VENEZ VISITER UN ÉLEVAGE

J. Zinetti, 67, rue Jules-Guesde, 93220 Gagny - Tél. : (1) 381-09-70

184 ORDINATEURS PANORAMA

Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

ASSOCIÉ A TROIS PARTENAIRES ÉTRANGERS

Le groupe D-Kompass crée une banque de données regroupant 250 000 entreprises européennes

Associé à trois partenaires européens (les groupes britanniques Reed, suédois Bonnier et italien IFI/Agnelli), la société française D-Kompass, spécialisée dans l'information économique et financière, vient de constituer une société commune, Eurobusiness Data (EBD), dont le siège a été fixé aux Pays-Bas. Dotée d'un capital initial de 1 million de florins réparti à parts égales entre les quatre fondateurs, cette société aura pour objet de diffuser le système EKOL (European Kompass On-Line), considéré par ses initiateurs comme la première banque de données sur les entreprises européennes.

Accessible en cinq langues (français, anglais, italien, suédois et allemand), EKOL aura en fichier 250 000 firmes européennes réparties en 1 600 secteurs d'activité. Par ailleurs, Eurobusiness Data va mettre au point des produits informatisés afin de fournir, toujours sous forme de banques de données, divers types d'informations (financières, industrielles et commerciales) sur les entreprises des quatre pays concernés d'EBD dans un premier temps, puis de l'ensemble des pays européens à un stade ultérieur.

Cette initiative, explique M. Pierre Cabon, président de DAFSA-Kompass, s'inscrit dans la série des accords internationaux qui ont récemment conduit le groupe à s'associer avec l'américain Associa-

ted Press-Dow Jones, afin de distribuer en France (et au Benelux) deux des principaux services de cette entreprise : Telerate (taux de change et taux d'intérêt) et Quotron (cours des valeurs mobilières).

A cette occasion, DAFSA a vu son rôle initial de simple distributeur s'élargir à celui de « co-producteur », affirme M. Cabon, ajoutant qu'il s'agit maintenant de fournir au partenaire américain, en temps réel, une série de cours et de renseignements concernant une quinzaine de Bourses européennes. Mais ce programme ambitieux coûte cher pour une société qui a fait ses débuts en 1959 dans l'analyse financière avant de s'ouvrir, en 1980, sur le monde industriel en prenant une participation majoritaire (qui devrait être prochainement portée à 100 %) dans la société SNEI, editrice de l'annuaire Kompass. Une augmentation de capital est en cours (voir « La vie des sociétés »).

La société sud-coréenne Daewoo en Europe. — Le géant sud-coréen de la construction mécanique, Daewoo, a signé un accord de principe pour la reprise de Hymac (550 personnes) spécialisée dans les excavateurs hydrauliques, filiale britannique du groupe allemand IBH, en faillite. Il s'agit de la première implantation de Daewoo en Europe. — (AFP).

La sortie des premiers ordinateurs

de la société américaine Trilogy est repoussée à mi-1986

La société informatique américaine Trilogy, dont le groupe français Bull détient 7 % environ du capital, va modifier l'architecture des grands ordinateurs qu'elle prépare. Les machines, au lieu d'être des monoprocesseurs, seront des biprocesseurs. Conséquence : le programme prend six mois de retard, et les livraisons ne pourront avoir lieu avant la mi-1986. Des problèmes techniques relatifs aux super-circuits intégrés, ceux des ordinateurs, sur lesquels Trilogy fonde tous

ses espoirs, avaient déjà provoqué un retard de quelques mois.

Trilogy, fondée par M. Gene Amdahl, constitue le « joker » de Bull dans les grands ordinateurs face à IBM. Le groupe français, actionnaire depuis l'origine, a accès librement aux technologies des ordinateurs de Trilogy, qui seront compatibles avec ceux d'IBM. Le choix de biprocesseurs s'explique, selon Trilogy, par la recherche d'une plus grande rapidité de calcul, facteur essentiel pour les grands ordinateurs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ fin - fin	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E-LL	7,3358 7,4008	+ 165 + 185	+ 208 + 240	+ 810 + 930
\$Can	6,3429 6,3484	+ 132 + 163	+ 258 + 295	+ 719 + 829
Yen (100)	3,5440 3,5500	+ 172 + 188	+ 350 + 388	+ 1060 + 1120
DM	3,0810 3,0841	+ 180 + 190	+ 335 + 355	+ 1010 + 1065
Fluka	2,7301 2,7327	+ 150 + 160	+ 280 + 300	+ 860 + 910
F.S. (100)	15,9404 15,9436	+ 172 + 49	+ 314 + 125	+ 425 + 7
F.S.	3,7315 3,7374	+ 295 + 312	+ 555 + 580	+ 1620 + 1700
L (1 000)	4,9416 4,9463	+ 217 + 185	+ 425 + 375	+ 1230 + 1115
E	11,7851 11,7900	+ 317 + 368	+ 620 + 785	+ 1980 + 2190

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	9 3/4	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10 1/8	10 3/8	10 1/2
\$E-LL	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6 1/4
DM	5 1/2	5 2/8	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6 1/4
Fluka	5 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/4
F.S. (100)	11	11 1/2	12 3/4	13 1/2	13	13 5/8	12 5/8	13 1/8
F.S.	2 7/8	3 3/8	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 5/8	3 7/8	4
L (1 000)	16 1/8	16 5/8	16 1/2	17	16 7/8	17 3/8	17 3/8	17 7/8
E	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16
E. Comp.	12 1/2	13	14 7/8	15 1/8	15 3/4	16 1/4	16 3/8	16 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Partez pour la Floride à l'anglaise en ligne directe depuis Londres.

Il est impossible de trouver moins cher et plus rapide sur vols réguliers au départ de Paris. Renseignez-vous auprès de votre

agence de voyages. Comparez. Mickey vous attend!

Et ce n'est pas tout ! Cet été, British Airways dessert 15 villes en Amérique du Nord. Le monde entier aime British Airways.

British airways

Billets doux pour la Floride.

PARIS MIAMI
et retour
4.200 F



CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en janvier : + 0,7 %

	des 12 derniers mois (janv. 84/ janv. 83)	des 6 derniers mois (janv. 84/ janv. 83)	des 3 derniers mois (janv. 84/ oct. 83)	du dernier mois (janv. 84/ déc. 83)
● ENSEMBLE	+ 9	+ 3,7	+ 1,5	+ 0,7
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 10	+ 5,3	+ 2	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 9,8	+ 4,4	+ 0,6	+ 0,3
Viandes de boucherie	+ 7,5	+ 3,9	+ 1	+ 0,2
Poissons et charcuterie	+ 2,9	+ 2,8	+ 0,1	-
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 10,1	+ 3,4	+ 3,5	- 0,1
Produits de la pêche	+ 9,8	+ 4,7	+ 2,5	+ 1,2
Laites, fromages	+ 2,7	+ 3,1	+ 1,5	+ 0,9
Café	+ 25,4	+ 13,6	+ 3,2	+ 1,5
Corps gras et beurres	+ 19,8	+ 11,9	+ 5,5	+ 1,4
Légumes et fruits	+ 15,1	+ 10,9	+ 4,3	+ 1,3
Autres produits alimentaires	+ 9,6	+ 4,2	+ 1,8	+ 0,7
Boissons alcoolisées	+ 8,8	+ 1,9	+ 1	+ 0,3
Boissons non alcoolisées	+ 14,3	+ 5,5	+ 2,6	+ 1
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 8,5	+ 3,3	+ 1,5	+ 0,7
1) Habillement et textiles	+ 11,2	+ 5,4	+ 2,4	+ 0,4
Vêtements de femme	+ 10	+ 4,9	+ 2,2	+ 0,2
Autres vêtements et accessoires	+ 12,6	+ 5,9	+ 2,8	+ 0,5
Articles chaussants	+ 10,7	+ 5,2	+ 2,4	+ 0,7
Autres articles textiles	+ 12,2	+ 5,2	+ 2,7	+ 0,6
2) Autres produits manufacturés	+ 7,9	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,8
Méubles et tapis	+ 8,3	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,8
Appareils électroménagers et à gaz	+ 8,1	+ 3,3	+ 1	+ 0,1
Autres articles d'équipement du ménage	+ 10,9	+ 4	+ 1,7	+ 0,7
Services de ménage, produits déodorants et produits d'entretien	+ 8,4	+ 2,8	+ 1,5	+ 0,6
Articles de toilette et de soins	+ 7	+ 2	+ 1	+ 0,5
Véhicules	+ 8,5	+ 2,1	+ 1,6	+ 1,1
Papeterie, librairie, jouets	+ 9,9	+ 3,4	+ 1,6	+ 1,2
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2,4	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,2
Autres articles de loisir	+ 8,7	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,4
Construction, énergie	+ 5,8	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,7
Tobacs et produits manufacturés divers	+ 12,6	+ 4	+ 2,6	+ 1,8
● SERVICES	+ 8,8	+ 2,9	+ 1	+ 0,7
Services relatifs au logement	+ 9	+ 3,7	+ 1,5	+ 1,2
Restaurants, hôtels, services de transport	+ 8,1	+ 3,9	+ 1,4	+ 1,4
Services de santé	+ 7,3	+ 3,4	+ 0,7	+ 0,2
Transports publics	+ 8,7	+ 3,4	+ 1,4	+ 1,3
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 8,3	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,1
Hôtels, cafés, restaurants, casinos	+ 9,5	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,3
Autres services (3)	+ 8,8	+ 3,7	+ 2	+ 1,5

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 144,5 en janvier 1984, contre 143,5 en décembre 1983. En rythme annuel, sur les trois derniers mois (novembre, décembre, janvier), la hausse des prix a été de 0,1 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, de soins de beauté, de nettoyage, de teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

La production industrielle plafonne depuis deux ans et demi

L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970 s'est inscrit - après correction des variations saisonnières et hors bâtiment, travaux publics - à 131 en décembre 1983, ce qui marque un recul de 0,8 % par rapport à novembre (132). En un an (décembre 1983 comparé à décembre 1982), l'indice est en nette progression : + 3,9 %. Mais le niveau de décembre 1982 était très bas. En fait, la production industrielle est complètement plate depuis le début de 1981, la légère reprise du premier semestre 1983 ayant compensé le recul du deuxième semestre 1982.

Le plat de la production industrielle est confirmé par l'indice trimestriel. Si celui-ci a l'inconvénient d'être publié avec un retard important (le dernier chiffre connu

concerne le troisième trimestre 1983), il donne des indications beaucoup plus complètes (son champ couvre 78 % de la production industrielle, contre seulement 53 % à l'indice mensuel). Au troisième trimestre 1983, l'indice trimestriel s'est inscrit à 132 (base 100 en 1970), c'est-à-dire au même niveau qu'aux premier et deuxième trimestres 1983, 2,3 % au-dessus du niveau atteint au plus tôt (129 au troisième trimestre 1982), mais au même niveau qu'au deuxième trimestre 1982.

En fait, on retrouve avec l'indice trimestriel la même cavité qu'avec l'indice mensuel : stagnation en 1981, baisse au premier semestre 1982, légère reprise compensant cette baisse fin 1982 et début 1983.

La Commission européenne prévoit une reprise des investissements

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne prévoit pour 1984 la poursuite de la reprise économique dans la CEE, amorcée au cours du deuxième semestre de 1983. Le taux de croissance moyen serait de 2 % contre 0,8 % en 1983 et 0,5 % en 1982.

Selon la Commission, la consolidation de la reprise proviendrait pour l'essentiel des investissements. Il est prévu que la formation de capital fixe, en baisse au cours des trois dernières années, augmente en moyenne de 2 %. Ce sont surtout les intentions affichées par les industriels de RFA, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Belgique et du Danemark qui expliquent le renversement de la tendance.

On s'attend aussi à une relance de la consommation privée (1,1 % dans la CEE) dans plusieurs Etats membres mais à une stabilisation en France et à une baisse dans les pays du Benelux. La Commission se félicite, en outre, d'une diminution générale du niveau de l'inflation : 5,2 % en moyenne (6,2 % en 1983),

dont 3,3 % en Allemagne fédérale, 5,5 % au Royaume-Uni, 10,5 % en Italie et 5,2 % en France.

Le point noir des prévisions concerne l'emploi : le nombre de chômeurs atteindrait 11 % de la population active (contre 10,6 % en 1983), soit 12,9 millions de personnes sans emploi dans la CEE à la fin janvier 1984. Seront peut-être épinglées, prévoit prudemment le rapport, la RFA et la Grande-Bretagne. Pour la France, le taux de chômage passerait de 8,9 % à 9,7 %.

Enfin, la Commission s'attend à une amélioration des balances des paiements des Dix et à une augmentation de 5 % de commerce mondial (1,7 % en 1983).

La Commission tempère toutefois son optimisme en raison de l'incertitude de l'environnement international. L'insécurité porte tout d'abord sur le maintien d'un déficit budgétaire élevé aux Etats-Unis qui joue contre une baisse des taux d'intérêt. S'ajoute la hausse des prix des matières premières, même si elle doit favoriser en principe le rétablissement de la situation extérieure des pays en développement.

MARCEL SCOTTO.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

(Publicité)

SOPHA DÉVELOPPEMENT

Agissant pour le compte du

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE

APPEL D'OFFRE

Objet : Fourniture et installation d'équipements pour l'hôpital militaire

Les fabricants de matériels français intéressés peuvent retirer le dossier dans un délai de quinze jours à dater de la parution de cet avis.

Après de :

Sopha développement, 9, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : (1) 265-28-28. Téléc. 641 412 SOPHAPA.

Contre paiement de 500 F par lot.

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Coopération B.N.P.-P.M.E. pour exporter en Grande-Bretagne

A l'initiative de ses Directions Régionales et de leurs conseillers en commerce extérieur, la BANQUE NATIONALE DE PARIS vient d'organiser à LONDRES, au siège de sa filiale, une journée d'étude sur les perspectives qu'offre aux exportateurs français le marché britannique.

Cette réunion a permis à des dirigeants de Petites et Moyennes Entreprises appartenant aux secteurs de l'agro-alimentaire, de l'électronique et de la construction de mieux appréhender ce marché grâce à des communications faites par des spécialistes de la B.N.P.-LONDRES et de profiter de l'expérience des représentants d'entreprises françaises solidement implantées en Grande-Bretagne, qu'ils ont rencontrés à cette occasion.

Cette action a été menée en coopération étroite avec le Poste d'Expansion Economique de l'Ambassade de France à LONDRES.

Accueillie par M. René THOMAS, Président de la B.N.P., Mme Edith CRESSON, Ministre du Commerce Extérieur et du Tourisme, qu'accompagnait M. Emmanuel de MARGERIE, Ambassadeur de France à LONDRES, a tenu à marquer l'intérêt qu'elle attache à l'effort d'exportation des P.M.E. françaises et à l'action de soutien ainsi engagée par la B.N.P. en assistant à la séance de clôture de la journée.

BANQUE NATIONALE DE PARIS. Département du Commerce Extérieur - Promotion et Informations Internationales. 59-61, rue La Fayette 75009 PARIS. Tél. : 244-22-98. Téléc. : 280.605 et 280.775.

SOPIREM

PRISE DE PARTICIPATION DANS MOD.

La SOPIREM (Société d'investissement pour favoriser l'industrialisation des régions minières) vient de prendre une participation de 500 000 F au capital de la société MOD dont le capital passera ainsi à 2 000 000 F.

Cette société, dont le siège social est à Vannes (51700), fabrique des machines à coudre à Valenciennes, où cette activité permettra la création de 51 emplois d'ici 1986.

Par ailleurs, un prêt complémentaire de 500 000 F est accordé à MOD, portant ainsi l'intervention totale de la SOPIREM à 1 000 000 F.

EUROPE INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

La Banque WORMS a pris l'initiative de constituer une nouvelle SICAV, EUROPE INVESTISSEMENT, qui sera principalement investie en valeurs européennes.

Le portefeuille de cette SICAV comprendra toutefois 50 % au moins de valeurs françaises, actions et obligations. Cette répartition des valeurs sera destinée à permettre aux investisseurs d'assurer de faire figurer ses actions en représentation de leurs provisions techniques. De même, les fonds communs de placement de l'industrialisation des salaires et les caisses de retraites pourront y souscrire.

Le conseil d'administration, réuni pour la première fois le 28 février 1984, est constitué comme suit :

PRÉSIDENT : M. Jacques de BEAUFUY, directeur à la Banque Worms.

ADMINISTRATEURS : Banque Worms, représentée par M. Raymond LAVARONE, directeur ; Compagnie Générale de Participation et d'Assistance, représentée par M. Jean GONNOT, directeur général ; Financière Chamonix et Compagnie, représentée par M. Paul TOULEMONDE, directeur administratif et financier ; M. Guy MARTIN, ingénieur en chef à la S.N.C.F., président de la Mutuelle d'Arry ; Mutuelle Assurance Agricole de France, représentée par M. Jacques LIENARD, directeur financier ; Mutuelle Générale Française, représentée par M. Alain GUILLOU, secrétaire général adjoint.

AUGMENTATION PRÉVUE DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE DANS L'OCDE AU PREMIER TRIMESTRE 1984

La consommation de pétrole devrait augmenter de 5,7 % au premier trimestre de cette année dans les vingt-quatre pays de l'OCDE, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette reprise devrait conduire à une consommation de 422 millions de tonnes au premier trimestre 1984. Les trois années précédentes, la demande avait baissé de 5 à 9 % l'an à cette période.

Le gain est dû à la forte hausse en Amérique du Nord (+ 12 %), conséquence de la reprise économique et d'un hiver plus froid. Les conditions climatiques seront également responsables, selon l'AIE, de la croissance (7 %) de la consommation dans la zone du Pacifique (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). En revanche, la demande devrait baisser en Europe de près de 3 % - (AFP).

Signature d'un contrat de livraison de gaz norvégien à un consortium européen. - La compagnie norvégienne d'Etat Statoil a signé le 2 mars un contrat pour la livraison du gaz du gisement d'Heimdal à partir de 1986 à un consortium européen. 7 milliards de mètres cubes de gaz seraient ainsi livrés à Emden, en Allemagne fédérale vers 1990. Les sociétés européennes acheteuses sont Ruhrgas, Brigitte, Thyssen et Gelsenberg, d'Allemagne fédérale, Gaz de France, la compagnie néerlandaise Gasunie et la Distrigaz belge.

UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE

Colloque Franco-Britannique sur l'économie de la Grande-Bretagne contemporaine

JEUDI 15 ET VENDREDI 16 MARS 1984

Programme détaillé au 605-14-10, poste 40-02

Place De Latre-de-Tassigny 75016 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

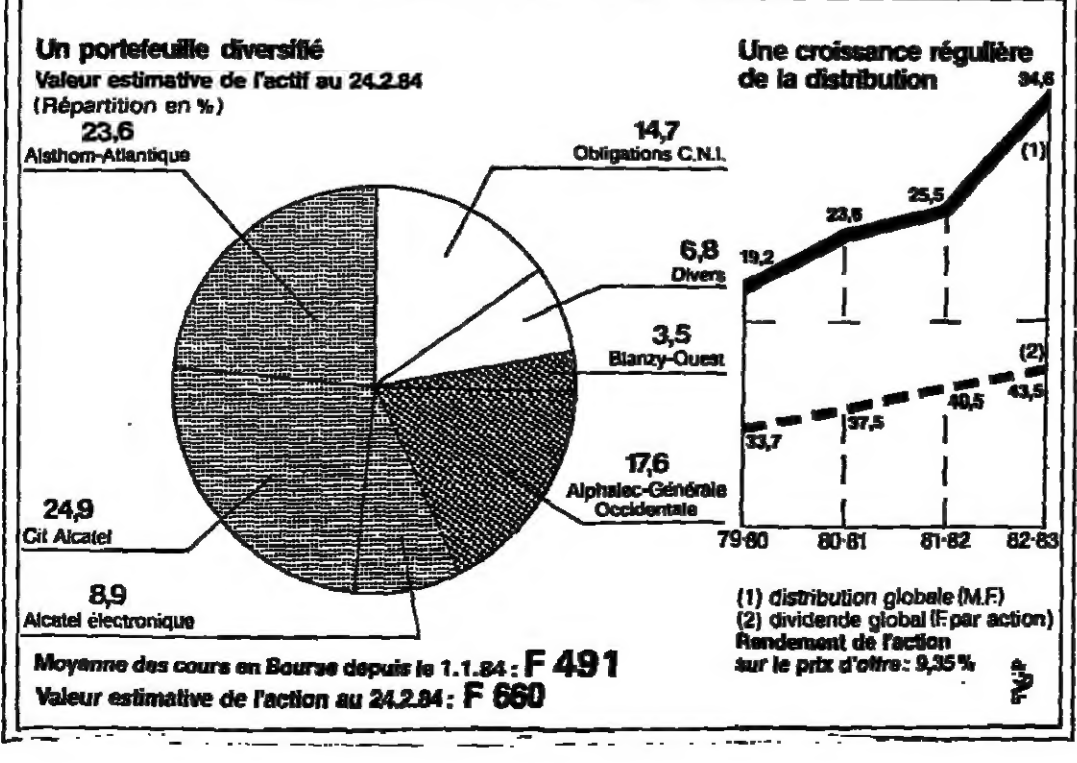
Compagnie Générale d'Electricité



Un Groupe qui prépare l'avenir

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 160 000 ACTIONS de la Compagnie Electro Financière

le 8 mars 1984
prix d'offre : 465 F par action



Notre info

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

2 MARS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en milliards de francs (en millions de francs)

Au 23-3-1984

ACTIF	
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	281 221
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 586
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	207 888
4) OR et AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECEVOIR DU RÉGIME	76 723
5) DIVERS	10 017
Total	589 185
PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	186 084
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 790
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 007
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	88 943
5) ÉCARTS D'ÉVALUATION DES ACTIFS PUBLICS EN OR	303 919
6) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 513
7) DIVERS	2 182
Total	589 185

À Japon

L'ÉPARGNE PRIVÉE A PROGRESSÉ DE PLUS DE 10 % EN 1983

Tokyo. - A la fin de 1983, a indiqué la Banque du Japon, l'encours de l'épargne privée regroupant les dépôts bancaires, les fonds de placement, les portefeuilles d'obligations et d'investissements ainsi que les assurances totalisait 413 748 milliards de yens (1), soit une progression de 10,3 % par rapport à 1982.

La Banque du Japon rappelle, à titre de comparaison, que le produit national brut du Japon estimé pour l'exercice fiscal prenant fin le 31 mars est de l'ordre de 279 000 milliards de yens.

L'encours global de l'épargne et des dépôts privés auprès des institutions de dépôt était de 270 365 milliards de yens à la fin 1983, soit une progression de 7,8 % par rapport à l'année précédente.

Les investissements en fonds de placement effectués par les personnes privées ont totalisé 11 486 milliards de yens, en dégageant une progression de 58,6 %, qui a notamment reflété une forte augmentation des investissements en fonds d'Etat à moyen terme qui ont offert des rendements plus élevés que les dépôts à terme, dans les banques.

L'encours des avoirs en obligations d'organismes publics et de sociétés détenues par des personnes privées a totalisé 37 333 milliards de yens (+ 10,4 %), celui des avoirs en fonds de placement est ressorti à 23 076 milliards de yens (+ 11,4 %), et celui des primes d'assurances à 71 486 milliards de yens (+ 10,3 %). - (A.G.F.)

(1) 100 yens = 3,48 FF.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DAFSA KOMPASS. - Le groupe a réalisé au cours de l'exercice 1983 un chiffre d'affaires consolidé de 174 millions de francs, en augmentation de 23 % à 24 % sur le précédent, les prévisions pour l'année en cours reposent sur une progression sensiblement équivalente pour l'exercice en cours. Hors éléments exceptionnels, la marge brute d'autofinancement ressort (provisoirement) à 21 millions de francs, contre 17 millions pour l'année précédente, un chiffre de 30 millions environ étant escompté pour 1984. Enfin, le dividende net relatif à l'exercice 1983 devrait être de 9 F par action contre 7 F l'année précédente, sur un capital augmenté.

Contrairement à ce qu'il avait annoncé au septembre dernier, lorsqu'il se prévoyait pas de faire appel au marché finan-

cier (Dafsa-Kompas est cotée depuis juin 1983 sur le second marché de la Bourse de Paris), la société procède à présent à une augmentation de capital afin de financer en partie un programme d'investissements nettement supérieur aux 40 millions de francs dépensés l'année dernière (le chiffre avancé est de 60 millions de francs).

Mais ce revirement s'explique aussi par l'accélération des ventes constatée à l'approche de la fin de l'année 1983 et par le sentiment qui en découle - renforcer le parc de terminaux fournis à la clientèle - tout en précisant les dirigeants de l'entreprise, soulignent au passage le doublement en deux ans de l'activité boursière de Dafsa.

Cette augmentation de capital en numéraire - la quatrième en sept ans - ne devrait pas modifier sensiblement la répartition de l'actionnariat, traditionnellement composé d'institutions financières (50 % environ) et ouvert depuis deux ans à un certain nombre de grands groupes industriels, puis à quelques groupes de presse. A cet égard, M. Cabon a souligné que la part détenue par le personnel (cent cinquante cadres sur un total de quatre cent vingt personnes), qui possède actuellement 3 % des actions, soit progressivement élargie jusqu'à atteindre 15 % à 20 % du capital de cette entreprise, dont 36 % sont à présent aux mains du public.

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	28 80	1 282	Dary Act. 4 p.	706	700
5 %	71	0 423	De Dietrich	350	350
5 %	71	1 782	Dynaplast	142	147 70
Exp. 7 1/2 1973	80 80	0 848	Edelweiss S.A.	257	251 70
Exp. 8 1/2 77	117 80	0 652	Edelweiss S.A.	635	630
8 1/2 78/80	90 20	0 282	Edelweiss S.A.	127 50	125 10
8 1/2 79/80	91 50	1 572	Edelweiss S.A.	801	810
12 1/2 80/80	100 80	0 919	Edelweiss S.A.	255	255
12 1/2 80/87	102 80	0 241	Edelweiss S.A.	208 20	230
12 1/2 81/87	101 80	1 810	Edelweiss S.A.	229	229
16 1/2 81/87	110 20	0 008	Edelweiss S.A.	14 10	10 80
16 1/2 82/80	111 80	2 213	Edelweiss S.A.	961	960
16 1/2 82/81	110 90	11 716	Edelweiss S.A.	730	730
16 1/2 82/81	137	1 608	Edelweiss S.A.	625	640
16 1/2 82/81	101 30	0 948	Edelweiss S.A.	285	280
16 1/2 82/81	139 50	0 150	Edelweiss S.A.	471	471
16 1/2 82/81	101 07	2 282	Edelweiss S.A.	153	153
16 1/2 82/81	102 20	2 282	Edelweiss S.A.	710	720
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	257	257
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	205 80	205 80
16 1/2 82/81	101 85	2 282	Edelweiss S.A.	1183	1183

Hors-cote

3 %	471	470	F.S.M. B.J.	70	3 600
5 %	94		Ficht-Fourmies	1 465	1 555 d
5 %	228	248	Imp. G.-Lang	2	---
Exp. 7 1/2 1973	431	425	La Mure	58	---
8 1/2 77	176		Prosperie	130	130
8 1/2 78/80	172		Sabot M. V.	714	711
8 1/2 79/80	339	359	Soci. Montyon Cov.	129	---
12 1/2 80/80	420		S.O.E. (Appl. m. d.)	60	---
12 1/2 80/87	93	102	S.P.A.	150	---
12 1/2 80/87	333		T.C.F.B.	80 10	---
			Ulmex	223 10	226

Emmission	Rachet	Emmission	Rachet
3 %	28 80	3 %	28 80
5 %	71	5 %	71
5 %	71	5 %	71
Exp. 7 1/2 1973	80 80	Exp. 7 1/2 1973	80 80
Exp. 8 1/2 77	117 80	Exp. 8 1/2 77	117 80
8 1/2 78/80	90 20	8 1/2 78/80	90 20
8 1/2 79/80	91 50	8 1/2 79/80	91 50
12 1/2 80/80	100 80	12 1/2 80/80	100 80
12 1/2 80/87	102 80	12 1/2 80/87	102 80

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. A PROPOS DES ÉMISSIONS SUR LE VIETNAM... « Histoire, télévision et défense nationale », par le général Jean Delaunay.

LIJ : la Prophète et Pharaon, de Gilles Kepel.

ÉTRANGER

3. LA GUERRE DU GOLFE.
4. LE CONFLIT AU LIBAN.
5. ASIE
6. AMÉRIQUES
7. EUROPE

POLITIQUE

- 7-8. La préparation des élections européennes.
9. Cinq élections municipales.

SOCIÉTÉ

- 10 à 12. La manifestation de Versailles.

LE MONDE
DE L'ÉCONOMIE

13. Faut-il sauver les entreprises en difficulté ?
14. L'évolution du comportement des Français face à l'épargne.
15. La conjoncture dans les grands pays industrialisés.

CULTURE

25. CINÉMA : la neuvième nuit des Césars.
- THÉÂTRE : Faut-il choisir, faut-il résister ? de Bruno Bayen.
- EXPOSITION : Eugène Carrière.
27. COMMUNICATION.

SPORTS

42. Le Tournoi des cinq nations.
- La Coupe d'Afrique des nations de football.
- Les championnats d'Europe d'athlétisme en salle.

ÉCONOMIE

43. Les chauffeurs routiers négocient les 5 et 6 mars, avec l'Etat et le patronat, l'amélioration de leurs conditions de travail.
45. SOCIAL : M. Krauskopf : « On va réajuster vers les 3 millions de chômeurs ».
46. AFFAIRES.
48. CONJONCTURE : les hausses des prix de détail en janvier ; La production industrielle plafonne depuis deux ans et demi.

RADIO-TÉLÉVISION (27)
INFORMATIONS
« SERVICES » (41) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (28 à 40) ;
Carnet (27) ; Programmes des spectacles (26) ; Marchés financiers (47)

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES

RODIN

TISSUS MODERNES

RODIN

SPÉCIALITÉ ET MANIÈRE

TISSUS

MODE 1984

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

EXPORTEZ sans souci

Vous profitez français

NOUS achetons pour nos clients aux U.S.A. (seuls produits alimentaires)

Indiquez-nous vos possibilités

PULVOREX S.A.

18, bd Général-de-Gaulle

78200 DIEPPE

A B C D F G H

Le lanceur Ariane
bon pour le service commercial

Nouveau « sans faute » pour Ariane. A l'heure dite, à la seconde près, la fusée européenne s'est élevée, lundi 5 mars, dans le ciel de Kourou (Guyane) et a placé, quelques minutes plus tard, en orbite, les 1 370 kilos du satellite de télécommunications Intelsat-5 F-8, dont elle était porteuse. En somme, un tir à l'américaine. La trajectoire du lanceur a en effet été à ce point précise que l'orbite, aujourd'hui suivie par le satellite de l'organisation Intelsat, a des paramètres pratiquement identiques à ceux que les calculs théorétiques avaient fixés : le périhélie atteint est de 186,5 km pour un objectif de 184,9 km ; l'apogée est de 35 988 km pour 36 045 km visés, et l'inclinaison de l'orbite sur l'équateur est de 8 degrés 50 pour 8 degrés 53 attendus.

Des chiffres qui intéressent grandement tous ceux qui ont des satellites de télécommunications à lancer. Dans ce milieu, où la technologie est reine, et la philosophie absente, on sait ce que lanceur veut dire. Chaque essai, chaque tir, chaque contrainte et chaque faux pas sont examinés à la loupe, car les sommes et les intérêts mis en jeu sont considérables. Un exemple : le satellite qui vient d'être lancé représente une valeur en orbite de 81 millions de dollars, soit environ 650 millions de francs, et son lancement une dépense de quelque 27 millions de dollars.

En inscrivant, pour la troisième fois consécutive, un nouveau succès à son palmarès - sur huit tir elle n'a enregistré que deux échecs, Ariane et ses promoteurs prouvent à ceux qui pouvaient encore en douter qu'il faudra désormais compter avec eux sur le marché du lancement des satellites. La fusée européenne peut entrer, sous les meilleures auspices, sa carrière commerciale, qui doit commencer en mai avec le lancement, depuis Kourou, d'un satellite de télécommunications américain.

Sous les meilleurs auspices en effet, parce que, comme en sport, il est bon psychologiquement que des équipes de techniciens et d'ingénieurs gagnent et fassent preuve de leur savoir-faire. De ce point de vue, la période qui a précédé ce tir n'était pas de nature à calmer les esprits. A plusieurs reprises, en effet, Intelsat, le propriétaire du satellite qui vient d'être mis sur orbite, avait demandé le report du tir parce qu'il considérait des difficultés de mise au point des satellites Intelsat-5.

Maintenant, tout est cobalté, et l'on se plaint, à Kourou, à faire remarquer que les équipes chargées de la préparation et de l'érection du

Jean-Paul II s'adresse
aux catholiques de Lituanie

De notre correspondant

Cité du Vatican. - Dans son homélie prononcée dimanche 4 mars à l'occasion du cinquante centenaire de la mort de saint Casimir, patron de la Lituanie, le pape Jean-Paul II a souligné l'appartenance de cette Eglise - géographiquement avancée vers l'Orient - à l'Eglise universelle et les liens qui l'unissent au siège de saint Pierre. « L'Eglise universelle, avec le vicaire de Rome, successeur de Pierre, se rend ainsi en pèlerinage spirituel au sanctuaire de Vilnius, où repose le saint patron de la Lituanie ».

Un millier de pèlerins et cinq évêques de la diaspora lituanienne sont venus à Rome à cette occasion, mais aucun laïc ou ecclésiastique n'avait pu venir de Lituanie soviétique. Le pape a donné sa bénédiction à tous les Lituanais et spécialement à ceux « qui s'efforcent de préserver la foi catholique dans leur pays ».

Depuis une douzaine d'années existe un « comité de défense des croyants » qui fait paraître dans des conditions très difficiles un bulletin (la chronique de l'Eglise en Lituanie). En 1983, deux prêtres ont encore été condamnés à la prison pour « activités contre l'Etat ».

LATREILLE

à choisir les impers

cyclone

du 2 mars au 17 mars

Quinzaine de l'imperméable.

62, rue St André-des-Arts 6

329.44.10 - Parking privé

Catalogue sur demande

Après l'attentat de Hendaye

UN INDUSTRIEL SOUPÇONNÉ
AU PAYS BASQUE ESPAGNOL

Madrid. - Les quatre Espagnols soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat en gare d'Hendaye, le 1^{er} mars, qui coûta la vie à un ressortissant français, Jean-Pierre Leiba, avaient été engagés par un industriel du pays basque, espagnol actuellement en fuite, a indiqué, dimanche 5 mars, le quotidien madrilène El País. Selon ce journal, qui cite des sources policières, l'industriel, activement recherché, est un homme d'affaires de Guipuzcoa (province de Saint-Sébastien). L'un des quatre terroristes présumés, interrogés à la police que la cible de l'attentat d'Hendaye était en réalité l'un des trois réfugiés basques espagnols avec qui se trouvait Jean-Pierre Leiba. Ce dernier aurait alors ses trois compagnons, faisant échouer la tentative. Le commando aurait alors décidé de tuer Jean-Pierre Leiba, qui connaissait l'un des quatre hommes, de peur qu'il ne les dénonce.

D'autre part, l'organisation basque française Iparrerakak a fait savoir, dimanche, que Didier Lafitte, vingt-quatre ans, tué le 1^{er} mars par la police à Bayonne, était un militant du groupe clandestin (AFP).

Le médiateur rend sa copie

M. Robert Fabre, l'unique et indissoluble médiateur de la République, n'a pas à redouter le chômage. Du travail, ses quarante collaborateurs et lui en ont à revendre. Les dossiers s'accumulent sur leurs bureaux. Les Français en désaccord avec l'administration n'arrivent plus d'écrire à leurs députés, qui transmettent au médiateur... A M. Fabre et à son équipe de débrouiller tout cela.

L'année 1983 aura été un cru record : 8 988 requêtes sont arrivées chez le médiateur contre 4 275 en 1982 et 5 920 sont parvenues chez ses correspondants départementaux (contre 5 204 en 1982). L'infatigable grette problème ment ce super juge de paix. Après un premier tir et de multiples examens, 5 042 dossiers ont été retenus, inscrits, et 1 744 ont été traités d'une réponse positive. Bref, les administrés ont eu raison 1744 fois et le médiateur a pu intervenir en leur faveur.

Le rapport de M. Fabre - le onzième du genre - note un passage que les Français contestent essentiellement les décisions portant sur les pensions, la Sécurité sociale, les questions de santé ou relatives à l'administration des finances. Et l'on s'aperçoit que les deux régions les plus contestataires sont le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur, qui ont respectivement adressé au médiateur 1 245 et 783 dossiers.

M. Fabre se plaint parfois : le médiateur n'est pas encore tout à fait intégré dans le paysage politique français. Un sondage IFOP, réalisé en octobre 1983, a révélé que seulement 36 % des Français connaissent cette institution. Apparemment, M. Fabre est particulièrement bien connu du Sud-Est. Même s'il est plaisant de donner satisfaction à quelques centaines de Français chaque année, le projet du médiateur demeure la « suppression à leur source des motifs ayant entraîné [les] lenteurs ou [les] erreurs » de l'administration. M. Fabre, en somme, ne veut pas se contenter de réparer. Il veut réformer, améliorer, améliorer, rogner les angles et rebouter les aspérités. Dans cet esprit, il tend de plus en plus à rédiger des « lettres de réformes » aux ministères. Des lettres qui sont autant de suggestions de simplification de la loi, des règlements, etc.

ACHAT BIJOUX ANCIENS

ARAX - Expert

10, rue La Boétie 75008 Paris

Téléphone : 265.25.60

PHILIPPE PONS.

(Publié)

VOUS VOULEZ APPRENDRE
UNE LANGUE ÉTRANGÈRE ?

C'est un investissement important, pour vous ou votre entreprise. Avant de vous engager, consultez-nous. Avec notre expérience de l'enseignement des langues, nous en France qu'en Angleterre et aux États-Unis, nous vous conseillons sur la meilleure formule adaptée à votre cas :

LANGUAGES STUDIES - 260-53-70

ou renvoyez ce coupon à notre adresse, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Nom : Prénom :

Profession : Age :

Adresse : Téléphone :

souhaite recevoir une documentation.

Sur le vif

Inceste

Qu'est-ce que vous faites mardi soir ? Non, je vous demande ça parce que, pour une fois, il y a une émission sensationnelle à la télé. Remarque, même si vous sortez, vous pourriez peut-être la voir en rentrant. Elle était programmée à 20 h 30, sur TF1, mais on l'a reculée jusqu'à 22 h 40, en espérant que les mêmes seraient tous couchés et les parents trop assommés, trop abrutis de fringue et de soucia pour en mesurer l'énormité.

De quoi s'agit-il ? D'une enquête sur l'inceste. Une enquête aussi décontractée que s'il s'agissait d'une simple étude de marché. A aucun moment on ne prend parti. On se garde bien de passer le moindre jugement. On nous épargne le cours de morale. On se contente d'enregistrer le témoignage d'un fils encore débouillé par l'amour qu'il lisait dans les yeux de sa mère devenue sa maîtresse. Ou celui d'un beau-père sur le retour évoquant avec une sensibilité nostalgique, passionnée, la façon dont il a délaissé la gamine de sa femme. Ce lui a coûté deux ans de prison, mais ça en valait la peine. Si c'était à refaire, il n'hésiterait pas. Ou encore l'affirmation d'un bonheur apaisé, profond, partagé par un couple - le père et la fille.

aux-mêmes parents d'une même qui risque d'éprouver un jour quelques difficultés à assumer son état civil. Ou enfin - tenez vous bien - le récit d'un père vamped par son fils : « Il s'est approché de moi. Il était tout nu. Il m'a pris dans ses bras. Je n'ai pas pu résister ».

Attention, il ne s'agit absolument pas d'une apologie de l'inceste. Vous raconteriez aussi le lot habituel de perverses gosses, terrorisées, obligées de céder sous la menace, marquées à vie par une expérience dont le souvenir au lieu de s'effacer, s'incrusterait à jamais.

C'est ça qui me fait horreur précisément, c'est cet côté pédophile de l'inceste. C'est le fait pour un père, une mère, un frère aîné, de ne pas pouvoir résister à la tentation de séduire un petit enfant. C'est cet abus de confiance, d'autorité et de pouvoir hypocritement paré des oripeaux de l'expérience et de la tendresse, et revendiqué au nom du droit qu'auraient les mêmes à choisir librement leur partenaire sexuel. Alors là, excusez-moi, mais cette liberté-là, les inciter à la prendre avec frénésie, maman ou papa, tout de même... tout de même !

CLAUDE SARRAUTE.

EFFRÈMENT DU DOLLAR

Continuant le glissement enregistré le vendredi précédent, lorsque l'unité valut 7,5676 F en séance officielle, le dollar est tombé à 7,52 F à Paris, lundi 5 mars, alors qu'il s'était fixé à 2,57 DM à Francfort contre 2,58 à la précédente séance. Le fait marquant est ce délit de sommeil vers la fin de la semaine, lequel ne s'explique pas par la dévaluation de 224 yens par 1 dollar en fin de semaine contre 224,05 en clôture à Tokyo, où le monnaie américaine avait à un moment inscrit son plus haut niveau depuis vingt-cinq mois, à 225,20 yens.

Sur le marché de l'or international, le métal fin est resté sans mouvement de 465-467 dollars l'once alors qu'il se situait à 399 dollars le vendredi précédent à Londres au second « fixing » de la semaine.

Le numéro du « Monde » daté 4-5 mars 1984 a été tiré à 431 584 exemplaires

(Publié)

Réussir ?.. Vous le pouvez

En utilisant bien ce que vous utilisez mal

Vous vous sous-estimez. Vous croyez faire de votre mieux alors que vous n'utilisez qu'une fraction de vos vraies possibilités. Non, ce n'est pas une boutade, ces faits sont bien connus de tous les savants. En voici la preuve. Votre cerveau a plus de 15 milliards de neurones dont 10% seulement, d'après les scientifiques, sont connectés entre eux et servent quotidiennement. Pour vous donner une idée de cette puissance énorme, il faudrait faire appel aux mémoires électroniques de 1000 grands ordinateurs pour enregistrer toutes les informations que votre cerveau peut contenir !

Alors pourquoi vous, vous sentez-vous si limité dans vos possibilités ? Pourquoi votre mémoire est-elle défaillante ? Pourquoi la simple vie quotidienne vous pose-t-elle parfois des problèmes insolubles ? Pourquoi votre vie professionnelle n'est-elle pas plus épanouissante ?

A ces questions, comme à beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule réponse : vous ne savez pas vous servir pleinement des possibilités de votre cerveau. Vous ne réussissez pas mieux dans la vie parce que vous ne savez pas encore comment mettre en service rationnellement toutes vos facultés, et en tirer le parti optimal.

Ce n'est pourtant pas votre faute. L'évolution humaine, les progrès de la vie moderne font que notre survie est assurée en n'utilisant qu'une fraction de nos ressources naturelles, que ce soit celles de notre cerveau ou celles de notre corps.

Comme nous sommes tous potentiellement capables d'extraordinaires exploits physiques : courir, sauter, nager - après un entraînement adéquat - nous sommes tous aussi potentiellement capables d'extraordinaires prouesses intellectuelles.

Vous aussi, vous pouvez : acquérir la pleine maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent... vous gagnerez ainsi automatiquement la précieuse confiance en vous qui en découle, mais cela n'est possible qu'à certaines conditions.

Comme pour acquérir la maîtrise de votre corps, pour développer votre mémoire, vos capacités intellectuelles, votre personnalité, il faut vous entraîner. Il faut apprendre à mettre en fonction vos dons naturels jusqu'à leur limite, ignorés. Le matériel de base est en vous. Il ne vous en manque jusqu'à maintenant que le mode d'emploi.

Une étonnante simplicité

Aujourd'hui, ce mode d'emploi existe. Sa simplicité vous étonnera. Une documentation complète vous sera envoyée gratuitement et sans aucune obligation, comme à toute personne suffisamment intéressée pour en faire la demande.

Si vous souhaitez employer au mieux toutes vos capacités, si vous voulez vivre pleinement, mais pas seulement survivre, si vous voulez obtenir plus de vous-même et plus de la vie, remplissez sans tarder le bon gratuit ci-dessous. W.R. Borg, dépt 391, chez Aubanel - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules, en donnant votre adresse permanente, et à retourner à : W.R. Borg, dépt 391, chez Aubanel - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Étonnantes du Succès ».

Nom : Prénom :
N° : Rue :
Code postal : Ville :
Age : Profession :
Aucun démarcheur ne vous rendra visite